

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°218-219

MAI-JUIN 2003

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **IRAK : DÉBUT DE LA RECONSTRUCTION POLITIQUE**
- **NEW YORK : L'ONU ADOPTE UNE RÉOLUTION SUR L'ADMINISTRATION DE L'IRAK ET LES KURDES IRAKIENS DEMANDENT LA RÉFORME DU PROGRAMME « PETROLE CONTRE NOURRITURE »**
- **ANKARA : L'INTERMINABLE PROCÈS DES ANCIENS DÉPUTÉS KURDES**
- **PARIS : LES ONG DENONCENT LES IRRÉGULARITÉS DANS LE PROCÈS DE LEYLA ZANA ET DE SES COLLÈGUES ET DEMANDENT UN PROCÈS ÉQUITABLE ET IMPARTIAL**
- **IRAN : NOUVELLE GÉNÉRATION, NOUVELLE RÉVOLUTION ?**
- **SOUS LA PRESSION DE L'ARMÉE TURQUE, LE GOUVERNEMENT ENVISAGE DE REMETTRE EN CAUSE LES RÉFORMES RELATIVES À LA DIFFUSION DE LA LANGUE KURDE**
- **STRASBOURG : LE PARLEMENT EUROPÉEN ADOPTE UNE RÉOLUTION SUR LA TURQUIE EN METTANT L'ACCENT SUR " LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME COMPLÈTE DE L'ÉTAT "**
- **AINSI QUE...**

IRAK : DÉBUT DE LA RECONSTRUCTION POLITIQUE

QUELQUES semaines après la chute du régime de Saddam Hussein et alors que les partisans de ce dernier poursuivent des actions sporadiques contre les postes américains, le processus de la reconstruction démarre progressivement. Dans les deux grandes métropoles du nord du pays, Kirkouk et Mossoul, les services de base comme l'eau et l'électricité ont été rapidement rétablis, les écoles, et les

universités et les hôpitaux ont dès le début de mai rouvert leurs portes. L'approvisionnement en essence qui posait de gros problèmes en raison du sabotage de certaines installations pétrolières par les milices du Baas a été progressivement améliorée grâce à notamment des importations à partir de la Turquie.

La plupart des villes du sud chiite ont également été en mesure de

rétablir au moins partiellement leurs services. En revanche à Bagdad et Bassora où les destructions, les pillages et les sabotages ont été plus massifs, les choses avancent plus lentement et cette lenteur mécontente une partie de la population. Ce mécontentement est amplifié par les mesures drastiques de débaasisation prises par le nouvel administrateur civil américain, l'ancien ambassadeur Paul Bremer. Ce dernier, après avoir publié un décret posant interdiction du Parti Baas et l'interdiction de tout emploi public de quelque 20 000 à 30 000 cadres de ce parti, a aussi décidé la dissolution de

l'armée irakienne. Toutes les milices armées sont désormais bannies et les Irakiens sont appelés à remettre aux autorités leurs armes.

Beaucoup d'Irakiens satisfaits de l'interdiction du Parti Baas totalitaire sont toutefois préoccupés par la perte du gagne-pain de centaines de milliers d'officiers et de soldats de l'armée dissoute. Dans un pays où 60% de la population dépend de l'aide humanitaire pour sa survie, les salaires (de misère) de tout le monde font vivre des familles. C'est sous la pression de celle-ci que finalement l'administration provisoire américaine a décidé de continuer à verser les salaires des officiers et à payer à des soldats démobilisés une indemnité pour solde de tout compte. Quant à la police, 85% de ses effectifs ont été recrutés après des stages intensifs incluant des notions de respect de procédures démocratiques et de droits de l'homme. Ils ont été affectés à des missions de maintien de l'ordre. Dans l'éducation, les purges sont restées limitées aux hauts-cadres et aux commissaires politiques du Baas. Les autres enseignants ont leur contrat renouvelé et leur salaire décompté passant en moyenne de 6 à 7 dollars par mois à 60 dollars par mois. Cette revalorisation du métier d'enseignant incite les professeurs à la retraite ainsi que certains des professions libérales à postuler pour des postes dans l'éducation nationale. La reprise des cours a permis de faire passer normalement les examens de fin d'année. Les diverses commissions pédagogiques travaillent d'arrache-pied pour préparer de nouveaux manuels scolaires sans

portrait et éloges du dictateur déchu pour la rentrée de septembre.

Dans le domaine de l'éclosion des libertés démocratiques, les progrès sont plus rapides et spectaculaires. Les partis jusque là interdits sont désormais libres de leurs activités à condition de ne pas prôner la violence. Une centaine de quotidiens représentant toutes les sensibilités politiques paraissent. Les antennes paraboliques interdites sous la dictature, se vendent comme des petits pains pour une population avide d'informations. Les manifestations secrètement réprimées sous l'ancien régime, sont quotidiennes un peu partout dans le pays pour des motifs les plus variés, y compris contre la présence anglo-américaine.

La reconstruction politique débute par la mise en place de conseils municipaux. Ces derniers, à défaut d'être élus au suffrage universel, se veulent aussi représentatifs que possible. Les élections prendront du temps car, il faudra au préalable organiser un recensement fiable de la population, établir des registres électoraux et adopter une loi électorale dans un pays qui depuis

1958 n'a pas connu d'élections véritables, à l'exception notable du Kurdistan.

C'est d'ailleurs au Kurdistan qu'a démarré la mise en place de nouveaux conseils municipaux consensuels. A Mossoul, ville à majorité arabe, une personnalité arabe, général à la retraite dont la famille a été persécutée par l'ancien régime, a été élu gouverneur, avec un adjoint kurde. A Kirkouk, un conclave de 300 délégués représentatifs de toutes les communautés de la ville a élu un conseil de 30 membres. Celui-ci, à son tour, a élu, par une majorité de 20 voix une personnalité kurde indépendante, l'avocat, Abdel Rahman Mustafa, gouverneur de la ville. Un arabe, Ismael El Hadidi, a été élu premier adjoint et un Assyro-Chaldéen deuxième adjoint. Une personnalité turcopersane a été désignée directeur de cabinet du gouverneur.

Ces exemples ont servi de modèles pour les villes chiïtes du sud tandis que le processus rencontre des difficultés de mise en place dans le triangle sunnite incluant les villes de Samarra, Ramadi, et Tikrit, bastions du pouvoir baasiste déchu.

NEW YORK : LES KURDES IRAKIENS DEMANDENT LA RÉFORME DU PROGRAMME « PETROLE CONTRE NOURRITURE »

LE 16 avril dernier, le Président George W. Bush avait demandé à l'ONU la levée des sanctions économiques contre l'Irak. La résolution 1472 du Conseil de Sécurité des Nations-unies, élaborée par les Etats-Unis, vise à remplacer la résolution 986 qui chapotait la vente du pétrole

irakien destinée au financement de la reconstruction du pays, avec le programme « pétrole-contre-nourriture ». Cette nouvelle résolution 1472 gèrera les revenus pétroliers de l'Irak, dans un nouveau Fonds de développement de l'Irak (FDI). Les leaders kurdes se réjouissent de cette nouvelle résolution qui

assurera la transparence des dépenses de ces revenus pétroliers irakiens pour la reconstruction du pays.

Cependant, quelques zones d'ombres subsistent. Les propositions américaines ne précisent pas ce qu'il adviendra des quelque 2,5 milliards de dollars déjà alloués aux trois provinces Kurdes, mais non dépensés à ce jour en raison du début de la guerre de mars 2003. Si le *statu quo* économique-bureaucratique persiste, ce chiffre risque de doubler prochainement. De plus, la résolution 986 réservait 13% des revenus du pétrole aux trois provinces kurdes du nord. Mais la nouvelle résolution échaudée par les Américains n'indique pas si l'FDI fonctionnera sur la même base que la précédente résolution, avec un fonds distinct pour les provinces kurdes. C'est grâce à ce programme différencié, que les autorités kurdes étaient parvenues à de très bons résultats avec le programme pétrole-contre-nourriture, en dépit de toutes les difficultés de gestion, d'incompétence, ou de lourdeur bureaucratique des agences de l'ONU et des entreprises de sabotage de Bagdad, alors que côté irakien, l'échec du programme « *pétrole-contre-nourriture* » incombait surtout au détournement de fonds onusiens par Saddam Hussein et ses dauphins.

Une lettre, co-signée par le responsable du PDK, Massoud Barzani, et de l'UPK, Jalal Talabani, adressée, le printemps dernier, au secrétaire général des Nations-unies, Kofi Annan, sollicite une discussion des

projets de l'ONU concernant notamment l'autorisation de dépenser les 2,5 milliards bloqués depuis l'attaque de la coalition au printemps dernier. Malheureusement, les Nations-unies n'ont pas encore répondu à la demande des Kurdes qui craignent que les crédits alloués à la reconstruction de leur pays ne soient détournés de leur finalité.

Finalement, la résolution 1483, adoptée par le conseil de sécurité des Nations-unies, le 22 mai 2003, a entériné la victoire militaire américano-britannique en Irak qui n'a du coup pas été placé sous la tutelle de l'ONU. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont réussi à amener le Conseil de sécurité à leur confier la reconstruction de l'Irak, l'exploitation de ses ressources pétrolières et l'organisation, en collaboration avec l'ONU, d'un processus politique devant amener à des élections et à la

formation d'un gouvernement à Bagdad.

La résolution 1483 annonce la disparition en six mois du programme « *pétrole-contre-nourriture* », la durée de l'application de la résolution qui sera examinée à nouveau dans 12 mois, la nomination d'un représentant indépendant de l'ONU en Irak pour la coordination de l'aide humanitaire et l'aide à la reconstruction du pays. Ce dernier devra régulièrement faire un rapport à l'ONU. Pour ce qui est des ressources pétrolières, le compte séquestre à la BNP est remplacé par un « *Fonds de développement pour l'Irak* » à la banque centrale irakienne. Les ressources seront dépensées sur décision de l'autorité administrant de la coalition américano-britannique, après consultation de l'administration irakienne intérimaire.

ANKARA : L'INTERMINABLE PROCÈS DES ANCIENS DÉPUTÉS KURDES

LORS de la troisième audience du procès des anciens députés du parti de la Démocratie (DEP), le 23 mai, la Cour s'est bornée à poursuivre l'audition des témoins de l'accusation tout en rejetant la demande de remise en liberté des avocats ainsi que toutes les demandes d'audition de témoins à décharge. Comme pour les précédentes audiences, le procès s'est déroulé sous haute surveillance policière, en présence de nombreux avocats, défenseurs des droits de l'homme, diplomates, journalistes, ainsi que des députés du Parlement européen.

Luigi Vinci, député italien au Parlement européen venu en observateur a dénoncé le refus des autorités turques de remise en liberté en déclarant : « *Ce procès a une valeur hautement politique et symbolique. Ce serait une erreur [pour Ankara] de sous-estimer son importance* ». Selon lui, la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) qui juge les ex-députés aurait dû déjà décider de la libération conditionnelle des prisonniers. « *Le fait de ne pas les avoir libérés jusqu'à présent a maintenant des répercussions sur les relations euro-turques* », a-t-il estimé. Il a souligné que la Cour européenne des droits de l'Homme de Strasbourg qui avait jugé le premier procès

inéquitable avait aussi, par cette décision, sommé la Turquie, candidate à l'intégration à l'Union européenne, de libérer les ex-députés kurdes.

L'audience a été reportée au 20 juin. Lors de cette quatrième audience, les avocats de la défense ont dénoncé la partialité de la Cour de sûreté de l'Etat et ainsi que la violation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme relative au principe de l'impartialité d'un procès.

“ Le second procès se déroule comme la suite du premier, violant les réformes apportées à la Constitution et les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme ” a déclaré Me Sezgin Tanrikulu pour la défense. *“ La Cour a toujours accepté les demandes du parquet tout en refusant toutes demandes formulées par la défense. Le principe de base aurait dû imposer un traitement égal entre les avocats de la défense et le parquet et de mettre fin à toutes les violations constatées jusqu'aujourd'hui. Mais depuis le début nous assistons ici à un faux et superficiel procès... Le président de la cour n'a pas fait preuve de distance égale entre la défense et le parquet. Il a pris toutes ses décisions au regard des allégations du ministère public... À chaque fois qu'il a été procédé à l'audition des témoins, le parquet a fait tout son possible pour y mettre fin et a exigé que l'on pose des questions collectivement. Finalement, nous n'avons pas pu interroger des témoins qui étaient cités de toute façon à charge... ”* a souligné Me Tanrikulu.

À la demande de Me Yusuf Alatas, avocat de la défense, la Cour a décidé à la majorité et malgré l'objection du parquet, de

procéder à l'audition de quatre témoins. *“ La Cour écoute des témoins pour des faits vieux de plus de 10 ans mais lorsqu'il s'agit des témoins de la défense, elle refuse en soutenant que les témoins ne peuvent pas apporter d'éléments fiables vu le délai écoulé depuis les faits ”*, ajouta Me Alatas.

“ Je suis de la tribu Dorken qui a refusé de faire partie des protecteurs de village. Le fils des chefs des protecteurs de village Abdullah Dursun, a décidé de gagner le maquis. Il était le seul à avoir fait des études. Dans cette affaire, la tribu Dursun a tenu pour responsable la mienne. Etant le seul à avoir étudié, ils m'ont alors kidnappé et séquestré. Leyla Zana a servi de médiatrice pour trouver une solution à cette affaire ”, a déclaré l'un des témoins, en ajoutant *“ selon nos traditions, lorsqu'une femme sert de médiatrice, on ne peut qu'accepter la solution... Mais ces faits n'ont rien d'acte politique ”*.

L'ancien député Hatip Dicle a souligné que c'est avec les encouragements du président de l'époque Turgut Ozal qu'ils ont pris l'initiative de servir d'intermédiaire pour en finir avec les souffrances, les larmes et l'effusion de sang. Selim Sadak a ajouté pour sa part que *“ Turgut Ozal devrait figurer parmi les martyres de la démocratie. Il voulait trouver une solution à la question kurde. Et son cœur ne s'est pas arrêté de battre seul, mais a été arrêté ”*.

Orhan Dogan a indiqué que *“ N'oubliez pas les Rosenberg... C'est 53 ans après que le témoin de l'affaire Rosenberg a surgi... Nous nous sommes affichés courageusement comme une alternative à de mauvaises politiques. Ils nous ont proposé des ministères, des présidences*

de commissions ou encore des marchés publics, mais nous avons refusé ”.

Leyla Zana n'a pas pu prendre la parole par manque de temps. La cour a une nouvelle fois refusé la libération provisoire des députés et a ajourné au 18 juillet la prochaine audience pour interroger quatre autres témoins.

Par ailleurs, l'ancien député du parti de la Juste Voie (DYP) et chef de la tribu Bucak, Sedat Bucak, témoin-clé du procès des députés du DEP, a été pour la première fois entendu par la Cour d'Assises N°2 d'Istanbul pour son implication dans le scandale de Susurluk [ndlr : accident de voiture le 3 novembre 1996 dans la ville de Susurluk mettant en lumière les collusions existant entre l'Etat, la mafia et la police en Turquie]. Poursuivi pour *“ dissimulation d'informations relatives à Abdullah Çatli, recherché par un mandat d'arrêt ”*, *“ constitution de bande criminelle ”* et *“ possession d'armes de catégorie sérieuse et grave ”*, sanctionnés de 11 à 20 ans de prison, Sedat Bucak, qui ne bénéficie plus de son immunité parlementaire, son parti n'ayant pas franchi la barre de 10 % aux dernières élections, s'est présenté à la Cour libre de ses mouvements et accompagné d'une horde de gardes, membres de sa tribu.

“ Les événements ont débuté en 1991 avec mes engagements dans la politique. À l'époque, j'avais fait la connaissance de Leyla Zana et de Sedat Yurttas, élus tous les deux sur la liste du parti de la Démocratie (DEP), ils demandaient constamment à me rencontrer et me suggéraient de ne pas prendre de position du côté de l'Etat. J'ai

informé immédiatement le secrétariat général du Conseil national de sécurité (MGK) et commencé à agir selon les directives du MGK. J'ai également informé le Premier ministre de l'époque Suleyman Demirel qu'Abdullah Ocalan voulait me rencontrer. S. Demirel m'a demandé d'aller immédiatement à la direction de sûreté d'Ankara. Je m'y suis d'ailleurs rendu avec la voiture officielle de Demirel. Mehmet Cansever, chef de la direction de la sûreté d'Ankara, m'a reçu dans son bureau où se trouvaient de nombreux personnels de différents organes des renseignements et même du MIT [ndlr : services secrets turcs]. C'est eux qui ont décidé de mes agissements " a déclaré S. Bucak.

L'ancien député a également mis l'accent sur le fait qu'il avait été approché par de nombreuses personnalités, du Premier ministre aux ministres, sans parler de l'armée, pour qu'il collabore avec l'Etat. « Lorsque Demirel m'a demandé mon aide, j'ai répliqué que la tribu Bucak avait toujours collaboré avec l'Etat, mais que mon oncle avait été jugé pour cette collaboration sous le régime militaire, c'est pourquoi je craignais que cela m'arrive un jour ». À cela, Demirel s'est énervé en rétorquant "Écoute-moi, je suis le Premier ministre. À partir de maintenant je suis ton père aussi bien que ton oncle. Il ne t'arrivera rien. Apporte donc ton aide ".

Interrogé sur sa collaboration au cours des périodes régies par les lois anti-terreur, il a déclaré que son rôle consistait à " attirer le peuple du côté de l'Etat pour constituer le corps de gardiens de village. Dans chaque famille de ma tribu, l'on trouve des gardiens de village et tout mon combat consistait en cela. "

Pour ce qui concerne sa rencontre avec les protagonistes de l'affaire de Susurluk, il a déclaré : " J'avais fait la connaissance de Huseyin Kocadag avant le coup d'Etat de 1980, alors qu'il était directeur de la sûreté à Urfa. Abdullah Çatli [ndlr : mafieux, homme de main de l'Etat, décédé dans l'accident], que je connaissais sous le nom de Mehmet Özbay, je l'ai rencontré à Istanbul en 1994 au cours d'un dîner auquel de hauts fonctionnaires de l'Etat, de l'armée, des renseignements généraux et de la Direction de sûreté, étaient conviés. " Confirmant les nombreuses visites d'A. Çatli à Siverek chez les Bucak, il a ajouté " A. Çatli était toujours entouré de hauts fonctionnaires de l'Etat et de l'armée. À l'époque, malgré les poursuites, A. Çatli ne semblait pas être inquiété par les poursuites de l'Etat et portait toujours des armes dans son sac "

" J'ai retrouvé Çatli à Istanbul après

un coup de téléphone pendant mon retour de Siverek. Puis nous avons rejoint Huseyin Kocadag, sommes partis pour Yalova puis à Izmir. À notre retour vers Istanbul, nous avons eu cet accident. Je ne me souviens pas de ce qui s'est passé après l'accident et je ne sais rien à propos des armes " a poursuivi Sedat Bucak, alors que le coffre de la voiture accidentée était bourré d'armes.

Interrogé sur les photos prises à Siverek avec A. Çatli et de nombreux autres hauts fonctionnaires de l'Etat, il a confirmé l'existence de ces photos mais " pour ma sécurité et la sécurité de l'Etat je ne veux pas produire ces photos " a-t-il lancé.

La Cour a ajourné le procès en statuant que Sedat Bucak n'avait pas l'obligation de se présenter aux prochaines audiences. Le 26 juin, elle a prononcé l'acquittement de l'ex-député mafieux et chef de milice.

PARIS : LES ONG DENONCENT LES IRRÉGULARITÉS DANS LE PROCÈS DE LEYLA ZANA ET DE SES COLLÈGUES ET DEMANDENT UN PROCÈS ÉQUITABLE ET IMPARTIAL

La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), les Femmes solidaires, la Fondation France-Libertés, le Comité International pour la libération des députés kurdes emprisonnés en Turquie (CILDEKT) et l'Institut kurde de Paris, s'inquiètent du déroulement du nouveau procès en cours contre Leyla Zana et ses collègues à Ankara qui doivent se présenter le 20 juin à la 4ème audience d'un procès qui fait fi des conclusions de la Cour

européenne des droits de l'homme. Voici le texte cosigné par ces cinq organisations :

« Leyla Zana est la première femme parlementaire kurde portée par son peuple, élue au Parlement turc avec d'autres parlementaires d'origine kurde, lors des élections législatives de 1991 ».

Au cours de la cérémonie d'investiture, elle prononce à la tribune quelques mots en kurde, qui créent le scandale. En décembre 1994, Leyla Zana, et

trois autres députés du Parti de la démocratie (DEP), Orhan Dogan, Hadip Dicle et Selim Sadak, sont condamnés à 15 ans de prison pour " délit d'opinion et soutien supposé exprimé à l'égard du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ". Née en 1961 dans un petit village dans la province de Diyarbakir, dont son mari Mehdi Zana était maire, mariée à 15 ans, Leyla Zana ne se destinait certainement pas à devenir le symbole de la lutte des Kurdes de Turquie. Elevée dans une famille traditionaliste kurde où l'on n'envoie pas les filles à l'école (elle y sera restée un an et demi seulement), elle ne forgera sa conscience politique qu'au fil de la répression.

En 1995, le Parlement européen lui décerne le prix " *Sakharov pour la liberté de l'esprit* " et en 2001, la Cour européenne des droits de l'Homme condamne la Turquie pour violation de la Convention pour non respect du droit à un procès équitable. Pour autant, Leyla Zana et ses proches n'ont pas pu faire valoir leurs droits. Néanmoins, en vertu des nouvelles réformes législatives adoptées par le Parlement Turc dans le cadre de l'adhésion à l'Union européenne, ils sont aujourd'hui re-jugés - ... après neuf ans d'emprisonnement à la prison Centrale d'Ulucanlar - Ankara - par la même Cour sensée faire sienne la décision rendue par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH).

Alors que l'arrêt de la CEDH condamnait avec insistance le rôle prépondérant du Procureur dans ce procès au détriment de la défense, nous avons après nos observations, forte inquiétude que la même Cour de Sûreté de

l'Etat (DGM) d'Ankara à l'origine de leur condamnation persiste et aboutisse à la même décision à l'issue d'une procédure non équitable.

Vendredi 20 Juin 2003, les anciens députés comparaissent ainsi pour la quatrième fois cette année devant la Cour de sûreté de l'Etat. Et déjà, depuis la première audience de ce " *nouveau procès* " le 28 mars dernier, de nombreuses irrégularités ont été constatées par la FIDH et d'autres ONGs nationales et internationales. En effet, bien que tenue par les termes de l'arrêt de la Cour de Strasbourg, le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a constamment interféré dans les travaux du Juge en refusant systématiquement à la défense le droit d'interroger les témoins à charge, tous gardiens de villages ou membres des forces de sécurité. A l'inverse, la défense, menée par Maître Yusuf Alatas du Barreau d'Ankara, n'a pu interroger les témoins de l'accusation ni faire entendre des témoins à décharge. Lors de la dernière audience du 23 mai, la Cour a en effet rejeté, sans aucun motif pertinent, toutes les demandes de la défense tendant aussi bien à la libération provisionnelle des accusés, qu'à l'audition de témoins de la défense, en violation flagrante des termes de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Par ailleurs, les renvois répétitifs des audiences à des dates ultérieures n'ont pour but que de laisser les observateurs venus des différents pays européens.

Ce procès politique est

symptomatique des enjeux auxquels sont confrontés les autorités turques dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne. Alors que le gouvernement AKP de Recep Tayyip Erdogan fait preuve d'un effort politique significatif de réforme à travers l'adoption d'une série de réformes législatives dans le cadre de l'harmonisation visant à satisfaire aux critères de Copenhague - le 6ième paquet étant débattu par le Parlement turc ces jours ci -, le système judiciaire turc (aux ordres du Conseil National de Sécurité (MGK)), s'inscrit en porte à faux avec les principes mêmes de Conseil de l'Europe en détournant de manière scandaleuse le sens même de la décision de la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

L'arsenal de lois restrictives et sécuritaires, avec en toile de fond la Constitution autoritaire héritée du coup d'Etat du 12 Septembre 1980 - dont le préambule consacre le nationalisme turc dit " *Kémalisme* " comme principe fondamental de la République - grève une réelle volonté de réformes. " *Il est impossible de parler de jugement impartial et indépendant en Turquie tant que perdureront les articles 140, 144 et 159 de la Constitution...* " reconnaissait le 21 mai dernier, le président de la Cour de cassation turque, Eraslan Ozkaya. Le 6 juin dernier, le Parlement européen a " *invité le gouvernement turc à présenter, dans les meilleurs délais, une feuille de route et un calendrier clair pour la mise en oeuvre des critères de Copenhague...* ". A la veille du procès de Leyla Zana et de ses amis, et à l'heure du Conseil européen de Thessalonique (du 19 au 20

juin), la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara doit saisir cette nouvelle occasion de s'engager sur la voix de la démocratisation et de l'Etat de droit en accordant

la libération provisoire immédiate des anciens députés kurdes, et en leur assurant un procès équitable, public et impartial.

lectuels iraniens estiment que la meilleure défense de l'Iran contre les Américains serait de démocratiser le pays pour priver ces derniers de leurs arguments d'attaque. Les conservateurs, eux ont peur d'un effet domino, que la moindre ouverture démocratique ne déclenche une dynamique aboutissant à l'effondrement de leur pouvoir. Des larges secteurs de la population commencent à perdre tout espoir dans la capacité de Khatami et de ses « réformateurs » à réformer une république islamique qui s'avère irréformable. Dans ce contexte, la crise iranienne est appelée à s'aggraver dans les mois à venir. Pour sauver la mise, le régime tente par des actes de provocation dans le domaine des armes nucléaires et des missiles de jouer sur la corde nationaliste en vue de mobiliser les iraniens contre les visées hégémoniques de l'impérialisme américain.

IRAN : NOUVELLE GENERATION, NOUVELLE RÉVOLUTION ?

LE bras de fer entre d'une part les réformateurs, nombreux au Parlement aux côtés du Président Khatami, qui prônent une normalisation des relations avec le reste de la communauté internationale pour que le pays ne subisse pas la même mésaventure que l'Irak, et les conservateurs siégeant au Conseil des gardiens de la constitution, dirigé par le Guide suprême de la révolution, l'Ayatollah Ali Khamenei, risque de conduire soit à une démission en bloc des partisans de Khatami, soit à un référendum populaire: deux projets de loi, contestant l'emprise des conservateurs sur le pouvoir, votées par le Parlement, respectivement le 2 avril et le 9 mai dernier ont été rejetés par le Conseil des gardiens de la constitution, qui veillent rigoureusement comme des sphinx aux portes du temple de la révolution islamique. Depuis la première élection triomphale du président réformateur Khatami en 1997, les réformateurs ont vu différents projets de réformes bloqués par les organes constitutionnels sous contrôle des conservateurs.

Le 21 mai dernier, 116 députés, religieux réformateurs, intellectuels, ou leaders étudiants ont même exprimé, dans une lettre ouverte publiée par la

presse, leur rejet de la 'dictature religieuse, acte impensable quelques années auparavant.

Au delà des pressions exercées par Washington qui a catalogué le pays sur la liste des Etats voyous, et exige le démantèlement du Hezbollah libanais, financé et armé par l'Iran, Téhéran vit, avec inquiétude, le pro-américanisme de la population. En effet, en avril dernier, la *vox populi* n'a pas hésité à réclamer un changement du régime. avec l'aide des marines américains. Nombre d'intel-

SOUS LA PRESSION DE L'ARMÉE TURQUE, LE GOUVERNEMENT ENVISAGE DE REMETTRE EN CAUSE LES RÉFORMES RELATIVES À LA DIFFUSION DE LA LANGUE KURDE

LE gouvernement turc envisagerait de faire machine arrière sur la question de la diffusion d'émissions en langue kurde sur les ondes de la Radio-télévision d'Etat (TRT), a laissé entendre le 16 juin le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gul. " Il y a peut-être de gros problèmes pour la diffusion en kurde par la TRT ", a confié le ministre dans une interview publiée par le quotidien turc Vatan, faisant référence aux nombreuses objections militaires à cette réforme, l'armée turque étant particulièrement réticente à

toute concession culturelle. La diffusion en kurde par la TRT pourrait encourager d'autres minorités à réclamer des émissions dans leur propre langue, a expliqué M. Gul pour qui des émissions en kurde posent également " la menace que cette langue puisse être considérée comme une seconde langue officielle ". " Nous estimons qu'il est approprié pour des stations privées de le faire (diffuser des émissions en kurde) ", a-t-il affirmé. " Si on met en place certaines règles et qu'on surveille ces émissions, il n'y aura pas de problème ", a-t-il ajouté.

Le parlement avait autorisé de telles émissions de même que l'enseignement privé des "langues autres que le turc" en août 2003 dans le cadre de réformes visant à favoriser l'adhésion du pays à l'Union européenne, mais jusqu'à présent ces réformes sont restées lettre morte, certaines écoles privées se plaignant de difficultés bureaucratiques pour obtenir l'autorisation d'enseigner et la TRT refusant toute diffusion en kurde. Le 17 février 2003, la TRT a même fait appel auprès du Conseil d'Etat de la décision les contraignant à diffuser quelques heures par semaine en kurde, estimant qu'une telle obligation était contraire à ses statuts, rapporte le 16 juin le quotidien turc Radikal qui ajoute que le Conseil d'Etat n'a toujours pas rendu un avis sur la question. La saisine du Conseil d'Etat faite en toute discrétion a même étonné le président du RTUK (ndlr : l'équivalent turc du Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA)), Fatih Karaca qui a critiqué l'ancien président de la TRT, Yucel Yener en déclarant " il a participé à toutes les réunions et protocoles avec le RTUK avant l'élaboration du règlement et puis on apprend qu'il a saisi le Conseil d'Etat...je n'arrive pas à concilier cette attitude avec le sérieux de l'Etat ".

Face à cette situation, le gouvernement vient de soumettre au parlement de nouveaux projets de réforme, notamment l'autorisation pour les chaînes de radio et télévision privées de diffuser en kurde. Le gouvernement du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, considéré avec suspicion par les militaires en raison de ses origines islamistes, a d'ores et

déjà pris acte des objections de l'armée turque en renonçant à faire voter une loi qui aurait autorisé l'établissement de salles de prière dans les immeubles d'habitation. Le ministre turc de la Justice et porte-parole du gouvernement Cemil Çicek a affirmé le 11 juin à la télévision que ce projet de loi visait à faciliter les activités des groupes religieux non-musulmans, mais avait été abandonné en raison des " préjugés " à l'encontre de son parti. Les mesures avaient été débattues le 10 juin pendant plus de six heures en conseil des ministres.

Interrogé sur le rôle de l'armée dans l'élaboration des réformes,

M. Çicek a estimé que l'armée est " la seule institution non-gouvernementale en Turquie qui prend le temps d'analyser en détail ces questions et d'émettre une opinion ". L'armée, bien qu'officiellement en faveur de l'adhésion du pays à l'Union Européenne, a récemment fait état, par des fuites orchestrées dans la presse, de son inquiétude quant à certaines réformes envisagées.

L'Union européenne a fait de la reconnaissance des droits culturels de la minorité kurde une des aunes de la libéralisation du pays, condition nécessaire à l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie à l'horizon 2005.

STRASBOURG : LE PARLEMENT EUROPÉEN ADOpte UNE RÉsOLUTION SUR LA TURQUIE EN METTANT L'ACCENT SUR " LA NECESSITÉ D'UNE RÉFORME COMPLÈTE DE L'ÉTAT "

LE Parlement européen a, le 5 juin, adopté une résolution sur la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, élaboré par M. Arie Ooslander (PPE-DE), par 216 voix pour, 75 voix contre et 38 abstentions, en soulignant " la nécessité d'une réforme complète de l'Etat " et invitant " le gouvernement turc à mettre en place un nouveau système politique et constitutionnel garant des principes d'un régime laïc et d'un contrôle du pouvoir militaire par le pouvoir civil ". Voici de larges extraits de cette résolution :

Les députés européens constatent que " l'armée conserve un rôle de pierre angulaire dans l'État et la société turcs; déplore que son rôle excessif freine l'évolution de la

Turquie vers un système démocratique et pluraliste; préconise que la Turquie profite de ce que le gouvernement actuel bénéficie d'un large soutien parlementaire pour mettre en place un nouveau régime politique et constitutionnel garantissant les principes d'un régime laïque sans suprématie militaire par rapport aux institutions civiles, afin de ramener la puissance traditionnelle de la bureaucratie et de l'armée (" Etat profond ") aux formes habituellement admises dans les États membres "

" Estime que dans le cadre de la réforme de l'État, la suppression à terme du Conseil national de sécurité dans sa forme et sa position actuelles sera nécessaire afin d'aligner le contrôle exercé par l'administration civile sur les militaires sur les pratiques observées dans les États

membres de l'Union européenne; est conscient que le changement structurel souhaité sera très difficile à accepter ”

“ Suggère que les représentants militaires se retirent des organes civils, tels que les Hauts conseils de l'éducation et de l'audiovisuel, afin d'assurer une pleine indépendance de ces institutions; invite instamment les autorités turques à instaurer un contrôle parlementaire complet sur le budget militaire, en tant que volet du budget national ”

“ ...Souligne que les modifications demandées sont si fondamentales qu'elles exigent l'élaboration d'une nouvelle Constitution explicitement fondée sur les principes démocratiques, lesquels créeront notamment l'équilibre entre les droits des individus et des minorités et les droits collectifs, conformément aux normes européennes usuelles, telles que formulées dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales... ”

“ Estime que le concept turc de la nation et de l'État laïque doit également être fondé sur la tolérance et la non-discrimination des communautés religieuses et des groupes minoritaires; estime que l'élaboration d'une nouvelle constitution doit faciliter la mise en œuvre de ces principes... ”

“ Encourage les autorités turques à consolider le principe de primauté du droit international sur la loi nationale en cas de divergence substantielle ayant trait au respect des droits de l'homme et de l'État de droit... ”

“ ...Invite la Turquie à s'engager sans délai dans un processus

d'adhésion au statut de la Cour pénale internationale; estime qu'il s'agit d'un élément fondamental dans les relations entre la Turquie et l'Union européenne; souligne que la Turquie est le seul membre du Conseil de l'Europe à ne pas encore avoir signé ce statut ”

“ Déploie que la Turquie ait très longtemps différé l'exécution des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, sur lesquelles l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a insisté par le biais d'une résolution adoptée le 23 septembre 2002... ”

“ Demande instamment l'amnistie pour les prisonniers d'opinion qui purgent leur peine dans les prisons turques bien qu'ils aient exprimé leur opinion de façon pacifique; salue les réformes qui permettent la réouverture des procès dont les jugements violaient la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales; se félicite, dans ce contexte, de la réouverture de la procédure contre Leyla Zana, lauréate du Prix Sakharov du Parlement européen, et trois autres anciens députés du parti de la démocratie (DEP) emprisonnés depuis plus de neuf ans; exige un procès équitable et leur libération provisoire immédiate ”

“ ...Demande aux autorités turques d'adopter des mesures énergiques et cohérentes, afin d'améliorer la qualité du système judiciaire et les qualifications des juges, auxquels incombe la grande responsabilité de créer une nouvelle culture juridique au service du citoyen... ”

“ Préconise que le système électoral fasse en sorte que la composition du Parlement rende pleinement justice au principe de la représentation démocratique, notamment en ce qui

concerne la représentation de la population kurde et d'autres minorités ”

“ Se félicite vivement du vote du Parlement turc du 2 août 2002 en faveur de l'abolition de la peine de mort en temps de paix et de la signature ultérieure du protocole n° 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, le 15 janvier 2003; se réjouit de ces étapes importantes, mais demande également que cette abolition soit étendue aux crimes commis en temps de guerre ”

“ Condamne la décision prise par la Cour constitutionnelle turque d'interdire le HADEP et préconise que cette décision soit reconsidérée; considère que cette interdiction va à l'encontre de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, et qu'elle viole les droits élémentaires à la liberté d'expression et de réunion; estime que l'exercice de poursuites politiques à l'égard de partis tels que le HADEP et le DEHAP, qui tous deux font l'objet d'une procédure d'interdiction analogue, va à l'encontre des principes démocratiques fondamentaux ”

“ Rappelle l'engagement pris par le gouvernement turc d'éradiquer définitivement la torture (tolérance zéro); constate avec préoccupation que les pratiques de torture se poursuivent et que les tortionnaires jouissent souvent de l'impunité; demande que les mesures les plus énergiques et conséquentes soient prises pour lutter contre cette pratique barbare et que le Centre pour le traitement et la rééducation des victimes de la torture de Diyarbakir, qui bénéficie du soutien de la Commission, puisse poursuivre sans entrave ses activités ”

“ Demande à la Turquie d'appliquer les normes internationales dans les prisons et de ne pas pratiquer l'isolement des prisonniers... Est préoccupé par la poursuite de cas de grève de la faim dans les prisons turques, et encourage les efforts engagés pour parvenir, par le biais du dialogue, à une solution permettant d'éviter d'autres morts ”

“ Demande aux autorités turques que tous les prisonniers, y compris ceux qui sont en situation de détention et placés sous la juridiction des tribunaux de sécurité d'État, puissent avoir un accès réel à l'assistance juridique; invite le gouvernement turc à adopter rapidement une législation visant à abolir l'article 31, paragraphe 1, de la loi modifiant certains articles du Code de procédure pénale (1992, n°3842), qui refuse aux détenus emprisonnés pour des délits relevant de la juridiction des tribunaux de sécurité d'État, le droit à une assistance juridique au cours des premières 48 heures de leur détention ”

“ Est profondément préoccupé par les rapports faisant état de fréquentes violences sexuelles et de viols perpétrés par des agents de sécurité de l'État sur des femmes détenues; constate que les femmes d'origine kurde et les femmes dont les convictions politiques sont jugées inacceptables par les autorités ou les militaires sont particulièrement exposées à ces violences; exige la garantie que les fouilles pratiquées sur des détenues ne soient opérées que par du personnel féminin et que les abus de pouvoir fassent l'objet de sanctions ”

“ Note que la présence de populations d'origine kurde dans plusieurs pays, y compris la Turquie, ne doit pas empêcher celle-ci d'établir

des relations plus souples et plus constructives avec ses propres citoyens d'origine kurde, comme avec les autres minorités ethniques et religieuses... ”

“ Demande à la Turquie de veiller à la diversité culturelle et de garantir les droits culturels de tous les citoyens, quelle que soit leur origine, de veiller à assurer un véritable accès à la radiodiffusion et à la télédiffusion, y compris aux médias privés, et l'éducation en langue kurde et dans d'autres langues non turcophones, et ce par l'application des mesures existantes et la suppression des restrictions qui empêchent encore cet accès ”

“ Invite la Turquie à prendre d'autres mesures dans le cadre de l'intégrité territoriale du pays, qui répondent aux intérêts légitimes de la population kurde et des ressortissants des autres minorités en Turquie, et à veiller à ce que ceux-ci soient associés à la vie politique ”

“ Respecte la priorité accordée au turc comme première langue nationale, mais souligne que cela ne doit pas se faire au détriment d'autres langues autochtones (par exemple le kurde et l'arménien) et liturgiques (telles que l'araméen/syriaque), dont l'usage constitue un droit démocratique des citoyens... Invite la Turquie à respecter et mettre en valeur le patrimoine culturel arménien et syriaque, composantes de l'identité nationale turque ”

“ S'inquiète des récentes circulaires du ministère turc de l'éducation nationale intimant aux écoles primaires et secondaires du pays de prendre part à une campagne négationniste à propos de l'oppression des minorités au cours de l'histoire de la Turquie, en particulier à l'égard de la communauté arménienne ”

“ Exhorte les autorités turques à mettre immédiatement un terme à tous les niveaux (national, régional, local) à toute activité discriminatoire qui entrave la vie des minorités religieuses, notamment dans le domaine des droits de propriété, des donations, de l'immobilier et de l'entretien des édifices religieux et du champ de compétence des directions d'écoles...”

“ ... Est satisfait de la levée de l'état d'urgence le 30 novembre 2002 dans les deux dernières provinces restantes de Diyarbakir et Sirnak, mais exhorte la Turquie à contribuer à la disparition des tensions avec la population kurde et à s'efforcer de combler le sous-développement économique et social des régions où elles habitent, à faciliter le retour vers les villages 'vidés' et le retour des réfugiés de l'étranger et à organiser le démantèlement des milices armées des villages kurdes et syriens orthodoxes ”

“ Demande aux autorités turques d'assurer un contrôle civil sur toute activité militaire éventuelle dans ces régions et d'exiger des forces de sécurité (police et armée) qu'elles répondent de leurs actes en toutes circonstances ”

“ Demande à la Turquie de coopérer avec ses voisins, à savoir l'Iran, la Syrie et l'Irak, afin de respecter et protéger les frontières tout en permettant aux citoyens d'origine kurde de ces pays de développer leurs relations humaines, culturelles et économiques; invite le gouvernement turc à continuer de s'abstenir de toute violation de l'intégrité territoriale de l'Irak et à respecter la compétence que détient l'Irak pour réaménager ses propres organisations administratives ”

AINSI QUE...

PAUL WOLFOWITZ SE DIT DÉÇU PAR L'ATTITUDE TURQUE AU COURS DE LA GUERRE EN IRAK ET DEMANDE SA PLEINE COOPÉRATION. Le secrétaire adjoint à la Défense Paul Wolfowitz a sévèrement critiqué le 6 mai le refus de la Turquie d'appuyer l'intervention militaire américaine et demandé à Ankara de se conformer désormais à la ligne définie par Washington à l'égard de l'Iran et de la Syrie. Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a rétorqué devant des journalistes : *“ La Turquie, depuis le tout début, n'a jamais commis d'erreur et a pris toutes les mesures nécessaires en toute sincérité ”.*

Dans une interview à la télévision privée CNN-Türk, M. Wolfowitz s'est dit très déçu par l'attitude des militaires turcs. *“ Je pense que pour une raison quelconque, ils n'ont pas joué le rôle clé et n'ont pas eu le comportement que nous attendions d'eux ”,* a-t-il déclaré. M. Wolfowitz a prévenu qu'il appartenait désormais à la Turquie de se racheter par son attitude en Irak aussi bien que vis-à-vis de l'Iran et de la Syrie. *“ Si nous voulons tourner la page, cela dépendra de la coopération de la Turquie qui au lieu de dire (...) “ Bon, nous ne nous soucions pas des problèmes des Américains en Iran et en Syrie, ils sont nos voisins ”, avancera et dira “ Nous avons fait une erreur, nous aurions dû savoir à quel point les choses étaient mauvaises en Irak, mais nous le savons maintenant. Essayons de voir quelle aide nous pouvons apporter aux Américains ” ”.*

“ Je voudrais voir une attitude

différente de celle que j'ai détectée ”, a-t-il poursuivi, ajoutant, *“ peut-être qu'elle est déjà là, je ne suis pas allé en Turquie depuis un moment ”.* Le refus du Parlement turc de laisser débarquer les troupes américaines sur le sol turc avait conduit l'administration Bush à revoir ses plans de guerre et à annuler 6 milliards de dollars d'aide à destination d'Ankara. *“ C'est vrai que nous n'avons pas obtenu le soutien complet que nous attendions, mais je crois qu'au bout du compte, la Turquie a payé un prix plus fort que nous ”,* a commenté M. Wolfowitz. Début mai, les Etats-Unis ont fermé leur principale mission militaire turque, dans un remaniement global de leur dispositif militaire au Proche-Orient.

Cependant, la Turquie a décidé d'ouvrir ses bases militaires, ports et aéroports aux forces de la coalition en Irak afin de fournir un soutien logistique et de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire dans le pays, a affirmé le 24 juin Abdullah Gul, le ministre turc des Affaires étrangères. Il n'a pas précisé la date d'entrée en vigueur de cette décision, ni si les bases militaires étaient concernées. Abdullah Gul a annoncé que des troupes de maintien de la paix pourraient utiliser ces bases pour une année. Il a expliqué que la présence de ces troupes sur le sol turc n'était pas soumise à l'approbation du parlement, contrairement à l'utilisation de bases pour des opérations militaires. Autoriser l'utilisation d'infrastructures à des fins humanitaires n'exige pas l'approbation du parlement, selon des responsables.

Cette annonce apparaît comme une tentative de réchauffement des relations entre Ankara et Washington, après que le parlement turc eut décidé en mars 2003 de ne pas autoriser les forces américaines à utiliser des bases turques pour les opérations militaires en Irak.

La Turquie permet déjà aux forces de la coalition d'acheminer l'assistance humanitaire dans le Kurdistan irakien par un de ses ports du sud et par la frontière entre les deux pays. Selon des diplomates, Ankara devrait maintenir comme condition qu'aucun soldat ou arme n'entre en Irak par son territoire. Selon des responsables, les Etats-Unis n'ont pas encore répondu à la proposition turque.

La Turquie avait fermé pour un jour le poste-frontière de Habur le 18 juin après que le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) eut empêché la veille 40 Irakiens se disant hommes d'affaires originaires de la ville de Kirkouk de se rendre en Turquie sans documents de voyage.

Par ailleurs, l'envoyé spécial de l'Onu en Irak, Sergio Vieira de Mello, a effectué le 19 juin une visite à Erbil dans le Kurdistan irakien pour s'entretenir avec des responsables du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Durant sa brève visite, M. Vieira de Mello a également inspecté plusieurs projets menés par des agences de l'Onu et rencontré des parents d'Irakiens disparus sous le régime déchu de Saddam Hussein.

LE PRÉSIDENT DE LA COUR DE CASSATION TURQUE DÉCLARE QUE

LA CONSTITUTION TURQUE EMPECHE L'IMPARTIALITÉ DES JUGEMENTS.

Au cours du symposium organisé à Ankara, le 21 mai, par les facultés de droit sur le thème du " *droit au jugement impartial* ", le président de la Cour de cassation turque, Eraslan Ozkaya, a déclaré dans son discours d'ouverture qu'il est impossible de parler de jugement impartial et indépendant en Turquie tant que perdureront les articles 140, 144 et 159 de la Constitution, de même que le code du Haut Conseil de la magistrature et plus particulièrement certaines dispositions de ce code. Il a souligné que le principe d'impartialité de la justice est régi par la Constitution de 1982 et certaines dispositions législatives, mais que la Constitution de 1982 est beaucoup plus coercitive au regard des droits et libertés individuels et du droit à une justice impartiale que la Constitution de 1961. Selon M. Ozkaya, élaborée par un principe philosophique limitant les droits et les libertés individuels, la Constitution de 1982 porte par voie de conséquence préjudice à l'impartialité du jugement. " *Tant que ces dispositions ne seront pas abrogées, la justice turque continuera à perdre de sa crédibilité* " a-t-il déclaré.

Le symposium s'est déroulé en présence du ministre turc de la justice, Cemil Çiçek, du procureur général près de la Cour de cassation, Nuri Ok, de son prédécesseur Sahib Kanadoglu et les magistrats de la Cour de cassation turque.

LE COMITÉ ANTI-TORTURE DU CONSEIL

DE L'EUROPE DÉNONCE LA PERSISTANCE DE LA TORTURE DANS LES COMMISSARIATS TURCS.

Le Comité anti-torture du Conseil de l'Europe (CPT) a dénoncé dans un rapport publié le 25 juin la persistance de la torture dans les commissariats turcs, notamment dans les provinces kurdes. Les experts du CPT indiquent que des cas de chocs électriques, de coups et de privation de sommeil contre des prisonniers en garde-à-vue leur ont été rapportés.

Lors de deux visites en Turquie, en mars puis en septembre 2002, les experts du CPT ont interrogé " *un nombre considérable* " de personnes ayant été placées en garde-à-vue dans la province kurde de Diyarbakir, placée sous état d'urgence jusqu'à fin novembre 2002. " *Environ la moitié des personnes interrogées ont affirmé qu'elles avaient subi des mauvais traitements lors de la garde-à-vue dans les locaux de la police ou de la gendarmerie* ", affirme le CPT, dans ce rapport publié avec l'accord des autorités d'Ankara.

Les experts de l'organisation européenne font notamment état de " *coups, compression des testicules, aspersion d'eau glacée sur les prisonniers nus qui sont ensuite maintenus au froid, privation de sommeil, position debout prolongée (...), chocs électriques sur les orteils, les parties génitales et/ou les oreilles* ". Au vu de ces informations, le CPT demande que soit organisée une enquête, par un organe judiciaire indépendant, sur les méthodes utilisées par le service anti-terroriste de la police de Diyarbakir pour interroger les prisonniers gardés à vue.

Le Comité dénonce par ailleurs la non-confidentialité des examens médicaux subis par les prisonniers. Ainsi, " *les personnes qui ont été maltraitées peuvent être facilement dissuadées d'en informer le médecin, et le médecin peut être facilement dissuadé de soulever le problème auprès du détenu. De plus, (...) certains médecins qui avaient tenu à faire état des blessures qu'ils avaient observées ont fait l'objet de menaces et/ou ont été mutés à un autre poste* ", relèvent les experts.

PROCÈS D'UN OUVRAGE HISTORIQUE ÉCRIT PAR MASSOUD BARZANI.

Le procès " *pour propagande séparatiste* " contre deux éditeurs et un traducteur turcs d'un livre sur l'histoire des Kurdes écrit par le dirigeant kurde irakien Massoud Barzani s'est ouvert le 8 mai devant une Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul. Le procureur a réclamé jusqu'à sept ans de prison à l'encontre d'Ahmet Zeki Okcuoglu et Bedir Vatansever, respectivement éditeur et imprimeur de ce livre sorti en janvier 2003, et de Vahdettin Ince, traducteur de l'ouvrage en arabe.

L'acte d'accusation incrimine l'emploi, dans ce livre intitulé " *Barzani et le mouvement de libération nationale kurde* ", du terme " *Kurdistan turc* " pour désigner le " *sud-est de la Turquie* ". Le parquet estime également que l'ouvrage du chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) critique le fondateur de la République turque, Mustafa Kemal Atatürk. Le livre contient une correspondance entre le leader indien Nehru et sa fille, Indra Gandhi, future Premier ministre. Le passage en question dit : " *Kemal Pasha a brutalement massacré les Kurdes après le soulèvement de*

1925. Il a fondé des cours spéciales d'indépendance pour juger des milliers de Kurdes et a envoyé le leader kurde et d'autres encore à la potence. Alors qu'ils donnaient leur dernier souffle, leur espoir d'un Kurdistan indépendant n'a jamais été ébranlé. Les Turcs qui ont combattu pour leur liberté, sont aujourd'hui, ironie de l'histoire, en train d'éliminer les Kurdes qui demandent à leur tour leur liberté. C'est tellement surprenant de voir comment le nationalisme cesse soudainement d'être un réflex de défense de la patrie et se transforme en une agression contre d'autres droits ”.

Aucun des trois accusés n'était présent à l'audience et la cour a prononcé un mandat d'amener à l'encontre de M. Okcuoglu pour entendre son témoignage. L'audience a été ajournée à une date ultérieure.

LA COUR CONSTITUTIONNELLE ACCORDE 45 JOURS AU DEHAP POUR LA PRÉPARATION DE SA DÉFENSE. La Cour constitutionnelle a accordé un délai supplémentaire de 45 jours au parti démocratique du peuple (Dehap, pro-kurde) pour préparer sa défense dans deux procédures lancées par le procureur de la cour de cassation, Sabih Kanadoglu, contre le Dehap en mars et en avril 2003, a annoncé le 7 mai le vice-président de la Cour, Hasim Kilic.

M. Kilic a indiqué que le président du Dehap Mehmet Abbasoglu avait demandé un délai de trois mois pour préparer la défense de sa formation mais que la Cour avait décidé de lui accorder 45 jours. La première l'accuse d'avoir falsifié des documents ayant trait à l'ouverture de représentations

dans le pays afin de pouvoir présenter des candidats aux élections législatives de novembre 2002. La seconde concerne des accusations de “ collusion avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kadek) ”. Le Dehap, qui nie toute relation avec le PKK, n'a obtenu aucun siège au parlement au scrutin de novembre 2002 faute d'avoir franchi la barre des 10% de suffrages nécessaires à l'échelle nationale. Le parti a été fondé en 1999 par des sympathisants du parti démocratique du peuple (Hadep) qui a été interdit le 13 mars par la Cour constitutionnelle “ pour association avec les rebelles sécessionnistes kurdes ”

Par ailleurs, l'ex-président du parti démocratique du peuple (Dehap, pro-kurde), Mahmut Abbasoglu, et trois anciens dirigeants du parti ont été condamnés le 26 juin à près de deux ans de prison chacun pour “ falsification dans les documents officiels ”. Les quatre personnes étaient accusées d'avoir falsifié des documents ayant trait à l'ouverture des sections du parti dans le pays afin de pouvoir présenter des candidats aux élections législatives de novembre 2002.

Vingt-deux autres ex-responsables du parti ont été acquittés dans cette affaire. M. Abbasoglu ne s'était pas présenté pour un nouvel mandat lors d'un congrès de son parti le 8 juin. Il a été remplacé à la tête du parti par Tuncer Bakirhan. Le Dehap, qui nie tout lien avec le PKK, est menacé de fermeture par la justice turque pour “ liens présumés avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan ” (PKK- rebaptisé KADEK).

Le parti a été fondé en 1999 par des sympathisants du parti démocratique du peuple (HADEP), formation qui a été interdite le 13 mars par la Cour constitutionnelle pour “ association avec les rebelles sécessionnistes kurdes ”.

PERQUISITION AU SIÈGE DE L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME ET SAISIE DES ARCHIVES ET DU MATERIEL.

Le secrétaire général de la fondation turque des droits de l'homme (TIHV), Sedat Aslantas, dans une lettre ouverte adressée au Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a vivement critiqué les perquisitions effectuées le 6 mai par la police turque au siège de l'association turque des droits de l'homme (IHD). “ Au cours d'une perquisition de deux heures, les policiers ont saisi deux nombreuses archives, mais aussi les ordinateurs et les disquettes au siège de l'IHD puis ont procédé à la même perquisition à la branche d'Ankara de l'association ”.

Les documents saisis constituent les 17 ans d'histoire de l'association des droits de l'homme et contiennent les bilans de violations des droits de l'homme, comme des témoignages ou encore des correspondances avec des organisations de défense des droits de l'homme et des officiels. Sedat Aslantas tout en dénonçant la violation de plusieurs conventions internationales par ces perquisitions, souligne que celles-ci ont eu lieu alors que le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gul, faisait le discours d'ouverture de la réunion de consultation organisée par le secrétariat général de l'UE avec la

présence de l'IHD.

LE CONSEIL NATIONAL DE SÉCURITÉ (MGK) PRÉCONISE DE L'OUVERTURE DE TROIS CONSULATS TURCS AU KURDISTAN D'IRAK. Selon le quotidien Hurriyet du 1er mai, le Conseil national de sécurité (MGK), au cours de sa réunion ordinaire du 30 avril, a recommandé l'ouverture de trois consulats turcs au Kurdistan d'Irak, dans les villes de Mossoul, Kirkouk et Suleymaniyeh. " *Le dialogue sera ouvert et chaleureux avec les Kurdes afin d'éviter les conflits entre les Arabes et les Kurdes* " a précisé le MGK, qui a également décidé de dépêcher un émissaire spécial auprès de Massoud Barzani.

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR NE PAS AVOIR MENÉ " D'ENQUÊTE ADÉQUATE " SUR LES CIRCONSTANCES DU DÉCÈS D'UN JOURNALISTE KURDE. La Cour européenne des droits de l'Homme a condamné le 9 mai la Turquie à indemniser le père d'un journaliste tué estimant qu'Ankara n'avait pas mené une " *enquête adéquate* " sur son décès.

La cour a en revanche rejeté le grief d'atteinte au droit à la vie invoqué par le père qui reprochait à des membres des services secrets de l'Etat d'avoir enlevé, torturé et tué son fils, Ferhat Tepe, reporter au journal pro-kurde Ozgur Gundem à Biltis, ou d'avoir été commanditaire de ces actes. " *Les circonstances du décès de Ferhat Tepe et le fait qu'il ait travaillé pour un journal pro-kurde militent en faveur*

des allégations de son père ", a estimé la cour dans son arrêt. La juridiction ne peut toutefois " *conclure au-delà de tout doute raisonnable* " qu'il a été la victime d'un agent de l'Etat ou d'une personne agissant en son nom.

Le gouvernement soutenait que Ferhat Tepe avait été assassiné par le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Pour tenter d'élucider les circonstances controversées de la mort du journaliste, trois représentants de la Cour ont entendu 24 témoins à Ankara en octobre 2000. La cour a souligné que l'enquête n'avait pas été approfondie et que les autorités policières et judiciaires n'avaient pas pris de mesures pour identifier de possibles témoins. Elle a conclu qu'il y avait eu violation de la Convention européenne des droits de l'Homme " *du fait que les autorités nationales ont failli à mener une enquête adéquate et effective sur les circonstances du décès du fils du requérant* ". Elle a alloué au requérant 14.500 euros de préjudice moral et 14.500 euros pour les frais et dépens.

L'ANCIEN PREMIER MINISTRE TURC, NECMETTIN ERBAKAN, DE RETOUR SUR LA SCÈNE POLITIQUE APRÈS CINQ ANS D'INTERDICTION. L'ancien Premier ministre turc Necmettin Erbakan a été élu à la tête de son parti pro-islamique, le 11 mai, après avoir été empêché de briguer un mandat politique pendant cinq ans. Il a été élu à l'unanimité chef d'un nouveau parti islamique, le Parti du Bonheur (Saadet partisi), réuni en congrès. Son retour ne devrait cependant pas changer beaucoup

la donne sur l'échiquier politique turc.

En 1998, une décision de justice l'avait exclu de la vie politique nationale après avoir dissous pour " *activités anti-laïques* " le parti de la Prospérité (Refah), alors unique parti islamique de Turquie, qu'il présidait depuis 30 ans. Necmettin Erbakan avait été désigné Premier ministre d'un gouvernement de coalition en 1996, avant que celui-ci ne s'effondre un an plus tard sous les menaces de la toute-puissante armée turque. Le parti du Bonheur n'a pas enregistré de suffrage suffisant pour entrer au Parlement lors des élections législatives de novembre 2002, remportées de façon écrasante par un autre parti islamique, le Parti de la Justice et du Développement (AKP), fondé par une grande partie des élus qui étaient auparavant proches de M. Erbakan.

M. Erbakan, 76 ans, représente la vieille garde par rapport au plus jeune et plus charismatique Premier ministre actuel Recep Tayyip Erdogan, dissident du Parti du Bonheur.

MASSOUD BARZANI REÇOIT UNE DÉLÉGATION TURQUE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Le leader du parti démocratique du Kurdistan (PDK) d'Irak, Massoud Barzani, a, le 24 mai, accueilli une délégation du ministère turc des affaires étrangères dans son fief de Selahaddin. Composée des ambassadeurs Ecvet Tezcan et de Selim Karaosmanoglu et aussi du directeur du bureau d'Irak du ministère des affaires étrangères, Kerim Uras, la délégation a reçu

un accueil convivial par M. Barzani qui a déclaré qu' " une nouvelle page s'ouvrirait avec la Turquie ". E. Tezcan, quant à lui, déclaré que " la démocratie et la liberté existent réellement [au Kurdistan] "

" Il est temps d'améliorer notre coopération. (...) Nous avons le projet d'ouvrir des consulats à Souleimanieh et Erbil. L'invitation en est venue du nord de l'Irak ", avait déclaré, le 18 mai, le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gul.

AFFRONTEMENTS À GIRE SUN ET DANS LA PROVINCE KURDE DE DERSIM ENTRE LES SOLDATS TURCS ET LES MEMBRES DU TIKKO ET DU PKK. Trois membres d'une organisation maoïste clandestine ont été tués lors d'un affrontement avec les forces turques à Giresun (sur le littoral de la mer Noire, près de la frontière géorgienne), tandis qu'un soldat a été tué au cours d'un accrochage avec des combattants kurdes à Dersim, selon les autorités turques le 21 mai.

L'incident à Giresun s'est produit dans la localité d'Alucra lorsque des militants extrémistes du TIKKO (armée de libération des paysans et des ouvriers de Turquie, illégale) ont répondu par des tirs aux appels à la reddition, selon les autorités. À Dersim, un accrochage a eu lieu près du village d'Ataclar entre des militaires en mission de ratissage et un groupe du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

L'ALLEMAGNE COMPTE 600 000 RESSORTISSANTS ORIGINAIRES DE LA TURQUIE. Selon le quotidien

turc Hurriyet du 22 mai, l'Allemagne compte 600 000 ressortissants originaires de la Turquie. L'Ambassade de Turquie à Berlin annonce que plus de 100 000 d'entre eux ont obtenu la naturalisation après la réforme de 2000 et que cela constitue un électorat de 470 000 personnes.

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR " TRAITEMENT INHUMAIN ET DÉGRADANT ". La Cour européenne des droits de l'homme a, le 19 juin, condamné la Turquie pour des mauvais traitements infligés pendant sa garde-à-vue à un Kurde condamné pour " séparatisme ", dont elle a par ailleurs estimé le procès inéquitable. La Cour a estimé que Hulki Gunes, un Kurde de 40 ans arrêté en 1992 près de Diyarbakir, soupçonné d'avoir participé à une fusillade où un soldat avait trouvé la mort, avait subi un " traitement inhumain ou dégradant " lors de sa garde-à-vue. M. Gunes s'était notamment plaint d'avoir subi des électrochocs et des coups sur différentes parties du corps.

La Cour a d'autre part estimé que le procès du requérant, condamné le 11 mars 1994 à la réclusion à perpétuité pour " séparatisme et atteinte à la sûreté de l'Etat ", avait été inéquitable, car la Cour de sûreté de l'Etat qui l'avait condamné comportait un juge militaire. La CEDH a enfin condamné Ankara pour n'avoir pas laissé au requérant la possibilité de faire interroger par la Cour de sûreté les gendarmes qui l'accusaient, et dont le témoignage était le seul à charge. " La Cour ne méconnaît pas les indéniables difficultés de la lutte contre le terrorisme (...), mais elle estime que

ces facteurs ne peuvent conduire à limiter à tel point les droits de la défense d'un accusé, quel qu'il soit ", estiment les juges.

Le requérant, actuellement détenu à Diyarbakir, s'est vu allouer 25.000 euros de dommages et intérêts, ainsi que 3.500 euros pour les dépens.

SIX COMBATTANTS DU PKK TUÉS EN MOINS DE DEUX SEMAINES AU KURDISTAN DE TURQUIE. Deux combattants kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK rebaptisé Kadek) ont été tués, le 24 juin, lors d'un accrochage avec l'armée turque près du village de Meselidere, province de Siirt. Deux combattants PKK avaient été tués le 19 juin lors d'un accrochage avec l'armée turque dans la province kurde de Bingol, où deux autres combattants du PKK avaient été tués le 15 juin.

Depuis plusieurs semaines, des organisations civiles de la région organisent des manifestations dans le pays pour réclamer une amnistie générale pour les combattants kurdes afin d'établir une paix durable. Le ministre turc de l'Intérieur, Abdulkadir Aksu, a proposé le 27 juin une amnistie aux combattants kurdes. La proposition de loi, dévoilée lors d'une conférence de presse télévisée, propose le pardon pur et simple pour certains et des réductions de peine pour d'autres. " Il s'agit d'un pas nouveau et très important du gouvernement pour rétablir la paix ", a notamment déclaré le ministre. La proposition de loi, qui pourrait être soumise au parlement dès la semaine prochaine, envisage le pardon pour ceux qui se rendent et qui

n'ont pas commis de crimes de sang et des réductions de peine pour les autres, à condition qu'ils donnent des informations sur leur organisation. Les dirigeants sont exclus de toute offre d'amnistie. Les personnes déjà condamnées se verront offrir des réductions de peine de moitié ou des trois-quarts, à condition de coopérer avec les autorités. L'offre du gouvernement, la huitième du genre, a été dénoncée par Tuncer Bakirhan, le dirigeant du Parti démocratique du peuple (DEHAP-pro-kurde), qui réclame une amnistie générale.

REPRESSION POLICIÈRE CONTRE DES MANIFESTANTS DEMANDANT L'AMNISTIE GÉNÉRALE ET ACCROCHAGE À BINGOL FAISANT DEUX MORTS DANS LES RANGS DU PKK. La police turque a interpellé le 16 juin 114 personnes dans la ville kurde de Bingol alors qu'elles manifestaient pour réclamer une amnistie générale pour permettre aux combattants kurdes de déposer leurs armes et de regagner la vie civile. Dans un premier temps, 61 personnes dont 60 femmes de la "Plateforme féminine", avaient été interpellées par les forces de sécurité. Ensuite, un autre groupe de 53 personnes a également été interpellé. Quatre avocats, qui en faisaient partie, ont été relâchés, selon les autorités turques.

340 organisations non gouvernementales, défenseurs des droits de l'homme, partis politiques pro-kurdes et syndicats ont appelé le 14 juin le gouvernement turc à proclamer une amnistie générale pour les militants kurdes, dans le but de

stabiliser la paix dans cette région. " Une amnistie sans conditions et sans limites est le seul moyen de venir à bout des tensions ", affirme un texte signé par ces organisations. " Réclamer le repentir ne résoudra pas les problèmes, mais créera les conditions pour qu'ils prolifèrent ", affirme le texte présenté lors d'une conférence de presse à Diyarbakir.

Le gouvernement prépare actuellement une loi d'amnistie, limitée à d'éventuels repentis, mais qui serait d'application plus large que des précédentes dispositions légales prises à l'égard de militants pro-kurdes, leur demandant de se repentir et de livrer des informations sur le PKK. Ces textes excluaient également des dirigeants de ce mouvement. Les responsables militaires turcs estiment que quelque 5.000 membres du PKK ont trouvé refuge dans les montagnes du Kurdistan irakien et après la guerre en Irak, les Américains ont affirmé qu'ils ne toléreraient pas la présence de " ces miliciens " sur le sol irakien et poussent Ankara à décréter une amnistie.

Le gouvernement souhaite faire voter par le parlement de nouvelles réformes concernant les droits des Kurdes avant le sommet européen de Salonique (Grèce) des 20 et 21 juin.

Par ailleurs, deux combattants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués lors d'un accrochage avec l'armée turque au cours d'une opération militaire, qui s'est déroulée le 15 juin dans la province kurde de Bingol. Le gouverneur de Bingol, Huseyin Avni Cos, a déclaré que cette opération avait été déclenchée

l'assassinat d'un maire de village de la province par des membres du PKK la semaine précédente.

L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ACCUSE LA TURQUIE DE " COLONISER " LA PARTIE TURQUE DE CHYPRE. La Turquie et la République turque de Chypre du nord (RTCN, reconnue seulement par Ankara) ont, le 25 juin, dénoncé un rapport adopté la veille à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (ACPE) et qui accuse la Turquie de " coloniser " la partie turque de Chypre. " Ce n'est pas vrai. Ces allégations sont dénuées de fondement ", a déclaré à la presse le chef de la diplomatie turque Abdullah Gul.

Le rapport accuse la Turquie de procéder à une " colonisation déguisée " dans le nord de Chypre depuis l'intervention militaire turque de 1974 qui a divisé l'île en secteurs turc et grec (sud). Sur les quelque 200.000 habitants de la RTCN, 115.000 sont des colons venus essentiellement d'Anatolie, selon le document. Des milliers de Chypriotes-turcs ont quitté leur pays pour la Grande-Bretagne et d'autres pays du Commonwealth. L'ACPE a adopté, le 24 juin, par 68 voix contre 15 et 2 abstentions une recommandation demandant " à la Turquie, ainsi qu'à l'administration locale subordonnée chypriote turque du nord de Chypre, de mettre fin au processus de colonisation par les colons turcs ".

" La Turquie n'est pas une force d'occupation et n'a jamais eu de telle intention ", a souligné M. Gul. " Ce rapport inéquitable et partial ne

reflète pas les réalités à Chypre », a déclaré pour sa part le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Huseyin Dirioz. Le président de la RTCN Rauf Denktas a qualifié le rapport de contre-productif dans la recherche d'une solution à la division de l'île. " *Si ce rapport vise à apporter la paix et un consensus sur l'île, il ne sert sans doute pas cet objectif* ", selon M. Denktash.

Le rapport qui n'a pas de caractère contraignant recommande au conseil des ministres du Conseil de l'Europe de charger le Comité européen sur la population (CAHP) d'effectuer un recensement à Chypre et de promouvoir " *l'idée de créer un fonds qui financerait les éventuels retours volontaires des colons turcs en Turquie* ". Des efforts sont en cours pour relancer le dialogue entre les dirigeants chypriotes grecs et turcs sur la base d'un plan de réunification de l'île mis en avant par le secrétaire général de l'Onu, Kofi Annan, et sur lequel les négociations avaient échoué en mars 2003. Des mesures de confiance ont été mises en place depuis, notamment l'ouverture par les autorités chypriotes-turques de la ligne de démarcation séparant les deux secteurs. La République de Chypre a signé le 16 avril un traité d'adhésion à l'Union européenne, laissant pour l'instant la RTCN au ban de l'Europe.

LA CONDAMNATION DE LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME POUR VIOLATION DE LA LIBERTÉ DE L'EXPRESSION N'EMPECHE PAS LES AUTORITÉS TURQUES DE

POUR SUIVRE UN AUTEUR POUR LE MÊME LIVRE. Condamné à plus d'un an de prison par la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Istanbul n°2 pour un livre intitulé " *La faillite du paradigme* " (Paradigmanin iflasi), Fikret Baskaya, universitaire turc, s'est le 2 juin présenté devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara n°1, pour la publication de la huitième édition du même livre. Fikret Baskaya avait purgé sa peine de prison alors que la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Turquie notamment pour violation de la liberté de l'expression.

Ainsi, Fikret Baskaya risque sur la base de la loi 8/1 anti-terreur turque d'un an et 4 mois de prison jusqu'à quatre ans de prison pour un livre qui reste dans le cadre de la liberté de l'expression de l'auteur selon le jugement même de la Cour européenne des droits de l'homme dont l'autorité reste ainsi théorique tant qu'elle n'inflige que des amendes .

LES KURDES DE TURQUIE REFUGIÉS AU KURDISTAN IRAKIEN DEMANDENT À RENTRER CHEZ EUX. Selon le quotidien turc Milliyet du 15 juin, la Sous-commission relative des réfugiés de la commission des droits de l'homme du Parlement turc, a décidé de se rendre au Kurdistan irakien pour examiner la situation des 12 000 réfugiés kurdes de Turquie, contraints à l'exil en 1990 du fait de l'oppression exercée par les autorités turques. " *Partis il y a 13 ans avec le message " la Turquie est devenue invivable pour les Kurdes ", au moment où les combats étaient intenses avec le Parti*

des travailleurs du Kurdistan (PKK), les 12 000 Kurdes désireux de revenir avec la fin de la terreur, laisse la Turquie dans l'embarras " écrit le journal.

Président de la sous-commission, le député du parti de la Justice et du développement (AKP), Faruk Unsal, a déclaré qu'après avoir discuté avec une délégation composée de 140 réfugiés en attente à Sirnak, ils se rendront au Kurdistan pour étudier la question sur le terrain dans les camps de Makhmour et de Zeli dans la province de Mossoul qui était jusqu'à la chute du régime de Saddam Hussein sous le contrôle de celui-ci.

UNE RADIO INTERDITE DES ONDES POUR UN MOIS ET SANS MISE EN DEMEURE POUR AVOIR DIFFUSÉ EN KURDE. Alors que le président de l'organe de contrôle et de régulation des radios et télévisions turques (RTUK) critique ouvertement l'ancien président de la chaîne nationale turque (TRT) pour avoir saisi en catimini le Conseil d'Etat afin de s'opposer à la diffusion des émissions en kurde sur la TRT, il décide en même temps d'interdire la radio Dunya (Monde) émettant en kurde dans le cadre strict de la réglementation turque. Par décision datée du 12 juin, Fatih Karaca oppose une interdiction d'un mois à la radio Dunya, incriminée pour un programme intitulé " *la langue et la littérature kurdes* ". " *La violation du principe de non-diffusion contre l'existence et l'indépendance de la République de Turquie et l'unité indivisible de l'Etat et de son peuple a été constaté... Par conséquent... il n'y a pas lieu de mettre en demeure* " précise le texte signé par F. Karaca fixant au 10

juillet l'arrêt des émissions.

Le directeur éditorial de la radio, Sabri Ejder Oziç, se dit surpris par la décision en déclarant " *le RTUK n'évoque pas dans sa décision comme infraction le contenu du programme. Le seul problème est l'utilisation de la langue kurde. Les réformes apportées à la Constitution en vue d'une adhésion à l'Union européenne nous octroient pourtant ce droit. Nous avons fait tellement attention à la diffusion ; nous avons respecté la durée imposée par les règlements, alors que nous ne diffusons qu'une demi-heure par semaine en kurde, nous faisons une traduction simultanée en turc, et diffusons quelques chansons en kurde* ". Pour les responsables turcs même une demi-heure de musique kurde par semaine constitue une menace grave pour l'existence de leur république qui apparemment semble bien fragile.

" TROP DE ROUGE, VERT ET JAUNE " LE DÉCOR D'UNE PIÈCE DE THÉÂTRE SAISI PAR LA POLICE TURQUE. La police turque est intervenue, le 17 juin dans un théâtre de la province kurde de Hakkari pour saisir un décor qui comportait à leur goût trop de rouge, vert et jaune, les couleurs du drapeau kurde.

L'intervention a eu lieu après qu'un professeur, qui avait assisté à une répétition de la pièce, eut téléphoné aux autorités pour dénoncer un soit-disant complot, rapporte, le 19 juin, le quotidien turc Radikal. La représentation des trois couleurs donne souvent lieu à des accusations de propagande et de soutien au séparatisme. Les acteurs, qui ont été interpellés pour témoigner devant le procureur, ont annulé

les représentations, selon le quotidien turc Milliyet. L'un deux, Mahir Gunsiray, a démenti que la pièce, intitulée Gavara, ait quoi que ce soit à voir avec le problème kurde, et dit sa " surprise " face à la saisie du décor. " *Cet incident représente vraiment un mauvais coup à un moment où le parlement travaille à l'adoption de réformes pour permettre au pays de rejoindre l'Union européenne* ", a-t-il déclaré.

LE MINISTÈRE TURC DE L'ÉDUCATION NATIONALE DEMANDE AUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES D'ORGANISER DES CONFÉRENCES ET DES CONCOURS DE COMPOSITION POUR LUTTER CONTRE TOUT ARGUMENT RELATIF AU GÉNOCIDE ARMÉNIEN.

Selon le quotidien turc Hurriyet du 12 mai, une circulaire du ministère turc de l'éducation nationale datée du 14 avril 2003 envoyée à tous les établissements scolaires en Turquie, y compris les écoles arméniennes, demande l'organisation " *des conférences et de concours de compositions* " dans le but de " *lutter contre les arguments relatifs au génocide arménien* ".

La circulaire précise que les rapports sur l'organisation des conférences devront être adressés par la direction des établissements au ministère de l'éducation nationale avant le 30 mai 2003 et cite des livres de référence - selon les turcs- sur la question tel que " *Les massacres perpétrés par les Arméniens à Adana et les relations franco-arméniennes* " de Yusuf Ziya Bildirici ou encore " *l'église arménienne et la terreur* " de Erdal Iler.

Le document prévoit également l'organisation dans tous les collèges d'un concours de composition sur le thème de " *la révolte et les activités arméniennes au cours de la première guerre mondiale* ". Les résultats devront être proclamés le 1er septembre et les lauréats publiés dans la Revue d'éducation éclairée par la science et l'intelligence.

LES FAILLITES DES BANQUES TURQUES ONT COÛTÉ 40 MILLIARDS À LA TURQUIE SELON LE FMI. À la réunion organisée le 8 mai par le conseil de contrôle et d'organisation bancaire turque (BDDK) à Istanbul, la première adjointe du président du FMI, Mme Anne Krueger, a déclaré que la gestion risquée et le mauvais contrôle du système bancaire avaient coûté à la Turquie 40 milliards de dollars. " *Si une organisation et un contrôle nécessaires avaient été élaborés au préalable, on n'aurait pas à affronter une telle perte* " a-t-elle déclaré.

LE PKK MENACE DE REPRENDRE LES HOSTILITÉS ALORS QUE LE DEHAP DEPOSE AU PARLEMENT TURC UNE PETITION D'UN MILLION DE SIGNATAIRES DEMANDANT UNE AMNISTIE GÉNÉRALE. Murat Karayilan, un des dirigeants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK-rebaptisé Kadek), a menacé de reprendre les hostilités en Turquie, minimisant la portée des mesures d'amnistie proposées le 29 juin par le gouvernement aux combattants, selon le quotidien pro-kurde Ozgur Politika publié en Allemagne. " *Le projet [d'amnistie] impose la repentance.*

Il dit : " nous vous annihilons si vous ne vous rendez pas et ne fournissez pas d'informations " ", estime Murat Karayilan, commandant de premier plan au sein du PKK, d'après un article publié le 30 juin dans le quotidien.

Si le gouvernement turc " insiste sur l'annihilation et le reniement, nous n'aurons plus qu'une seule option. Et c'est une guerre pour l'honneur ", a ajouté Murat Karayilan. " Une nouvelle guerre ne sera pas comme l'ancienne. Si la guerre débute, la vie économique, politique et sociale sera paralysée ", a-t-il averti.

Un autre dirigeant de haut rang, Mustafa Karasu, a, le 3 juillet, déclaré dans le même journal sous le titre de " soit une solution, soit la guerre ! ", que " Cela fait quatre ans... Soit une solution ou soit une défense légitime est à l'ordre du jour. Aussi, allons-nous vers un point critique ".

Le projet de loi, annoncé par le ministre turc de l'Intérieur Abdulkadir Aksu, envisage le pardon pour ceux qui se rendent et qui n'ont pas commis de crimes de sang et des réductions de peine pour les autres, à condition qu'ils donnent des informations sur leur organisation.

L'offre du gouvernement, la huitième du genre, a une nouvelle fois été dénoncée le 2 juillet par le principal parti pro-kurde de Turquie, le Parti démocratique du peuple (DEHAP), qui a réclamé une amnistie générale dans une

pétition d'un million de signatures remise au Parlement. " Il y a une nécessité pour une amnistie politique afin de parvenir à une paix sociale ", a indiqué Osman Ozcelik, le vice-président du parti DEHAP. Il a affirmé que la proposition du gouvernement était dégradante car il appelle les combattants à se repentir et fournir aux autorités des informations sur leur organisation.

Les personnes déjà condamnées se verront offrir des réductions de peine de moitié ou des trois-quarts, à condition de coopérer avec les autorités.

ACQUITTEMENT EN GRÈCE DANS L'AFFAIRE DU SÉJOUR CLANDESTIN D'ABDULLAH OCALAN.

Dix Grecs dont un amiral à la retraite, jugés dans l'affaire du séjour clandestin d'Abdullah Ocalan, leader du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont été acquittés le 27 juin par un tribunal d'Athènes. A. Ocalan, qui purge en Turquie une peine de détention à vie, a lui aussi été acquitté par le tribunal grec, de même que deux autres Kurdes qui l'accompagnaient en 1999.

L'affaire avait soulevé un tollé en Grèce et entraîné le limogeage des ministres des Affaires étrangères, de l'Ordre public et de l'Intérieur, Theodoros Pangalos, Philippos Petsalnikos et Alecos Papadopoulos. Tous trois ont déposé devant le tribunal en tant que témoins. L'amiral à la retraite Antonis Naxakis, connu pour ses vues ultra-nationalistes, était le principal accusé grec du procès. Il

a affirmé devant le tribunal qu'il avait été " utilisé " par le gouvernement socialiste alors au pouvoir en Grèce pour livrer A. Ocalan aux autorités turques. M. Pangalos a déclaré au tribunal que l'amiral Naxakis avait été " abusé " et pensait qu' " il serait simple de faire obtenir l'asile politique " à Abdullah Ocalan, une mesure en faveur de laquelle 100 parlementaires grecs avaient lancé un appel. L'amiral Naxakis n'a joué qu'un rôle " technique " dans l'affaire et " ceux qui ont amené Ocalan en Grèce ne sont pas au banc des accusés ", a déclaré l'ancien ministre des affaires étrangères.

La Turquie a, le 2 juillet, dénoncé et s'est dite " surprise " de l'acquittement prononcé. Selon le communiqué du ministère turc, le verdict du tribunal athénien " ne répond absolument pas aux attentes de la communauté internationale en matière de lutte antiterroriste et ne satisfait pas l'opinion publique turque ". A. Ocalan avait séjourné clandestinement à Athènes les 28 et 29 janvier 1999. Il avait ensuite été évacué avec l'aide des services de renseignement grecs vers l'ambassade de Grèce à Nairobi, au Kenya.

Le procureur Orhan Erbay a non seulement requis et obtenu l'acquittement contre Sedat Bucak mais n'a pas manqué non plus de saluer la collaboration avec l'Etat de ce chef de tribu en faisant largement l'éloge de ce témoin clé du premier procès des députés du DEP qui eux ont été condamnés à 15 ans de prison sans jamais avoir eu le droit d'interroger S. Bucak.

Les Kurdes ne veulent plus d'Arabes à Kirkouk

LA VENGEANCE DES EXPULSÉS

Chassés par le régime de Bagdad et sa politique forcenée d'arabisation, les Kurdes et les Turkmènes retrouvent leurs maisons et leurs villages du nord de l'Irak. D'où ils chassent cette fois les populations arabes

De notre envoyée spéciale à Mossoul, Sara Daniel.

Ils ont brandi leurs kalachnikov avec l'arrogance des vainqueurs. Puis ils ont tiré sur les toits de paille des maisons du village d'Al-Muntassar. Un dernier avertissement aux habitants sommés de faire leurs bagages. Lorsque les bergers arabes du village ont compris qu'ils ne pourraient plus tenir longtemps face aux peshmergas venus les expulser, certains ont choisi de mettre le feu à leur maison. Plutôt tout perdre que de voir les Kurdes s'installer dans leurs meubles. Mais Khamir Mohammed, un petit exploitant agricole, n'a pas pu se résoudre à ce geste désespéré : « *C'est la maison de mon père. Celle où mes enfants sont nés. Ils n'ont qu'à venir me tuer ici. Je suis prêt.* » Ce matin, les soldats kurdes ont défoncé sa porte et lui ont mis une kalachnikov sous la gorge, devant ses quatre enfants terrifiés. Ils ont brisé le miroir, seul ornement du salon propre et nu de la maisonnette. Accroupi sur le seuil, il montre les impacts de balles.

Le père de Khamir est arrivé au village en



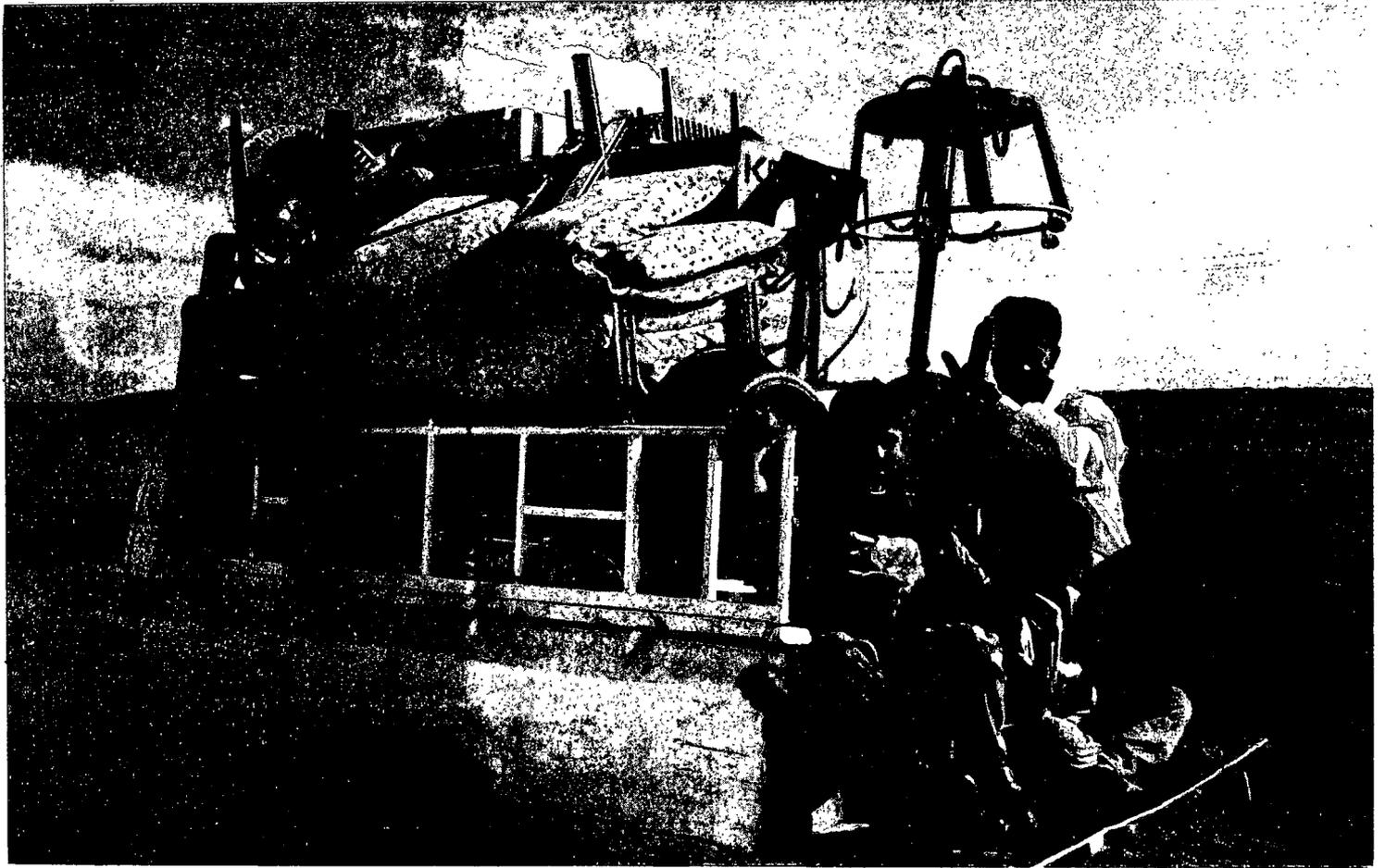
Reportage photo Eddy Van Wessel

Dans le village d'Al-Muntassar, les bergers arabes préfèrent incendier leurs maisons plutôt que de les abandonner aux Kurdes.

1975. Un village de « colons » arabes sur une terre kurde. Pour lui, c'était la fin d'une longue errance. Le régime de Saddam avait déjà déplacé sa famille lors de la campagne d'arabisation des villages. « *Lorsque nous sommes arrivés, il n'y avait pas de maisons. Nous savions que ces terres appartenaient à des Kurdes et que le gouver-*

nement les avait confisquées pour nous. Mais que pouvions-nous faire ? Dire non à Saddam, c'était dire oui à la mort... », explique Khamir en brandissant sa carte d'identité. Il veut qu'on sache qu'il est né en 1967 à Tuz, au Kurdistan. Il veut qu'on écrive son nom. Qu'on lui dise à quel bureau il doit s'adresser puisque Saddam est parti : « *S'il vous plaît, je ne veux pas être libre. Je veux juste qu'on me rende ma terre.* »

Des centaines de milliers d'Arabes sont dans la même situation. Car aujourd'hui, sur les routes récemment ouvertes, on ne cesse de croiser des fourgonnettes, chargées de télévi-



sions ou de matelas, de vêtements et de sacs de farine provenant du programme pétrole contre nourriture, sur lesquelles s'entassent des familles entières. Les Kurdes et les Turkmènes retournent sur la terre dont Saddam les a chassés avec la détermination de persécutés qui tiennent enfin leur revanche. Depuis de longs mois déjà, ils scrutaient pleins d'espoir, derrière la ligne de front, leurs villages éradiqués par le régime baassiste. Aujourd'hui, c'est la ruée. Tout le Kurdistan déménage.

Ce matin, le futur propriétaire de la maison de Khamir est venu écrire son nom au feutre bleu sur le mur. Un patronyme qui claque comme une revanche : Barzan. Le nom de ces 8 000 hommes et enfants appartenant à la tribu des Barzani qui ont été arrêtés un jour par l'armée irakienne et qu'on n'a plus jamais revus. Ceux dont Saddam évoqua un jour le sort à la télévision en déclarant qu'« ils se trouvaient sans doute déjà en enfer ». Fawaz, 24 ans, le frère de Khamir, a assisté à la visite de reconnaissance. Les Kurdes se sont disputés pour savoir qui aurait la plus belle maison, celle du cheikh du village. Puis ils ont fini par inscrire un numéro sur sa façade.

Des Kurdes retournent dans le village proche de Kirkouk d'où ils avaient été chassés par Saddam.



Fawaz Mohammed, 24 ans, arabe, et Rambar Rashid, 18 ans, kurde. Ils sont amis d'enfance. C'est le cousin de Rambar qui a inscrit son nom sur la maison de Fawaz pour se l'approprier.

« Ils vont la tirer au sort. Comme un vulgaire poulet », peste Khamir.

C'est Rambar Rashid, un jeune Kurde de 18 ans du village voisin, cousin de Barzan, qui a indiqué aux peshmergas les maisons des « Arabes » lorsqu'ils sont venus pour « accélérer » les déménagements. Sur le moment, il n'a pas réalisé les conséquences de son geste. Aujourd'hui, il regrette d'avoir « donné » ses amis. Car Rambar et Fawaz se connaissent depuis qu'ils sont enfants. Lorsque les tranchées et les sacs de sable ne les séparent pas, ils jouent au foot ensemble. Et évoquent leurs projets d'avenir. « Fawaz, c'est mon frère, explique Rambar. Bien sûr, ici, c'est une terre kurde, mais Saddam les a obligés à quitter leur région pour s'installer ici. Les peshmergas ont battu son frère, ils lui ont volé sa voiture. Pourquoi doivent-ils subir tout cela ? » Ce soir, pour échapper à la violence des peshmergas, Fawaz passera la nuit chez Rambar.

Pourtant, à un kilomètre de là, dans la famille du jeune Kurde, l'heure n'est pas à la compassion. L'oncle de Rambar, Ramadan Majid, riche fermier de 38 ans, organise le futur partage des maisons des huit villages limitrophes habités par des Arabes. Au mur, on

peut voir la photo de son grand-père qui, tous les jours, évoquait la terre de ses ancêtres, et dans un cadre doré, son titre de propriété. En 1973, les Arabes d'Al-Muntassar ont tué son cousin qui tentait de résister à son expropriation : « Comment pourrais-je avoir pitié d'eux ? Pendant toutes ces années de souffrance, je n'ai pas eu le temps d'avoir pitié de moi-même... » Alors le jeune Kurde n'ose même plus dire devant ses parents que son ami arabe va lui manquer.

Rassemblés sous le figuier du patio à l'heure de la sieste, toute la maisonnée expose ses griefs et ses souffrances. Delmia, la grand-tante qui vient de rentrer de son exil à Erbil et dont le frère et le mari, d'anciens peshmergas, ont été pendus. « Pour moi, il est trop tard. Je ne peux plus me réjouir. Je ne sens qu'un grand vide. Pour eux, peut-être... », explique-t-elle en désignant les enfants qui jouent dans la cour. Kawa, qui a été réquisitionné quatre fois pour servir dans l'armée Al-Qods. Reçu par l'université de Mossoul pour suivre une formation d'ingénieur, il n'avait pu abandonner ses parents dans le besoin. Depuis quinze ans, il travaillait, la mort dans l'âme, chez les « Arabes ». « Ils avaient pris notre terre et, en plus, ils nous la faisaient cultiver... »

Salah Ibrahim est l'un de ces paysans arabes

qui faisaient travailler les Kurdes. Il n'est pas un déplacé : son grand-père est né dans ce village de Shahid Asib, du nom d'un soldat tombé dans la guerre contre l'Iran. Mais les peshmergas n'ont pas cherché à faire la différence entre les Arabes natifs de la région et ceux qui ont été transférés de force par le régime dans le cadre du programme d'arabisation. Pour eux, tous les Arabes doivent faire place nette. Alors Salah achève aujourd'hui de dévisser les dernières prises électriques de sa maison de 450 mètres carrés. Du jour au lendemain, ses amis kurdes lui ont tourné le dos : « Lorsque je vais chercher de l'essence, ils me disent : "On n'en a pas pour toi. Retourne chez Saddam." Au moins, de son temps, on était tous unis. Maintenant, chacun brandit son drapeau. C'est l'anarchie. »

A quelques kilomètres, il nous conduit dans un camp de tentes et de caravanes, où sa famille, chassée par les Kurdes, a trouvé refuge. « Cela fait quatre mille ans que nous vivons dans cette région. Ils ne gagneront pas, assure-t-il, en montrant ses deux femmes et ses dix enfants entassés dans une roulotte exiguë. Les Kurdes nous traitent comme des Palestiniens ? Nous nous ferons sauter comme eux pour récupérer nos droits et nos terres... » Un peu plus loin, des peshmergas observent le camp à la jumelle. Ils protègent

des villageois kurdes qui viennent de s'installer dans un village voisin déserté par les Arabes. Les enfants kurdes, aussi, sont armés.

« Ils ne veulent pas de nous ici, pas même dans des roulottes, s'énerve Mubarak Awat, un des réfugiés du camp battu par les peshmergas qui lui reprochaient sa lenteur à déménager. Mon arrière-grand-père est né ici. Mais les Kurdes ne veulent plus d'Arabes à Kirkouk. Nous avons été pris entre Saddam et Bush. C'est nous qui allons payer pour leur guerre. » Dans la tente voisine, Saad Farhan, 26 ans, est révolté. C'est la deuxième fois qu'il doit plier bagage à cause d'une guerre. En 1991, après l'invasion du Koweït par l'Irak et la guerre du Golfe, il a dû quitter le Koweït, où il vivait avec ses parents. Personne ne voulait plus

d'eux. « Saddam m'a volé mon enfance, les Kurdes me gâchent ma vie d'adulte », dit-il. Comment Saad s'imagine-t-il dans dix ans ? « S'ils ne nous laissent pas retourner dans nos maisons, je voudrais devenir le Ben Laden de l'Irak. Mes futurs émules sont ici, affirme-t-il en embrassant du regard les dizaines de jeunes gens qui campent dans les talus du camp. Nous n'avons rien contre les Américains. Mais ils doivent au plus vite empêcher les Kurdes de nous martyriser. Sinon le sang continuera de couler. S. D.

Washington demande un sursis pour la dette irakienne

Le Club de Paris est saisi mais ne peut rien sans un accord préalable entre Bagdad et le FMI

« L'IRAK ne sera pas capable de rembourser ou même de payer les intérêts de sa dette avant au moins la fin de 2004. » Jeudi 1^{er} mai, le sous-secrétaire américain au Trésor, John Taylor, a mis fin aux espoirs de ceux qui espéraient que la chute du régime de Saddam Hussein et la reprise de l'exploitation du pétrole leur permettraient de rentrer rapidement dans leurs fonds, au moins partiellement. Car pour M. Taylor « il ne faut pas s'attendre à court terme, disons un an et demi, à ce que des paiements soient faits ».

Le sous-secrétaire s'exprimait devant le Center for International and Strategic Studies (CSIS). Ce « think tank » américain a évalué à 400 milliards de dollars (356 milliards d'euros) les obligations financières non tenues de l'Irak. Pour le CSIS, cette somme comprend 127 milliards de dollars de dette extérieure, dont 47 milliards d'intérêts dus aux créanciers publics, le reste correspondant notamment aux innombrables demandes de dédommagement au titre de la Guerre du Golfe. « Cela va entraîner de dures négociations affirmait Nick Barton du CSIS, il y a un mois. Une fois Saddam parti, tout le monde va se battre pour cet argent. » Selon lui, un accord envisageable serait

l'abandon d'une bonne partie des compensations en expliquant à des pays comme le Koweït et l'Arabie saoudite que la chute de Saddam constitue leur meilleure compensation.

Mi-avril, le G7 a demandé au Club de Paris « d'agir » vite sur la question de la dette irakienne. Ce dernier, qui rassemble les représentants des pays créanciers, a donc commencé, le 24 avril, à étudier la question et poursuivra cet examen « dans les prochains mois », ne disposant encore que « d'informations parcellaires ». Le « stock » des créances irakiennes (hors intérêt) est évalué à 26 milliards de dollars mais les chiffres les plus divers circulent. « Nos conseillers à Bagdad vont devoir parcourir les dossiers pour trouver à combien s'élève la dette, qui est énorme », a déclaré M. Taylor.

CLIVAGES ENTRE CRÉANCIERS

Le sort de la dette irakienne est évidemment la question qui fâche. La tentative du numéro deux du département américain de la défense, Paul Wolfowitz, de faire pression pour que la France, la Russie et l'Allemagne contribuent à la reconstruction de l'Irak en effaçant tout ou partie de la dette contractée auprès d'eux par Bagdad – au motif que celle-ci « provient de l'argent

que ces pays ont prêté à Saddam pour acheter des armes, des instruments de répression et bâtir des palais » – s'est heurtée à un très ferme tir de barrage.

Les clivages sont aussi apparus entre les grands créanciers. Les Etats-Unis sont enclins à un geste généreux à l'égard de Bagdad. La Russie s'est dite prête à étudier la requête de Washington en effaçant de 8 à 12 milliards de dollars de det-

tes car « dans l'ensemble, la proposition est compréhensible et légitime », a déclaré Vladimir Poutine, le président russe. L'Allemagne (4 milliards d'euros de dettes) ne s'est pas encore prononcée sur ses intentions. Le Japon a écarté tout effacement, considérant que les ressources naturelles dont dispose le pays lui permettent de rembourser.

Pour la France, Francis Mer, le ministre de l'économie, rappelle que certes, l'Irak « aura besoin de notre attention mais qu'on n'oublie pas qu'il y en a beaucoup d'autres ». Combien l'Irak doit-il à Paris ? Mystère. Après avoir été évaluée à 4 milliards de dollars avant l'invasion du Koweït en 1990, à 8 milliards à l'heure actuelle avec le cumul des intérêts, M. Mer se contente de parler du principal : entre 1,7 et 1,8 milliard de dollars. Un niveau équivalent à celui des Etats-Unis.

Comme pour la dette yougoslave en 2001, le Club de Paris pourrait trouver des formules allégeant le poids de la dette irakienne. Encore faut-il en connaître le montant exact, qu'un accord préalable avec le Fonds monétaire international (FMI) soit signé et qu'il existe un interlocuteur à Bagdad. Car « il n'est pas question de signer avec un général américain », confie-t-on à Bercy.

Babette Stern

Le Monde

SAMEDI 3 MAI 2003

In a Tentative Step Toward Iraqi Democracy, a Northern City Chooses an Interim Government

By SABRINA TAVERNISE

MOSUL, Iraq, May 5 — Iraq took its first faltering step toward democracy today, when a large ethnically diverse group of local leaders held an election to choose an interim government in this northern city, Iraq's third largest.

Tribal leaders and other local authorities streamed into the Mosul Social Club, a tidy building in a residential neighborhood. In all, 240 residents from the area's nine ethnic groups selected 24 City Council members. Those council members then chose a mayor.

The election had the outward appearance of success. It concluded with the council members, many in traditional Arab dress, seated on white plastic chairs outside the building, smiling together for photographers and television crews.

But the Iraqi power broker behind the election, Mishaan al-Jabouri, is accused by local Arab and Kurdish citizens and some tribal leaders of having had ties to the former government. Two elders said in interviews today that they felt betrayed that he was given a central role in the process, and refused to attend.

The election raises an important quandary for allied forces in Iraq. Will the American authorities have to make compromises with questionable local politicians to jump-start the governing process? Once local leaders take power in tribal municipalities, local residents said, coalition forces would be hard pressed to redraw the lines of power later.

Mr. Jabouri "wanted to bring his own people into elections," said a retired senior military officer and tribal elder, Maj. Gen. Ali. "Those who were chosen today were close to him. Some were in high positions in the former regime."

But the city needs a mayor who can get things moving. Its gasoline supply will last for only five more days, and it is unprepared for the wheat harvest that begins in two weeks time, said Maj. Gen. David H. Petraeus, the American Army commander who organized the election.

After a week of postwar looting and two incidents of civilians killed or wounded in gunfire by American soldiers, the mere act of staging the elections, the first in Iraq, appeared to represent a considerable feat.

It is not clear how the results here today will fit with a similar, slower process in progress in Baghdad and at a national level. If successful, this election could be used as a model.

"You are participating in the birth of the democratic process in Iraq," said General Petraeus, standing at a

nic minorities, like the Assyrians, Yazidi and Shabak, were allowed to take part in government. Kurds, a relatively small part of the population in this predominantly Arab city, were given the position of vice mayor, as well as two council seats, a generous slice of the pie as Arabs here saw it.

But as others saw it, the democratic process was being hijacked. Mosul is a military city, the hometown of many military officers of the past government. Arab nationalism is common. Residents interviewed in Mosul this afternoon said they did not feel that those elected represented them. Mr. Jabouri, in particular, was an object of their scorn.

That was evident in a tea shop near Mosul's central market today. Mohamed Yahiya, 40, an oil company worker sitting with his friends, described Mr. Jabouri as "one of the symbols of the ex-regime."

"Many Iraqi exiles come back to Iraq," he said, "and buy a militia with money to safeguard their power centers in the city."

General Petraeus acknowledged that "there are not too many knights in white shining armor," in the current environment, and that there was "lots of wheeling and dealing going on behind the scenes. I won't say it hasn't been a challenge."

But Mr. Jabouri is "from a very important tribe," the general added. "He was prominent in the exile community. You have to have people with lots of energy and time. How else are you going to get this going?"

Mr. Jabouri's Arab and Kurdish critics accuse Mr. Jabouri of being a criminal who once did business with Saddam Hussein's son Uday. They say Mr. Jabouri fled Iraq after stealing hundreds of thousands of dollars from Uday, who vowed to kill him.

Mr. Jabouri vehemently denies ever associating with the Hussein family or the Baath Party. "It's said by people who are against me," he said today. He said he met Uday Hussein three times, each time on Uday's command.

The new mayor, Ghanim al-Basso, was a general in the army under Saddam Hussein, but resigned in 1993, after his brother and cousin were accused of treason and executed. Mr. Basso was one of those tapped by Mr. Jabouri to help form a new government.

Mr. Basso said today that he had met Saddam Hussein three times. They discussed military strategy for Iraq's war with Iran in the 1980's.

Some criticized the election for giving new council members a fixed choice for mayor. Council members were allowed to choose one of three candidates for mayor. Those candidates had been chosen by a different group of people. Mr. Yahiya, of the tea shop, said he would have liked to vote himself.

Popular elections, however, would have required a thorough census and extensive organization that the city lacks. Lists of voter registrations would have to be made. Voting stations would have to be organized.

There were other criticisms. A disgruntled Kurdish representative, Sadun Suleiman, said many of those elected were loyalists to the former government. The list, he said, included Mr. Hussein's personal pilot, and two men whose wives had been lovers of Mr. Hussein's.

General Petraeus said he had personally interviewed all of the candidates. Negotiations over lists of candidates for both council and mayor took three hours a day over the past six days. "We tried to vet them as much as we possibly could," he said.



Ashley Gilbertson/Aurora, for The New York Times

Ghanim al-Basso, a former general in Saddam Hussein's army, celebrated yesterday after being chosen to be mayor of Mosul in northern Iraq.

The New York Times

FRIDAY, MAY 2, 2003

Six semaines depuis le début des combats

► LA GUERRE

- 20 MARS : premiers raids américains contre Bagdad. Saddam Hussein appelle à la résistance. Des forces terrestres américano-britanniques entrent dans le Sud.

- 21 : Accident d'hélicoptère au Koweït : 12 Américains et Britanniques tués.

- 22 : Bassorah, Kirkouk, Mossoul et les environs de Bagdad bombardés. « La guerre durera peut-être plus longtemps que prévu », déclare George Bush. Deux journalistes tués. Collision d'hélicoptères : six Britanniques et Américains tués.

- 23 : Cinq cadavres de soldats américains et des prisonniers de guerre montrés à la télévision irakienne. Un Tornado abattu par erreur : deux Britanniques tués.

- 24 : Raids sur Mossoul et le Kurdistan. « Tir ami » : deux Britanniques tués près de Bassorah.

- 25 : 4 000 marines traversent l'Euphrate à Nasiriyyah. La 101^e division aéroportée arrêtée par une tempête de sable. Oum Qasr sous « contrôle total » britannique. Kirkouk, Bassorah et Bagdad bombardés. Combats à l'est de Nadjaf : 1 000 Irakiens tués.

- 26 : Un quartier populaire de Bagdad bombardé : 14 morts.

- 28 : L'ONU autorise la reprise du programme « Pétrole contre nourriture ». Bagdad refuse. Un marché de Bagdad bombardé : 30 morts.

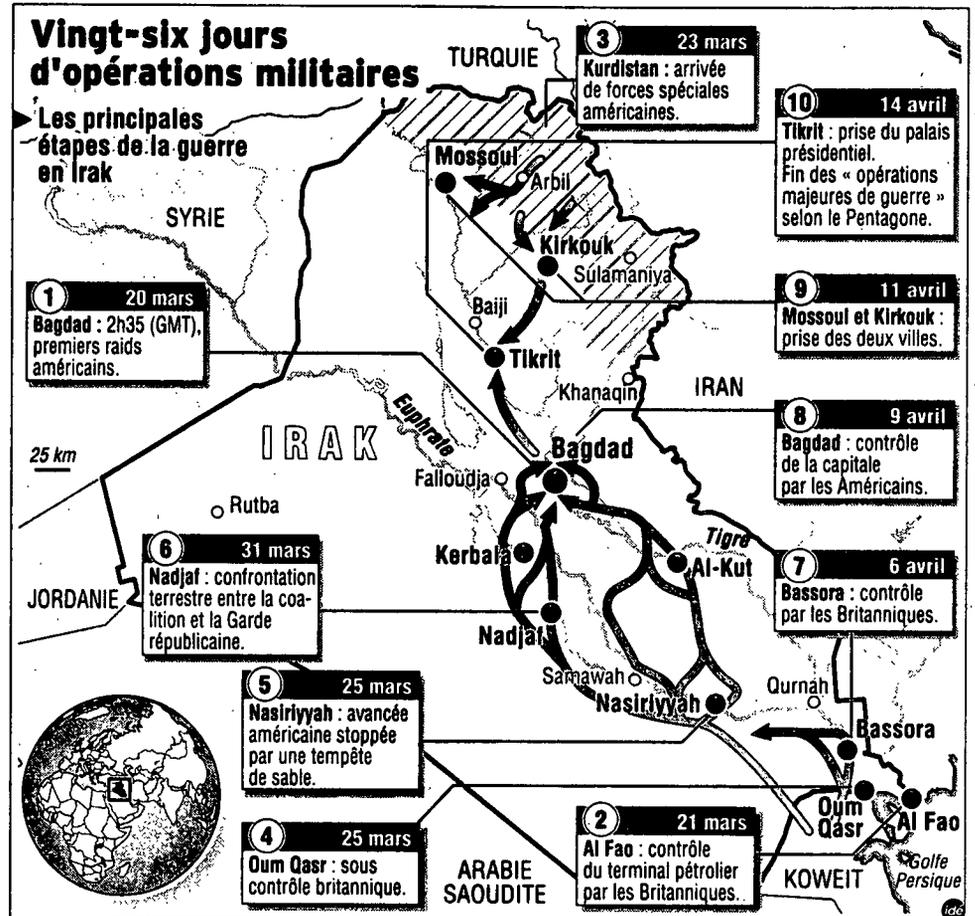
- 29 : Attentat suicide près de Nadjaf : quatre GI tués.

- 31 : Première confrontation entre la coalition et la Garde républicaine, près de Nadjaf.

- 1^{er} AVRIL : Saddam Hussein appelle à la résistance et au djihad (discours prononcé en son nom à la TV).

- 2 : Intenses bombardements sur Bagdad et Mossoul. Les Américains contournent Kerbala et traversent le Tigre près d'Al-Kout vers Bagdad. Powell obtient une assistance logistique de la Turquie. Un chasseur-bombardier (« tir ami ») et un hélicoptère abattus : sept morts américains.

- 3 : Chute d'un missile sur un marché au sud-est de Bagdad : huit morts. Une foule de chiites en colère empêche des soldats américains d'approcher la mos-



quée de l'imam Ali (Nadjaf), lieu sacré du chiïsme.

- 4 : Reddition de 2 500 soldats irakiens à Al-Kout. Attentat suicide à Hadithah : trois Américains et deux kamikazes irakiennes tués. Prise de l'aéroport international Saddam, rebaptisé Aéroport international de Bagdad. La télévision diffuse les images d'un bain de foule de Saddam Hussein à Bagdad.

- 5 : Une trentaine de chars américains entrent dans Bagdad.

- 6 : L'aviation américaine bombarde un convoi américano-kurde : 18 Kurdes tués et 45 blessés. Attaque du convoi de l'ambassadeur russe à Bagdad sur la route de Syrie : plusieurs blessés. Les Britanniques contrôlent « la majeure partie » de Bassorah, trois Britanniques tués.

- 8 : Un journaliste tué au bureau d'al-Jezira à Bagdad, touché par un missile. La TV ira-

kienne cesse d'émettre. Un char tire sur l'hôtel Palestine, où loge la presse : deux morts et trois blessés.

- 9 : Les Américains contrôlent la plus grande partie de Bagdad. Une statue de Saddam, au centre de la ville, est renversée.

► L'APRÈS-GUERRE

- 11 : Les Américains et les Kurdes occupent Mossoul et Kirkouk. Le régime de Saddam Hussein est « fini », selon la Maison-Blanche. Pillage du musée archéologique de Bagdad.

- 14 : Les Américains prennent le palais présidentiel à Tikrit.

- 16 : Ahmed Chalabi arrive à Bagdad. Bush demande la levée des sanctions de l'ONU contre l'Irak.

- 18 : Washington attribue un contrat de reconstruction de 680 millions de dollars au groupe américain de BTP Bechtel.

- 19 : L'armée de terre remplace les Marines à Bagdad.

- 22 : Le général Garner ren-

contre les chefs kurdes Jalal Talabani et Massoud Barzani.

- 23 : Manifestation anti-américaine lors du pèlerinage chiite à Kerbala.

- 24 : La production pétrolière et gazière au nord et au sud du pays reprend. L'ex-vice premier ministre Tarek Aziz est le plus connu des dignitaires de l'ancien régime à se rendre.

- 26 : 14 morts dans l'explosion d'un dépôt d'armes confisquées par les Américains au sud de Bagdad.

- 28 : 13 Irakiens manifestant en faveur de Saddam Hussein tués par des tirs américains à Fallouja.

Clashes in aftermath of quake

Crowds demanding relief supplies battle Turkish troops

By Marc Lacey

BINGOL, Turkey: Security forces clashed with earthquake victims protesting the government's relief response Friday as rescuers continued sifting through the rubble for survivors.

Gunfire filled the air outside the governor's office in this regional capital as heavily armed troops attempted to disperse rampaging protesters, upset at what they said was inadequate assistance for residents affected by the quake, which struck Thursday.

At the Celtiksuyu Boarding School, however, which was flattened in the quake, the only commotion came when another student was pulled from the wreckage.

Most of the finds were grim ones — the bodies of youngsters crushed under the tangle of concrete and steel from a fallen dormitory. Each victim was wrapped in a blanket, put in an ambulance and rushed away to the morgue. Of the 198 students inside the school dormitory, 37 have been found dead, the authorities said Friday.

But the rescue crews managed to pluck one more boy out alive Friday morning, bringing to 97 the number of surviving children and raising hopes that even more of the 64 missing students might be alive.

Enes Günce, a sixth grader, was sobbing but appeared largely unharmed

as rescuers freed him 30 hours after the quake. There were cheers from onlookers as the boy was hauled to safety.

"I had no hope that Enes would be alive, but he fell in a little gap," said his uncle, Baki Anacur, who helped recover the boy. "There might be others who are small enough to fit in the gaps."

But the authorities said that was unlikely. They called in a crane to dig at the wreckage, exposing more victims of an earthquake that has killed at least 118 people and injured 500. The quake, which measured 6.4 on the Richter scale, lasted only 17 seconds, but it came along one of Turkey's major fault lines and left damage for kilometers.

Meanwhile, hundreds of angry survivors of the quake converged on the governor's office to demand more tents and other relief supplies. The demonstration grew ugly as some protesters attempted to storm the building and the police fired automatic weapons into the air to disperse them.

Some protesters began stoning police vehicles, prompting the authorit-



Reuters

In an image from television, Turkish police fired in the air Friday to disperse a crowd in Bingol calling for more government help a day after a deadly earthquake.

ies to call in heavily armed reinforcements. Displaced people called on the area's governor, Huseyin Avni Cos, to help them find shelter or resign.

There have long been tensions between eastern Turkey's predom-

antly Kurdish population and the government security forces. Kurdish rebels have waged war in the mountainous area for 15 years, prompting fierce government crackdowns.

The authorities accused Kurdish rebels of attempting to take advantage of the natural disaster to press their cause. But some of the protesters said security forces had overreacted.

"We just came here to get tents," one protester, Ramazan Yazarli, told The Associated Press. "But they started firing on us."

At the boarding school, the worst of

the many quake-damaged properties around Bingol, the cries for help that emergency workers heard coming from the wreckage throughout the day Thursday had silenced. Rescue crews took a hiatus from their digging for two hours in the morning so that sonar equipment could be trained on the fallen school.

"There were no sounds, no voices," said a worker.

Desperate faces surrounded the school site. There were mothers and fathers praying. There were crestfallen teachers. Some students who were rescued hung around waiting for a similar fate for their friends.

"A lot of my friends are missing," said Zulkuf Ercan, 13, rattling off the names of four, all of whom as far as he knew were still trapped inside.

The New York Times

International Herald Tribune
Saturday-Sunday, May 3-4, 2003



A Strasbourg, Turcs et Kurdes dénoncent le sort des prisonniers politiques en Turquie.

« En Turquie, ils n'existent pas »

Kamuran Ji-Kikan brosse l'histoire de sa communauté, de la lutte pour sa reconnaissance, et de ses rapports douloureux avec l'État turc.

Kamuran Ji-Kikan est directeur du service juridique de l'Institut kurde de Paris.

Pourquoi les Kurdes turcs sont-ils désespérés au point de multiplier les grèves de la faim ?

Kamuran Ji-Kikan. Il faut faire un peu d'histoire. En septembre 1980, date du coup d'État militaire en Turquie, le nombre de réfugiés kurdes en France ne dépasse pas une dizaine de personnes. Le pays, de la loi d'exception, passe à la loi militaire. Jusqu'en 1987 vont arriver en Europe occidentale des Kurdes militants politiques, personnellement impliqués dans la contestation et la revendication kurdes. Ils n'ont aucune difficulté à obtenir le droit d'asile : ils ont un passé militant, savent décrire leurs craintes des persécutions et celles qu'ils ont subies. Par la suite, le gouvernement turc, face aux maquisards kurdes du PKK, met sur pied des « protecteurs de village », en enrôlant plus de 200 000 personnes. Parallèlement, sévit une structure dont le gouvernement a toujours refusé de reconnaître les exactions, le GITEM, service de renseignement et de répression de la gendarmerie nationale turque, les escadrons de la mort. Trois mille villages sont détruits, trois millions de Kurdes déplacés vers la partie turque du pays et le retour sur les terres interdit. Aujourd'hui, alors que la loi martiale est supprimée, cette mesure n'est toujours pas levée. Or beaucoup des réfugiés en France aujourd'hui sont issus de cette masse de paysans. Ils n'ont pas les mots pour expliquer leur situation. Peu d'entre eux maîtrisent la langue turque. C'est pour-

quoi ils ont été, ici, victimes du « cas par cas », n'ont pu se faire entendre de l'administration, n'ont pas compris toutes les complexités des textes juridiques et ont été déboutés du droit d'asile.

La Turquie s'est pourtant engagée à se démocratiser ?

Kamuran Ji-Kikan. Oui, depuis 1989, après la capture du chef du PKK. Mais ce n'est qu'une promesse. Les éléments militaires ont été retirés des tribunaux de « sécurité nationale », mais rien dans le champ de compétences n'a été modifié. Nous espérons, après que le PKK a changé complètement de stratégie, de nom, retiré ses forces armées, s'est déclaré pour un processus démocratique, que le gouvernement serait assez courageux pour décréter une amnistie générale, surtout pour ces populations qui sont, en réalité, des victimes. Résultat : rien. On peut être poursuivi pour le soutien aux séparatistes et on encourt de un à cinq ans de prison, ou être accusé de faire partie du mouvement et les sanctions vont de huit à quinze ans. En résumé, l'arsenal juridique turc permet de poursuivre toute cette population, sur qui s'abat aussi l'accusation, très forte, d'avoir porté atteinte à l'image de l'État, à l'extérieur du pays.

Le deuxième projet de loi sur la repentance ne constitue-t-il pas une avancée ?

Kamuran Ji-Kikan. Rien que l'intitulé ne fera retourner aucun Kurde vers la Turquie. Personne n'a rien à se reprocher. C'est une autre vision de l'État, du gouvernement et de l'armée qui est en cause. De quoi fau-

drait-il se repentir ? Nous ne pouvons suivre ce que deviennent ceux qui ont été renvoyés en Turquie. En revanche, nous connaissons le cas de cinquante-sept jeunes qui, au retour, ont été enrôlés de force dans l'armée pour faire leur service militaire obligatoire et qui sont morts pendant ce service. Soit par « suicide », soit par « accident ».

Pourquoi cette persécution ?

Kamuran Ji-Kikan. La Turquie actuelle a été créée en 1920. L'assemblée nationale a été instituée en 1924. Depuis, nous avons connu trois Constitutions, toutes trois nationalistes, qui nient toute existence au peuple kurde, ont permis l'assimilation forcée, la répression généralisée et favorisée, de l'autre côté, une revendication identitaire.

L'idée d'un État kurde indépendant est-elle envisageable aujourd'hui ?

Kamuran Ji-Kikan. Si on choisit une lecture historique, c'est possible. Le Kurdistan a été uni et reconnu en 16 principautés sous l'empire ottoman. Il avait une très large autonomie grâce aux wilayas (provinces). En Turquie, en Irak, en Iran, les Kurdes forment une entité unique : nous parlons la même langue, nous partageons une même littérature, plus ancienne que la civilisation musulmane. Mais avec une lecture politique, les choses sont différentes. Jusqu'en 1946, nous avons été indépendantistes. Ensuite, quand l'Irak, belligérant aux côtés de l'Allemagne, a été occupé par les alliés, les Kurdes ont proclamé leur indépendance, avec un président d'Irak, un ministre de la Défense d'Irak, un ministre de la Justice de Turquie. La

République a vécu onze mois. Une fois l'Irak normalisé, tous les dirigeants ont été arrêtés, pendus au vu et au su de tout le monde, à la demande de la Turquie.

Aujourd'hui, nous sommes réalistes : les Kurdes d'Irak et d'Iran revendiquent leur autonomie, à condition qu'il y ait un régime démocratique dans les pays concernés. Ils ont, en effet, soutenu toutes les oppositions et aucune de celles qui ont gagné n'a respecté ses engagements vis-à-vis d'eux. En Turquie, notre expérience de révolte s'est arrêtée en 1938. Nous avons connu les déportations, les exterminations massives de l'intelligentsia, le pays a été décapité. En 1972, dans la gauche turque, avec la Constitution de 1961, nous avons pu nous exprimer, sans nous dire Kurdes, puisque c'était interdit. Jusqu'à l'apparition du PKK, il y a eu plusieurs mouvements de gauche, indépendantistes, mais en 1989, ils n'étaient plus que des groupes de pensée. Actuellement, les Kurdes ont une revendication identitaire dans une citoyenneté non nationaliste, non raciste turque. N'oublions pas qu'en 1923, lors du traité de Lausanne, on a imposé à la Turquie la reconnaissance des droits des minorités religieuses. Sont donc en principe protégés les juifs et les chrétiens catholiques. Pas les orthodoxes, les Arméniens ayant été génocidés. Mais les derniers survivants de la civilisation assyro-chaldéenne, comme nous, ne sont pas reconnus. L'ensemble des lois, des décrets, des règlements reste nationaliste. Si la Turquie adhère à l'Europe, elle sera le seul pays dont la Constitution porte une référence nationaliste.

Comment réagissent les pays européens ?

Kamuran Ji-Kikan. La situation des Kurdes en Turquie n'a été prise en considération dans l'ensemble de ses effets par aucun gouvernement. Nous avons demandé la nomination d'un commissaire européen aux affaires kurdes, comme il y a eu un pour les affaires bosniaques et afghanes. Cela a toujours été refusé. Aujourd'hui, nous souhaitons qu'il n'y ait pas de précipitation dans la volonté de ces gouvernements européens de faire rentrer en Irak les réfugiés kurdes qui conditionnent leur retour à l'établissement d'une démocratie qui reconnaisse leur identité.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
ÉMILIE RIVE

Nachruf auf einen Unerschrockenen

Im Sommer 1970 erschien die erste Ausgabe unsere Zeitschrift Pogrom. Zum ersten Mal berichtete die Gesellschaft für bedrohte Völker über das Leid der Kurden. Alexander Sternberg, ein unentwegter Fürsprecher der Kurden, wurde auf uns aufmerksam. Er telefonierte, er kam nach Hamburg in unsere Wohnung, die auch zugleich unser Büro war. Alexander bezeichnete uns damals als „Anfänger“ in Sachen Kurdistan. Und er empfahl uns kurdische Persönlichkeiten: İsmet Cherif Vanly und Hamres Reso.

Bald telefonierte ich mit Hamres. Er informierte uns. Ich mochte von Anfang an seine warme, freundliche und gleichzeitig sehr selbstbewusste Stimme. Hamres war nur ein halbes Jahr älter als ich. Und doch war er immer der Senior. Man spürte gleich die Erziehung einer aristokratischen Familie. Er war Schriftsteller, Volkswirt, Jurist und Dichter, Herausgeber kurdischer Zeitschriften, 1970 von „Ciya“, in den frühen Sechziger Jahren von „Hewiya Walat“. Und schließlich war er Politiker, bis 1976 noch im Rahmen der KSSE, des legendären Kurdischen Studentenverbands in Europa, später als Mitarbeiter der Demokratischen Partei des Irak und 1968 auch als deren Repräsentant. Wir fühlten uns immer eng verbunden durch die Verehrung für den großen Kurdenführer Mustafa Barzani.

Die drei vergangenen Jahrzehnte konnten wir immer wieder zusammenarbeiten, wir diskutierten, sprachen über unsere Aktionen und Initiativen. Hamres war Mitglied unserer Gesellschaft für

bedrohte Völker, die sich immer weiter ausdehnte auch auf europäische Nachbarländer. Jahrelang bis zu seinem Tode war Hamres Beiratsmitglied der GfbV. Sein Interesse galt allen verfolgten Völkern. Er nahm großen Anteil an den vielen GfbV Aktionen in diesen 33 Jahren.

Natürlich war ihm seine Demokratische Partei Kurdistan-Bakur wohl das wichtigste politische Anliegen. Dabei hatte er immer die

so erfolgreichen Schwesterparteien im irakischen und iranischen Kurdistan im Auge. Aber die Freunde der DPK-Bakur konnten in den letzten zwanzig Jahren unmöglich erfolgreich sein. Hamres war ein konsequenter Demokrat. Er wollte und konnte sich nicht auf faule Kompromisse einlassen.

Denn in diesen letzten zwanzig Jahren dominierten unter den Kurden der Türkei totalitäre kommunistische Ideologen. Es ist Hamres' Verdienst, es ist das

Verdienst seiner Freunde, dass er und die DPK nicht

aufgegeben haben. Trotz aller Drohungen vonseiten der PKK hat er sich

nicht geschämt, auch im Fernsehen die Wahrheit zu sagen, an die Vernunft zu appellieren, für Demokratie, Rechtsstaat und Selbstbestimmung des kurdischen Volkes einzutreten. Selbst im öcalan-eigenen Fernsehsender. Aber er war immer großmütig genug, seinen Gegnern auch böse persönliche Angriffe zu verzeihen. Einmal wurde unsere Freundschaft auf eine sehr große, eigentlich auf eine furchtbare Probe gestellt. Jahrelang hatten wir uns für kurdische Gefangene in allen vier Teilen Kurdistans eingesetzt. Plötzlich, am 12. Januar 1998 erreichte uns die Nachricht, dass Hamres bei seiner tollkühnen Rückkehr in die Türkei in Ankara verhaftet worden war. So schrieb mir Hamres gleich am 21. Januar: „Ich befinde mich in einer Einzelzelle, das ist für mich besser, weil hier kürzlich zwei Morde begangen wurden. In diesem Zentralgefängnis befinden sich auch Leyla Zana und ihre Kollegen.“

Wir wunderten uns nicht: auch Hamres' Festnahme wurde wie immer mit den schlimmsten Lügen türkischer Behörden begründet. Dieser Willkürakt gegen unser Beiratsmitglied wurde zur provokativen Herausforderung. In unserer morgendlichen Sitzung sagte ich allen Mitarbeitern: wenn wir unseren eigenen „Mann“, unser Beiratsmitglied nicht freibekommen, dann haben wir völlig versagt.

Eine ganze Gruppe von uns machte sich sofort an die Arbeit. Wir baten unter vielen anderen um Mithilfe: Wolfgang Schäuble, Norbert Blüm, Oskar Lafontaine, Gerhard Schröder, Stefan Schwarz und Christian



Schwarz-Schilling, Herbert Schmalstieg und Burkhard Hirsch, die Kirchen und Gewerkschaften, die Parteivorstände und Fraktionen, die Menschenrechtsorganisationen und die Jugendorganisationen der Parteien, die Präsidenten und Premierminister vieler europäischer Länder, türkische Industrielle, Politiker und Journalisten. Wir alarmierten die Internationale Juristenkommission, jüdische Organisationen in den USA, die seriösen kurdischen Organisationen und Pen-international. Fast alle halfen und richteten Petitionen an die türkische Regierung. Dank unserer langjährigen Arbeit für die verfolgten Bosnier konnte ich dann großartige und immer hilfsbereite Mitglieder der damaligen amerikanischen Regierung mobilisieren: Mark Grossman, Assistant Secretary for Europe und John Shattuck, Assistant Secretary of Human Rights. Einen Tag nach unserem Gespräch flog Shattuck in die Türkei und zwei Tage später war Hamres frei. Engagiert hatte sich auch Bosniens Präsident Alija Izetbegovic. Nachzutragen ist die traurige Rolle unseres damaligen Außenministers Klaus Kinkel. Die Deutsche Botschaft in Ankara hatte mir gesagt, wir können nicht jedem Gefangenen seine Medikamente ins Gefängnis nachtragen. Wir machten diese Auskunft sofort per Presseerklärung bekannt. Die Haltung der Botschaft änderte sich schnell. Wohl auch des-



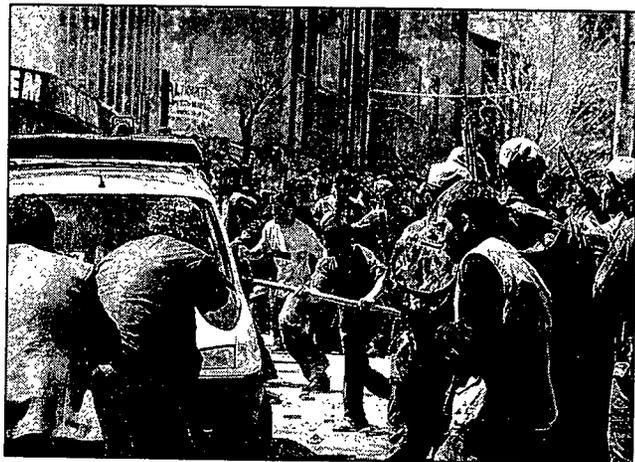
halb, weil wir in Fürstenberg/Weserbergland Kinkel bei seinem Besuch dort mit einem großen Transparent „Kinkel rührt keinen Finger“ empfangen hatten. Was muss Hamres in diesen Tagen empfunden haben? Es ging ihm nie nur um sein eigenes Schicksal. Er erlebte in dieser Wochen hautnah, was seine vielen Landsleute immer wieder durchleiden mussten. Ich schließe diese für Hamres so furchtbare Zeit mit den ersten Zeilen vom 5. Februar 1998 aus dem Gefängnis: „Lieber Tilman, heute habe ich aus verschiedenen Ländern der Welt Briefe erhalten. Es sieht so aus, als ob ihr viele aktiviert habt. Das tut gut. Insbesondere einem, der in der Einzelzelle sitzt“. Diese Wochen haben Hamres schwer zugesetzt. Aber er hat sich erholt und trotz seiner Krankheit die Kraft gefunden, gemeinsam mit der Familie Sido in den freien Teil der kurdischen Heimat zu fahren. Dort wurde er von der Schwes-

terpartei DPK mit Ehrungen überhäuft, trat im kurdischen Fernsehen auf und war Gast Masud Barzanis. Schließlich besuchte er die Familie seiner Frau in Afrin. Die Gesellschaft für bedrohte Völker trauert um ihr Beiratsmitglied, ihren Freund, um den Vorsitzenden der DPK-Bakur. Die kurdische Geschichte befindet sich an einem Wendepunkt. Hamres hat den Beginn der Veränderungen in der

Türkei noch erlebt. Seine geliebte Muttersprache wurde offiziell anerkannt. Sie ist damit ein Stück weit auch zu einer anerkannten europäischen Sprache geworden. Im Irak stehen wohl grundsätzliche Änderungen bevor. Hamres und seine Freunde können vielleicht nicht die großen parteipolitischen Erfolge verbuchen, die andere Parteien vorzeigen können, deren Politik aber gescheitert ist. Aber die unendlich vielen Impulse von Hamres und seinen Freunden der DPK-Bakur in Sachen Sprache, Kultur, Menschenrechte und Selbstbestimmung haben viel mehr zu der Wende beigetragen als viele es vermuten. Ich denke an Hamres als warmerherzigen, als hilfsbereiten Menschen, der mich in jeder Situation unterstützt hat. Nie werde ich seine Treue zu unserer Menschenrechtsorganisation, auch in den schwierigsten Tagen vergessen. Hamres' Freunde, seine Frau, seine Kinder können stolz auf ihn sein.

TURQUIE Au moins 115 morts

Colère à Bingöl après le séisme



La protestation d'un millier de personnes contre la lenteur de la distribution des tentes a très vite tourné à l'émeute.
(Photo Nail Kadirhan/AP.)

Istanbul :
de notre correspondant
Eric Biegala

« *Crime politique organisé !* », accusait hier matin le quotidien *Radikal* en première page. La plupart des médias turcs vociféraient sur le même ton, accusant pêle-mêle les autorités civiles, les entrepreneurs de travaux publics et les services de contrôle de l'Etat de négligences coupables et, bien sûr, de corruption. « *Quand vous pillez votre propre pays, ses citoyens meurent sous les décombres* », écrivait ainsi l'éditorialiste Fatih Altayli dans le grand quotidien populaire *Hürriyet*.

Ce sont les images et, bien sûr,

la situation de l'internat de Çeltiksuyu qui ont ému toute la Turquie. Hier soir, les recherches se poursuivaient encore dans l'amas de décombres, mais, à mesure que les heures s'allongeaient, les sauveteurs confessaient ne plus avoir beaucoup d'espoir. Un adolescent a pourtant été tiré indemne de l'entrelacs de béton et de métal à la mi-journée, portant à 117 le nombre des pensionnaires miraculeusement sauvés. C'est en général l'armature de leurs lits superposés ou la structure métallique de leurs armoires qui ont protégé les jeunes internes, soutenant les quatre niveaux de béton qui se sont empilés les uns sur les autres. Les murs porteurs du bâtiment, construits en brique, se sont écroulés à la pre-

mière secousse...

Il resterait environ 35 pensionnaires coincés sous les décombres, mais, en fin d'après-midi hier, les autorités annonçaient vouloir utiliser les grues et autres bulldozers, qui peuvent se révéler extrêmement dangereux pour les survivants. En bougeant certains blocs à la surface du site, en effet, les engins en déplacent d'autres à l'intérieur, risquant de tuer les victimes parfois coincées dans des espaces minuscules. Si les sauveteurs ont choisi d'aller vite, c'est parce qu'ils ont cessé d'entendre les appels des survivants au milieu de l'après-midi. Au bout de près de trente-six heures passées sous les décombres, les problèmes de déshydratation deviennent aigus et la célérité du sauvetage de plus en plus nécessaire.

Ces constructions de mauvaise qualité continuent de choquer l'opinion turque. Il faut dire que ce sont souvent les bâtiments publics qui se sont écroulés en premier à Bingöl. L'édition d'hier du quotidien *Hürriyet* expliquait que l'entreprise ayant construit l'internat de Çeltiksuyu fin 1998 avait été rayée de la liste des sociétés partenaires du ministère de l'Education peu après, une enquête ayant démontré qu'elle avait gonflé ses prix. Interdite de travailler avec toutes les institutions publiques du pays, cette même entreprise aurait dû retrouver tous ses droits le 29 mai, précisait encore le journal.

A ce ressentiment diffus contre des autorités - c'est le gouvernorat de Bingöl qui, selon la presse, a lancé l'appel d'offres pour le pensionnat - est vite venue s'ajouter la colère de ceux qui n'ont pas vu arriver l'aide promise.

Vers 11 h 15, une petite foule d'environ un millier de personnes s'était réunie devant le

gouvernorat de la ville martyre pour protester contre les procédures bureaucratiques ralentissant la distribution des tentes. Peut-être pour essayer de disperser les manifestants, un minibus de la police a foncé dans la foule, renversant plusieurs personnes, tandis que les forces de sécurité tiraient en l'air avec leurs fusils d'assaut. Se repliant dans les rues adjacents, les manifestants s'en sont alors pris aux symboles du pouvoir, notamment aux voitures de l'administration, bombardant les blindés des policiers de gravats trouvés dans les décombres... En quelques heures, le centre-ville de Bingöl s'est transformé en un véritable champ de bataille, les forces de l'ordre répondant aux jets de pierres par davantage de tirs de semonce à l'arme automatique.

Le gouverneur de la province de Bingöl n'hésitait pas d'ailleurs à stigmatiser les « *provocations du PKK* » que constituent, selon lui, les manifestations de mécontentement populaire. Le Parti des travailleurs du Kurdistan et l'armée d'Ankara se sont affrontés entre 1984 et 1999 dans la région et, si la province n'est plus sous état d'urgence, l'appareil sécuritaire y est encore très présent. Les forces qui se sont opposées aux manifestants hier incluaient d'ailleurs les fameuses Özel Tim (équipes spéciales) chargées du contre-terrorisme et de sinistre réputation chez les Kurdes.

Le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a d'ailleurs clairement mesuré le risque de dérapage, enjoignant aux forces de l'ordre de « *prendre en compte les réalités psychologiques et sociologiques* » de la région. Le chef du gouvernement a par ailleurs promis que les tentes seraient distribuées aux victimes de façon plus effective.

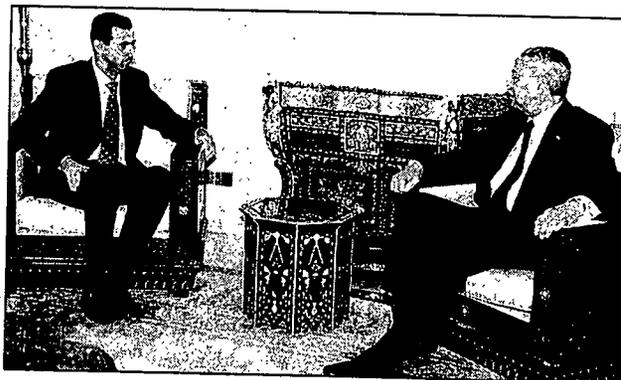
Colin Powell met la pression sur Damas

Beyrouth :
de notre correspondante
Sibylle Rizk

Sous le feu ininterrompu des avertissements américains depuis la chute de Bagdad, la Syrie

est sommée de s'adapter au « *nouveau contexte stratégique* » au Moyen-Orient, selon les termes de Colin Powell qui s'est entretenu pendant deux heures avec le président Bachar el-Assad samedi à Damas, avant de se rendre à Beyrouth pour une courte visite.

Même si le secrétaire d'Etat a



Colin Powell a appelé Bachar al-Assad à s'adapter au « *nouveau contexte stratégique* ». (Photo AP.)

semblé avoir troqué le ton de la menace pour celui du dialogue, les exigences américaines sont présentées comme non négociables. Colin Powell, qui n'appartient pas au camp des faucons entourant le président George W. Bush, a écarté pour l'instant toute idée d'intervention militaire contre la Syrie, comptant sur le pouvoir d'intimidation des troupes américaines stationnées dans l'Irak voisin pour obtenir satisfaction.

Il a appelé la Syrie à ne pas se mêler des affaires irakiennes et à cesser de soutenir les mouvements terroristes palestiniens et libanais. Dans le vocabulaire américain, il s'agit principalement du Hamas et du Jihad islamique qui ont des bureaux de représentation à Damas ainsi que du Hezbollah libanais, financé par l'Iran et allié de la Syrie.

Confrontée aux pressions les plus fortes de son histoire contemporaine, la Syrie a choisi,

comme toujours, de faire preuve de pragmatisme en accédant à plusieurs demandes américaines, tout en espérant éviter de céder sur l'essentiel.

Avant la visite de Colin Powell, Damas a fermé ses frontières avec l'Irak et expulsé certains Irakiens compromettants. Selon le secrétaire d'État, ses interlocuteurs lui ont aussi annoncé la fermeture de bureaux d'organisations palestiniennes radicales, sans préciser lesquelles. Et, à propos de la « feuille de route », le plan qui fixe les modalités de la création d'un État palestinien en 2005, Damas comme Beyrouth, dont la diplomatie est contrôlée par la Syrie, se sont engagés à « accepter ce que les Palestiniens acceptent ».

Mais, concernant le désarmement du Hezbollah et le déploiement de l'armée libanaise dans l'ancienne zone occupée par Israël jusqu'en mai 2000, les deux capitales n'ont officiellement pas

changé de position : les armes du Hezbollah sont légitimes, car le parti chiite est un mouvement de résistance dont le démantèlement dépend de la conclusion d'une paix globale qui inclut le retrait israélien du Golan syrien et le « retour » des réfugiés palestiniens du Liban.

Hier, le parti de Dieu a une nouvelle fois actionné ses batteries de DCA contre l'aviation israélienne qui viole l'espace aérien libanais quasi quotidiennement depuis un mois. Le Hezbollah tire sans viser réellement pour éviter une escalade, car Israël menace de bombardier directement Damas au moindre incident.

La Syrie, dont la position est de plus en plus faible, sait qu'elle n'a pas droit à l'erreur, mais s'accroche aux dernières cartes qui lui restent pour faire valoir ses droits face à Israël.

Sur ce point, le chef de la diplomatie américaine a paru compréhensif en affirmant lors d'un

sécurité britanniques. Ces deux musulmans, issus de familles d'origine pakistanaise, s'étaient volontiers fondus dans leur nation d'accueil. Des sujets modèles de Sa Majesté. Brillantes études dans les meilleures écoles. De belles perspectives professionnelles et sociales. Une intégration harmonieuse.

La surprise n'a été que plus grande dans leur entourage de les découvrir, jeudi dernier, acteurs présumés d'un attentat suicide, à Tel Aviv, au nom du Hamas. Le premier perpétré en Israël par des étrangers à l'enseigne de la « cause palestinienne ». Musulmans assidus à la mosquée chaque jour de la semaine, soucieux l'un comme l'autre du sort des Palestiniens, ils n'ont jamais, selon leurs proches, donné à penser qu'ils pourraient s'engager dans l'action armée aveugle en leur nom. Derrière cette apparence de fidèles pourrait bien se dissimuler une réalité plus sinistre, cepen-

L'embarras de Washington sur les armes de Saddam

WASHINGTON

de notre correspondant

Un responsable du ministère américain de la défense a indiqué officiellement, mardi 6 mai, qu'un camion, remis aux forces de la coalition dans le nord de l'Irak, fin avril, pourrait être un élément d'un des laboratoires mobiles d'armes chimiques ou biologiques, dont l'existence avait été affirmée par Colin Powell, le 5 février, devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Interrogé lors d'un bref échange avec des journalistes, George Bush a refusé de se prononcer sur la valeur de cette découverte. Il y a quelques jours, déjà, une information similaire, concernant un autre camion, avait été annoncée, puis démentie.

Près d'un mois après la prise de Bagdad, aucune des armes que le gouvernement américain accusait Saddam Hussein de détenir n'a été trouvée : ni les dizaines de milliers de litres de bacille du charbon et de toxine du botulisme, ni les milliers de têtes de missile pouvant transporter de telles charges, ni les gaz sarin, moutarde ou VX, ni les précurseurs chimiques permettant de produire ces substances. A la mi-janvier, un haut responsable du départe-

ment d'Etat affirmait pourtant que, dès qu'elles auraient la maîtrise du pays, les forces américaines pourraient démontrer la véracité de ces accusations. « Vous savez où



« Même si nous ne trouvons pas les armes, nous pouvons trouver ce qui est arrivé à ce matériel »

COLIN POWELL

trouver ces armes ? », avait demandé un journaliste. La réponse avait été catégorique : « Oui, absolument. »

A présent, les dirigeants américains passent d'une explication à une autre pour justifier le fait que rien n'a été trouvé. « Nous savons que [Saddam Hussein] a passé des années à cacher ses programmes d'armes », a déclaré M. Bush, mardi. Trois jours plus tôt, il avait mis en cause les anciens dignitaires irakiens détenus. « Tarek Aziz ne sait toujours pas dire la vérité », a-t-il déclaré au sujet de l'ancien vice-premier ministre, qui s'est rendu le 24 avril. Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense, estime que les « officiels de haut niveau » détenus ne parleront pas, parce qu'ils sont susceptibles d'être mis en accusation pour avoir ordonné, organisé ou dissimulé la production d'armes prohibées. Quant à Colin Powell, il dit maintenant : « Même si nous ne trouvons pas les armes, nous pouvons trouver ce qui est arrivé à ce matériel. »

La question n'en reste pas moins posée – et elle commence à l'être avec insistance par la presse – de savoir non pas si Saddam Hussein a produit, dans le passé, des armes de destruction massive, mais s'il a continué d'en disposer depuis la guerre du Golfe, en 1991, et si ces armes représentaient une menace imminente. Dans l'hebdomadaire *The New Yorker* (daté 12 mai), Seymour Hersh, spécialiste des questions de défense et de renseignement, raconte que le numéro 2 du Pentagone, Paul Wolfowitz, a créé auprès de lui, peu après les attentats du 11 septembre 2001, une équipe chargée d'évaluer les données obtenues par les services de renseignement et, au besoin, de contredire les analyses de ces services eux-mêmes. Selon M. Hersh, cette équipe, baptisée l'Office des projets spéciaux (OSP), a fini par supplanter la CIA (Agence centrale de renseignement) et, même, le principal service d'espionnage du Pentagone, la DIA (Defense Intelligence Agency), auprès de la Maison Blanche.

S'appuyant davantage sur des transfuges irakiens, dont les professionnels du renseignement ont tendance à se méfier, l'OSP a alimenté M. Bush et le vice-président, Richard Cheney, en indications sur l'existence des armes interdites et sur les liens de Saddam Hussein avec Al-Qaïda. A ce jour, les équipes de la coalition en Irak n'ont découvert aucune preuve de ces affirmations.

Patrick Jarreau

Le parlement kurde demande le départ de troupes turques du nord de l'Irak



ERBIL (Irak), 6 mai (AFP) - 18h27 - Le parlement régional kurde irakien a demandé mardi le départ d'une force turque de maintien de la paix déployée, selon lui, depuis 1996 dans le Kurdistan autonome irakien (nord).

Cette force de maintien de la paix avait pour mission de s'interposer entre les troupes des deux principales factions kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), qui se disputaient la souveraineté du Kurdistan.

Les deux partis se sont alliés aux forces américaines pour renverser le régime de Saddam Hussein.

Le contingent turc, composé de quelque 800 hommes armés d'armes légères et semi-lourdes, était déployé dans les provinces d'Erbil et de Souleimaniyah.

Le parlement kurde, qui a "adressé ses remerciements" aux forces turques pour leur rôle de "maintien de paix" entre les deux factions, devra voter cette décision lors d'une séance la semaine prochaine.

La région d'Erbil est contrôlée par le PDK, alors que le reste du Kurdistan autonome est sous le contrôle de l'UPK.



Procès contre trois Turcs pour un livre sur les Kurdes écrit par Barzani

ISTANBUL, 8 mai (AFP) - 18h04 - Le procès "pour propagande séparatiste" contre deux éditeurs et un traducteur turcs d'un livre sur l'histoire des Kurdes écrit par le dirigeant kurde irakien Massoud Barzani s'est ouvert jeudi devant une Cour de Sécurité de l'Etat d'Istanbul, a rapporté l'agence Anatolie.

Le procureur a réclamé jusqu'à sept ans de prison à l'encontre d'Ahmet Zeki Okcuoglu et Bedir Vatansever, respectivement éditeur et imprimeur de ce livre sorti en janvier, et de Vahdettin Ince, traducteur de l'ouvrage en arabe.

L'acte d'accusation épingle l'emploi, dans ce livre intitulé "Barzani et le mouvement de libération nationale kurde", du terme "Kurdistan turc" pour désigner le sud-est de la Turquie majoritairement peuplé de Kurdes, précise Anatolie.

Le parquet estime également que l'ouvrage du chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) critique le fondateur de la République turque, Mustafa Kemal Atatürk, selon l'agence.

Les autorités turques considèrent que le terme "Kurdistan" relaye les aspirations nationalistes kurdes à l'indépendance du sud-est de la Turquie, en y associant les régions majoritairement kurdes de l'Irak et de l'Iran voisins.

L'armée turque a combattu une rébellion indépendantiste kurde dans le sud-est anatolien, qui a fait quelques 36.500 morts entre 1984 et 1999.

Ankara soupçonne également M. Barzani et l'autre grand leader kurde nord-irakien Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de se préparer à proclamer l'indépendance de la zone qu'ils contrôlent dans le nord de l'Irak, à la faveur de la chute du régime de Saddam Hussein.

Un tel développement, selon Ankara, pourrait relancer la rébellion kurde sur le territoire turque, où les accrochages ont quasiment cessé depuis près de quatre ans.

Aucun des trois accusés n'était présent à l'audience jeudi et la cour a prononcé un mandat d'amener à l'encontre de M. Okcuoglu pour entendre son témoignage, a ajouté Anatolie. L'audience a été ajournée à une date ultérieure.

L'Union européenne (UE), à laquelle la Turquie veut adhérer, a souvent dénoncé les entraves à la liberté de pensée et d'expression des écrivains, intellectuels et journalistes mis en prison pour leurs écrits.

Amers, les soldats défaits de l'ancien régime s'interrogent sur leur avenir

Rescapés d'une armée en déshérence, des milliers d'officiers irakiens se retrouvent au chômage et sans ressources

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Chaque jour, des milliers d'officiers et de sous-officiers se présentent, en plein centre de Bagdad,

REPORTAGE

« Je ne crois pas que les Américains vont relever le pays. Ils vont détruire nos âmes »

devant l'ancien centre de commandement de l'armée de l'air dont il ne reste qu'un amas de décombres aplatis. Le club attendant à échappé aux bombes américaines, mais toutes les vitres ont volé en éclats ; le feu et les pillards ont fait le reste. A l'entrée, les débris disloqués de deux drones abattus gisent sur la pelouse, mémoire de victoires éphémères. Les morceaux de verre crissent sous les pas d'une foule dense

Paul Bremer, envoyé présidentiel

George Bush a officiellement nommé, mardi 6 mai, l'ancien diplomate et chef du contre-terrorisme au département d'Etat, Paul Bremer, « envoyé présidentiel pour l'Irak ». Placé sous l'autorité directe du secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, il coiffera le général Jay Garner, actuel responsable américain à Bagdad, qui a promis « un bon passage de témoin » dès la semaine prochaine. Le général Garner restera chargé de la « reconstruction physique » de l'Irak, tandis que Paul Bremer « supervisera » la politique des forces d'occupation et la mise en place de nouvelles institutions irakiennes.

Mardi également, en vue de la formation d'un gouvernement intérimaire, l'ex-ministre irakien des affaires étrangères, Adnane Pachachi, seule figure sunnite pressentie pour jouer un rôle important dans l'Irak de l'après-Saddam, est rentré à Bagdad après trente-trois ans d'exil. Jeudi, les pays de la « coalition de volontaires » prêts à participer à la force de stabilisation qui doit sécuriser et administrer l'Irak dans les mois à venir devraient se retrouver, pour leur seconde réunion de concertation, à Londres. — (AFP, AP, Reuters.)

occupée à se munir de formulaires que de petits malins ont photocopiés à la hâte et qu'ils vendent 250 dinars (15 centimes).

Après les avoir remplis avec soin, ces hommes en vêtements civils s'attroupent autour d'un bureau improvisé pour les remettre à d'anciens hauts responsables de l'armée qui les collectent en piles impressionnantes. Tous ont répondu à des appels lancés à la radio, espérant ainsi retrouver un travail et, plus important, un salaire. Car tous ces soldats de l'ancien régime sont désormais au chômage, sans ressources et sans espoir. Ils sont les survivants sans illusions d'une armée vaincue, abandonnée, errante. « Quel est notre avenir ? Quelle armée sera reconstituée ? Elle sera sans doute réduite et soumise entièrement à l'occupant », s'interroge avec inquiétude le colonel Hussein Khudhayer Abbas.

Cet ingénieur de l'armée de terre responsable du matériel était basé à la caserne Tarek, à l'ouest de la capitale. « Mon poste a été bombardé le 21 mars, raconte-t-il. Je suis le seul survivant car je n'étais pas là. Mes treize compagnons ont été tués par une bombe à effet de souffle. J'ai ramassé les morceaux des cadavres de trois officiers et de dix sous-officiers. Nous nous sommes réfugiés ailleurs, dans un souterrain, où nous sommes restés deux jours avant de partir à Bagdad, jusqu'au moment où les Américains ont attaqué l'aéroport. On ne savait pas quoi faire. Pas de contacts, pas de messages, pas d'ordres. Alors chacun a fait ce qu'il a voulu. Je suis rentré chez moi. Ceux qui sont restés ont dû mourir. »

« JE NE SUIS PLUS RIEN »

Le colonel essaie d'analyser les raisons d'une défaite qu'il qualifie d'« humiliante » : la supériorité technologique américaine, une

logistique désastreuse, un commandement déficient en l'absence de moyens de communication et d'une stratégie adaptée aux circonstances, la faible combativité d'une nouvelle génération de soldats peu disposée à se sacrifier. « Je ne suis plus rien. Qu'est-ce que je vais faire ? dit cet officier de 42 ans. Je crois que c'est mieux pour l'Irak que Saddam Hussein soit parti car sa politique et ses pratiques sont un échec. Mais l'avenir sera-t-il meilleur ? »

Ancien responsable de la préparation physique des pilotes, le commandant Hazim Aziz, 52 ans, renchérit : « Le peuple irakien est perdu. On n'entend parler que de libération et de démocratie. Mais tout cela, ce sont des paroles, des promesses. Nos universités, nos musées, nos administrations sont détruits. Au moins, avec Saddam, il y avait de l'ordre et de la discipline, même si je ne souhaite pas qu'il revienne. »

Pour tous ces hommes, c'est désormais l'inconnu. Rescapés d'une armée en déshérence, ils racontent de façon passionnée leur naufrage. Le capitaine Omar Subhi, 30 ans, évoque « la trahison du général de la Garde républicaine Saïf Aladin Alrawy ». Responsable, dans le secteur de l'aéroport, de batteries de lance-roquettes Volka Sam-3, il explique comment il est parvenu à descendre un avion et à en toucher deux autres, dont un Tornado. Comment il faisait déplacer ses lanceurs pour échapper aux repérages jusqu'au jour où ce fameux général a disposé ses trois brigades, soit près de 10 000 hommes, de façon inadéquate. Résultat : 3 500 soldats ont été écrasés par les bombes ; ceux qui ont survécu ont pris la fuite. « C'est un traître. Il était de mêche avec les Américains. J'en suis sûr. Il a été arrêté et maintenant les GI protègent sa maison. »

Omar Subhi estime qu'il était possible de résister : « Mais après la des-

truction des brigades, les chars sont arrivés. Nous nous sommes cachés. Les lance-roquettes ont été détruits un à un. Nous avons lutté avec des armes légères. Mais que faire ? J'ai rejoint le commandement, qui m'a affecté au Nord. Nous avons essayé de nous réorganiser mais nous avons été bombardés et j'ai été blessé dans le dos ; alors je suis rentré chez moi. » Omar a de la peine. Il est amer et pessimiste : « C'est un retour en arrière. C'est pire qu'avant. Les Américains ont menti car ils avaient promis de ne pas bombarder les infrastructures et ils l'ont fait. Je ne crois pas qu'ils vont relever le pays. Ils vont détruire nos âmes. »

Le colonel Ali Jassim est du même avis. Il ajoute : « Après un mois d'occupation, rien n'a bougé ; alors, je préfère avoir dix Saddam Hussein. Les Américains ne respectent rien : ni les civils, ni les règles de

l'ONU. Si le nouveau gouvernement ne tient pas compte de notre force, il va y avoir de la résistance. Vous savez, on a vingt ans d'expérience de la guerre, alors on va leur mener la vie dure. Les fleurs qu'ils ont reçues vont vite se transformer en grenades. »

MINCE ESPOIR

Ce grand gaillard âgé de 35 ans s'est battu à Nassiriya avec la fameuse « brigade 11 ». Il raconte les faits d'armes de son commando, les huit chars détruits et les sept prisonniers américains : « On s'est battu comme des braves près de l'aéroport militaire. Notre mission était de retarder l'offensive car la bataille décisive devait avoir lieu à Bagdad. Le problème, c'est qu'il n'y avait pas de chefs, pas d'ordres. Mon devoir était de défendre le village de Souk Alshyokh et nous l'avons fait avec des RPG 7. Si nous avions été aussi forts qu'en 1980, ils ne seraient pas passés. Les forces étaient trop inégales et notre commandement trop désorganisé, trop dispersé. »

Ces critiques soulèvent de violentes répliques dans l'assistance. La conversation prend un tour polémique sur les responsabilités de la défaite et les connivences internationales. « Pourquoi on ne nous aide pas ? Pourquoi laisse-t-on le pays sombrer dans l'anarchie et le pillage ? Pourquoi a-t-on tout de suite tendu la main au Koweït et facilité sa remise en marche rapide ? » Les questions fusent. Le club de l'armée de l'air est désormais pratiquement désert. Demain, à l'aube, d'autres soldats perdus viendront chercher, avec leur formulaire, le mince espoir de recommencer à vivre.

Michel Bôle-Richard

La voix de Saddam appelle à « chasser l'ennemi »

La voix fatiguée serait bien celle de Saddam Hussein. Deux hommes ont confié, lundi 5 mai, au correspondant à Bagdad du quotidien australien *The Sydney Morning Herald*, une cassette dans laquelle le dictateur déchu appellerait les Irakiens à résister à l'occupation américaine. « Je vous parle de l'intérieur du Grand Irak et je vous dis, à vous, Arabes, Kurdes, chiites, sunnites, musulmans et chrétiens, de l'ensemble du peuple irakien de toutes les religions ; que votre principale tâche est de chasser l'ennemi de notre pays », expliquerait l'ancien raïs dans cet enregistrement, qui daterait du lundi 5 mai. Le journaliste a fait écouter la bande à plus d'une douzaine d'Irakiens parmi lesquels un ancien proche de Saddam Hussein. L'opinion générale de ces témoins est que la voix est semblable à celle de l'ancien dictateur. Fethi Mansouri, un linguiste de l'université Deakin, à Melbourne, souligne que l'homme qui parle utilise des expressions chères au raïs comme « la Maison Noire américaine » au lieu de la « Maison Blanche ». Mais il s'étonne que Saddam Hussein utilise son nom complet pour parler de lui-même. — (Corresp.)

Turkey hits back at criticism from U.S.

By Marc Lacey

ISTANBUL: Officials in Turkey on Wednesday rejected criticism by Paul Wolfowitz, the U.S. deputy defense secretary, who suggested that the country had made a mistake by not opening its doors to the American military during the Iraq war.

"Turkey, from the very beginning, never made any mistakes, and has taken all the necessary steps in all sincerity," Prime Minister Recep Tayyip Erdogan said.

Meanwhile, Condoleezza Rice, President George W. Bush's national security adviser, accused France of trying to take NATO hostage and of threatening smaller countries that had backed the White House position on the war.

"The United States did not divide the Europeans," she said in interviews published Wednesday in the Spanish newspapers *El País*, *El Mundo*, *ABC* and *La Vanguardia*. "It wasn't us that threatened smaller countries with reprisals nor tried to shut up the countries of Eastern Europe."

As for attempts by France, as well as Germany, to prevent NATO from reinforcing the security of Turkey, Rice said, "Nobody should take NATO hostage."

Wolfowitz, in an interview broadcast on Tuesday on CNN-Turk, strongly criticized Turkey for not joining the Bush

administration's campaign to topple Saddam Hussein. Just before the American bombing began, the Turkish Parliament rejected Pentagon requests to base troops in Turkey as part of a northern offensive on Iraq.

"Let's have a Turkey that steps up and says: 'We made a mistake. We should have known how bad things were in Iraq, but we know now. Let's figure out how we can be as helpful as possible to the Americans,'" Wolfowitz said. "I'd like to see a different sort of attitude than I have yet detected."

Wolfowitz singled out the Turkish military for criticism, saying it had lacked leadership at a critical foreign policy moment. "I think for whatever reason, they did not play the strong

leadership role that we would have expected," Wolfowitz said in the interview, held Monday in Washington.

The Turkish public strongly opposed the war, fearing that the military action against a Muslim neighbor would destabilize the region.

Wolfowitz suggested that relations between the United States and Turkey would improve if officials in Ankara followed Washington's line in its relations with Iran and Syria. American of-

icials have been concerned by recent diplomatic overtures between Turkey and its neighbors, including a trip to Syria by the Turkish foreign minister, Abdullah Gul, and a visit to Turkey by Iran's first vice president, Mohammed Reza Aref.

The Turkish justice minister, Cemil Cicek, said Wednesday that Turkey's relationship with the United States ought to be viewed over the last 50 years and not just in relation to one disagreement.

"Many Turkish citizens died due to the importance we attributed to the relations and to the friendship with the U.S.," he said, noting that 400 Turks died in the Korean War while fighting on the side of the United States.

Turkey did allow the United States to use its airspace after the war in Iraq began but the parliamentary vote in Ankara frustrated American officials and sent American military planners back to the drawing board.

The New York Times

Iran deputies make appeal for reforms

Agence France-Presse

TEHRAN: Reformist members of the Iranian Parliament issued a bold appeal Wednesday to the Islamic republic's powerful and entrenched conservative camp to give way to reforms and normalize relations with the outside world — or else risk the same fate as Saddam Hussein of Iraq.

An open letter, signed by 153 deputies in the 290-seat Majlis, or Parliament, and read out in the chamber, warned that Iran was in "a critical situation" and the establishment risked losing the support of a people who had overwhelmingly voted for reform.

And in calling for normalizing foreign relations, the letter did not exclude ties with the United States — touching on a taboo topic that is steadily becoming the subject of mounting internal debate.

"The majority of Iranians are waiting for reforms, but have reached the conclusion that their votes are meaningless," the deputies wrote, citing the low turnout in February's municipal elections in which backers of embattled moderate President Mohammed Khatami suffered an unprecedented defeat.

The reference to voter apathy was coupled with an observation of the course of the U.S.-led invasion of Iraq, during which "the Iraqi people stood by without any reaction during the occupation of their country."

"Following the installation of American forces in Afghanistan and the occupation of Iraq, the threat has arrived at our

borders," the letter stated, alluding to Iran's place in President George W. Bush's "axis of evil."

Calling on Iran's clerical establishment to "attract confidence at home and abroad," the writers also acknowledged that Iran remained isolated on the international stage.

In an apparent reference to relations with the United States — severed after the 1979 Islamic revolution and the subsequent embassy hostage crisis — the members of Parliament called for a "more active diplomacy on the international scene, the objective of which is to normalize relations with other countries."

Iran also has no diplomatic ties with Israel and Egypt, while relations with a string of other countries are fraught with concerns over Iran's nuclear program, support for foreign militant groups and its human rights record.

Cautious debate over relations with the United States has mounted since the Iraq war, even though the topic remains taboo.

On the home front, the members said Iran's conservatives — who wield power through legislative oversight bodies, the judiciary and security forces — had no choice but to give in to reforms.

"Once again we insist on the fact that we bring reforms to reduce the gap between the people and the establishment," they wrote. "Those who are against reforms should not expect us to remain silent under the pretext that our country is threatened."

Les Etats-Unis accélèrent leurs réunions avec les chefs des partis irakiens admis à participer au futur pouvoir

Casting politique à Bagdad pour restaurer l'ordre

Chômage, insécurité, pénuries: la population est inquiète alors que Washington prépare l'avenir à la hâte.

9 MAI 2003



Des policiers irakiens et des GI américains canalisent les Bagdadiens près de la première banque rouverte depuis la prise de la capitale.



Suspendu depuis la chute de Saddam Hussein, le système judiciaire a redémarré hier. Des Irakiens accusés de meurtre, vol ou incendie criminel ont été présentés aux juges.



Bagdad envoyé spécial

« **M**ission accomplie, rentrez chez vous ! », lit-on sur le socle de granit de la grande statue de Saddam Hussein abattue voilà un mois par un char américain sur la place Al-Ferdoz, au centre de la capitale. Ce genre de graffiti antiaméricain est encore assez rare à Bagdad. La population continue de se réveiller doucement de son mauvais cauchemar de trente-cinq ans de dictature. La peur, naguère constante, d'une dénonciation par un voisin ou un membre de sa famille a du mal à se dissiper. Ville de rumeurs, Bagdad demeure soupçonneuse, et ses habitants continuent de craindre le pire. « La nuit dernière, j'ai rêvé que Saddam Hussein complotait pour reprendre le pouvoir », confie une femme en noir qui se promène en tenant ses deux enfants par la main dans le palais du fils de Saddam, Oudaï, que des hordes de pillards sont en train de vider et de saccager. L'un d'eux s'acharne avec frénésie à coups de masse sur un piano à queue qu'il ne peut transporter. Inexplicablement, l'armée américaine a quitté ce palais le week-end dernier, laissant le butin aux pauvres et aux gangs organisés qui le désossent méticuleusement, telles des fourmis vidant une carcasse. D'apparence prospère, portant bien la cinquantaine, la femme en noir explique devant sa voitu-

re que son mari, qui faisait partie des Moukhabarat, une des polices politiques du régime, avait été soupçonné de « trahison » voilà deux ans, emprisonné et torturé. Elle-même avait subi la torture. « Alors voir ces pillards dépouiller les fils de Saddam, c'est un plaisir ! » **Gouverneur arrêté.** Le butin se retrouve au marché aux voleurs de Saddam City, la ville chiite de Bagdad, où les tas d'immondices et les égouts à ciel ouvert côtoient les minarets. Des jeunes circulent sur une moto de police volée, d'autres ont élu domicile dans un camion de pompiers qu'ils escomptent sans doute revendre. On y trouve un marché aux armes florissant, où la grenade offensive se négocie 3 dollars, la kalachnikov 30, et le lance-roquettes 400. Les patrouilles américaines s'y aventurent peu, même après le couvre-feu de 23 heures. Saddam City a été rebaptisée « cité Al-Sadr » (du nom d'un imam chiite assassiné par Saddam Hussein) par Mohamed Morsen al-Zoubeydi, qui avait profité de la confusion générale pour s'autoproclamer gouverneur de la cité le 16 avril. A peine deux semaines après son coup de force, le « gouverneur » a été arrêté par les forces amé-

ricaines qui auraient saisi, dans un fourgon sur le parking de l'hôtel Palestine qui lui servait de QG, quelque 240 millions de dollars soutirés à la banque centrale pour « payer les fonctionnaires », avait-il expliqué.

Trafic d'essence. Mais les salaires des fonctionnaires ne sont toujours pas réglés. Le chômage est tel que la plupart des hommes valides font la queue devant les stations d'essence avec des jerricans, pour la revendre au quintuple du prix un peu plus loin. Les embouteillages monstres que provoque cette activité lucrative sont tels que des prostituées racolent le long des files de voitures de parfois plus d'un kilomètre. Les autorités américaines, qui assurent que ce sont les siphonneurs d'essence qui provoquent la pénurie de carburant, postent, depuis peu, des tanks devant les stations-service. A l'aide de leurs baïonnettes, des GI zélés crèvent parfois les jerricans en plastique des revendeurs, qui n'ont pourtant pas d'autres moyens de vivre.

Certains se recyclent dans la vente de l'un des sept quotidiens, presque tous affiliés à un des partis politiques. Il s'en crée plusieurs par jour, à en juger par la prolifération des calicots signalant leur naissance sur les façades de la ville, depuis des formations islamistes jusqu'aux partis d'obédience communiste qui proclament

« défendre les travailleurs ».

Enseignants, policiers, militaires, depuis deux semaines des fonctionnaires font la queue devant des officines pour postuler aux fonctions qu'ils occupaient naguère. Il revient le plus souvent à la diaspora irakienne des Etats-Unis, les « Forces irakiennes libres » (FIF) que parraine le Pentagone, de faire le tri entre les irréductibles du parti Baas de Saddam Hussein et les fonctionnaires de base. Les FIF, qui comptent plus de 3000 hommes, sont le bras armé du Conseil national irakien (CNI) d'Ahmed Chalabi. Depuis le 30 avril, celui-ci négocie dans un hôtel de la capitale avec les deux formations kurdes (PDK et UPK), l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak (Asrii) et l'Entente nationale irakienne (ENI), la composition d'un futur gouvernement de transition que les Etats-Unis souhaitent voir émerger fin mai (lire ci-contre). Le lieu est gardé par des Kurdes en uniforme de l'UPK armés jusqu'aux dents, qui patrouillent devant de luxueuses 4X4 Toyota flamboyantes.

Demeures investies. La course au pouvoir des partis se double d'une chasse au butin immobilier abandonné par les pontes de l'ancien régime en fuite. Des centaines de demeures des hauts fonctionnaires de Saddam, ainsi que nombre de bâtiments semi-publics, tel le club hippique,

ont été investis. Les sigles du CNI et des partis kurdes, les plus gourmands, sont visibles un peu partout sur les façades de somptueuses villas où d'immeubles dans cette foire au fait accompli. Le parti islamiste Al-Dawa s'est même approprié l'une des prisons de la Direction de la sécurité de Saddam Hussein.

«Idée générale». Au milieu de tout ce chaos, la haute autorité américaine, l'Office pour la reconstruction et l'assistance humanitaire de l'ex-général Garner, tente de mettre un peu d'ordre. Pas facile quand on part de zéro. «Les États-Unis n'avaient absolument rien prévu pour l'après-chute de Bagdad», affirme un bon connaisseur de la situation, Faisal Chalabi, neveu d'Ahmed Chalabi et porte-parole du CNI. «Les Américains avaient bien

une idée générale, mais la lutte intestine entre le département d'Etat et le Pentagone a tout embrouillé. Ce conflit au sein de l'administration américaine a toutefois permis l'émergence d'une classe politique locale, ce qui n'est pas forcément une mauvaise chose.» ●

PHILIPPE GRANGEREAU

Le «Conseil des Cinq», un embryon de gouvernement

Les dirigeants des cinq principaux partis d'opposition au régime de Saddam Hussein se sont réunis hier à Bagdad avec Jay Garner et les responsables de l'administration civile américaine en Irak, afin de discuter de la formation d'un «gouvernement provisoire». Ces formations, qui ont toutes soutenu l'intervention américaine, ont chacune désigné un représentant pour siéger dans un «Conseil des Cinq», dont les États-Unis voudraient qu'il forme le «noyau» d'un futur exécutif irakien. Deux autres personnalités, sunnites et ayant le soutien de Washington, pourraient étoffer ce premier cercle composé des Kurdes Massoud Barzani (PDK) et Jalal Talabani (UPK), de l'ayatollah chiite Abdoul Aziz al-Hakim, chef de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (Asrii), d'Ahmed Chalabi, du Congrès national irakien (CNI, mouvement soutenu par le Pentagone), et d'Iyad Allaoui, de l'Entente nationale irakienne (ENI). Les Américains souhaitent la mise sur pied rapide d'un gouvernement intérimaire qui prendra à sa charge le rétablissement de l'ordre. L'insécurité reste en effet le problème fondamental dans l'Irak sous tutelle des forces de la coalition américano-britannique depuis la disparition de Saddam Hussein, il y a un mois.

After Saddam ■ By M. Javad Zarif

Iran's vision of rebuilding Iraq

International Herald Tribune
Monday, May 12, 2003

There is a international consensus — extremists of all sides notwithstanding — that stability and moderation in the Gulf region are pivotal for global security and prosperity. Yet efforts by the major powers to attain these objectives through the old paradigm of political domination, force projection and imposition of their will have produced little but conflict, insecurity, arms races, dictatorship and extremism.

Iran has suffered tremendously. We have a vested national security interest in helping to reverse this trend and replace it with participation, moderation and confidence.

The devastating effects of the invasion of Iran by Saddam Hussein's regime in 1980, as well as protracted instability in Afghanistan over two decades — producing terrorism, drug-trafficking and an influx of refugees — have given rise to a strong national consensus in Iran that confrontation, regardless of outcome, brings nothing but death, destruction and tremendous waste of valuable human and material resources.

Iran has no territorial ambitions and has not invaded any neighboring country for close to two and a half centuries. Thus, while prepared to defend our dignity, we have opted to build strong relationships with our neighbors and will continue to do so.

We further believe that it is time to finally establish an indigenous and internationally guaranteed regional security arrangement under United Nations auspices.

The momentum created by the removal of Saddam should be used to replace mistrust and the arms race with mutual security and transparency. As the region's largest and the most populous country, Iran has a great stake in discouraging a renewed arms race, especially one involving unconventional weapons. We also understand that developing nuclear arms and other weapons of mass destruction does not enhance Iran's security.

The rising extremism in the region is as much a

threat to Iran as it is to the West. Long before the Sept. 11 tragedies, Iran nearly went to war with the Taliban and their masters in Al Qaeda, who had murdered Iranians inside Iran and Iranian diplomats in Afghanistan. We provided vital assistance to the Northern Alliance before the defeat of the Taliban, and have supported the creation and stabilization of the new government.

However, while we have a high stake in defeating extremism, we cannot accept many of the tactics employed to this end by the United States. Brute force may reap some rapid benefits, but in the long run it creates a more fertile breeding ground for extremism.

Our region needs reform geared toward greater participation, respect for the rule of law and human rights. Reform, however, must be homegrown. Democracy cannot be imported, let alone imposed by tanks and missiles.

The most urgent test case is Iraq. The challenge is how to move to a peaceful, democratic, inclusive and representative system on the ashes of one of the most brutal dictatorships in recent memory.

While all members of the international community must help in the process of stabilization and reconstruction, no one from the region or outside can or should impose his image of a democratic and peaceful Iraq on its people. The people of Iraq have the right and most certainly the ability to determine their destiny.

Iran is prepared to fully support and contribute to any genuine process by the Iraqi people in this direction, a process that should also enjoy the legitimacy of the United Nations. We do not seek to interfere or impose any type of government on the Iraqi people, and believe all should refrain from doing so.

Iran and its neighbors have paid the price for three wars that took a tremendous toll on human life, economic stability and national and regional trust. We cannot afford to lose yet another opportunity.

The writer is ambassador of Iran to the United Nations.

THE POLITICS

The New York Times

FRIDAY, MAY 9, 2003

A Kurdish Leader Assails Heads of Arab Nations For Backing Hussein's Rule

By PATRICK E. TYLER

BAGHDAD, Iraq, May 8 — Jalal Talabani, the Kurdish leader who is expected to take a senior post in Iraq's interim government, said today that the heads of Arab countries should be called to account for Saddam Hussein's crimes against the Iraqi people.

Mr. Talabani spoke in an interview on a day of political meetings between ranking American military and civilian reconstruction officials. He said that the discovery of mass graves in several locations around the country underscores the responsibility that Arab leaders must take for their support for Mr. Hussein and the Baath Party, which built and enforced his totalitarian rule.

"The Arab governments must come and see those mass graves and decide what kinds of crimes were committed by Saddam Hussein," Mr. Talabani said. "And then they must go to the Iraqi people and apologize."

The Kurdish leader is the second senior opposition figure this week to speak of the deep rift between a postwar Iraq and the Arab world. Earlier this week, Ahmad Chalabi, another opposition leader, said it would be up to Arab leaders to "mend their ways" with Iraq rather than the other way around.

Taken together, the remarks by the two Iraqi political figures appeared to be timed to head off mounting criticism in the Arab world suggesting that the United States is attempting to install a group of Ameri-

northern Iraq, and more than two decades of secret arrests and executions by Mr. Hussein's security forces.

The Kurdish leader said he had sent his aide, Barham Saleh, on a tour of Arab capitals this week. He pointed with pride to a Kurdish newspaper report that Mr. Saleh said in Cairo that the secretary general of the 22-nation Arab League, Amr Moussa, should explain to Iraqis why he supported Mr. Hussein and why he opposed the American-led military campaign to topple him.

Mr. Talabani also criticized King Abdullah II of Jordan for his "strange" personal attacks on members of the Iraqi opposition, principally Ahmad Chalabi of the Iraqi National Congress, who is also a potential leader of the interim government.

Mr. Chalabi, Mr. Talabani and the other leaders of opposition groups now represented in Baghdad, met today in an attempt to set a date to organize a national assembly of more than 350 representatives and select a new government. In the interview, Mr. Talabani said that he supported Mr. Chalabi's assertion that Iraq's interim government cannot be led by a committee of leaders, but must form a government of ministers under a single prime minister.

He said there had been no discussion of who would take the post, but he said he doubted that Mr. Chalabi would take it at the start, due to his poisonous relations with so many governments in the region.

"How can we deal with the Arabs when the prime minister is hated by the Arabs?" he asked.

Mr. Talabani also said that Kurdish officials had begun to assert their claims to a central role in a new Iraqi government.

"We have asked for one of the important posts of president or prime minister," he said. "One must be in the hands of a capable Kurd."

The Kurds, long persecuted by Mr. Hussein, have established a self-governing region in the north of Iraq under American protection. They now face the challenge of establishing their political power at the national level.

Mr. Chalabi is planning to broaden both his domestic political base in

Iraq and his profile abroad. The Iraqi National Congress, the movement that used to encompass Mr. Chalabi's supporters, the Kurdish parties and a number of other political groups, has splintered, and its parts have migrated back to their individual groups.

As a result, Mr. Chalabi and his aides are planning to revamp their movement by calling a convention in Baghdad, expanding its membership to 1,000 or more representatives, and declaring the group a political party. At the same time, Mr. Chalabi has been invited to make a high-profile visit to Turkey, where he could project a statesman's profile in the capital of a non-Arab neighbor.

By the end of their meeting today, the opposition leaders still had not completed preparations to call a national assembly meeting to select and form an interim government by the end of the month.

The leaders expanded their five-member council by two seats to include a longtime Baghdad lawyer, Nasir al-Chadirchy, whose father, Kamel, was a leading democratic political thinker in Iraq during the 1950's and founder of the National Democratic Party of Iraq. They also created a seat for a representative of the Dawa Party, a Shiite group.

The inclusion of Mr. Chadirchy added an Arab Sunni Muslim official to the council. To balance his appointment, another Shiite seat had to be created to maintain a Shiite majority on the council, roughly reflecting the 60-40 balance of Shiites to Sunnis in the population.

After their political talks, the council met with Jay Garner, the retired American lieutenant general charged with reconstructing Iraq, and aides to Lt. Gen. David D. McKiernan, the allied land forces commander in Iraq.

In a closed session, Mr. Talabani said he had criticized the United States military for its failure to provide basic security on the country's highways. He complained that an Iranian opposition group, the Mujahedeen Khalq, was still maintaining checkpoints on some roads north of Baghdad.

An effort to counter accusations that new Iraqi leaders are beholden to the U.S.

can-financed exiles and Kurds as the new government.

A new Iraqi government appears likely to challenge many long-held Arab positions on democracy, human rights and relations with Israel.

The Iraqi landscape is yielding up mass graves related to the 1991 uprising against Mr. Hussein, the suppression of Kurdish opposition in

Ankara reste un allié difficile pour Washington

ISTANBUL

de notre correspondante

Le numéro deux du Pentagone, Paul Wolfowitz, exprimant la profonde déception de l'administration Bush face au refus turc de participer à la guerre contre l'Irak, a exigé que, pour ouvrir une nouvelle page dans les relations turco-américaines, les autorités turques admettent qu'elles avaient « commis une erreur ». Jeudi 8 mai, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a répliqué que « la Turquie, depuis le début, n'a jamais fait d'erreur ». Malgré une opinion publique fermement opposée à la guerre, le premier ministre avait tenté de convaincre ses députés de soutenir une motion gouvernementale qui aurait permis à 62 000 soldats américains d'ouvrir un front nord à partir de la Turquie, mais le texte avait été rejeté de justesse.

Les déclarations de M. Wolfowitz ont causé de fortes réactions en Turquie. Le dirigeant de l'opposition Deniz Baykal a déclaré que « la Turquie est un pays démocratique et que tous ceux qui apprécient le fonctionnement d'une véritable démocratie devraient le respecter ».

Un autre faucon proche du Pentagone, Richard Perle, a lié l'avenir de l'amitié turco-américaine à la coopération d'Ankara avec Washington contre l'Iran et la Syrie. Les Etats-Unis n'ont pas vu d'un bon œil la récente visite du ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül, à Damas et les contacts diplomatiques des Turcs avec l'Iran.

M. Wolfowitz a adressé ses critiques les plus acerbes

à l'armée turque. Alors que les Européens s'inquiètent fréquemment du rôle des militaires en Turquie, les Etats-Unis, qui ont toujours favorisé l'aspect stratégique de leurs relations avec Ankara, ont de bons contacts avec l'armée et citent volontiers la Turquie comme un modèle démocratique pour les pays de la région.

CALMER LE JEU

M. Wolfowitz a déclaré que, si les militaires s'étaient alignés sur la position américaine, ils auraient pu influencer le résultat du vote, et que, « pour une raison quelconque, ils n'ont pas adopté le rôle dirigeant fort et l'attitude que nous attendions ». Ses commentaires lui ont valu une réponse de l'état-major, par le biais du général Yasar Buyukanit, qui a affirmé que « les forces armées turques font toujours leur devoir de façon démocratique. Cela a toujours été le cas jusqu'à présent et continuera de l'être ».

Les Etats-Unis ne sont pas prêts à couper les ponts avec Ankara. Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, plus conciliant, s'est déclaré attaché à « un partenariat avec la Turquie ». Abdullah Gül a, lui aussi, tenté de calmer le jeu en soulignant que les relations turco-américaines ne reposaient pas sur une seule motion gouvernementale. « Nous devons nous tourner vers l'avenir, a-t-il déclaré. Nous allons travailler ensemble pour forger de meilleures relations. »

Nicole Pope

10 MAI 2003

L'ex-opposition irakienne veut élargir son « conseil de direction »

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Jay Garner donne l'embassade aux premiers « élus » de la future scène politique irakienne. Leurs rangs, soigneusement choisis par la puissance occupante, sont encore clairs. Puis l'administrateur civil de l'Irak se joint à la réunion, jeudi soir 8 mai dans un hôtel de Bagdad, de ces représentants d'une partie de l'opposition au régime de Saddam Hussein.

Le général américain (à la retraite) et ses hôtes vont examiner les modalités de création d'un gouvernement provisoire, qui aurait au moins l'apparence d'une autorité irakienne légitime. Le conciliabule, à huis clos, dure un peu plus d'une heure. Manifestement, les Etats-Unis sont pressés de combler un vide politique qui ne fait qu'ajouter au chaos persistant.

Dans cette marche à pas forcés vers la démocratie, les quelques personnalités sélectionnées par Washington devraient former le cœur du futur gouvernement intérimaire. Jeudi, les cinq membres jusqu' alors pressentis ont décidé d'élargir leur représentativité. Ils ont accueilli deux nouvelles figures au sein de leur « conseil de direction » : un représentant de second rang du plus ancien parti islamiste irakien, Al-Daawa (chiite), et un

sunnite arabe, Nassif Chaderchi, fils de l'ancien président du Parti national démocrate (centre gauche) Kamel Chaderchi, évincé du monde politique après la prise du pouvoir par le Baas, en 1968.

Le « conseil de direction » comprenait déjà les dirigeants des cinq

groupes initialement adoués par les Etats-Unis : Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), un religieux portant le turban noir des descendants du Prophète, Abdel Aziz Al-Hakim, du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (chiite).

Le tableau est complété par une personnalité longtemps exilée à Londres, Iyad Allaoui, de l'Entente nationale irakienne (ENI), et par le principal « poulaïn » des Américains, Ahmed Chalabi, le chef du Congrès national irakien. Cet agrégat de personnalités doit préparer, d'ici un mois, la tenue d'un « congrès national » qui sera chargé de nommer le gouvernement provisoire.

ANCIENS RESPONSABLES

Mais l'occupation et l'administration du pays par les forces de la coalition continuent de diviser les milieux politiques irakiens. Sou-

cieux de ne pas s'afficher aux côtés des Américains, sans pour autant se tenir à l'écart d'un processus à visée démocratique, quatre formations ont accepté de participer à la préparation du « congrès national », a indiqué M. Talabani. Il s'agit d'Al-Daawa et du Parti communiste, qui disposaient tous d'eux d'une forte base active en Irak avant d'être violemment réprimés par le régime baasiste. Deux factions de moindre importance, le Parti islamique irakien et le Mouvement socialiste arabe, se seraient aussi associées au processus. Enfin, Adnane Pachachi, un musulman sunnite ancien ministre des affaires étrangères, de retour à Bagdad après trente-trois ans d'exil, aurait également « accepté d'assister au congrès national et de participer à sa préparation », selon la même source.

L'épineuse question du recours à d'anciens responsables du régime déchu a été abordée. Un accord a été conclu avec les Américains afin de créer une « commission commune sur la sécurité » dans le but de « coopérer sur ce plan avec les forces de la coalition », pour obtenir « des informations sur les membres du parti Baas afin d'éradiquer les restes de la direction irakienne qui se trouvent encore en Irak », a indiqué M. Chalabi.

Nombre d'anciens responsables baasistes « méritent d'être détenus et interrogés, au minimum », a précisé le porte parole du PDK, Fawzi Hariri. « La situation s'améliore un peu chaque jour », s'est borné à dire Jay Garner, qui sera « chapeauté » par un administrateur en chef de l'Irak nommé par le président Bush, Paul Bremer, qui devrait arriver prochainement dans le pays.

E. In.

Le Monde

« Un jour, ils vont venir chez moi »

Bassora: l'ordre des mollahs

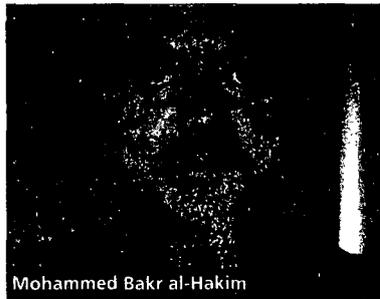
Structure demeurée en place après la chute de Saddam, le clergé chiite est parvenu à mettre fin à l'anarchie, surtout dans le sud de l'Irak. En profitera-t-il pour y imposer un islam radical ?

De notre envoyé spécial en Irak, Laurent Bijard

Hassan, le marchand de glaces de Bassora, est soulagé. Le vieil établissement familial n'a pas trop souffert de la guerre ni des pillages qui ont suivi. Après des semaines passées à veiller nerveusement, l'arme au poing, sur le pas-de-porte, lui et ses cinq frères ont pu relever le rideau de fer. Grâce à un groupe électrogène, les machines italiennes ronronnent à nouveau. Alors que la ville baigne encore dans le parfum âcre des destructions, la réouverture d'Al Hadaya (les Cadeaux), le salon de Hassan, bien connu sur l'avenue du 14-Juillet, a symboliquement contribué à ramener un peu de vie et d'espoir. Venus en famille, les hommes en longue tunique blanche et les femmes enveloppées dans leur abaya noire, se bousculent devant le comptoir vitré. Face à cet engouement, Hassan a besoin de produits frais. A Bassora, célèbre pour ses tomates et ses dattes, les ananas, les bananes et autres pistaches sont inexistantes ou hors de prix. Il faudrait se rendre au grand marché de Bagdad. Mais on vient d'apprendre que le *shorga* de la capitale était tombé sous la coupe d'une véritable mafia armée jusqu'aux dents. Le voyage est donc trop risqué.

Heureusement, à Bassora, la situation paraît moins tendue, et les échoppes rouvrent les unes après les autres. Le marché de Bassora permet à Hassan de trouver le lait en poudre et les parfums de synthèse. Les stations-service vendent de l'essence, même si les files d'attente sont longues, et l'électricité est revenue – de manière intermittente – dans plusieurs quartiers. Reste le problème de l'eau. Les stations de pompage ont été détruites ou vandalisées, et l'eau potable manque cruellement. Enfants et blessés soignés à l'hôpital universitaire en sont réduits à avaler une eau croupie, à l'origine de terribles diarrhées. Mais dans l'ensemble la deuxième ville du pays semble mieux se débrouiller que Bagdad. Elle le doit à l'esprit pugnace et aventurier de ses hommes d'affaires qui ont fait l'histoire de ce haut lieu d'échange situé à l'embouchure de Chatt al-Arab. Bassora n'est pas pour rien la patrie de Sindbad le Marin. Après chaque guerre, depuis la nuit des temps contre l'inva-

Les dignitaires chiites du Sud



Ali Sistani, 73 ans, grand ayatollah dirigeant du centre religieux, la Hawza, dans la ville sainte de Najaf. Membre de la branche quietiste, il considère que les religieux devraient se cantonner à un rôle d'« orientation » dans les affaires du pays. Très influent dans le tiers sud de l'Irak.

Sayyed Mouqtaba al-Sadr, 31 ans. Bien que dénué de toute autorité pour interpréter les textes sacrés, il se considère comme le délégué de son père Mohammed Sadeq, un grand ayatollah assassiné par Saddam Hussein en 1999. Il prône un rôle omniprésent du clergé dans les affaires publiques. Certains l'accusent d'avoir fomenté le meurtre d'un dignitaire chiite, Abdel Majid al-Khoï, de retour d'exil à Londres, et abattu dans l'enceinte du mausolée de l'imam Ali à Najaf.

Mohammed Bakr al-Hakim, 64 ans, chef de l'Assemblée suprême de la Révolution islamique en Irak (Asrii), exilée en Iran. L'Asrii dispose d'une milice armée, la brigade Badr, forte de 12 000 hommes, entraînés par l'Iran. Le jeune frère de Mohammed, Abdel Aziz, numéro deux du mouvement, serait déjà en Irak. ■

sion mongole jusqu'à l'oppression récente et sanglante menée par les sbires de Saddam Hussein, Bassora s'est relevée.

Mais cette fois, le retour à une certaine normalité a quelque chose de particulier : il est surtout le fait du clergé chiite. Les imams, mollahs, cheiks et autres saïds ont désormais la haute main sur les affaires de la cité. Les religieux chiites, qui représentent la seule structure organisée dans cette ville de 1,5 million d'habitants, se sont imposés, et, usant du Coran et de leurs prêches, ont su ramener un semblant d'esprit civique. Les prières du vendredi ont rassemblé les foules des croyants. Au milieu d'une ferveur particulièrement exaltée. En effet, le hasard a voulu que la chute du tyran honni, Saddam Hussein, grand persécuteur des chiites, intervienne au moment où des centaines de milliers de fidèles se préparaient à effectuer le pèlerinage dans la ville sainte de Kerbala, afin d'y commémorer le retour de la dépouille sacrifiée du petit-fils du Prophète. La prière du vendredi a ainsi permis de faire passer un certain nombre de messages et de consignes. A Bassora, la très grande majorité de la communauté chiite – soit plus de 80% de la population – suit la ligne modérée du grand ayatollah de Najaf, Ali Sistani, à la tête de l'école religieuse qui fait autorité dans l'ensemble du monde chiite, la Hawza. Ali Sistani, un quietiste, distille pour le moment des mots d'ordre qui ne représentent pas encore de véritables menaces pour les troupes anglo-américaines, désormais considérées comme des « forces d'occupation ». Même s'il a pris soin d'exiger que « l'Irak soit gouverné par ses enfants et non par les Américains », ses consignes, selon une source cléricale, sont destinées – dans un premier temps – à « apaiser les esprits ». Elles ont toutes été observées à la lettre près : « Se montrer ouvert et amical avec tous les Irakiens, sunnites, chrétiens, mais aussi avec les soldats britanniques ; s'arranger pour rendre aux imams et aux mollahs les produits des larcins commis par les musulmans ; faire en sorte que chacun retourne travailler ; enfin, rétablir une sorte de paix civile dans le pays, même si certains fidèles doivent jouer un rôle de policier ou de juge de paix... » Pourtant, remarque ce religieux « certains se livrent peut-être à une interprétation un peu poussée de cette

dernière consigne en organisant une sorte de milice zélée dans les quartiers ». Effectivement. Alors que la ville sombrait dans l'anarchie, sous le regard impassible des soldats britanniques, certains « proches » des mollahs ont su rétablir le calme. Après le pillage systématique des banques, le saccage des magasins et des bâtiments administratifs, et quelques bagarres de rue entre gangs rivaux, l'ordre est revenu.

Mais certains redoutent déjà un débordement des « consignes » d'Ali Sistani. « Des garçons un peu enflammés pourraient être plus sensibles à ce que d'autres ayatollahs comme Mouqtaba al-Sadr, l'héritier de l'influente famille chiite Al-Sadr, préconisent. C'est le cas à Sadr City, à Bagdad, l'ex-Saddam City, l'immense quartier chiite situé à l'intérieur de la capitale. Là, des hommes en armes font la loi, et Al-Sadr parle de prohiber l'alcool et d'imposer le

sur le pas de ma porte, je discutais avec une amie quand j'ai été agressée par deux jeunes garçons, des voisins, qui m'ont traitée de prostituée parce que je portais un jean. Ils m'ont insultée. J'ai été choquée. C'était la première fois qu'une telle chose m'arrivait. Avec Saddam, nous nous sentions libres. Il contrôlait les chiites. Aujourd'hui Saddam est parti et nous avons peur. Ces chiites veulent imposer leurs lois. Quelles lois ? Obliger toutes les femmes à se cacher sous un voile noir ? Quand je repense aux conversations que j'ai eues avec de jeunes collègues féminines avant l'attaque américaine... Elles me disaient que, quand les Américains seraient là, elles pourraient ranger leur hijab, porter des shorts et des minijupes. Et maintenant c'est pire qu'avant, elles doivent porter l'abaya... », raconte M., la voix chevrotante. Ce jour-là, sa petite nièce re-

dam comme dirigeant d'un « conseil consultatif intérimaire » n'a pas été bien perçu par les autorités religieuses chiites. Les généraux britanniques ont dû faire machine arrière et accepter le principe d'un deuxième « conseil intérimaire » plus proche de la société civile et... des religieux.

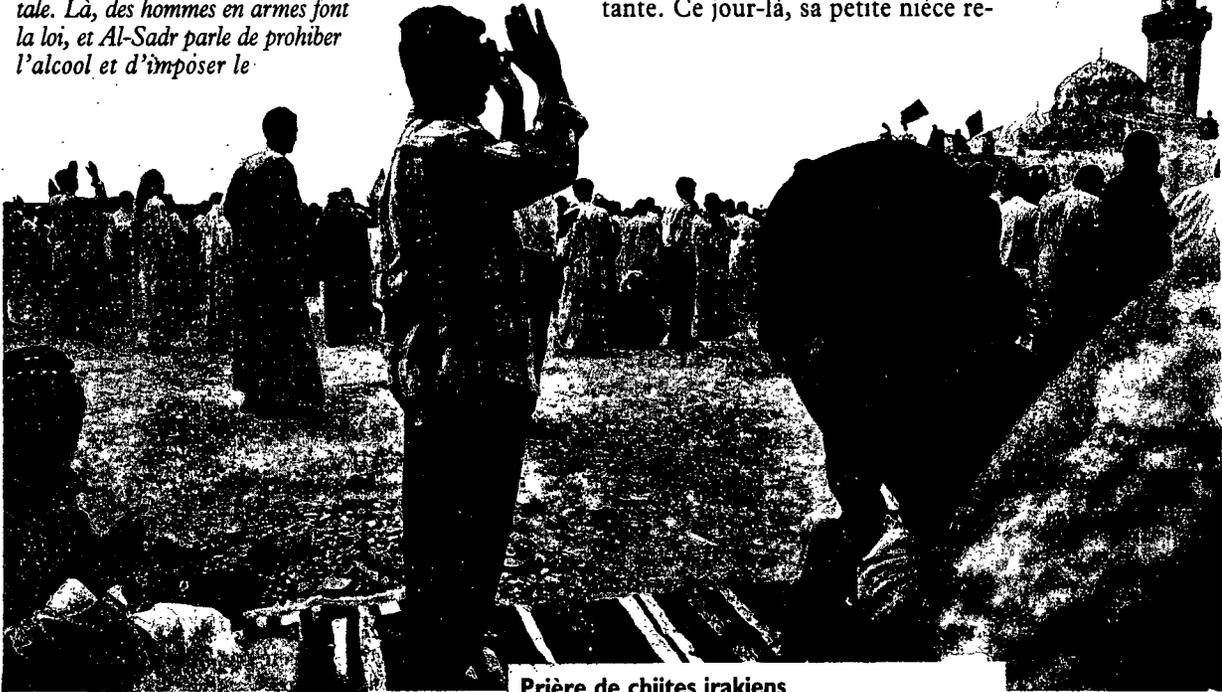
Autre souci pour les officiers de Sa Majesté : la proximité de l'Iran et la difficulté de contrôler une frontière particulièrement poreuse. « Téhéran va tout faire pour jouer d'une manière

ou d'une autre un rôle dans notre région, explique un médecin qui connaît bien les autorités religieuses, le retour de la famille de l'ayatollah Mohamed Bakr al-Hakim, qui dirige depuis l'Iran l'Assemblée suprême de la Révolution islamique en Irak, et sa branche armée, la brigade Badr équipée par les gardiens de la Révolution, est régulièrement annoncé à Bassora. Par le passé, il a fait partie du gouvernement iranien. Déjà, son frère Abdelaziz est arrivé à Al-Kout, pour organiser une base et recruter des fidèles... »

En vue d'une islamisation radicale ? Imposable de le savoir. En attendant, les habitants de Bassora, privés de la télévision irakienne, réduite au silence par les Américains, regardent chaque soir les programmes des diffé-

rentes chaînes iraniennes, dont Al-Alam, qui transmet des émissions d'information en langue arabe. C'est grâce à elles qu'ils ont vécu les pèlerinages de Kerbala et de Nadjaf. Les stratèges occidentaux tentent de se rassurer en présentant Arabes irakiens et Perses iraniens comme appartenant à deux nations bien distinctes, qui n'auraient pas hésité dans le passé à se combattre. Mais nous sommes ici au pays des anciens caravansérails, à la croisée des grandes routes commerciales, maritimes et terrestres qui reliaient le Proche-Orient à la péninsule indienne. Beaucoup, comme Hassan, le marchand de glaces chiite, ont des parents de « l'autre côté ». La guerre fratricide tout au long des années 1980 a été vécue comme une immense douleur. Ainsi, le grand-père de Hassan était saïd dans la ville sainte de Qom, et une autre partie de sa famille s'est installée dans les montagnes du Cachemire. « Sous Saddam, je devais cacher mes liens familiaux en Iran, sous peine d'être persécuté, rappelle Hassan. A l'avenir, j'espère que nous autres chiites, nous pourrions enfin tous recréer un grand mouvement de solidarité. Même si les soldats britanniques ne voient pas cela d'un bon œil... »

L. B.



Prière de chiites irakiens devant une mosquée de Bassora. La très grande majorité de la communauté suit une ligne modérée.

port du voile pour les femmes et la barbe pour les hommes, quelle que soit leur religion », prévient un médecin qui connaît la famille Al-Sadr, qui a payé un lourd tribut sous le règne de Saddam Hussein, et qui a organisé la résistance chiite en Irak même. Contrairement à Ali Sistani, le jeune Al-Sadr, 31 ans, prône le principe de l'intervention directe du clergé chiite dans les affaires publiques irakiennes.

A Bassora, Al-Sadr a effectivement fait des émules. Des membres de la minorité chrétienne – environ un millier de personnes –, comme ces orthodoxes dont les aïeux sont venus d'Arménie à l'époque du génocide commis par les Turcs, commencent à trouver l'atmosphère étouffante. Il n'y a pas de quartier chrétien dans la ville, et les familles sont disséminées dans les faubourgs, souvent déshérités, comme Hayaniya. Là, dans ce quartier de mauvaise réputation, quelques familles orthodoxes vivent désormais recluses derrière leurs murs, dans la peur du lendemain. Quand elle sort pour aller au marché, « M. » – une jeune femme dont nous préserverons l'anonymat pour des raisons de sécurité – cache sa croix en or sous son tee-shirt. Elle tremble encore quand elle raconte ce qui vient de lui arriver : « Je me trouvais

garde un cédérom de la chanteuse libano-colombienne Shakira, connue pour ses tenues très sexy : « Un jour, ils vont venir chez moi me prendre mon cédérom ! C'est sûr ! », soupire-t-elle. « Moi qui parle bien l'anglais, je ne peux même pas proposer mes services aux soldats anglais. Ce serait terrible pour moi et les miens. On nous associerait à eux si les choses tournaient mal », ajoute M. avec angoisse. »

Retranchés dans l'ancien palais de Saddam Hussein, dans l'hôtel Chatt al-Arab, sur les bords du fleuve, ou bien encore loin de la ville, dans les bâtiments de l'aéroport international de Bassora, l'état-major britannique, à la tête de quelque 3 000 hommes, semble désarmé face à une islamisation de la vie politique qui ira probablement de pair avec une montée de la menace à l'encontre des « troupes mécréantes ». Il faut dire que la désignation d'un ancien général irakien à la retraite, chef baassiste d'une tribu hier encore grassement payée par Sad-

THE KURDS

At a Teahouse, News Is Also Served

By SABRINA TAVERNISE

ERBIL, Iraq, May 11 — In the searing heat of the late afternoon, men in this ancient city gather in the Soran Tea House for a daily dose of backgammon, tea and gossip.

Tea shops are at the heart of life here. They spread news faster than television. They are a place to argue, listen to music and discuss favorite things. In Sulaimaniya, a city two hours to the east, there are a teahouse for bird lovers and another for dog lovers.

At the Soran, named for the son of the owner, backgammon is the draw. The city's undisputed champion, Jasim Latif, 60, has been coming here every day for years. He works as a stenographer in the Police Academy in Erbil, a Kurdish city that dates back centuries. There have been many rulers perceived as occupiers by the Kurds here, the most recent Saddam Hussein.

Mr. Latif sometimes sings to the sound of clicking backgammon tiles. He is apple-shaped with an easy smile and wears thick glasses with one very loose lens that often falls out. His playing is so fast that each turn is one fluid motion flowing into the next.

His game is legendary. He likes to tell the story of when he was younger, during the early days of Mr. Hussein, and four men in fighter uniforms and beards came up to him in a teahouse. They asked him his name. He became very afraid for his life.

Making points in backgammon or in talk of the war.

"I said, 'Yes it is me,'" said Mr. Latif, flashing his signature impish grin.

"They said: 'We heard there was a man named Jasim who plays the best backgammon. We came to play him.'"

As Mr. Latif's game got going today, other friends arrived. A doctor from the United Nations sat down. A boy of 6 brought him tea. An unemployed journalist whose grandfather, Abdulla Ghoran, was a great Kurdish poet from the 1960's, watched the game.

Men come for the gossip as well as the games. A recent rumor in a Baghdad teahouse was that the Americans were strategically shutting off electricity in areas of the city where they wanted to keep control, just like Mr. Hussein had in years before.

"You think we come here just to play games?" the journalist, Ryzgar Azhi, asked a newcomer. "We also like to talk. We have no bars. No discos. This is where we come."

During the war, the shop was packed with men wanting to talk

about the news. How far had the Americans advanced? Was Mr. Hussein still alive? Women, according to the culture, do not visit teahouses, though at the Soran today, a shabbily dressed woman sat at a table drinking a Pepsi. The men said she was crazy.

Now the men, predominantly Kurds in this mostly Kurdish but partly Arab city, speculate about why the Americans really came. The conclusions are cleareyed but glad.

"The Americans did not come just to help the Kurds," Mr. Azhi said. Still, he said, "it's great to be free."

Many here have lost a loved one to war or to the Iraqi secret service. Mr. Azhi said that his brother was tortured and killed and that he later became a Kurdish rebel fighter. In the time of Mr. Hussein, he said, teahouses were not places where one could talk freely.

"If three people are sitting in the tea shop, four are from the Iraqi intelligence," Mr. Azhi said, recalling a wry saying from the day.

An hour later, talk became more frivolous. When, for instance, did teahouses become popular in the area now known as Iraq? Perhaps the tea came from the British, who occupied the territory in 1915 and granted it independence in the early 1930's.

But the shops, Mr. Latif said, must have been Kurdish in origin.

"The British, you think they have the time for this?" he asked, gesturing broadly to his nearly won backgammon game.



Ashley Gilbertson/Aurora, for The New York Times

Men played backgammon and caught up on gossip, news and rumors in a tea shop in Erbil in northern Iraq.

THE NEW YORK TIMES, TUESDAY, MAY 13, 2003

Fears of a bitter harvest loom in northern Iraq

Lack of fuel and money endangers crop

By Sabrina Tavernise

Mosul, IRAQ: The sound of clicking prayer beads made a worried tick in the landowners' hands. Just nine days remain before the barley harvest here in northern Iraq. The farmers and landowners, some of this region's biggest, had gathered to talk crops.

Their concern is that with no government in Baghdad, a looted central bank, ethnic land disputes flaring, and fuel in short supply, the harvest will face serious difficulties.

Timing is crucial. Just one week of delays and the barley will begin to rot in the fields. On Monday farmers from the

With a looted central bank, ethnic land disputes and fuel in short supply, crops may face serious difficulties.

north will meet with American officers to discuss the problem.

"We expect failures," said Abdul Aziz Nejefi, in the guest room of his large two-family home in suburban Mosul. "We've never had this situation before. There is no government."

The Mosul region produces half of this country's wheat and barley. In the past, the central government in Baghdad would set a price at which it would buy the grain, pay the farmers for what they grew. Now as harvest time approaches, local officials here say they are not sure the central bank physically has the 150 billion Iraqi dinars, or about \$75 million, to pay the farmers.

"Everything is unnatural," said Azeldin Mohammed, director of agriculture in Mosul's local administration, who expects a record bumper crop this year. "It's an anxious situation with fire brigades. The receiving centers are not ready. The banks are not ready. All this will put us and the farmers in a very embarrassing situation."

American military forces are working on the problem. General Benjamin Freakley of the 101st Airborne Division based in Mosul said that the money was

"in the works." Chaos at the central bank has meant long delays in cashing checks, even when they come from the Iraqi Ministry of Finance.

The farmers in the room Sunday were skeptical. They questioned officials' reassurances that the 30 million liters (79 million gallons) of diesel needed for the harvest had been set aside.

"So far it's just promises," said Nejifi's son, Osama. "In reality, it has not yet been provided."

Nejifi is well-off. He has a gardener. Wheat and barley fields have been in his family since 1630, when his relatives came with Ottoman conquerors to occupy the area now known as Iraq. Three of his nine children live abroad. Osama works with him in the grain business. Another has a PhD from Oxford in agricultural engineering. His grandsons wear stylish American backpacks.

Large farms were broken up during nationalization in 1971. The government made a rule that no farmer could own more than 250 hectares (about 620 acres) At that time, Nejifi lost most of his land. The ruling class, the Ba'ath Party, gradually gained privileges as well and some big farms were restored. Nejifi said he opposed the Ba'ath Party; his vast holdings, however, hint at some association with the regime.

In fields just east of Mosul, in a village called Shakuli, a poorer farmer has a different problem. While crossing one of his wheat fields on foot with his herd of sheep, a land mine exploded, killing some of the sheep and wounding the young man. The farmer, Ibrahim Haddi Gabrail, says he is now afraid to gather his crops. His son is still convalescing.

The village is typical of Iraq's northern countryside. A population of 2,000 lives in small mud huts surrounded by sweeping, treeless plains. Villagers get water from an irrigation system that sluices through cement channels. Sheep graze in a pasture behind the village. Incongruously, men played pool on a billiard table set in the dust just outside the village.

Gas for cooking has not been available since the war. Villagers have foraged for wood for fires to cook. Electricity is sporadic, but then it always has been.

"I wanted to bake bread this morning

International Herald Tribune
Monday, May 12, 2003

for my family," said Hassin Rashid, a village woman dressed in black, but there was no gas or wood to start the stove. "Please help me."

Perhaps the most emotional problem of the harvest is the farmland dispute between the Arabs and the Kurds. During the regime of Saddam Hussein, the government banished Kurds from their northern homes and settled Arabs there, fanning ethnic tensions. Now many Kurds are returning to their farmland, ejecting Arabs who planted the crops.

Aziz said about 10 percent of farmland is in dispute. He worries that fleeing Arabs will begin torching fields. Fire-fighting teams are now down to a bare minimum. Many engines had been looted. Out of 46 vehicles, only 12 remain.

Despite the dark side of the story of the returning Kurds, there are bright spots. A stout, turbaned, easy-to-laugh Kurdish farmer was ecstatic when he came home 20 days ago, returning to fields he had been evicted from in 1986.

The Arabs were already gone when

Hammad Amin Ma'rool Bais arrived and set up his tent on a strip of farmland. Nearby is a small grassy cemetery where his great-great-grandfather is buried.

"It was like my birthday," he said, gesturing broadly with his hands, the wind hissing in the wheat and barely around him. Bais refused to work in the city, continuing to herd his goats and sheep on the outskirts of Erbil, an urban center about 80 kilometers (50 miles) away. He sold yogurt at the farmers' market for his livelihood.

Back in Nejifi's home, the farmers have moved to the garden for coffee. One of his grandsons videotaped the heated discussion that turned briefly to cultural peculiarities of a foreign visitor. But after a short break, the worrying subject of the harvest resurfaced.

"Mosul is known as the bread basket of Iraq," said Abdul Satar Gulami, one of the landowners. If the harvest is bad, the city would no longer be the bread basket, "it would just be Mosul."

The New York Times

« Il faut une administration irakienne légitimée par l'ONU »

13 MAI 2003
Le Monde

CET ENTRETIEN a été relu et amendé par le chef de la diplomatie française, Dominique de Villepin.

La France, dans l'affaire irakienne, a défendu des principes – respect du droit, de l'ONU etc. – mais la guerre a eu lieu, et les Nations unies paraissent devoir jouer un rôle marginal dans la paix... Quelles leçons en tirer ?

Nous l'avons dit depuis le début : une grande puissance peut gagner seule la guerre, mais construire la paix suppose la mobilisation de tous. Il faut prendre la mesure des défis auxquels nous sommes confrontés et qui ne sauraient se limiter à la crise irakienne. Le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, les crises régionales. C'est pour cela que, face à de telles urgences, nous avons voulu épuiser toutes les possibilités d'une solution pacifique à la crise irakienne.

Dans la durée, ce n'est qu'en s'appuyant sur des principes, fondés sur la responsabilité et la volonté collectives, que nous pouvons espérer bâtir un ordre international stable et juste. Depuis la fin des blocs, le rôle de l'ONU est plus que jamais irremplaçable.

Certains pensent que l'Amérique, compte tenu de sa puissance, est capable d'agir plus efficacement qu'une communauté internationale jugée indécise voire impuissante. Notre conviction, c'est que les Nations unies incarnent une conscience universelle au-dessus des Etats. Entre l'impuissance et l'action unilatérale et préventive, il

y a le chemin de la responsabilité collective et de la difficile construction d'une démocratie mondiale.

Ce qui nous ramène à l'après-guerre en Irak, tel qu'on le conçoit à Washington...

On voit bien que s'expriment aujourd'hui deux sentiments opposés : l'espoir que fait naître la chute du régime de Saddam Hussein mais aussi la grande inquiétude qui résulte comme toujours de la guerre, de son cortège de souffrances, de drames et d'injustices. Il y a bien eu trois visions de la guerre : celle des

« La proposition américano-hispano-britannique constitue une base de départ pour construire la paix »

Américains, centrée sur leur engagement militaire ; celle des Européens et enfin, celle du monde arabo-musulman où la violence des images a alimenté les frustrations. N'en sous-estimons pas l'impact : la guerre et la paix se construisent d'abord dans les esprits et dans les cœurs. Ne négligeons pas le cheminement souterrain des consciences : on ne bâtit pas le nouvel ordre mondial sans y associer les peuples. L'effort de construction de



GAMMA

la paix doit aujourd'hui nous rassembler tous : une ère nouvelle est en train de s'ouvrir, notamment depuis le 11 septembre, qui appelle à une vigilance partagée.

Le projet de résolution américano-hispano-britannique sur l'Irak est-il une bonne base pour construire la paix ?

Ce texte constitue une base de départ. A partir de là, il faut se donner toutes les chances de réussir en Irak, pour rétablir la sécurité et assurer la reconstruction politique et économique. Il reste encore beaucoup de chemin à faire.

Les forces anglo-américaines revendiquent le statut de forces d'occupation. Ce statut, prévu par les conventions de La Haye et de Genève, confère des droits et des devoirs : les forces concernées doivent faire fonctionner le pays occupé sans en remettre en cause l'ordre juridique interne. Dans le cas présent, elles sollicitent ce statut tout en souhaitant, compte tenu de l'ampleur de la tâche, obtenir un mandat international avec des pouvoirs exceptionnels.

Face à cette demande, il convient de faire preuve de disponibilité et de volonté : le Conseil de sécurité doit accompagner l'action de la coalition sans pour autant abdiquer

ses propres responsabilités. Il doit pour cela s'appuyer sur des principes. Le premier, c'est celui de l'information et de la transparence : des rapports réguliers pourraient être transmis au Conseil de sécurité, tous les trois mois par exemple, afin de mieux connaître et apprécier la situation sur le terrain. Ne conviendrait-il pas, par ailleurs, de créer une commission chargée de faire la lumière sur le pillage du musée de Bagdad ?

Autrement dit, il faut que le chef de l'Autorité d'occupation, en l'espèce l'Américain Paul Bremer, ait régulièrement à rendre compte à l'ONU ?

Oui, en effet. Mais, dès lors que le projet envisage de nommer sur place un représentant de l'ONU, il faut s'entendre sur sa mission et son rôle exact. Le projet actuel nous semble à la fois trop imprécis et trop timide sur ce point.

Le deuxième principe, c'est la soumission aux règles de droit. Au-delà de l'immunité générale accordée aux forces de la coalition, il y a dans le projet actuel l'idée de faire échapper l'autorité d'occupation à toute responsabilité juridique liée à l'exploitation pétrolière. Ceci pourrait poser problème et justifier un examen attentif.

Troisième principe enfin : ce dis-

Le projet de résolution américain

Voici les principaux points du projet de résolution américain sur l'Irak proposé à l'ONU :

- Les forces occupantes et ceux qui travaillent avec elles sous un commandement unifié (l'Autorité) ont « une autorité, des responsabilités et des obligations spécifiques » en vertu du droit international.
- L'ONU « devrait jouer un rôle vital pour fournir une aide humanitaire, soutenir la reconstruction de l'Irak et aider à la formation d'une autorité intérimaire irakienne » que le peuple irakien, « avec l'aide de l'Autorité », devrait mettre sur pied jusqu'à ce qu'un gouvernement permanent soit établi.
- Toutes les sanctions

commerciales et financières imposées à l'Irak depuis août-1990 sont immédiatement levées, à l'exception de l'embargo sur les armes.

● Un fonds d'aide à l'Irak est créé sous l'égide de la banque centrale irakienne. Un conseil international comprenant des représentants du secrétaire général de l'ONU, du FMI et de la Banque mondiale nommera des auditeurs indépendants. Les revenus de la vente du pétrole irakien seront déposés dans le fonds jusqu'à l'avènement d'un nouveau gouvernement irakien.

● Le Conseil de sécurité « soutient l'exercice des responsabilités (...) par l'Autorité pour une période initiale de douze mois (...) prolongée si nécessaire ». – (AFP.)

positif doit s'inscrire dans un calendrier rigoureux, raisonnable, avec une possibilité de prolongation soumise à un vote du Conseil de sécurité. Ce dernier ne peut pas se déposséder de ses responsabilités ni de ses prérogatives. Une formule de reconduction automatique, comme prévue au bout d'un an dans le projet, n'est sans doute pas la plus adaptée.

Ces trois principes forment le cadre de la discussion à venir ?

Ces principes doivent s'appliquer dans tous les domaines.

Ainsi, les sanctions ne se justifient plus au lendemain de la guerre. Nous avons donc proposé de les suspendre. Pour les lever définitivement, comme le suggère le projet, il faut prendre en compte les conditions posées dans les résolutions antérieures des Nations unies. Cela suppose une sortie progressive du dispositif « Pétrole contre nourriture » et la conclusion des opérations de contrôle du désarmement ; sur ce point il faudra une certification internationale au terme d'une coopération à préciser entre les inspecteurs et les forces sur le terrain.

Deuxième champ prioritaire ?

C'est la définition rigoureuse des conditions d'exploitation des ressources pétrolières. Dans un pays qui a les deuxièmes réserves mondiales de pétrole, on ne peut laisser place aux suspensions. Il faut des règles précises acceptées par tous, un mécanisme transparent qui permette de s'assurer que le peuple irakien ne sera pas dépossédé de ses richesses. Les Américains ont fait un pas en ce sens. Il faut donc établir des règles de répartition des recettes pétrolières et veiller à ce que la gestion soit placée sous un contrôle international incontesté.

Reste la question la plus importante, celle du processus politique. Il faut mettre en place une administration irakienne légitime, même si elle est, dans un premier temps, provisoire. Or, qui peut conférer la légitimité internationale sinon les Nations unies ? Les principes et les conditions politiques doivent être clairement fixés par le projet de résolution pour que le processus soit irréprochable. Il faut un calendrier précis, de la transparence et aucun arbitraire dans le choix des hommes.

Au terme d'une phase initiale de sécurisation, les Nations unies devront progressivement assumer la responsabilité de la transition politique sous l'égide du représentant du secrétaire général, comme ce fut le cas en Afghanistan, au Kosovo ou encore en Bosnie.

Les chances d'un vote positif ?

Nous avons engagé une concertation avec tous nos partenaires, américains et européens bien sûr mais aussi russes, chinois et tous les membres du Conseil de sécurité. Il y a une préoccupation commune, une conscience des difficultés, des

points sur lesquels nous devons essayer de progresser et d'avancer. Nous abordons cette étape dans un esprit ouvert et constructif. Nous ferons des propositions susceptibles de nous permettre d'aboutir rapidement.

Notre sentiment n'est pas que les Américains abordent cette conversation dans l'esprit du « à prendre ou à laisser » ?

Chacun est bien conscient de l'importance des enjeux et de ses responsabilités. Il s'agit de construire la paix et c'est l'intérêt de tous, à commencer par ceux qui sont engagés sur le terrain, de tracer une perspective bénéficiant d'un large soutien international y compris dans la région.

A travers l'Irak, ce qui est en cause c'est le mode de gestion des crises par la communauté internationale. Nous pensons que nous sommes plus forts dès lors que nous nous situons dans le respect des principes, des règles et que nous agissons avec une volonté commune. De même, nous pensons qu'un monde multipolaire fondé sur la coopération et non sur la rivalité est mieux à même, qu'un monde unipolaire, de mobiliser l'ensemble des énergies et des capacités de chacun.

Vous parlez d'une volonté commune. Vous la voyez également du côté américain pour le Proche-Orient ?

Nous nous réjouissons des récentes initiatives américaines pour relancer le processus de paix au Proche-Orient. Nous avons aujourd'hui une chance à saisir, avec le nouveau premier ministre palestinien et la publication de la Feuille de route. Pour avancer au Moyen-Orient il faut se mobiliser dans l'ensemble de la région. Cela implique que chacun fasse sa part du chemin : du côté israélien, en renonçant à sa politique de colonisation, en se retirant progressivement des zones autonomes et en permettant la reprise d'une vie normale dans les territoires ; du côté palestinien, en refusant la violence et en poursuivant sur la voie des réformes. Dès lors que la Feuille de route a été adoptée et publiée, il faut s'en tenir au calendrier. L'Europe et les Etats-Unis comme les autres membres du Quartette (Etats-Unis, Union européenne, Russie, Nations unies), ont une responsabilité particulière pour encourager le processus et en assurer le suivi. Et

n'oublions pas que la paix doit être globale. Dans cette perspective, il faut traiter les volets syriens et libanais en adoptant une feuille de route spécifique.

Je me réjouis du voyage que fait Colin Powell dans cette région. Je m'y suis moi-même rendu à deux reprises et retournerai avant la fin du mois en Israël et dans les territoires. Nous devons sortir du cycle de violence et d'incompréhension, faire taire la querelle des préalables...

Vous pensez à Yasser Arafat, que les Israéliens veulent mettre hors jeu ? Quand vous irez voir les Palestiniens, verrez-vous tout le monde ?

Absolument. Il ne s'agit pas de la personnalité de tel ou tel. L'heure est à l'unité. Ne divisons pas les Palestiniens. Il y a un premier ministre, nous nous en réjouissons. Il y a aussi un président élu. Nous n'avons pas de raison de couper les contacts, compte tenu de ce que

représente Yasser Arafat aujourd'hui pour le peuple palestinien.

Mais au-delà de la dynamique politique, ne négligeons pas la dimension économique. Le président Bush, dans son récent discours, a proposé une initiative commerciale avec les pays de la région. C'est exactement le sens de l'action menée par les Européens depuis près de dix ans, puisque nous avons mis en place en 1995 un partenariat ambitieux entre l'Union européenne et les douze pays de la Méditerranée fondé notamment sur un effort financier considérable (13 milliards d'euros pour 2000-2006) et sur la perspective d'une zone de libre-échange pour 2010. Mobilisons nous pour le développement économique de la région, quand on voit que les investissements n'y représentent que 0,5 % du total des flux mondiaux.

Vous dites que ce n'est dans l'intérêt de personne d'essayer de régler les comptes sur l'Irak. Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, lui, dit que la France devra payer pour s'être opposée aux Etats-Unis...

On a beaucoup sollicité les propos de Colin Powell, qui est un homme de dialogue et de convictions avec lequel je suis en contact permanent.

Je vois bien les polémiques que certains voudraient voir s'engager. Tout ceci me paraît sans fondement. Refusons le double piège de

la francophobie et de l'anti-américanisme. J'ai été, pour ma part, souvent sollicité sur les liens que l'administration et certaines entreprises américaines auraient pu avoir dans le passé avec le régime de Saddam Hussein y compris pour le soutien au programme d'armes de destruction massive. Je n'ai jamais accepté de rentrer dans ces polémiques. On ne peut pas se laisser gouverner par des humeurs et encore moins par des rumeurs.

Dans ce contexte, quelle importance accordez-vous à la relation franco-américaine ?

Il y a des liens très profonds entre la France et les Etats-Unis. Je n'oublie pas que le bureau sur lequel je travaille est celui de Vergennes [ministre des affaires étrangères de Louis XVI] qui a signé l'envoi des troupes françaises pour soutenir l'indépendance américaine. Personne n'oublie l'engagement américain lors des deux guerres mondiales.

Aujourd'hui, nous devons bâtir un vrai partenariat autour des deux rives de l'Atlantique, entre l'Amérique et l'Europe, fondé sur la responsabilité, le respect et l'égalité. Les Etats-Unis ont intérêt à une Europe forte. On l'a vu avec la mise en place de l'euro, qui a profité aussi à l'économie américaine. Nous sommes convaincus que c'est le cas aussi en matière de défense. Cela implique que l'Europe prenne toute sa part dans cet effort. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre l'initiative prise par les quatre au sommet de Bruxelles [fin avril].

Le 11 septembre a créé aux Etats-Unis un traumatisme dont on ne soulignera jamais assez l'ampleur, et chez les peuples d'Europe, une vive solidarité. Si nous voulons progresser vers un monde plus stable et plus juste, il faut le faire ensemble.

Il n'y a pas de sens à la rivalité. Le devoir des responsables, c'est de travailler à des solutions communes, de chercher des terrains d'entente pour construire et avancer.

Propos recueillis par Francis Deron et Alain Frachon

« Sur les conditions d'exploitation du pétrole, il faut des règles précises acceptées par tous, un mécanisme transparent qui permette de s'assurer que le peuple irakien ne sera pas dépossédé de ses richesses »

La communauté internationale, qui a créé de toutes pièces l'Etat irakien, doit se départir des incohérences qui ont jalonné ses engagements.

Reprendre l'initiative en Irak

par KENDAL NEZAN

14 MAI 2003



L'Irak a été inventé de toutes pièces par la Grande-Bretagne au lendemain de la Première Guerre mondiale sur les décombres de l'empire ottoman par l'adjonction de deux provinces arabes et d'une province kurde.

Après quatre-vingts ans d'une existence particulièrement agitée et violente, où son unité fut maintenue par la poigne de fer d'abord de monarques hachémites importés d'Arabie, puis des dictatures qui lui succédèrent, son destin, à l'issue d'une nouvelle guerre, se trouve une fois encore dans les mains de puissances étrangères.

Libérateurs de la Mésopotamie du joug despotique des Turcs, les Britanniques affirmaient haut et fort ne poursuivre d'autre but que de guider les pas de ce nouvel Etat placé sous leur mandat vers le progrès et la modernité. La paix britannique qui fut d'abord fêtée, puis décriée par la population irakienne ne tint pas toutes ses promesses: en particulier l'engagement d'accorder aux Kurdes une large autonomie pris devant la SDN (Société des nations) et, à ce titre constitutif de la reconnaissance de l'Etat irakien, ne fut jamais honoré. Elle eut néanmoins le mérite d'assurer l'indépendance formelle de l'Irak et d'y apporter des éléments de modernité dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures et des institutions politique et judiciaire. Sa fin donna lieu à des scènes de liesse populaire qui ne sont pas sans rappeler celles réservées aujourd'hui aux troupes anglo-américaines.

Qu'en sera-t-il de la *pax americana* qui désormais s'instaure dans ce pays? Ses objectifs affichés sont ambitieux: donner au peuple irakien libéré de la tyrannie les moyens de gérer ses affaires, de reconstruire son avenir dans la liberté et dans le respect de sa diversité ethnique, culturelle et religieuse. La phase militaire de ce projet, déclenchée dans des conditions politiques très difficiles, touche désormais à sa fin. Il faut reconnaître qu'elle a été conduite avec une certaine maestria. Les victimes civiles se comptent plus en centaines qu'en centaines de milliers prédites par les prophètes du malheur qui nous annonçaient aussi des déplacements de millions de réfugiés, des catastrophes écologiques, l'embrasement général du monde arabo-musulman ainsi qu'un choc planétaire de cultures, de religions et de civilisations. A les entendre ou à suivre jusqu'à son terme la logique de leur raisonnement, le seul moyen d'éviter à l'humanité ces cataclysmes apocalyptiques était de laisser en place le régime plus ou moins désarmé de Saddam Hussein,

de reprendre les affaires et de réintégrer graduellement celui-ci dans le concert des nations.

Entre la paix des cimetières sous le règne d'une tyrannie corrompue et barbare et la *pax americana* qui promettait la liberté et la démocratie, les Irakiens, dans leur immense majorité, choisirent le camp de l'espoir d'émancipation contre celui du statu quo de mort lente et de servitude. Les Kurdes, fidèles à leurs traditions, le firent en s'engageant militairement aux côtés des démocraties pour la libération de leur pays. De larges secteurs de l'armée, de l'administration et de la population irakiennes, y compris des chefs religieux et tribaux, soutinrent indirectement les troupes alliées en refusant de les combattre et en favorisant ainsi leur victoire rapide. Cette victoire acquise, la phase politique qui s'amorce sera sans doute infiniment plus problématique; son succès nécessitera la mobilisation des Irakiens ainsi qu'une large coopération régionale et internationale.

Les dégâts provoqués par trente-cinq années de dictature, de guerres et de politiques de la terre brûlée au Kurdistan et dans le Sud chiite sont colossaux. Ceux du seul conflit avec l'Iran, qui fit plus d'un million de morts, sont évalués à 67 milliards de dollars. Le bilan des destructions de la guerre du Golfe, non chiffré, est sans doute plus lourd encore. De ce fait, l'Irak qui au milieu des années 1970 avait un niveau de vie moyen équivalent à celui du Portugal et de la Grèce se trouva dès 1991 réduit à un dénuement comparable à celui du Bangladesh. Les folles aventures militaires du dictateur, le pillage massif des ressources pétrolières du pays, leur détournement au profit des dépenses somptuaires du régime baassiste, et de ses clientèles domestiques et étrangères ont ruiné le pays. Dans ce contexte de délabrement, le programme «pétrole contre nourriture» a permis depuis 1997 de sauver de la famine et des épidémies les couches les plus démunies de la population, mais il ne pouvait à lui seul enrayer la misère ambiante qui se mesure entre autres par la dérision d'un revenu mensuel de 4 dollars pour une grande partie de la population, et d'à peine 15 dollars pour un professeur d'université. Une misère qui s'étale notamment à Saddam City, à quelques encablures des palais pharaoniques et des luxueuses villas du tyran, de sa parentèle et de ses acolytes.

L'indicateur le plus alarmant de la ruine économique de l'Irak est sans doute le montant de sa dette extérieure. Selon le

La France n'est pas mal placée pour proposer l'idée de la création, par le Conseil de sécurité, d'un tribunal spécial pour juger les hauts dirigeants de l'ex-régime irakien.

Financial Times du 12 avril, celle-ci est estimée à plus de 100 milliards de dollars dont 25,5 milliards de dollars envers les membres du Club de Paris et 25 milliards de dollars à l'Arabie Saoudite. A la veille de la guerre du Golfe, le régime irakien devait 6 milliards de dollars à la France, 8 milliards à la Russie, 4 milliards à l'Allemagne et 2 milliards aux Etats-Unis. Il s'agit, pour l'essentiel, de prêts accordés à Saddam Hussein pour financer ses achats massifs d'armement. La Gestapo irakienne avait pour règle de faire payer aux familles de ses victimes kurdes et chiites les frais de leur exécution. Les Etats qui commirent l'imprudence de vendre à crédit des armes destinées à renforcer la machine de guerre du dictateur vont-ils chercher à faire payer la facture aux populations irakiennes victimes en lutte pour leur survie? Les Kurdes doivent-ils payer pour les avions Mirage FI et MIG, pour les hélicoptères Bell et Alouette qui ont bombardé et gazé leurs villages, régler la facture des armes chimiques livrées par l'Allemagne? La question mérite d'être posée notamment par le «camp de la paix» qui s'est montré très soucieux du sort du peuple irakien.

Leader de ce camp, la France pourrait donner l'exemple, et convaincre ses alliés russe et allemand de renoncer pour des raisons à la fois morales et humanitaires à leurs créances. Son exemple aurait alors toutes les chances d'être suivi par les pétromonarchies du Golfe qui continuent de réclamer l'argent qu'elles prêtèrent pour le financement des armements commandés par Saddam Hussein. La solidarité arabe envers les Irakiens ne doit pas s'exprimer qu'en bonnes paroles. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'acquittèrent au prix fort de leurs dettes envers le peuple irakien en le libérant de son régime ty-

rannique. La France et ses alliés, s'ils souhaitent entrer dans les grâces de la population irakienne et marquer des points dans «la bataille des cœurs et des esprits» devraient envisager de faire un geste en tirant un trait définitif sur leurs créances qui, de toute façon, seront irrécupérables dans un avenir prévisible.

Le débat en cours à l'ONU est approprié pour annoncer une telle initiative, soutenir la résolution exigeant la levée des sanctions et réclamant la fin du fonds d'indemnisation des victimes de l'invasion du Koweït qui a déjà distribué dans des conditions opaques plus de 16 milliards de dollars prélevés sur les revenus des exportations pétrolières de l'Irak. Cela créerait aussi un précédent pour que le moment

venu, c'est-à-dire dès la formation d'un gouvernement irakien représentatif et légitime, un accord de paix soit conclu sous l'égide de l'ONU entre Bagdad et Téhéran et que cet accord évite toute demande irakienne de réparation de guerre.

Enfin, la France qui fut à l'origine de la résolution 688 sur la protection des populations civiles kurde et chiite en Irak n'est pas mal placée pour proposer l'idée de la création par le Conseil de sécurité d'un tribunal spécial pour juger les hauts dirigeants de l'ex-régime irakien. D'autant que les quinze ministres des Affaires étrangères réunis au Luxembourg avaient, dès le 15 avril 1991, demandé à l'unanimité leur jugement pour crimes de génocide. Les victimes de ce régime se chiffrent par centaines de milliers et elles sont en droit que la justice leur soit rendue par une instance internationale indépendante et non pas par une quelconque cour martiale de vainqueurs. C'est en reprenant l'initiative sur le terrain de la justice, de la démocratie, du droit moral celui des peuples à vivre dans la liberté et non pas celui des tyrans à les massacrer et à les piller en toute souveraineté et en toute impunité, que la France sera plus fidèle aux valeurs qui lui font honneur, qu'elle pourra regagner les cœurs des Irakiens, des Américains et de bien d'autres déçus par sa politique récente. Ce sera là la meilleure façon de faire jouer à l'ONU un rôle majeur dans le dossier irakien et de contribuer efficacement au projet de construction d'un Irak démocratique.

La tâche immense d'établir la démocratie dans un pays musulman divisé et exsangue, tient certainement du défi. Un défi qu'on peut qualifier d'historique, car c'est la première fois depuis le partage du Proche-Orient après la Grande Guerre que se présente l'opportunité d'un véritable nouveau départ pour un pays majeur de la région. La réussite de cette expérience, par sa valeur d'exemple, contribuera à la démocratisation des pays voisins. Elle pourrait aussi favoriser le règlement de la lancinante question kurde en Turquie et en Iran si le fédéralisme prouve en Irak sa capacité à assurer l'unité dans la diversité et la liberté. Enfin, en réduisant les tensions régionales, elle aura un impact positif sur la mise en œuvre d'un véritable processus de paix israélo-arabe. Son échec plongerait l'Irak et la région dans un nouveau cycle de violences, de guerres et de désespoir qui n'est dans l'intérêt de personne. L'Europe y perdrait autant sinon plus que l'Amérique ●

Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de Paris.

With cleric in holy city, political rivalry flares

Iraqi exile's return hurts unity efforts

By Susan Sachs

AN NAJAF, Iraq: Iraq's Shiite Muslims have emerged from years of official repression and slaughter only to face a potentially dangerous new battle between rival clerics competing for political power.

The passions and ambitions were on display when one of the aspiring leaders, Ayatollah Mohammed Bakr Hakim, arrived like a triumphant hero to this holy city to take up its political leadership.

Returning Monday from 23 years of exile in Iran, the gray-bearded cleric came in a noisy flag-flying convoy, led by police cars bedecked with his picture and a parade of Toyota Land Cruisers jammed with guards and followers.

As the shops emptied and street peddlers packed up their cigarettes and plastic toys to watch the spectacle, Hakim was driven to the tiled archway leading into the main Shiite shrine.

One of his advance men shouted through the mosque's loudspeakers: "Welcome the lion, welcome the wise leader! The shrine of the prince of believers welcomes one of his greatest heirs."

For all the excitement over Hakim's grand entrance, there were clear signs of discord that could complicate efforts by other Iraqi political forces to form a unity government to deal with the country's American overseers.

Just after Hakim left the mosque, an unmistakably hostile demonstration erupted in the courtyard where he had delivered a 40-minute address. Men supporting one of his clerical and political rivals, Muqtada Sadr, marched and shouted, "Iraq is Sadr's."

Sadr, like Hakim, is the son of a revered religious scholar who opposed the secular Ba'ath Party regime of Saddam Hussein. Although he is only 30, he thrust himself forward as the champion of downtrodden Shiites in the first weeks after the fall of Baghdad.

The political competition between the two clerics, and their emotional constituencies, threatens to revive the old divisions between Iraq's Shiites that were constantly exploited and encouraged over 35 years by Saddam's government. At the same time, there were hopeful signs that higher-ranking ayatollahs in the religious schools of An Najaf prefer to separate Islam and politics, and will discourage the budding competition.

Recent history shows how dangerous such jousting can become. In April, Abdel Majid Khomeini, another well-known Shiite cleric, was murdered by a mob just a few days after he was flown into

An Najaf by the United States from exile in London.

Shiites are believed to make up at least 60 percent of Iraq's population, but under Saddam, their religious celebrations were restricted. Leading clerics were arrested, expelled and murdered. Thousands of people were believed killed when Shiite uprisings in 1991 and 1999 were crushed. Even now, An Najaf, the seat of Shiite learning, remains a traumatized city. Almost every day, Iraqis discover a new mass grave dating from one of the old crackdowns. The political maneuverings here of the Shiite clerics resonate across the country, especially as Iraq's various parties try to work out a formula to share political power until elections can be conducted.

"Najaf is the key to Baghdad and all of Iraq because the religious authority and most of the clergy are here," said Hassan Juma Inouz, the local representative of the Iraqi National Congress, the umbrella group of former opposition parties that is trying to create a transitional leadership.

Judging from their public statements, Sadr and Hakim hold largely similar views. Both have demanded that U.S. forces leave Iraq and have called the United States an enemy. Both support an Islamic government, although neither has suggested it can or should

be imposed.

The rival clerics appear to differ more in style, experience and resources than in the substance of their beliefs.

Profiting from the veneration still felt for his father, who was murdered in 1999, Sadr organized huge demonstrations against U.S. forces soon after the war ended. He supported clerics who commandeered government buildings and took control of hospitals in Shiite neighborhoods. He has, as a result, become a popular figure.

But Hakim has the advantage of an established exile political party, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, that Iran subsidized, as it did his Badr Brigade militia. The council also has a seat on the Iraqi National Congress. Hakim's advisers also say he is a pragmatist who does not want to create rifts with other more secular political groups.

The other established Shiite movement, the Dawa Party, has already taken a more conciliatory approach to participation in a transitional government. Its leaders, who also returned from exile in the past month, said they wanted an immediate public role to raise their profile.

Hakim's political organizing skills, and perhaps his financial resources, also have overwhelmed, at least temporarily, Sadr's ability to promote himself beyond An Najaf.

"It's all propaganda and banners," Sadr said of Hakim's return, in a brief interview Monday. "These can be bought with money. Here is my message: I sit here and meet people."

The New York Times



Alan Chin/The New York Times

Supporters greeting Ayatollah Mohammed Bakr Hakim as he arrived in An Najaf.

The New York Times

Wednesday, May 14, 2003

A la recherche des disparus de la dictature

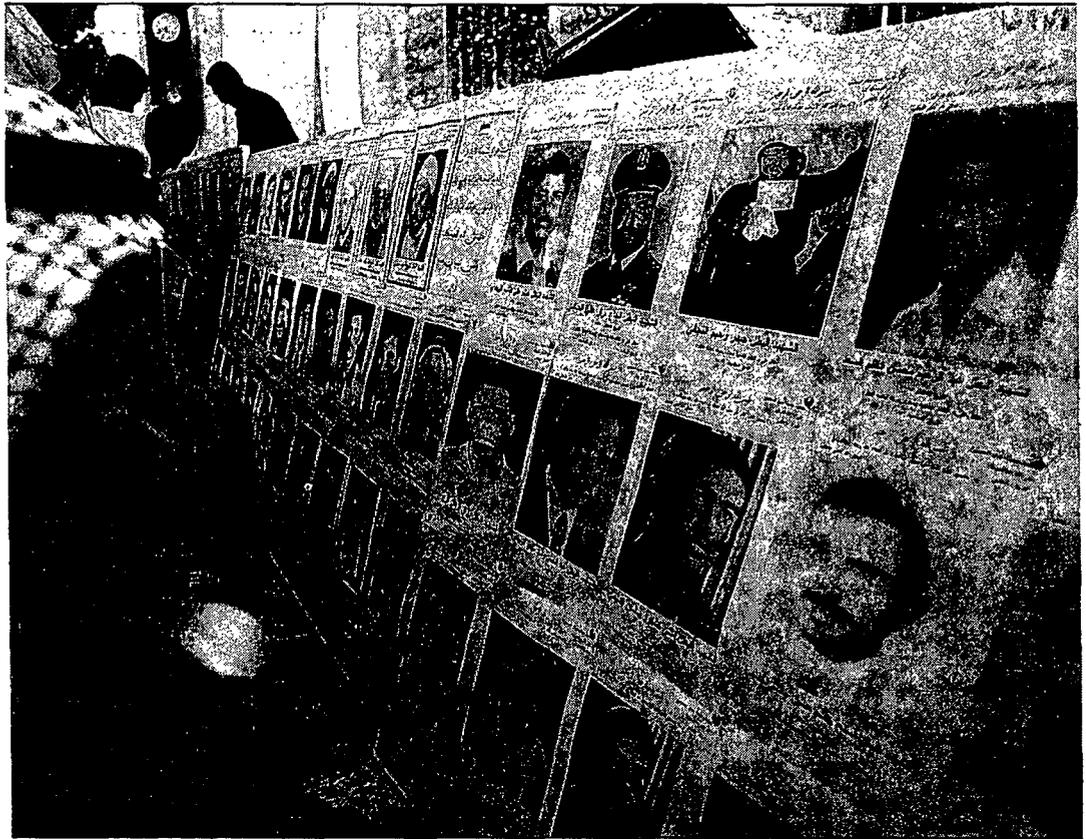
Bagdad :
de notre envoyée spéciale
Isabelle Lasserre

Longtemps il a gardé l'espoir de revoir un jour son père Ali al-Iasri. Depuis que sa mort lui a été confirmée par l'Association irakienne des prisonniers libres, Wathir remue la terre des cimetières à la recherche de ses os. Il creuse ainsi depuis trois heures sous la canicule, le terrain vague du cimetière Mohammed Sakrari, au nord-est de Bagdad où ont été enterrés près d'un millier de prisonniers politiques, exécutés par l'ancien régime.

Avant la chute de Saddam Hussein, la zone était interdite. Aujourd'hui des dizaines de famille déambulent chaque jour entre les tombes à la recherche d'un nom, d'un numéro ou d'un papier jauni par le temps qui leur permettraient d'identifier leurs proches. « Je ne suis pas certain que cette tombe soit celle de mon père, confie Wathir. Le nom inscrit sur la plaque en métal, au-dessus de la tombe, paraît ressemblant. Mais si je ne trouve pas la boîte censée contenir son nom dans la terre, je refermerai et je creuserai ailleurs. »

Comme lui, des milliers d'Irakiens sont à la recherche des membres de leur famille qui ont disparu sous le régime de Saddam Hussein et dont ils sont sans nouvelle depuis parfois plus de vingt ans. Selon l'organisation Human Right Watch, au moins 200 000 Irakiens auraient disparu ces vingt dernières années. Du nord au sud du pays, des familles entières remuent la terre d'Irak. Notamment à Babylone, où vient d'être découvert un gigantesque charnier. Dans l'espoir de pouvoir enfin recoller leurs vies brisées par la tyrannie de l'ancien régime.

Ali, le père de Wathir, a été arrêté en 1981 à Nasiriyya, dans le sud de l'Irak. Accusé d'être un membre du Dawla, un parti islamiste d'opposition dont les sympathisants ont été victimes d'une terrible répression dans les années 80. En 1989, cinq ans après qu'il ait été exécuté, sa famille a reçu un certificat de décès. « Mais nous ne savons toujours pas comment il a été tué, regrette Wathir. Il n'a aujourd'hui



Un Irakien à la recherche d'un proche regarde des portraits affichés dans une rue de Bagdad.

d'hui qu'une certitude : le corps de son père se trouve quelque part sous terre, à Bagdad. Il a été jugé avec trente-cinq autres personnes, en même temps que Mohammed Bahrer Asadr, le fondateur du Dawla. Les prisonniers politiques de cette importance étaient forcement détenus dans la capitale. »

Du temps de Saddam, Khalid Rassoul al-Hani était le responsable des sépultures de Bagdad à la mairie. Il a supervisé les enterrements des deux grands cimetières de la capitale. Le jour de la chute du régime baasiste, il a quitté son bureau en emportant les certificats de décès des prisonniers, seul moyen aujourd'hui d'identifier les corps. « C'est, reconnaît-il, le seul acte de résistance (qu'il se soit) permis en seize ans de service. J'étais malheureux pour ces hommes qui arrivaient avec la trace de la corde qui les avait pendus. Ils étaient jeunes. Mais je devais obéir aux ordres. Si j'avais parlé, je sais trop bien, ce qui me serait arrivé. » Alors, pour acheter sa tranquillité et peut-être sa conscience, Khalid a ouvert grand les portes de sa

maison aux familles des disparus. « Je reçois, dit-il, jusqu'à cent personnes par jour. » Entre les deux cimetières dont il avait la charge, Khalid a comptabilisé 2 200 exécutés entre 1980 et 2003. Mais il en est certain : « Ce chiffre représente 5 % des prisonniers exécutés par Saddam en Irak. Je suis certain qu'il y a des fosses communes à Bagdad. »

Au bord du Tigre, dans l'ancienne maison d'un cousin du raïs irakien, meublée de fauteuils imitation Louis XVI, les anciens détenus politiques ont établi le siège de l'Association des prisonniers libres. Créée au lendemain de la « libération » de Bagdad, elle affiche sur les murs les listes sans cesse renouvelées des prisonniers exécutés dans les geôles irakiennes.

L'association se base sur les archives de l'ancien régime récupérées par des patrouilles, au lendemain de la chute de Bagdad. « Nous savions exactement où chercher. Mais il a fallu prendre de vitesse les responsables de l'ancien régime qui ont tenté de brûler les archives avant de s'enfuir. Nous avons

récupéré cinq millions de dossiers concernant tous les jugements politiques, pas seulement les exécutions. L'Irak de Saddam était une gigantesque prison du nord au sud », explique Ibrahim al-Idrissi, le responsable de l'association. Dans le sous-sol de la maison, des kilos de dossiers sont entreposés dans des boîtes en fer. Mais la plupart ne se trouvent déjà plus là. Après avoir été attaquée cinq fois par des agents de l'ancien régime, l'association a contacté les forces de la coalition où sont désormais gardés les précieux documents.

Au fil des pages défilent les détails de la terrible répression exercée contre les opposants supposés au régime, qu'ils soient islamistes, communistes ou intellectuels. « Il y avait trois types d'interrogatoire, explique Jassim al-Saadi, l'un des responsables de l'association, un ancien détenu politique : pour éviter la torture, on pouvait avouer spontanément. Mais alors, c'était l'exécution garantie. On pouvait essayer d'affronter la torture mais alors, si on craquait avant la fin et qu'on

avouait, on était, de toute façon, exécuté. Ceux qui résistaient, en revanche, échappaient à la peine de mort et obtenaient perpétuité. Il y avait une quatrième solution qui menait tout droit à la sortie : accepter de collaborer avec le régime. » Toutes les fa-

milles ne retrouveront pourtant pas les restes de leurs proches. « L'une des méthodes d'exécution, poursuit Jassim, consistait à plonger les condamnés dans des bassins d'acide sulfurique. » Des milliers de corps ont aussi été enterrés anonymement dans

des fossés communes.

Les anciens détenus politiques revendiquent aujourd'hui le droit de participer au procès des anciens dignitaires baasistes. La justice, disent-ils, sera le meilleur moyen de guérir le pays. Les noms des agents de la sécurité, inscrits dans les

dossiers, sont d'ailleurs dissimulés aux familles des disparus comme aux journalistes. « Sinon, explique un responsable de l'association, Settar Jabar, il y aurait des crimes et des assassinats dans la rue. Et ce n'est pas la solution pour l'Irak. »

La Turquie va ouvrir des consulats au Kurdistan irakien



ANKARA, 18 mai (AFP) - 14h38 - La Turquie va ouvrir des consulats dans les principales villes du Kurdistan irakien, afin "d'améliorer la coopération" avec les principales factions kurdes contrôlant le nord de l'Irak, a déclaré dimanche le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gul, cité par l'agence Anatolie.

"Il est temps d'améliorer notre coopération. (...) Nous avons le projet d'ouvrir des consulats à Souleimaniyah et Erbil. L'invitation en est venue (des factions kurdes) du nord de l'Irak", a déclaré le ministre.

Le nord de l'Irak est contrôlé par le Parti démocratique du Kurdistan (Massoud Barzani), dont le QG est à Erbil, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani), dont le fief est Souleimaniyah.

M. Gul a par ailleurs indiqué que la Turquie allait ouvrir des hôpitaux à Kirkouk, la grande ville du nord irakien. "Cela veut dire que nos relations vont très bien", a-t-il estimé.

Ankara s'inquiète des conséquences de la chute du régime de Saddam Hussein en Irak, qui donne aux Kurdes ayant le contrôle de la région du nord la possibilité d'évoluer éventuellement vers une indépendance. Les Kurdes, eux, ont dénoncé à l'avance toute "ingérence" d'Ankara dans leurs affaires.

Irak: la coalition prévoit l'élargissement de la zone sous contrôle kurde



BAGDAD, 20 mai (AFP) - 14h40 - La coalition américano-britannique prévoit que les régions du nord de l'Irak sous contrôle kurde s'étendront à l'avenir au-delà des trois provinces jouissant actuellement d'un régime d'autonomie, a indiqué mardi l'émissaire britannique en Irak, John Sawers.

M. Sawers a affirmé dans un entretien avec l'AFP que les frontières actuelles des régions autonomes avaient été "arbitrairement fixées par Saddam" Hussein et qu'elles devraient être élargies dans le cadre de la nouvelle constitution irakienne envisagée pour tenir compte du poids démographique des Kurdes.

"La notion de l'existence d'une entité kurde dans un Irak unifié jouit d'un large soutien parmi les Irakiens arabes", a-t-il assuré.

Selon lui, la question des frontières d'une telle entité "doit être discutée attentivement". "A notre avis, il ne devrait pas y avoir une ligne de division rigide", a-t-il dit.

Bagdad a toujours refusé de céder la moindre autorité aux Kurdes dans la ville pétrolière de Kirkouk ou Mossoul, plus au nord. Saddam Hussein avait mené dans les deux villes une politique d'arabisation forcée pour en modifier l'équilibre démographique en faveur des Arabes.

Un grand nombre de Kurdes ont été chassés des deux villes et aucune statistique fiable n'est disponible aujourd'hui sur leur population, le dernier recensement datant de 1970.

Kurdish Group Takes Autonomous Role in Iraq Oil Projects

By SABRINA TAVERNISE
with NEELA BANERJEE

SULEIMANIYA, Iraq, May 13 — A Kurdish political party working with the United States to shape an interim government in Iraq has been pushing ahead quietly on three oil development projects, acting autonomously as a local government.

The Patriotic Union of Kurdistan, one of the two main Kurdish parties in Iraq, has signed production-sharing contracts with two Turkish companies, PetOil and General Energy, to develop and survey oilfields in northeast Iraq, according to Rashed Khoshnaw, deputy director of the party's special projects division.

In addition, party officials recently agreed to allow an Australian company to do surveying work in eastern Iraq, said Mr. Khoshnaw.

Barham Salih, the prime minister of the eastern Kurdish enclave, which is run by the Patriotic Union, said the company had offered its services as a consultant, but the offer had never been formally recognized in a contract. "A lot of people have been coming to us with proposals. At this moment in time, we don't want to make oil an issue."

A spokesman in Baghdad for the Patriotic Union's leader, Jalal Talabani, said projects had been put on hold for the time being.

But Mr. Khoshnaw said in an interview here on Tuesday that PetOil representatives would arrive this week for survey work on an oil field on the border with Iran. He said the Australian project also appeared to also be moving forward.

"Their representative told me it's all signed and ready," Mr. Khoshnaw said.

Mr. Khoshnaw said that the future of the projects was uncertain, as politicians jockeyed for position to form an interim government in Baghdad. But he said he had yet to receive an order to stop work.

He noted that the most recent of

the oil agreements was concluded three months before the war in Iraq began in March. At that time, United Nations sanctions limiting Iraqi oil exports were firmly in place, although now the Security Council is considering a resolution that would lift them.

The oil field the Kurds are hoping to develop is called Taktak, and it is about 18 miles northeast of the vast Kirkuk oil field that yielded about half of Iraq's daily pre-war production of 2.7 million barrels.

Adel Murad, a Patriotic Union spokesman in Baghdad, said the draft contract for the field was supposed to be "secret."

"These things are political problems," he added, "because then the Arabs will think the Kurds want an independent country."

Mr. Murad said that by floating the idea now, the Kurds hope to get a bigger share of Iraq's oil wealth when an interim government is in place, which would, in turn, add to the party's political clout.

Raad Alkadiri, an expert on Iraqi oil and a director at PFC Energy, a Washington consulting group, said of the move by the Kurds, "This sets a huge political precedent."

"It doesn't matter that Taktak is a small field or these are small contracts. There's a slippery slope here. What's to stop the Kurds from doing this with Kirkuk?" he added.

Mr. Khoshnaw said that since the war, he has been bombarded with requests by foreign companies — in particular Russian and Turkish concerns — to begin joint work in northern fields.

"They asked us about political risk and I told them, 'Maybe you can work, maybe you can't,'" said Mr. Khoshnaw, who studied in the former Soviet Union.

As international oil companies eye Iraq's oil riches, local people, it appears, are trying to keep their options open.

Control of Iraq's vast oil reserves will be central to power and politics in the new Iraq.

Oil is an emotional issue for the Kurds. They suffered through a brutal "ethnic cleansing" campaign in the 1980's as Saddam Hussein ejected them from their homes and brought in Arabs to exert stronger control over the region's rich oil resources.

"We want to turn oil from a curse into a blessing for the Kurds," said Mr. Salih in an interview at his home here. "We will insist on a new arrangement by which oil will not be controlled by a single person or a single authority."

After an uprising in 1991, when Kurds in northern Iraq broke free of Saddam Hussein's rule, they began making their own arrangements for fuel supplies.

Taktak adjoins the fields around Kirkuk, a vast area that produces about half of Iraq's crude oil. Another field, of unknown size, straddles the border with Iran in an area called Chya Surkh.

Both fields are being developed by Turkish companies in agreements that give the firms 49 percent of the oil and the Kurds 51 percent, said Mr. Khoshnaw.

However, only Taktak is actually producing oil, about 3,000 barrels a day, said Usher Noori, head of operations at the field. The Kurds use the oil domestically, said Mr. Khoshnaw.

The Kurds in Suleimaniya used ingenuity and water pumps from an old sugar factory to build a jury-rigged refinery.

It stands today on the grounds of the sugar factory, and produces enough petroleum products to supply about 20 percent of the needs of the eastern Kurdish territory run by the Patriotic Union.

Téhéran révisé sa politique américaine

Il fut un temps où la politique étrangère iranienne était simple : l'Amérique était le "Grand Satan" à combattre. Mais, depuis la guerre en Irak, même les durs du régime sont gagnés par le doute.

Ali Khamenei, le guide spirituel de la République islamique, sait ce qu'est la peur en politique puisqu'il s'en sert face à la population iranienne pour se maintenir au pouvoir. Or, depuis l'intervention américaine en Irak, c'est lui qui est terrorisé. Avec lui, l'en-

semble de l'establishment politique iranien est tétanisé et a du mal à définir une politique étrangère. De jour en jour, l'attitude de Téhéran évolue, au gré des interventions de tel ou tel dirigeant, sans qu'aucun d'eux n'arrive à incarner une politique officielle.

Les réformateurs sont des adeptes de la réconciliation avec les Etats-Unis. Ils sont plutôt satisfaits des évolutions actuelles dans la région parce qu'ils espèrent que les pressions américaines obligeront les durs du régime à se montrer plus flexibles. Ils de-

mandent depuis longtemps d'améliorer les relations avec Washington, par exemple en se montrant moins intransigeants sur la question israélo-palestinienne ou en signant le traité d'interdiction des armes de destruction massive. Or le cri "Mort aux Etats-Unis !" est encore relayé par un grand nombre de médias, notamment les journaux *Kayhan*, *Ressaalat*, *Jomhouri Islami*, mais aussi la télévision et la radio. Le point commun de tous ces médias est qu'ils sont tenus par les forces les plus autoritaires du régime. Ils souhaitent poursuivre une politique d'opposition

The New York Times Wednesday, May 14, 2003



frontale face aux Etats-Unis, le "Grand Satan". Selon eux, fléchir devant Washington, notamment à propos de la question palestinienne et du soutien aux mouvements islamistes, serait trahir la révolution. Ils préfèrent risquer leur propre perte en se battant contre les Etats-Unis que compromettre la révolution. Au fond, ils savent qu'ils seront perdants même en s'inclinant devant les Américains et que le nouveau contexte géopolitique penchera de toute façon en faveur des réformateurs. Par conséquent, ils se préparent à faire face à une incursion militaire américaine. Hachemi Rafsandjani [l'ancien président de la République, qui continue de jouer

un rôle clé dans les coulisses du pouvoir] avait lui aussi prôné une ligne dure vis-à-vis des Américains. Aujourd'hui, il prône la flexibilité pour gagner du temps. Il s'en est expliqué par une métaphore. Selon lui, l'administration de George Bush représente une tempête durant laquelle il faut faire preuve d'habileté afin de ne pas faire chavirer le navire : réduire la violence et se mettre non pas face aux vents violents et se mettre en position aux vents près. Il appelle donc à accepter partiellement certaines exigences américaines pour gagner du temps jusqu'à la fin du mandat de George Bush et éviter une attaque américaine. Par ailleurs, il a suggéré d'organiser un référen-

dum sur la question. L'instabilité régionale et les menaces américaines ont déboussolé la classe politique, dont Ali Khamenei, qui ne sait plus sur quel pied danser. Toutefois, s'il n'existe pas de position officielle iranienne face aux Etats-Unis, il y a bel et bien une position américaine claire vis-à-vis de l'Iran. En effet, Washington ne va pas normaliser ses relations avec Téhéran, la seule condition serait que les réformateurs s'imposent. Reste que cela ne semble pas gagné d'avance.

All Keshitgar, Mihan (extraits) <www.mihan.net>

Arabs and Kurds Clash in Kirkuk, and at Least 5 Are Killed

By SABRINA TAVERNISE

KIRKUK, Iraq, May 17 — Ethnic tensions between Kurds and Arabs exploded into violence in this northern city today, as clashes in several neighborhoods left at least 5 dead. It was the worst violence in this city since the war.

Pickup trucks carrying armed men drove into Kirkuk from the town of Hawija, witnesses said. Kurdish Hawsija, to the violence said the armed men were Arabs, who were shouting slogans of support for Saddam Hussein. Gunfights ensued in two neighborhoods, said people who had been wounded in the fighting.

By late afternoon, it remained impossible to determine who was responsible for the shooting. The wounded seemed to be predominantly Kurdish, though the dead were split almost evenly between Arabs and Kurds.

The violence began two days ago, when Kurds harassed Arabs in an outdoor market and a bridge called Asho-Hada. Rouad Aziz, a resident of Qadesiya, said he had been beaten and threatened by Kurds on Friday. The Kurdish police said Arabs had cut the throats of four Kurds in another neighborhood on Thursday. The body of a man who had been decapitated was in the city morgue today.

"Yesterday Arabs were brought in with stab wounds, and today patients have been mostly Kurds," said Dr. Akhmed Makhmud, the head doctor on duty at the Republican Hospital. He said 20 patients were being treated for gun wounds, one in intensive care. His hospital had to send for extra medicine and surgical materials yesterday, he said.

As American forces try to keep order here, complicated ethnic tensions could prove to be a pitfall. American soldiers interviewed today said that sorting out the truth was difficult.

"It's tribal fights," said Sgt. Christopher Choay, of the 173rd Airborne Brigade. "It's hard for us to tell who is who. We can't take anyone's side. We're like a messenger caught in the middle."

An American military spokeswoman here said military patrols were "out assessing the situation," but gave no further details on the shootings.

In all, 40 people were wounded, mostly in gunfire, said doctors from the city's two main hospitals. At least three are in intensive care and are not likely to live through the night, said Muhammad Abdul Kaha Shakir, an emergency-ward doctor at Saddam Hospital, where most of the wounded were taken.

It was unclear today the extent to which the violence was a sign of things to come. Tension between Arabs and Kurds has been at a low boil since several flare-ups just after the war. This was the most deadly incident since then.

Kurds say they are fed up with what they call a "soft approach" by American forces with the Arabs, who were resettled here by Saddam Hussein during a brutal campaign against the Kurds in the late 1980's.

"Every day for 12 years Kurdish people see graves, bones and skulls," said Dr. Ahmed Majid, treating victims at Saddam Hospital. "They want to take revenge. They are saying: 'Why are the Americans acting so slowly? Why can't we go back to our homes?'"

The Arabs, for their part, say they are afraid for their lives as armed Kurds shoot at their neighborhoods and intimidate residents during nighttime patrols. Automatic gunfire rattled windows in the Qadesiya neighborhood at midday today, a largely Arab area that borders a Kurdish quarter.

In the Kurdish quarter across the

street, groups of men with guns patrolled many street corners. They said they were protecting their blocks from Arabs, who, they contended, had been driving through their neighborhood, shooting automatic guns.

Some residents lashed out at American forces, saying they had failed to provide the security needed for peaceful streets. In the Iskan neighborhood, Americans soldiers were shooting, said people who had been wounded in the violence. A police officer lying in the hospital ward said American troops had mistakenly fired on him. The military spokeswoman, Josslyn Aberle, said she had no details of American forces' activities in the neighborhood.

"We welcomed the Americans with flowers," said Kalid Arif, 61, whose son was in the emergency ward with a bullet wound that Mr. Arif said came from American soldiers. "Now this. You came to liberate and we are dying. My son will die for nothing."

At noon today, the hospital was a maze of frantic relatives and men on stretchers with bullet wounds, doctors stooping over them, sweating in the heat. A boy of 14 with a serious head injury called out to parents who did not yet know he was there.

After a day of accusations, Dr. Shakir of the Saddam Hospital made an assessment. "Shooting — they are all shooting," he said, looking at the intensive-care patients. "Everyone has a gun — Kurd and Arab — and everyone is ready to use it."

The New York Times

May 17, 2003

Les Moudjahidines du peuple iraniens déposent les armes en vertu d'un « accord » avec les Américains

CAMP ACHRAF
(nord-est de l'Irak)

de notre envoyé spécial

A basse altitude, deux hélicoptères Black Hawk survolent le camp

■ **REPORTAGE**

Un ultimatum étayé par les canons de chars dirigés vers le camp Achraf

des Moudjahidines du peuple. Les forces américaines viennent d'obtenir que le principal mouvement iranien de lutte armée contre le régime iranien signe un accord de désarmement. Des blindés américains ont pénétré dans ce camp situé à 90 km de Bagdad, dans la région limitrophe de l'Irak. Un bataillon d'infanterie fort d'une trentaine de chars est positionné près de l'entrée de cette immense base militaire, qui fut le quartier général des Moudjahidines. Dimanche 11 mai, ces derniers, basés en Irak depuis quinze ans, n'existent plus en tant que forces combattantes.

Avec leurs mitrailleuses russes, les sentinelles du camp Achraf ont l'air de figurants qui n'auraient pas lu le scénario de la superproduction en train de se jouer. Ils ont combattu toute leur vie le régime iranien, inscrit sur « l'axe du Mal » par les Etats-Unis, et ces derniers leur imposent aujourd'hui de dépo-

ser les armes. Mais les Moudjahidines n'ont pas eu le choix. L'ultimatum lancé vendredi par les Américains - la reddition ou l'attaque - valait menace d'anéantissement. Les canons de neuf chars Sherman étaient pointés sur la porte principale du camp.

Dans un français parfait, un cadre des Moudjahidines déclare refuser de répondre aux questions. Cet ancien étudiant en éducation physique de l'université de Nancy recommande d'« obtenir l'autorisation préalable du bureau de presse des Moudjahidines à Paris ». La France avait accueilli l'organisation mère du groupe armé, le Conseil national de la résistance iranienne, présidé par Massoud Radjavi, avant que les Moudjahidines s'établissent en 1987 en Irak.

L'autorisation demandée ne viendra pas, mais les forces américaines seront plus prolixes. « Ce n'est ni une reddition ni une capitulation des Moudjahidines du peuple, mais un accord de désarmement », explique le capitaine Josh Felker, devant l'aéroport de la ville voisine de Baqubah, qui abrite la 4^e division d'infanterie américaine. Il confie qu'il est « important de ne pas faire perdre la face » aux rebelles iraniens. L'accord s'est conclu samedi soir, entre le commandant de cette division, le général Ray Odierno, et le secrétaire général des Moudjahidines, Mojgan Parsaii. Ces derniers « ne pourront conserver que des armes légères, pour leur protection personnelle », précise le capitaine. Ils doivent livrer leurs blindés, leurs pièces d'artillerie,

mitrailleuses et explosifs, qui seront entreposés sur une base gardée par les forces américaines en Irak. C'en est fini de l'arsenal permettant aux Moudjahidines - qui prétendaient disposer d'une armée de 50 000 hommes - de mener de nombreuses attaques contre l'Irak à partir de la zone frontalière et des attentats dans des villes iraniennes.

POINTS DE CONTRÔLE ROUTIER

L'accord prévoit que la totalité des Moudjahidines se regrouperont, d'ici une semaine, dans le camp Achraf. Ils ne seront pas considérés comme des prisonniers de guerre, mais comme des détenus, selon l'état-major américain. « Nous ne leur avons pas livré combat et ils ne nous ont pas combattus, argumente le capitaine Felker. Ils ont accepté de déposer les armes. » Vers la mi-avril, pourtant, les troupes américaines avaient attaqué le camp de cette organisation chiite d'inspiration marxiste, armée par Saddam Hussein. Un cessez-le-feu avait été conclu le 15 avril ; les miliciens devaient rentrer dans leurs casernes et abandonner les points de contrôle routier. Mais ils ont failli à cette dernière obligation, et les Américains ont haussé le ton.

Téhéran peut se frotter les mains : les Etats-Unis mettent sous le boisseau un groupe que leurs services spéciaux avaient sans doute utilisé, naguère, pour affaiblir le régime des mollahs. Il avait fallu attendre les années 1990 pour que Washington inscrive les Moudjahidines sur sa liste des organisations terroristes, au

motif que leurs attentats avaient tué des Américains coopérant avec le régime du chah d'Irak dans les années 1970. Leur mouvement a toutefois conservé des alliés aux Etats-Unis : 150 membres du Congrès ont demandé, en janvier 2003, qu'il soit retiré de la liste noire.

Il est probable que Washington ait choisi de neutraliser les Moudjahidines pour servir ses intérêts politiques en Irak. Le principal ennemi des Moudjahidines, le bataillon Badr, qui compterait 15 000 combattants irakiens, armés et soutenus par Téhéran, a combattu le régime de Saddam Hussein. Le bataillon est le bras combattant d'un parti chiite, le Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak (CSRII), dont le chef, l'ayatollah Mohammed Baqer Al-Hakim, est revenu dans son pays après vingt-trois années d'exil en Iran. Son frère cadet représente déjà le CSRII dans le noyau du gouvernement intérimaire que Washington appelle de ses vœux.

Dans ses discours de rentrée, l'ayatollah irakien a fait montre de positions assez équilibrées. « Notre nation veut préserver son indépendance, et les forces de la coalition devront quitter notre pays », a-t-il déclaré devant la foule de ses fidèles, en prononçant à terme l'instauration d'un « gouvernement islamique » en Irak. Mais il s'est prononcé pour un gouvernement fondé « sur l'islam et l'autorité du peuple, que certains appellent la démocratie ».

Erich Inciyan

A Bagdad, l'administrateur Paul Bremer annonce une épuration

LE NOUVEL administrateur en chef américain en Irak, Paul Bremer, s'est engagé, jeudi 15 mai, lors de sa première conférence de presse, à « débarrasser ce pays (...) des baasistes et des saddamistes ». Il a affirmé que les procédures d'épuration seraient rendues publiques dans les prochains jours. Les dirigeants américains ont commencé à traiter avec d'anciens responsables du parti Baas, dans le souci de hâter le processus de reconstruction de l'Irak, ce qui a provoqué l'indignation de très nombreux Irakiens. « Nous avons un sérieux problème. Nous essayons de travailler dur avec les Irakiens pour rétablir les services essentiels. Nous tentons de

travailler avec les gens disponibles dans les ministères, qui sont capables et techniquement compétents », a encore dit M. Bremer.

Les forces américaines ont mis en place des patrouilles de sécurité et ont commencé à ramasser les ordures afin de créer un sentiment d'ordre à Bagdad. « Nous sortons désormais massivement dans les rues pour essayer de montrer au peuple irakien qu'ils ont maintenant une ville sûre où ils peuvent vivre », a déclaré le général Buford Blount, chef de la troisième division d'infanterie, lors d'une conférence de presse à Bagdad. A Washington, le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, a affirmé que

l'arrivée à Bagdad de renforts de police militaire était imminente. D'après le général Blount, les troupes américaines redoublent d'efforts pour faire cesser les pillages, et un « corps expéditionnaire de voisinage », chargé notamment du ramassage des ordures, sera prochainement à pied d'œuvre.

Une équipe d'experts médico-légaux est attendue en Irak pour enquêter sur de possibles crimes contre l'humanité après la découverte de charniers. Le haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Sergio de Mello, a demandé aux Etats-Unis de prendre des mesures immédiates pour garantir l'intégrité de ces charniers et empêcher la disparition de preuves.

DEUX ARRESTATIONS

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a appelé les pays membres de l'organisation à

examiner d'urgence cette question. Dans une déclaration à notre correspondant au Caire, Alexandre Bucianti, il a estimé qu'« il serait grave qu'on laisse ce qui s'est passé se répéter dans n'importe quelle société ou Etat arabe ». La Ligue a passé sous silence jusqu'à maintenant les violations des droits de l'homme par certains de ses membres. Cela avait été le cas en 1988 lors du gavage de près de cinq mille Kurdes irakiens dans le village de Halabja ou lors de la répression sanglante de la révolte chiite de 1991.

L'armée américaine a par ailleurs confirmé l'arrestation de l'ancien chef d'état-major de l'armée irakienne, Ibrahim Ahmed Abdel Sattar Mohammed Al-Tikriti, et annoncé celle d'un responsable du Baas, dont elle n'a pas révélé l'identité. - (AFP, Reuters.)

TIME

MAY 19, 2003

IT'S ONLY A TRICKLE NOW, BUT IT COULD BECOME A GUSHER THAT ROCKS THE WORLD

Iraq's Crude Awakening

BY DONALD L. BARLETT AND JAMES B. STEELE

JUST TO LOOK AT IRAQ TODAY, ONE WOULD NEVER KNOW THAT IT'S AN OIL GIANT. IT'S A COUNTRY nearly paralyzed by an energy crisis. Everywhere, drivers sit in endless lines of cars, sometimes for days, to buy gasoline. Electricity comes and goes. Homes lack fuel for cooking. Iraq's oil industry, which in its heyday produced 3.5 million bbl. a day, now produces little more than 5% of that. Refineries operate at less than 30% of capacity. But the picture belies a deeper reality: Iraq is potentially the most important new player in the global oil market. Although each day brings fresh accounts of breakdowns in the country's crude-oil machinery—fractured pipelines, controls damaged by looters, rusting equipment, 1970s technology in the 21st century—Iraq is the only country capable of flooding the world with cheap oil on the scale of Saudi Arabia. And that poses a major test for Washington.

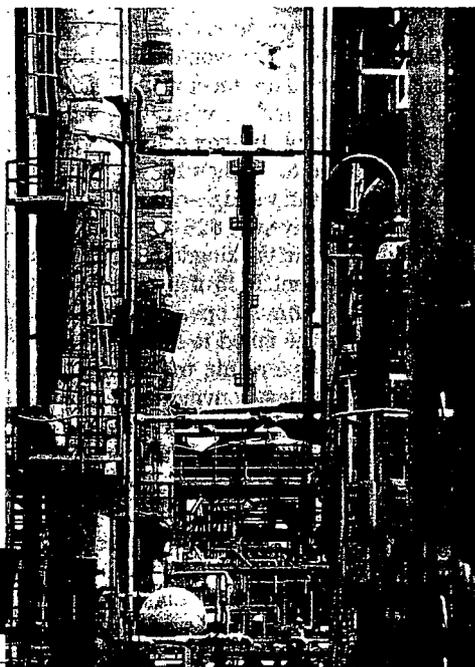
U.S. Defense Secretary Donald Rumsfeld has been firm and consistent on what the war in Iraq is not about. "It has nothing to do with oil, literally nothing to do with oil," he says. If it sounds as though he's protesting too much, it's because the Bush Administration is up against a prevailing world view that the burden of proof is on the U.S. to show that it won't exploit Iraq's underground riches. Hours after the invasion began, U.S. forces had seized two offshore terminals that can transfer 2 million bbl. daily to tankers. They secured the southern Rumaila oil field so swiftly that Saddam Hussein's retreating troops managed to set only nine wells ablaze, compared with 650 Kuwaiti wells during Gulf War I, and U.S. airborne troops took the northern oil fields at Kirkuk largely intact.

Three weeks later, when U.S. forces rolled into downtown Baghdad, they headed straight for the Oil Ministry building and threw up a protective shield around it.

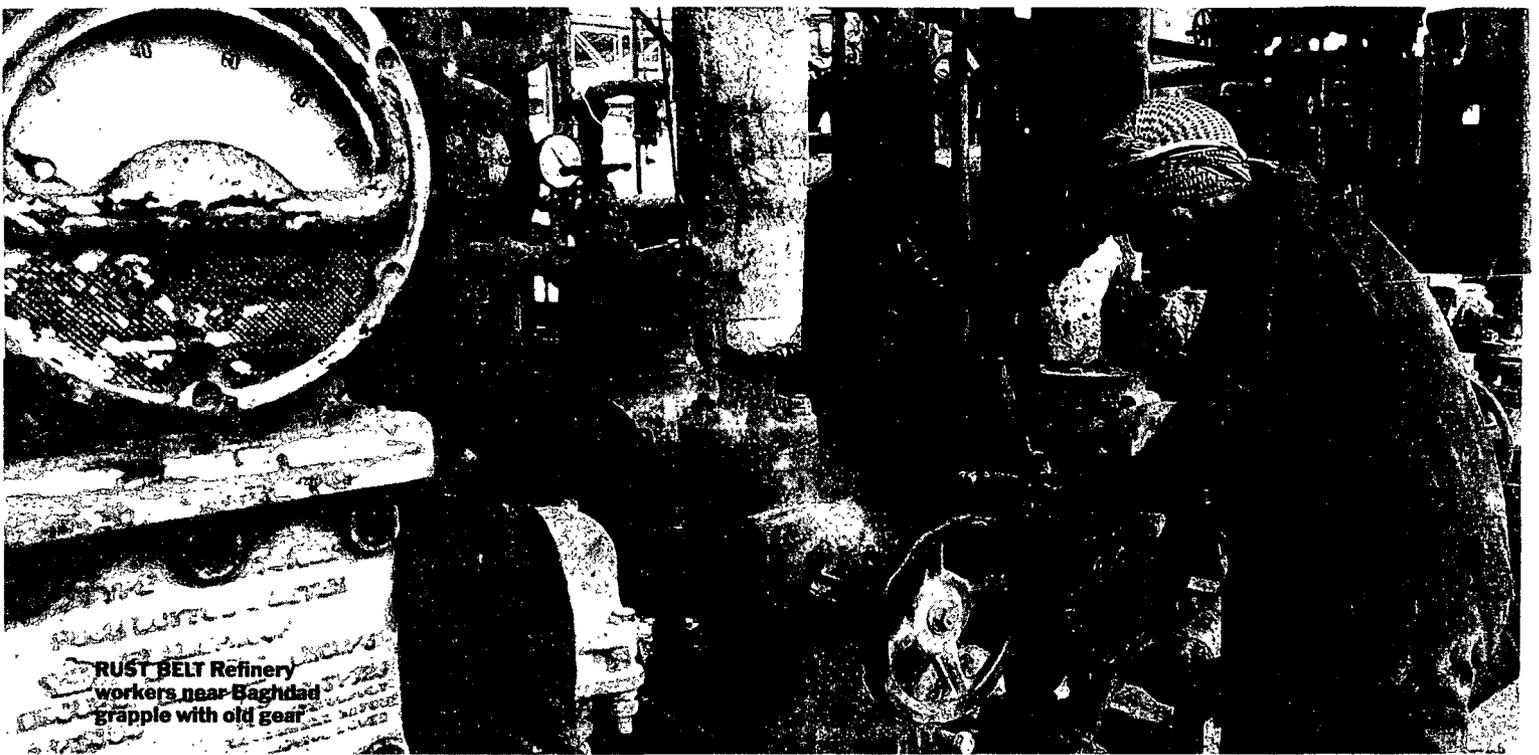
While other government buildings, ranging from the Ministry of Religious Affairs to the National Museum of Antiquities, were looted and pillaged, while hospitals were stripped of medicine and basic equipment, Iraq's oil records were safe and secure, guarded by the U.S. military. General Richard Myers, U.S. Chairman of the Joint Chiefs of Staff, had an explanation: "I think it's, as much as anything else, a matter of priorities."

Rumsfeld's disclaimer aside, the fact is that oil—who has it, who produces it, who fixes its price—governs everything of significance in the Persian Gulf and affects economies everywhere. While the Bush Administration has repeatedly asserted that Iraq's oil belongs to its citizens—"We'll make sure that Iraq's natural resources are used for the benefit of their owners, the Iraqi people," the President said—the stakes go far beyond Iraq. The amount of oil that Iraq brings to market will not just determine the living standards of Iraqis but affect everything from the Russian economy to the price Americans pay for gasoline, from the stability of Saudi Arabia to Iran's future.

Why is Iraq such a prize? Not only does it have the potential to become the world's largest producer, but no other country can do it as cheaply. That's because, for geological reasons, Iraq boasts the world's most prolific wells. In 1979, the year before Iraq's



SLOW GOING Lacking oil, this refinery near Baghdad runs far below capacity



RUST BELT Refinery
workers near Baghdad
grapple with old gear

oil fields were devastated by the first of three wars, its wells produced an average of 13,700 bbl. each per day. By contrast, each Saudi well averaged 10,200 bbl. U.S. wells, which are gradually drying up, averaged just 17 bbl. It would take more than 800 U.S. wells to pump as much oil as a typical Iraqi well. Consequently, production costs in Iraq are much lower. The average cost of bringing a barrel of oil out of the ground in the U.S. is about \$10. In Saudi Arabia, it's about \$2.50. And in Iraq, it's less than \$1, according to Fadhil Chalabi, executive director of the Center for Global Energy Studies in London and former Under Secretary of Oil in Iraq. What's more, most of Iraq's known oil deposits are waiting to be developed. That's why everyone has cast a covetous eye on the country. And why each one of the world's major powers and international groups has an agenda for Iraqi oil. Among them:

■ **THE U.S.** For more than a half-century, American foreign policy involving oil has been cloaked in intrigue and deception, from the overthrow of the Premier of Iran in 1953 to the arming of Afghan rebels through the 1980s, from the permanent establishment of a military presence in the Persian Gulf to the early support of Saddam Hussein in Iraq. If Iraq is now handled openly—meaning the war really was about liberating Iraq from a dictator and the rest of the world from a security threat, as the Bush Administration asserts, and not about gaining control of oil reserves, as much of the rest of the world believes—it will be a historic first. The yardstick to measure U.S. intentions will be 1950s Iran. (See following story.) Before the U.S.-inspired overthrow of the Iranian government, American oil companies had no presence in that country. After the coup, five

U.S. oil companies moved in and produced oil for the next 25 years. More dependent on imports than ever before, the U.S. today is seeking to diversify its sources.

■ **RUSSIA** Before the U.S. invasion, so resolutely opposed by President Vladimir Putin, the Russians had signed contracts to develop new fields in Iraq and produce an additional 710,000 bbl. a day. Whether a new U.S.-sanctioned Iraqi government will honor those contracts remains to be seen. But beyond gaining access to Iraq's oil fields, the Russians have little interest in seeing Iraq become a major producer on the scale of Saudi Arabia. That's because Russia is a major exporter itself, earning billions in oil revenue. Though Russia might ultimately open its spigots wider than Saudi Arabia's, which it did as recently as 1991, it cannot produce crude as cheaply as Iraq.

■ **SAUDI ARABIA** One would think that the world's largest oil producer would be financially secure no matter what the competition. But one would be wrong. In 2000, Saudi wells produced 8.1 million bbl. of crude oil a day; the country's high-quality Arabian light sold for an average \$26.81 per bbl. That was enough to put the kingdom in the black, a rare achievement. In 16 of the past 17 years, the Saudi government operated at a deficit as its oil revenue failed to keep pace with its spending. As a result, the country that everyone thinks is synonymous with wealth is deep in debt. A few years from now, when Iraq begins to produce serious quantities of oil for export, it may be just enough to send the price down and put the Saudis in even deeper hock. For the royal family, which is walking a tightrope between its corrupt ways and an exploding population of Muslim extremists, that could spell trouble.

■ **CHINA** Like Russia, China signed contracts with Saddam's government to produce oil, in China's case 90,000 bbl. a day. But unlike Russia, China needs all that oil, and much more, for its own growth. For many years, it was believed that China would be self-sufficient in oil. But that doesn't seem likely. China is already importing 2 million bbl. daily and is on its way to becoming the second largest importer after the U.S. China needs a new major producer to emerge.

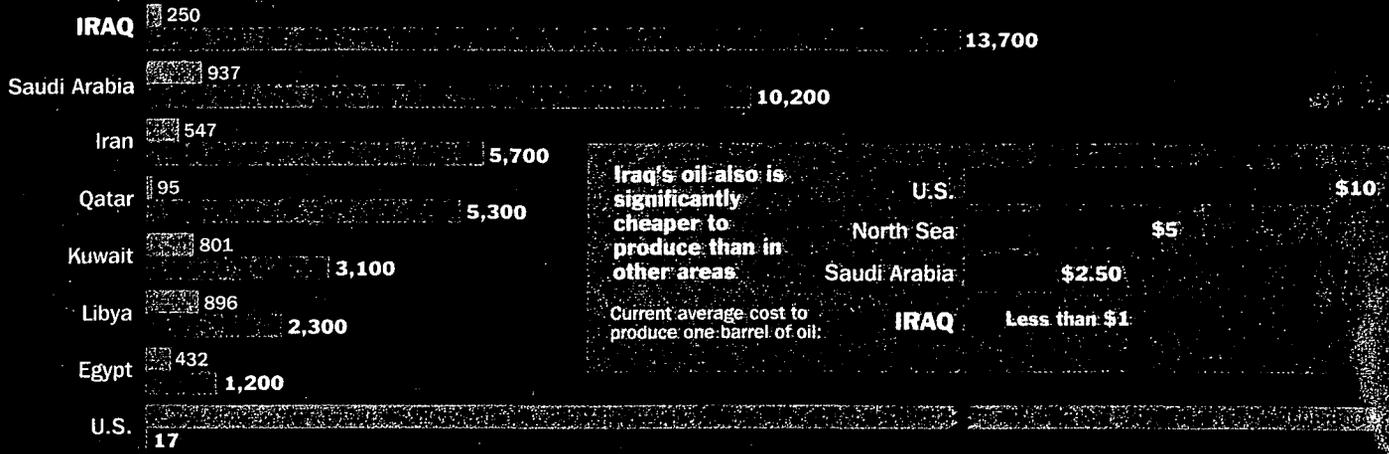
■ **FRANCE** The most strident critic of the war, France has long enjoyed a close trading relationship with Iraq. French oil companies have operated there for most of the past 75 years. Although no oil contracts were signed, the French and the Hussein government in the early 1990s entered into a memorandum of understanding calling for French companies to develop oil fields and produce 1 million bbl. a day. Like most of Europe, France relies on imported oil and petroleum products to meet its needs, which amount to about 2 million bbl. daily.



IRAQ'S OIL: PLENTIFUL AND CHEAP

Iraq has fewer oil wells than most producers in the Middle East, but those wells have been vastly more productive. The figures below are from 1979, before three wars and a decade of U.N. sanctions crippled the industry

Key
Average barrels per well, daily



Sources: Exxon Corp. Background Series, September 1980; Fadhil Chalabi; U.S. Department of Energy

Finally, one other body has an interest in Iraqi oil: the United Nations. It would have to lift its economic sanctions for Iraq to begin exporting oil for cash. The Bush Administration last week introduced a resolution in the Security Council to remove the sanctions and give the U.S. and its allies broad control over Iraq's oil industry and government until a permanent government is in place.

FOR ALL ITS LONG-TERM PROSPECTS, THE Iraqi oil industry is at the moment a shambles, unable to produce enough crude oil and refined products to satisfy domestic demand, let alone export to the world. As gas stations in Baghdad run out, a black market has sent prices skyrocketing. When the U.S. trucked in gas from Kuwait last week, prices began dropping. Refineries are limping along, largely because of a lack of electric power. The Basra refinery, Iraq's second largest, is running at less than half of capacity for another reason: lack of chemical additives for the leaded fuel that Iraq's cars still run on.

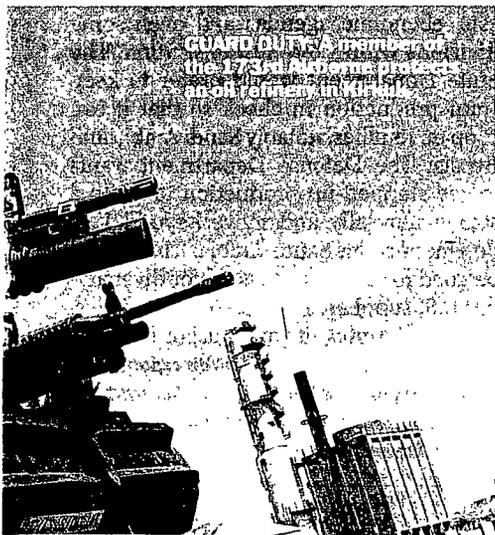
Besides technical problems, the oil industry has been plagued by looting that has failed to subside. Gary Vogler, a former ExxonMobil Oil executive who has been appointed senior adviser to the Oil Ministry by the Office of Reconstruction and Humanitarian Assistance, told TIME of looting at a compressor station in northern Iraq that disrupted operations there. "They took some motors and severely damaged the station," he said. "If we have many more of these incidents, it could have a major impact on starting up operations again." Vogler says the Oil Ministry is drawing up a list of sites that need to be protected by U.S. troops. "It looks like more damage is being done by the looting than during the war," he said. The key to getting the industry back on its feet is restoring Iraq's nationwide power grid, says Tom Logsdon, a U.S. Army Corps of Engineers official. "If you had that, you would reduce the looting, you'd have better civil control, and a whole lot of things become easier."

Yet the Bush Administration is optimistic about cranking up the flow quickly. Vice President Cheney recently said, "We ought to be able to get their production back up in order of 2.5 [to] 3 million bbl. a day within, hopefully, by the end of the year." For now, at least, U.S. policymakers envision Iraq as a swing producer, one that can provide just enough oil to even out world supply and demand and prop up prices. (If there were a truly free market in oil, crude would sell for \$12 a bbl. or less instead of \$26, and gasoline would go for less than \$1 a gal.) Iraq's importance in filling this role was spelled out two years ago in a little-noted energy study issued by the Council on Foreign Relations and the James A. Baker III Institute for

Public Policy of Rice University, named for the Secretary of State under President Bush's father. The report offered this snapshot: "Tight [oil] markets have increased U.S. and global vulnerability to disruption and provided adversaries undue potential influence over the price of oil. Iraq has become a key 'swing' producer, posing a difficult situation for the U.S. government."

Now that the war is over and the U.S. occupies Iraq, the country's role as swing producer presents a different set of problems. If Iraq limits its production to 2.5 million to 3.5 million bbl. a day, it will fail to generate enough revenue to rebuild its infrastructure, pay off at least a portion of the \$400 billion it owes in debt and war reparations, modernize existing oil fields, open new ones and raise the living standards of its people. In fact, a State Department-sponsored advisory group of Iraqi exiles has concluded that the country needs to double its output by the end of the decade to "invigorate Iraq's economy and lift the Iraqi people out of a future of impoverishment." If Iraq does so, some experts believe, growing demand for oil around the world would eat up that new supply as quickly as it came to market, thus keeping prices stable. But in another scenario, oil prices could be pushed sharply downward, creating instability elsewhere, especially in Saudi Arabia. Which the U.S. will do almost anything to prevent—maybe.

But would the U.S. actually throttle a country's production to keep the peace? In Iraq, restricted production is an old story. It has often been the victim, ever since oil was discovered near Kirkuk in 1927, within miles of the biblical fiery furnace of Nebuchadnezzar. The Iraq Petroleum Co., jointly owned by U.S., British, French and Dutch



GUARD DUTY: A U.S. Army tank (left) stands guard in front of the 17,500-barrel-a-day Basra refinery in Iraq.

YOUNG KIM—CONTACT FOR TIME

oil giants, drilled the first well. It gushed at a rate of 100,000 bbl. a day. That much cheap oil was the last thing the international oil companies wanted. They clamped a lid on the well and sat on the field through the 1930s because the world was awash in oil, and prices were already depressed. Texas crude had fallen from \$1.30 per bbl. to 5¢.

Conditions improved in the 1940s and '50s, but only slightly. An October 1964 State Department memo noted that Iraq Petroleum Co. had long fixed production "in accordance with the overall worldwide interests of the participating companies, and not solely in accordance with the interests of Iraq." Later, production was curbed because of internal political turmoil during the '70s, the Iran-Iraq war in the '80s and U.N. sanctions from 1990 until today.

In short, Iraq has never come close to achieving its potential. Production peaked at 3.5 million bbl. daily in 1979. How much the new Iraq produces will turn on many variables: Whether a new government encourages foreign oil companies with the technical expertise and financial wherewithal to develop fields. Whether Iraq returns to its status as a dutiful member of OPEC and abides by the group's production quotas—or ignores them and produces whatever volume is good for Iraqi citizens. Whether Iraq forms alliances with Russia, France and China, among others, to manage production—and whether American and British companies get a piece of the action. In the years leading up to the war, the U.S. bought about 600,000 bbl. daily under the oil-for-food program, though no American oil companies operated there.

At stake is a big investment and a big potential payoff. Early deals to get the oil fields producing again, and to rebuild the country, might be an indicator that the U.S. is in no rush to bring foreign companies into the mix. Halliburton Co., the Houston oil-field supplier, and Bechtel Corp., the San Francisco engineering and construction firm, have been awarded contracts worth close to \$800 million. Halliburton was headed by Dick Cheney before he joined the Administration, though the White House says he played no role in the selection.

Getting Iraq up to its recent production levels might cost only several billion dollars, but to fully exploit its reserves would require an investment of tens of billions. Because of that, Iraqi exiles—and the Bush Administration—want to see the Iraqi oil industry privatized in order to attract foreign investment, a radical notion among the heavily nationalistic oil-producing states. Issam Al-Chalabi, Iraq's Oil Minister from 1987 to '90 and a private energy consultant since in

Amman, Jordan, told TIME that for Iraq to get production up to 6 million bbl. daily, "we will be talking [of an investment] in the region of \$30 billion to \$40 billion." A measure of Iraq's potential: only 17 of 80 discovered oil fields have even been developed. Another former Iraqi oil official estimated Iraq could produce as much as 12 million bbl. daily, easily making it the world's No. 1 producer.

If Iraq goes that route, the political fallout would be widespread. It would mean less money for the Russians, who are just beginning to get their economic house in order, thanks to oil exports. It would mean less money for an unstable Iran, which is



PETER JOSEK-REUTERS

suspected of developing nuclear weapons. It would mean less money for Texas oilmen and energy companies everywhere. It would mean less money for other emerging oil producers, which are betting that their more expensive-to-produce oil will be desperately needed. And most significantly, less money for Saudi Arabia.

That's something that the House of Saud cannot afford. The midpoint of the so-called acceptable selling-price range for world oil, \$25 per bbl., is pegged to meet the essential demands of the royal family, whose corruption is so pervasive it would make Saddam Hussein envious. As the Saudi ambassador to the U.S. once explained, if \$50 billion out of \$400 billion goes for corrupt purposes, "So what? We did not invent corruption."

The "family" part of "royal family" is not counted in conventional terms. Unofficial estimates run from 6,000 to 30,000. Thus the need for all the oil money, which is now pouring in at the rate of \$50 billion a year.

That's about \$6,700 for every Saudi of working age. But the income distribution doesn't work out that way. Most of the wealth is concentrated in the royal family. All that money has gone largely for two purposes. The first is to maintain the family's lavish lifestyle. Palaces abound, and when the King travels, his entourage numbers in the thousands, spending upwards of \$4 million a day, not counting shopping expeditions. The second, and more important, is to control a fast-growing population of Muslim fundamentalists. Saudi Arabia has one of the world's highest fertility rates, 4.5%. Since 1980, the Saudi population has more than doubled, to 17.3 million, with nearly three-fourths under the age of 30. Despite all the oil billions, pockets of poverty have emerged, and debt has soared out of control. It stands at about \$170 billion, matching the country's total annual output of goods and services. Gross national product per capita fell from \$15,800 in 1980 to \$8,200 in 2001. Unemployment is estimated as high as 30%. Much of the population is poorly educated. Says former CIA Director R. James Woolsey: "Most young Saudis are not equipped when they graduate from school to perform the jobs necessary to operate a modern economy. Instead many are employed, if that is the right word, as religious police. Young Saudis' anger based on their lack of useful work and their indoctrination is palpable."

Among this growing discontented population, which is thick with disciples of Osama bin Laden and produced 15 of the 19 hijackers on Sept. 11, 2001, is a cadre that's intent on overthrowing the monarchy and severing ties with the U.S. The mission of these extremists would be made easier by any constriction of Saudi Arabia's cash flow, which would make economic conditions even more ripe for revolution, throwing into question the fate of 11% of the world's oil supply.

So what, then, is the U.S. agenda here? That's the test: of competing security interests, economic agendas and even some divisions within the Administration. The State Department would prefer to keep Iraqi production in check so that it can prop up its allies, notably Saudi Arabia and Russia. The Defense Department wants to see stepped-up production to build a strong new ally and move beyond U.S. dependence on Saudi Arabia. This would be good for consumers, good for diversifying U.S. supplies. But for some countries, like Saudi Arabia, it would usher in a new era of uncertainty.

—With reporting by Laura Karmatz/New York, Terry McCarthy/Baghdad and Adam Zagorin/Washington, and research by Joan Levinstein

Among Kurds, Impatience and Anger Are Growing as Resettlement Tangle Drags On

By SABRINA TAVERNISE

KIRKUK, Iraq, May 15 — Old and painful fault lines are beginning to open in the messy ethnic patchwork of Iraq's north.

Since the end of the war, Kurds in the area have been making the trek from the towns to which they were banished by Saddam Hussein during brutal ethnic cleansing campaigns of the 1970's and 1980's back to the places where they grew up.

But the homecomings can be awkward affairs. In many instances, returning Kurds confront Arabs who were brought in to replace them as part of the government's strategy of establishing a firm hold over the rich oil resources of the north.

Now Kurdish leaders want them out but the Americans want to move deliberately in order to protect legitimate property rights. In an interview this week, Sami Abdul Rahman, one of the highest-ranking members of the Kurdish Democratic Party of Massoud Barzani, criticized the American approach as too slow.

"We can compromise on everything but Arabization," Mr. Rahman said. "The Arabs are leaving the land they stole, but Americans are bringing them back. This is the biggest insult to the Kurdish people. Those who delay decisions will have to face popular anger."

The American authorities say they do not have the manpower or the system to sort out property claims. Their objective is to temporarily freeze living arrangements in their prewar condition, intervening on occasion when a weapon is involved. In some cases, American forces have asked returning Kurds to stay away from vacant villages. Kamal Kerkuki, 49, a Kurd from this city whose land was taken away in the 1960's during the first sweep of the area by the Baath Party, said some of the more aggressive Kurds have even been jailed for short stretches.

Sorting out the truth can be difficult. Stories are exaggerated and emotions often run high. The problems in the city proper peaked a few weeks ago, said Col. Willjam May-

Their faces are no longer familiar in the neighborhoods where they grew up.

ville of the 173rd Airborne Brigade. But the provinces are still tense. Just today, Colonel Mayville agreed on a split of the harvest between the Arabs who planted it and the Kurds who own the land.

The Kurds "are the victims," Colonel Mayville said. "But part of what they are asking to redress could cause more victims."

While the debate goes on, many Arabs who fear retribution are simply abandoning the farms and villages they occupied decades ago. A drive through the foothills here is a surreal tour through a land of empty villages, some slowly being resettled by Kurds. Here in Kirkuk, the heart

of the Kurdish enclave, Arabs have even been beaten, taken hostage and threatened with guns.

But cool-headed Kurds are working with American forces to defuse a potentially explosive situation. Mr. Kerkuki spent this afternoon persuading a Kurdish family to protect an Arab husband and wife who had fled in fear.

Mr. Kerkuki, the Kurdish representative to the American forces here, has worked 18-hour days on ethnic conflicts in Kirkuk since the war began, resettling both Kurds and Arabs. He also speaks his mind.

"Americans have one policy: everything should wait until a solution can be found through law," he said in his car between interventions. "But I told them, 'If you went home now and saw someone in your house who kicked you out 12 years ago, you wouldn't want to wait around.'"

Consider Muhsen Zanganah, a father of five who has been living in a camp about 60 miles from here since losing his home in the late 1980's. Two weeks ago, he packed up his

family and brought them here, to his old neighborhood. Finding his house gone, he occupied the first empty one he found.

Today, American soldiers told him he had two weeks to leave.

"I have lived for years in a tent," he said angrily, sitting on the porch of the house. "If I have to leave, where will I go? The Americans are protecting the Arabs. Kurds are very angry about Americans in Kirkuk."

The Arab who made the complaint "was a senior member of the Baath Party," Mr. Zanganah said. "If he comes back to force my family to leave, I will kill him."

Arabs are afraid. In Qadesiya, "For Sale" signs hang on the walls of courtyards. In interviews today, three families said they felt threatened; two said they planned to leave. One Arab woman, a teacher, said Kurdish militias were coming into neighborhoods at night and firing guns to scare people away.

"They are correcting a mistake with a mistake," said the woman, who moved to Kirkuk in 1980. "On

TV, Kurds are saying Kirkuk is only for the Kurds. They say only 'original Arabs' can remain here. What are we, fake?"

Kurds have been using hard language. The regional parliament, located in the city of Erbil, drew up a law during its Monday session that will set up some ground rules for "cleaning the traces of the Arabization process" from the region.

People continue to wait to return to their hometowns. About 50 Kurdish families are living in the Iraqi Army's Emergency Reserve barracks on the edge of town. More families are living in a sports stadium nearby. Thousands still reside in tent cities.

"They will have to wait, but they are not willing to wait for a long time," Mr. Kerkuki said. "We cannot control them. America cannot control them."

The New York Times

May 19, 2003

Les Américains tentent d'écarter les ex-baasistes

Le nouvel administrateur en chef américain en Irak, Paul Bremer, est arrivé hier à Mossoul pour une première visite dans cette ville du nord qui est l'un des principaux lieux d'extraction pétrolière du pays. Il y a notamment rencontré le nouveau maire, Ghanim al-Basso, qui s'est déclaré favorable à la politique américaine consistant à écarter tous les anciens membres du parti Baas au pouvoir sous l'ancien régime de Saddam Hussein.

Par ailleurs, plusieurs soldats américains ont été victimes de divers incidents, l'un d'eux ayant été tué à Bagdad et trois autres blessés par l'explosion de munitions abandonnées, a indiqué le commandement central (Centcom) américain.

Nadjaf et Bagdad :
de notre envoyée spéciale
Isabelle Lasserre

Comme chaque vendredi depuis la chute du régime de Saddam Hussein, le prêche de l'imam Muktader al-Sadr, à Nadjaf, la ville sainte du chiïsme, dans la mosquée d'Ali, gendre et cousin du prophète, se veut très politique. Le jeune imam dont le père et le grand-père ont été assassinés par l'ancien régime a consacré sa dernière prière à la nécessité de lutter contre les hommes du parti Baas, l'ancien parti

unique, « qui tentent de reprendre le pouvoir » et qu'il compare « au diable ». « Nous ne devons pas laisser les criminels en liberté. Il ne faut pas permettre à l'ennemi de revenir », affirme Muktader al-Sadr, également chef du bureau du second martyr de Nadjaf. L'imam appelle les Irakiens à « prendre leurs responsabilités » en aidant à la capture des anciens baasistes qu'il s'agisse des hauts dignitaires du régime ou des membres actifs du parti. « Vous devez collaborer avec nous et fournir les renseignements qui nous permettront d'arrêter ces gens. » Mais pas les assassiner. « Il ne s'agit pas d'une vengeance des tribus. Personne n'a le droit de se faire justice lui-même. Ces hommes devront être jugés », prévient-il.

Depuis la remise en marche des administrations et le retour des anciens baasistes à leurs postes de travail, un mouvement de fond semble prendre forme dans la société irakienne. La semaine dernière, les médecins, les étudiants, les employés des ministères de la Santé et du Commerce ont manifesté pour

reclamer l'éviction des anciens responsables du Baas qui, parce qu'ils ne figurent pas sur le jeu de cartes américain, ont été autorisés à rejoindre leur poste. Certains manifestants ont même exigé l'interdiction pure et simple de l'ancien parti unique.

Le pistolet à la ceinture, une chemise très blanche et le look typiquement américain, Entifadh Qanbar, un conseiller d'Ahmed Chalabi, le chef du Congrès national irakien très proche de Washington, est furieux. Il dénonce ce qu'il considère comme un processus de « rebasisation » de l'Irak. « Le retour des baasistes est non seulement moralement inac-

ceptable mais il est aussi contre-productif. Les hommes de l'ancien régime n'ont aucune intention de collaborer avec les Américains. Ils vont tout faire pour saper leurs efforts et faire dérailler la normalisation », redoute-t-il. Arrivé comme son chef dans la valise des Américains, il ne saisit plus les intentions de Washington.

Il soupçonne l'administration Bush de vouloir se contenter d'un « changement de têtes en Irak ». « Ils ne veulent pas d'une révolution. Ils pensent que la stabilité de l'Irak ne pourra être assurée que si on réintègre des baasistes dans le jeu. C'est le saddamisme sans Saddam. Ils feraient mieux de s'appuyer sur l'expérience des dissidents de l'étranger. » Il appelle aujourd'hui les Irakiens à faire de la « résistance passive » pour forcer les résidus de l'ancien régime à quitter leurs postes.

Même son de cloche dans les milieux artistiques. Le peintre Mohammed Khassen ne décolère pas. Il vient, dit-il, d'être rayé de la liste des employés qui

devaient toucher leurs premiers salaires américains par l'ancien directeur baasiste de la maison de publication dans laquelle il travaille. « Les bons baasistes, ceux qui se sont battus contre les Américains ont été payés. Les autres ont été rayés des listes. Je refuse d'attendre plus longtemps le départ des baasistes. Ils ont déjà volé suffisamment de notre temps et de nos vies. » Son ami, Nasser Hassan, sculpteur, poète et joueur d'échecs professionnel a préféré ne pas retourner au poste qu'il occupait avant la guerre à la mairie de Bagdad. « Je refuse, dit-il, de travailler avec des représentants de l'ancien régime. »

Après avoir toléré le retour des anciens baasistes, l'administration américaine semble avoir opéré un virage à angle droit. Dès son arrivée à Bagdad, le nouvel administrateur, Paul Bremer, a promis de nettoyer le secteur public des anciens membres du Baas ayant occupé des fonctions dans les quatre premiers niveaux du parti. « Les baasistes qui ont utilisé leur pouvoir pour répri-



Dès son arrivée dans la capitale, le nouvel administrateur Paul Bremer (à gauche) – ici en réunion, samedi, au quartier général américain de Bagdad – a promis de « nettoyer le pays du Baas et du baasisme ». « Nous ferons en sorte de promouvoir des Irakiens décentés aux postes de responsabilité », a-t-il affirmé. (Photo AP.)

mer les Irakiens seront limogés. Les anciens responsables du régime seront jugés. Nous allons nettoyer ce pays du Baas et du baasisme... et nous ferons en sorte de promouvoir des Irakiens décents ayant un maximum de capacité aux postes de responsabilité», a-t-il affirmé. L'effet d'annonce a déjà provoqué la démission de plusieurs responsables. Le nouveau ministre de la Santé a ainsi préféré quitter son poste plutôt que signer la lettre d'abjuration de l'idéologie baasiste qui lui était présentée par les Américains.

Ancien chef de section du

parti Baas qui, selon l'une de ses connaissances, « ressemble trop à Saddam pour être honnête », Ali redoute d'être l'une des prochaines victimes de la purge qui s'annonce. « Pourquoi s'intéresser aux histoires du passé, demande-t-il, il faut faire le tri parmi les anciens baasistes. Certains étaient des criminels, d'autres n'ont fait qu'appliquer les ordres. Comment peut-on prétendre apporter la démocratie et la liberté en excluant un parti ? »

L'administration américaine pourrait cependant être amenée à composer malgré elle avec les anciens baasistes.

Pour une raison simple : la plupart des spécialistes et des techniciens de haut niveau étaient obligés pour faire carrière d'entrer au Baas. Comme dans tous les pays totalitaires, l'élite du pays appartenait au parti unique. Et comment faire redémarrer un pays en excluant ses cerveaux et ses professionnels ?

C'est ce qui inquiète les étudiants de l'université de langues de Bagdad dont les cours ont repris samedi. « 80 % des profs étaient baasistes. Si on les chasse tous, qui assurera les cours ? Il faut faire un tri, garder ceux dont les mains

n'ont pas trempé dans le sang et remplacer les suppôts du régime », estime Ali Jouat, étudiant en langue espagnole.

Mais Sadik Aziz, le chef du département de langues dont la fierté est de n'avoir jamais appartenu au Baas est beaucoup plus radical. « La campagne de débaasisation du pays, affirme-t-il, est indispensable. Notre expérience du parti Baas a été synonyme de tyrannie et despotisme. Il faut appliquer la règle jusqu'au bout, même si des innocents doivent en payer le prix. Et même si les Irakiens doivent faire le ménage à la place des Américains. »

La sécurité des Irakiens est l'objectif prioritaire de Paul Bremer

Quatre soldats américains d'une unité de marines ont été tués hier lorsque leur hélicoptère s'est écrasé près de la ville de Kerbala, dans le centre de l'Irak. « Il n'y a eu aucune indication de tirs ennemis », a toutefois souligné un responsable militaire.

Bagdad :
de notre envoyée spéciale
Isabelle Lasserre

Il est 19 heures, l'heure entre chien et loup, et comme chaque soir, le sergent Gilbert et ses hommes préparent leurs M16 avant de patrouiller à pied la zone nord de Bagdad dont ils ont la charge. Un quartier de 80 000 habitants, plutôt calme, où vivent des classes moyennes. Installée dans l'ancien mess des officiers irakiens, la Garde nationale de Floride, dont c'est la première mission à l'extérieur des États-Unis, est davantage spécialisée dans les catastrophes naturelles.

Pourtant très à l'aise, évoluant au milieu de la population irakienne comme s'ils étaient dans une banlieue américaine, suivis par une ribambelle de gamins rieurs, les hommes de la 3 124^e brigade d'infanterie tentent de restaurer un semblant d'ordre, dans un pays où les pillages et surtout le « car-jacking », le vol

de voitures, sont devenus un véritable sport national.

Check point numéro un. La station-service, un repaire d'Ali Baba (les voleurs). Le sergent Gilbert prend des notes, constate les vols, conseille aux victimes de se rendre au mess pour porter plainte.

Après avoir traversé le stade, pénétré dans un ancien quartier général de la Garde républicaine et inspecté ses bunkers, la patrouille s'enfonce dans les quartiers chics. Ravis d'être protégés par les Américains, les habitants sortent sur le palier, offrent du thé aux hommes, suggèrent une partie de dominos ou de ping-pong. Une vieille femme les arrose au jet d'eau. Il fait 40 degrés à Bagdad. Et sous les gilets pare-balles, c'est l'étuve.

Le médecin du quartier qui parle anglais sert d'interprète aux Irakiens qui viennent rendre compte des incidents de la journée. Ce matin, une vieille femme de 85 ans s'est fait attaquer à son domicile. « Nous essayons de surveiller les voitures louches. Mais si vous pouviez faire quelque chose, intensifier les patrouilles... », supplie le médecin. Une Mercedes grise flambant neuve s'engage dans la rue. Contrôle du conducteur et des trois jeunes qui l'accompagnent. Les hommes du sergent Gilbert trouvent un pistolet. Ils tentent alors d'expliquer dans un anglais simplifié et avec les

maines qu'il est interdit de conduire avec une arme à feu.

Arrêt prolongé dans la rue « chaude » du quartier dont les bâtiments y compris l'école et le studio de télévision ont été pillés. Le sergent Gilbert connaît les deux Ali Baba qui opèrent dans le secteur. Il se rend directement chez eux pour leur serrer la main. Confisque une grenade qui traîne par terre. Écoute les doléances d'un voisin venu se plaindre des vols commis par les pillards. Et fait traduire sa réponse aux deux Ali Baba par le dénonciateur lui-même qui lui sert d'interprète. « Dites-leur que le jour où je les prends la main dans le sac, ils vont directement en prison. »

Depuis trois semaines qu'il patrouille chaque jour avec ses hommes, le sergent Gilbert connaît tout le monde. « Le plus important, dit-il, c'est de nouer des relations. »

Depuis la chute du régime, l'insécurité est devenue le problème numéro un des Irakiens. Très faible sous la dictature de Saddam, dont les agents contrôlaient chaque immeuble en permanence, la criminalité semble s'être envolée. « En balayant le régime, on a aussi balayé l'État, le service public, l'armée et la police », commente un diplomate occidental.

Critiqué pour ne pas avoir agi assez rapidement, l'ancien administrateur Gardner s'est dé-

fendu d'être responsable de la situation. « Il est impossible de sécuriser un pays grand comme la Californie avec 150 000 soldats. Nous avons dû poster des hommes devant 200 bâtiments à Bagdad, pour empêcher les pillages. Comment voulez-vous que nous soyons partout ? La réponse finale aux problèmes reposera en dernier ressort sur les Irakiens eux-mêmes. » Son successeur, Paul Bremer, a décidé de faire de la sécurité l'une de ses priorités. Il a annoncé l'arrivée prochaine de 4 000 policiers supplémentaires et affirmé que les anciennes prisons de Saddam, une fois restaurées, seraient à nouveau utilisées.

La nuit tombe et les hommes de la Garde nationale de Floride sont davantage sur le qui-vive. Ils évoluent désormais avec leurs lunettes de vision nocturne. Passent devant l'ancien quartier général du parti Baas. Et on parfois l'impression de ne pas être à la hauteur. « Nous essayons de faire ce que nous pouvons. Par exemple, faire revenir l'électricité dans le stade. Mais les affaires civiles ne suivent pas. Elles n'ont toujours pas envoyé d'ingénieurs. C'est chaque fois la même histoire », regrette un officier. Après 8 kilomètres à pied et 2 h 30 de patrouille, c'est le retour au mess pour avaler une ration et regarder un film de guerre sur un ordinateur portable.

U.S. promises progress in Iraq

Official pledges to move 'quickly' on national government

The Associated Press

BAGHDAD: Taking a firsthand look at the country he has been entrusted to reconstruct, the top American civilian official went north Sunday and met with a city council he described as postwar Iraq's first elected body.

L. Paul Bremer, the civilian administrator of Iraq, also said the United States was committed to establishing an interim national government without delay.

"We are intent on moving as quickly as possible," Bremer said.

The trip to volatile northern Iraq was Bremer's first official visit outside Baghdad since the former head of counterterrorism at the U.S. State Department arrived in the country almost a week ago to lead the Office of Reconstruction and Humanitarian Assistance.

Northern Iraq is home to rival Kurdish and feuding ethnic groups, many allied to neighboring countries such as Turkey and Iran.

In the northern city of Mosul, Bremer lauded the council as a "great example of embryonic democracy."

"It is great to see what the Iraqi people can do by themselves once they're released from the tyranny they've suffered from for the last 30 years," Bremer said.

After the council meeting, Major General David Petraeus, commander of

the 101st Airborne Division, took Bremer on a walking tour of the city.

The American-installed 32-member council was chosen May 5 by 230 electors from Mosul's main families and ethnic groups and has already moved to purge Saddam Hussein's loyalists from top public positions in the city.

Bremer said his administration's top priorities were to improve security and to restore basic services like gasoline and electricity, though he acknowledged that it would be a difficult task.

In Baghdad, where U.S. efforts to restore security have encountered obstacles and complaints, the military said had been successful in putting Iraqi police back on the streets: A survey of the capital's 43 police stations by the Coalition Joint Task Force found 86 percent of the 8,200-strong prewar police force back on the job.

Security is also a top concern for the United Nations children's agency. Its executive director, Carol Bellamy, warned Sunday that postwar Iraq could slip into a "major crisis" without quick action to meet urgent humanitarian needs.

She said Unicef has secured \$70 million in pledges for a six-month emergency humanitarian aid program. The children's organization wants to raise \$165 million.

Unicef was trying to persuade Iraqi children to return to school but found

that the lack of security in many parts of the country was making parents wary of sending children, especially girls.

Bellamy also said Unicef was worried about a "significant" increase of diarrhea stemming from the deterioration of sanitary conditions since the war. "If action is not taken very fast," she said, "this country will end up in a major crisis."

U.S. troops sought to bring order to chaos outside the Iraqi Pension Department in Baghdad, where more than 5,000 pensioners and their families fought to collect an initial emergency payment of \$40.

The department expects to pay more than 350,000 people in the next 30 days — an average of 14,000 people a day. The money is meant to tide them over until thousands of looted records can be reconstructed.

In Mosul, Bremer echoed his superiors in the administration of President George W. Bush, saying the UN Security Council must lift its sanctions on Iraq when it meets this week.

Some Security Council members, including France and Russia, have proposed suspending — not lifting — sanctions because the draft resolution does not address certain issues — including UN-sanctioned inspections for weapons of mass destruction.

They also want the UN to play a more central role in rebuilding Iraq, as opposed to U.S.-British control over the process.

In the United States, polls suggested that Americans' strong support for the war with Iraq has not diminished the public's belief in the importance of working with the UN and winning international backing for future military action.

"The American public is showing significant enthusiasm for having gone to war, and the president has overwhelming support for that choice," said Steven Kull, director of the Program on International Policy Attitudes. "It does seem, though, that this support is very compartmentalized and specific to the Iraq situation."

Kull said poll findings showed that a solid majority of Americans, often two-thirds or more, feel the United Nations should play a key role in such decisions.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
May 22, 2003



Murad Sezer/The Associated Press

U.S. troops grabbing an Iraqi as scuffles broke out Sunday among pensioners impatient to get emergency payments in Baghdad.

NORTHERN IRAQ

Americans Try to Quell Arab-Kurd Flare-Up

By **SABRINA TAVERNISE**

SEEHA, Iraq, May 19 — American troops trying to quell ethnic clashes in northern Iraq came under fire on Sunday night, as tensions between Arabs and Kurds continued to simmer, increasing the dangers faced by troops charged with keeping the peace.

One soldier was injured in the fire-fight, which followed clashes in Kirkuk on Saturday that left at least nine people dead. On Sunday in Erbil, in a move that could deepen hostility between the groups, the Kurdish regional parliament passed a toughly worded law that would "cancel the history of Arabization in Kurdistan."

Under the law, non-Kurds who came to three northern cities during Saddam Hussein's campaign to populate the north with Arabs, would be forced to leave. The law gives no specifics on how it would be carried out.

The American soldiers who were attacked Sunday were on their way to Hawija, about 20 miles from Kirkuk, thought to be the hometown of many of the Arab men involved in the clashes on Saturday.

Capt. Joel Fischer of the First Infantry Division said that Arabs who took part in the clashes in Kirkuk were armed and that interviews with men stopped at vehicle checkpoints over the weekend revealed that many of them had come from Hawija.

But the trip to search and secure the town proved more difficult than the soldiers had expected. On the road into Hawija, about 9 p.m., troops from the First Infantry Division and the 173rd Airborne Brigade stopped for a break at this village. Suddenly, armed men appeared in a barley field along the dark country road.

"All of a sudden, the town erupted in gunfire," said Lt. Ryan Williams, a

member of the approximately 35-man task force. Seeha is about eight miles from Hawija.

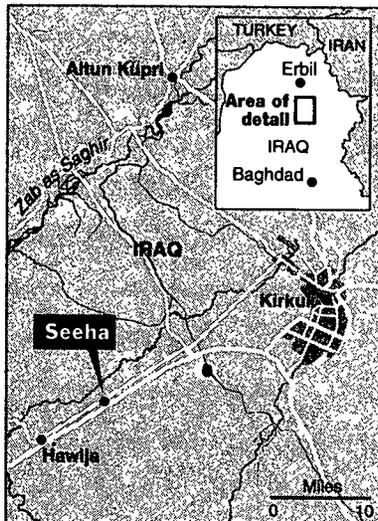
The fighting continued for about an hour, with the American soldiers taking heavy fire during the first 30 minutes. Even after reinforcement tanks rolled in, the men from the village kept up their fire for 30 minutes more, Captain Fischer said.

One American soldier was shot twice, but he was not critically wounded. A bullet lodged in his protective vest, and another in his body. He was evacuated in a medical helicopter. Even after two Apache helicopters flew in to give support from the air, the convoy could not move forward. It was not until after 11 p.m. that troops were finally able to con-



Alan Chin for The New York Times

American armored forces drove through Hawija, Iraq, yesterday after armed men from the town clashed with Kurds in Kirkuk on Saturday.



The New York Times

American troops were fired on by Arab farmers near Seeha, Iraq.

tinue toward Hawija.

"They were good shots," Captain Fischer said in an interview in Kirkuk after the troops returned from the operation. "There was a high volume of fire, and it was fairly accurate. It was coordinated. I heard reports of tracer rounds being fired as we moved forward."

The fight highlighted the difficulties American troops face as they try to pick their way through ethnic disputes. They must strike a balance between Arabs and Kurds, sometimes without knowing whom they are fighting. This weekend, for example, fliers were distributed by an unknown group in an Arab area, warning residents to leave or be forced out.

"You just need to be out there and see what's going on," Captain Fischer said. "Then you determine where to be out in force. If you go out in force all the time, it loses its effect."

The exhausted battalion finally reached Hawija in the early morning hours today. They set up several checkpoints on the main roads in and out of the town and began checking each passing car for weapons. By midmorning today a serpentine line of cars waiting to be searched snaked along one of the main roads into the village.

"The word is out that Americans have come to check for weapons," said Sgt. Mark Douglas of the First Infantry Division. "There's a lot of money coming through this town."

As the morning wore on, many questions remained about the night's firefight. Villagers, mainly Arab farmers, were out inspecting the damage. No one was hurt, they said, but they lost property. By their count, American artillery killed five cows, six or seven sheep and a donkey, tore holes in six houses and destroyed two tractors. In all, about 60 families live in Seeha.

The farmers admitted that they had fired on the soldiers but said they had not known they were shooting at Americans because of the darkness. Tense after the weekend violence in Kirkuk, they said they mistook the troops for invading Kurds. About 15 people fired for 30 minutes, said Akhmed Saleh, one of the farmers who took part in the gunfight.

"It was the Americans' mistake," said Mr. Saleh, standing near a gaping hole in his neighbor's house

The New York Times Tuesday, May 20, 2003

caused by American tank fire. "We didn't know they were Americans." The farmers said they were armed with only simple rifles and had stopped firing and fled as soon as they realized whom they were fighting. They said they had no other guns.

The Americans, however, were skeptical. By morning, they had confiscated 15 or 16 automatic weapons, including AK-47 guns and two Belgian-made guns, Captain Fischer said. "The weapons we found were not typical of farmers," the captain said. "One of the guns they had I couldn't afford. The movement tac-

tics we saw were not from farmers."

Kirkuk today was quiet. Local representatives from the Arab and Kurdish communities were talking to people in neighborhoods, urging calm. A joint meeting in a mosque on Sunday night seemed to reach a truce, though shooting continued in the Qadesiyah neighborhood. A Turkmen representative was shot in the hand while he was leaving a meeting on Sunday.

Everyone in the north has a gun. After the fall of Kirkuk, American forces found more than a division's worth of weapons and ammunition in

strategic points around the city.

"There were houses filled floor to ceiling and wall to wall with tank ammo and artillery rounds," Captain Fischer said. "They were quickly emptied out."

It was unclear when more clashes would occur, but Captain Fischer said he was sure that at some point they would.

"It will flare up again," he said. Easing the problem "will require patience on everyone's part, including ours. You have to define what the problem actually is and talk through it."

IRAN Une centaine de personnalités exigent des réformes radicales

Des opposants veulent éviter à l'Iran le sort de l'Irak

Téhéran :
du correspondant de l'AFP
Laurent Lozano

Une centaine d'opposants et réformateurs iraniens ont publié hier un brûlot dénonçant « l'instrumentalisation » des principes religieux par une partie du pouvoir et réclamant des réformes radicales sans lesquelles le régime islamique connaîtra, disent-ils, le même sort que Saddam Hussein et les talibans.

Dans une lettre ouverte reproduite par la presse, 116 députés ou religieux réformateurs, membres de l'opposition libérale, journalistes, intellectuels ou leaders étudiants, invoquent le spectre d'une « dictature religieuse ».

Les signataires - qui ont eu, ou ont encore, pour beaucoup, maille à partir avec les juges - demandent la libération de tous les opposants emprisonnés, l'indépendance de la justice ou encore la faculté, non pas seulement théorique, de consulter le peuple par référendum. « Nous voulons un Iran libre et indépendant. Autant nous craignons le retour de la domination étrangère ou une attaque étrangère, autant nous détestons la dictature religieuse et la suppression des libertés du peuple », dit la lettre dans une allusion évi-

dente aux pressions américaines accrues sur l'Iran depuis la guerre en Irak.

« L'instrumentalisation de principes sacrés religieux pour conserver le pouvoir a porté un dur coup à la confiance du peuple », accuse le texte, qui fustige une « in-

terprétation rétrograde de l'islam ». « Nous devons tirer les leçons de ce qui est arrivé aux talibans et à Saddam Hussein et nous pouvons être sûrs que la dictature, quelle qu'en soit la forme, n'a pas d'autre vocation que d'être renversée », ajoutent les signataires.

L'appel des 116 paraît en pleine période de crispation.

l'encerclement américain (Irak, Afghanistan) ayant durci le bras de fer entre conservateurs et réformateurs. Depuis la première élection triomphale du président réformateur Mohammad Khatami en 1997, les réformateurs ont vu maints projets de réforme bloqués par les organes constitutionnels sous l'emprise des conservateurs.

Ils ont aussi vu nombre des leurs poursuivis ou condamnés par la justice, sur laquelle les conservateurs ont également la haute main. Quelque 90 journaux ont été interdits, ces dernières années.

Le Conseil des gardiens de

la Constitution vient de rejeter deux textes du président Khatami adoptés par le Parlement et contestant la mainmise des

conservateurs sur le pouvoir. La justice révolutionnaire a condamné le 10 mai à des peines allant jusqu'à onze ans de prison quinze membres de l'opposition libérale, dont certains ont signé l'appel des 116.

Pour ces derniers, « les arrestations et les convocations illégales devant le juge doivent cesser », ainsi que « les pressions politiques et sociales croissantes ». Ils réclament la libération des militants et des journalistes emprisonnés ainsi que la réparation des journaux interdits.

Ils demandent aussi l'indépendance de la justice, la suppression de la torture, la présence de jurys dans les tribunaux et une réforme du droit de la presse.

« Nous voulons que le Conseil des gardiens de la Constitution soit démis de son pouvoir de censure sur les candidats aux élections », ajoutent-ils, exigeant qu'ils soient levés les « obstacles » au travail du Parlement et qu'ils soient renforcés les pouvoirs du président Khatami.

La lettre a été paraphée par de hauts dirigeants du Front de la participation, le principal parti réformateur, le chef du

Mouvement de libération de l'Iran (MLI, interdit) Ebrahim Yazdi et plusieurs autres membres de cette organisation libérale, nationaliste et islamique, l'intellectuel Hachem Aghajari, condamné à mort pour blasphème, des religieux réformateurs comme Hassan Yousefi Echevari, lui aussi un temps condamné à mort, ou Mohsen Kadivar, des proches de l'ayatollah dissident Hossein Ali Montazeri.

LE FIGARO

21 MAI 2003

Des milliers de Kurdes reviennent dans « leur » Kirkouk

KIRKOUK, BENSALAWA
(nord de l'Irak)

de notre envoyé spécial

Plus aucune équipe de football ne joue sur le stade de Kirkouk. La

REPORTAGE

Chassés par Saddam dans les années 1990, rares sont ceux qui retrouvent leur maison

pelouse est jaune, les gradins déserts, et nul ne sait à quand remonte le dernier match... Il faut s'aventurer sous les tribunes de béton pour découvrir qu'à défaut de footballeurs ce stade fantôme accueille 150 familles kurdes.

Elles ont trouvé refuge dans les vestiaires, les escaliers, les moindres recoins d'ombre et de fraîcheur. A chacun son territoire, sa parcelle d'intimité. Des bâches sont tendues entre les piliers de soutènement ; les paquetages (couvertures, vaisselle...) sont soigneusement rangés. Ici ou là, les enfants somnolent sur des paillasses ; les femmes cuisinent avec les moyens du bord, sans eau courante ni électricité. Les hommes, eux, s'interrogent : voilà près de trois semaines qu'ils sont là et personne n'est en mesure de leur dire ce qu'ils vont devenir.

Ces gens sont pourtant chez eux à Kirkouk. Ils y vivaient avant d'en être chassés par le régime de Saddam, au cours des années 1980 et 1990. L'objectif du dictateur irakien et du parti Baas était alors d'arabiser cette ville, à majorité kurde et turkmène, située à trois heures de route au nord-est de Bagdad. Des quartiers entiers ont donc été rasés, et plus de 100 000 Kurdes « transférés » vers d'autres régions d'Irak ou vers les territoires autonomes contrôlés, au nord, par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Côté turkmène, environ 1 300 familles auraient également été expulsées - la plupart en 1987 et en 1988 - et 27 villages rayés de la carte. Les terrains et les logements ainsi récupérés ont ensuite été donnés ou vendus à bas prix à des Ara-

bes venus du sud : fonctionnaires, militaires, membres du parti Baas... Maintenant que Saddam Hussein est tombé, les « expulsés » reviennent. Pour ceux du stade, ce retour est une énième épreuve.

« Aidez-nous ! », lance ainsi Abdelkarim Ali Mahmoud, un ancien marchand des quatre-saisons exténué par des années d'exil à Chamchamal, un misérable village du nord. « Les organisations humanitaires doivent venir sauver nos enfants ! », insiste-t-il, les larmes aux yeux. L'un de ses trois fils souffre de paralysie faciale. La petite dernière, âgée de trois mois, est trisomique. Abdelkarim n'a presque plus d'argent pour les nourrir, et pas d'autre toit que les tribunes du stade pour les abriter.

Le logement est la principale préoccupation de ces familles. Rares sont en effet celles qui ont pu récupérer leurs maisons : soit celles-ci sont désormais occupées par des Arabes qui, de bonne foi ou non, estiment en être les propriétaires légitimes ; soit elles n'existent tout simplement plus.

« ON NE RECONNAÎT PLUS RIEN »

Il suffit de parcourir Shorja, le faubourg kurde de Kirkouk, pour mesurer l'ampleur du problème : le quartier où demeuraient autrefois Abdelkarim et ses compagnons d'infortune n'est plus qu'un terrain vague jonché de gravats. Même le cimetière des enfants a disparu.

« On ne reconnaît plus rien ! », s'indigne Walid Mohammed, un vieil homme en turban et pantalon bouffant des peshmergas, les combattants kurdes. Comme tant d'autres, Walid a connu l'affront de l'expulsion, en 1992, avec son épouse et ses deux filles. « Un matin, se souvient-il, deux agents des services de renseignement m'ont annoncé que nous devions partir sur décision du gouvernement. Tout a été réglé en trois jours. Nous avons dû laisser nos objets de valeur et partir en camion vers Chamchamal. J'ai su par la suite que ma maison avait été détruite. » Onze ans plus tard, il a tout de même décidé de revenir, comme Abdelkarim et tous les autres. « C'est la terre de nos parents ! s'exclame-t-il. Je veux y mourir. J'espère simplement que le futur gouvernement irakien nous aide-
ra. »

La tâche s'annonce colossale. A ce jour, entre 800 et 1 000 familles - celles du stade et bien d'autres, logées chez des parents ou des amis - seraient rentrées à Kirkouk. Des milliers d'autres - kurdes et turkmènes - les imiteront bientôt. Rafat Abdullah, chef de file local de l'UPK, prévoit des arrivées massives au début de l'été. « Les parents profiteront des vacances scolaires », assure-t-il. Cette ville de 750 000 habitants saura-t-elle faire face à un tel afflux ? « Nous avons prévenu les Américains, les ONG et la Croix-Rouge, poursuit M. Abdullah. Pour éviter une crise humanitaire, il faudra que

chez eux. Les autres, présents ici depuis toujours, resteront autant qu'ils le voudront. Comme nous, ils sont chez eux dans cette ville. Bien sûr, il y aura des contestations, mais rien ne se fera par la force. Il faudra d'abord négocier puis, en cas de blocage, la justice sera saisie... ». Les tribunaux risquent d'être vite saturés : les cas litigieux, qu'une commission spéciale commence à recenser, pourraient se compter par milliers et rien ne dit que tous les expulsés auront réussi à garder un acte de propriété.

Dans l'immédiat, les Kurdes les plus démunis ont d'autres priorités que ces hypothétiques procédures

A Mossoul, M. Bremer veut rassurer les chiites

L'administrateur civil américain en Irak, Paul Bremer, en visite dans le nord du pays, a tenté, mardi 20 mai à Mossoul, de rassurer les chiites et les partis politiques irakiens sur le futur gouvernement. « Nous avons ici à Mossoul un formidable exemple de démocratie embryonnaire. Nous avons vu ce que les Irakiens ont été capables de faire pour mettre en place un conseil représentatif dans leur ville », a-t-il dit, en démentant le fait que l'administration américaine envisage de retarder la mise en place d'un nouveau gouvernement en Irak.

Depuis son arrivée, Paul Bremer a multiplié les démarches pour rétablir l'ordre et éradiquer le parti de Saddam Hussein dans le pays. Dans un décret publié vendredi 16 mai, il a interdit à tous les hauts responsables du Baas de travailler dans la fonction publique, une mesure susceptible de frapper 15 000 à 30 000 personnes. Cette initiative semble destinée à apaiser un nombre croissant d'Irakiens qui craignent de voir des dignitaires de l'ex-régime récupérer des postes à responsabilité. - (AFP)

tout soit près dans un mois et demi. Je suis plutôt confiant. Kirkouk est un exemple pour le reste du pays. »

La ville s'enorgueillit en effet d'être dirigée depuis la mi-avril par un conseil municipal de vingt-quatre membres représentant les diverses composantes ethniques et politiques. Kirkouk a certes connu des pillages et quelques accrochages armés - les derniers affrontements ont fait une dizaine de morts ce week-end -, mais pas de représailles de grande ampleur contre les Arabes. Seuls les fidèles de Saddam Hussein ont fui en direction de Bagdad. Les autres sont restés.

Cette relative harmonie résistera-t-elle aux litiges entre anciens et actuels propriétaires ? Salah Dalo, responsable local du PDK, se veut optimiste : « Nous allons demander aux quelques milliers d'Arabes venus du sud, de l'initiative du régime, et occupant des maisons ou des terres ne leur appartenant pas, de repartir

judiciaires. Ils vivent au jour le jour dans des camps, comme celui de Bensalawa, qui accueille 1 800 personnes aux environs d'Erbil (90 km au nord de Kirkouk). Les habitations, constituées de parpaings, de tôles et de terre séchée, s'alignent sur un immense plateau battu par les vents. Certains réfugiés sont là depuis quatre ou cinq ans, à vivre au rythme des saisons, la canicule l'été, la neige l'hiver. Ils verront « leur » Kirkouk, c'est sûr, mais quand et dans quelles conditions ? « Nous n'y avons plus rien, rappellent-ils : Saddam a tout détruit ou revendu. » Ils préfèrent donc attendre. « Nous ne partons pas sans avoir la certitude d'être relogés », insiste Nawal Ali, mère de huit enfants. Derrière elle, une vieille femme se prend à rêver : « L'idéal serait que le futur gouvernement fasse construire des immeubles où nous serions tous réunis. »

Philippe Broussard

Des partis irakiens critiquent durement les choix de Washington

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Les relations se crispent entre l'Amérique et ses plus proches alliés irakiens. L'avenir dira s'il s'agit d'une crise passagère ou du premier signe d'un éventuel divorce. Le Congrès national irakien (CNI) d'Ahmed Chalabi, cette organisation favorite du Pentagone autour de laquelle Donald Rumsfeld et les siens espéraient bâtir un nouveau pouvoir ami à Bagdad, ne décolère plus. Motif principal : la résolution présentée par Washington au Conseil de sécurité.

Le docteur Goran Talabani, l'un des plus influents conseillers de M. Chalabi, affirmait, mercredi 21 mai, à Bagdad : « Si c'est ainsi, le moins que nous puissions faire pour exprimer notre désaccord fondamental sur ce texte est de nous abstenir de participer à l'expérience qui s'annonce. »

Le CNI, et il n'est pas le seul puisque l'un des deux leaders kurdes, Massoud Barzani, furieux, a quitté la capitale dès mardi soir pour s'en retourner dans son fief du nord, reproche essentiellement deux choses à la coalition américano-britannique. D'abord d'avoir virtuellement mis fin aux espoirs des nouvelles formations politiques irakiennes d'exercer un minimum de souveraineté sur le pays dans la longue période transitoire qui s'annonce avant les premières élections libres.

Celles-ci n'auront pas lieu « avant un an ou deux », a dit John Sawers, l'envoyé spécial de Tony Blair à Bagdad.

Ensuite, ces formations reprochent à Washington d'avoir en quelque sorte réintroduit le loup ouisien dans la bergerie irakienne en acceptant la nomination d'un représentant spécial de l'ONU. Celui-ci aura vocation à contrôler les alicés de la période transitoire mais aussi à participer à la mise en œuvre du nouveau système politique et du premier gouvernement élu dans ce pays.

Pour le CNI qui, contrairement aux autres formations politiques irakiennes, dispose sur place d'une aide financière américaine conséquente, d'un officier de liaison américain à demeure en son nouveau quartier général de Bagdad et d'un millier de soldats à lui, quoique équipés d'armes et d'uniformes de l'US Army, « les Nations unies, dont le fonctionnement même est corrompu et dont nous allons révéler très bientôt l'étendue des turpitudes en Irak, se sont largement discréditées dans la période Saddam ».

Goran Talabani qui se souvient comment, tout récemment encore, « le président Bush rejetait à juste titre pour ses troupes en Irak le terme d'armée d'occupation pour lui préférer celui d'armée de libération » ne comprend pas pourquoi « il accepterait maintenant la Convention de

Genève qui s'applique précisément aux forces d'occupation ».

Le parti d'Ahmed Chalabi n'est, en principe, que l'un des participants parmi les sept formations politiques qui composent aujourd'hui le « Conseil politique » irakien avec lequel Américains et Britanniques dialoguent régulièrement. Il n'est plus question de mettre en place un « gouvernement provisoire » dans la période transitoire,

lui-même, le diplomate américain qui a désormais la haute main sur l'Irak. Ce nouveau délai, au vu des difficultés existant à Bagdad, pourrait bien en annoncer d'autres. Ce qui a provoqué cette réplique cinglante de Entifadh Qanbar, le porte-parole officiel du CNI : « Ce n'est pas aux Américains de retarder ceci ou cela. C'est une question de souveraineté. Après tout, nous sommes les alliés des Etats-Unis, nous ne prenons pas nos ordres d'eux. »

Sur le terrain, rien ne se passe décidément comme on l'avait prévu à Washington. Plus de quarante jours après l'entrée des forces de « libération » à Bagdad, la ville regorge d'ordures abandonnées sur les trottoirs chauffés à blanc par le soleil. En l'absence d'une force de police digne de ce nom, des bandes de malfaiteurs écumant la ville. Malgré le couvre-feu quotidien à 23 heures, les raids et les patrouilles de l'armée américaine qui s'intensifient, les nuits de Bagdad restent peu sûres et régulièrement entrecoupées de rafales d'armes automatiques. L'électricité est souvent coupée, le téléphone est toujours muet, l'essence est rare et chère. Riches ou pauvres, les 5 millions de Bagdadis partagent au moins deux sentiments : la joie d'être libres et une immense anxiété.

Patrice Claude

« Les Nations unies se sont largement discréditées durant la période Saddam »

GORAN TALABANI, CNI

mais simplement une « autorité intérimaire » qui n'aura pas de pouvoirs exécutifs.

« Nous ne pouvons tout simplement pas confier de pouvoirs à des individus auto-appointés, sans expérience, et dont nous ignorons la représentativité réelle » confiait, mardi 20 mai, l'envoyé spécial de Tony Blair. La mise en place de cette « autorité intérimaire » qui devait avoir lieu fin mai, puis fin juin, a d'autre part été retardée mardi à « courant juillet » par Paul Bremer

TURQUIE

Comme nous avons été stupides de défier

Washington !

POSTA GAZETESI
Istanbul

Leur colère contre Ankara était si grande et ils souffraient tellement de ne pas pouvoir l'exprimer qu'il fallait enfin que quelqu'un les place devant les caméras. Au cours de *Manset* [une émission de la chaîne CNN Türk animée par l'auteur], Paul Wolfowitz, le numéro deux du Pentagone, a débarrassé tous les griefs accumulés par Washington à l'égard de la Turquie. Il a expliqué sans mâcher ses mots tout ce que les Américains avaient sur le cœur.

Si Wolfowitz peut se permettre de parler avec autant de franchise, c'est qu'il a consacré beaucoup de son énergie aux relations turco-américaines. Il réagit donc comme ceux qui se sentent trahis par leur meilleur ami. Il y a du réalisme et des avertissements ami-

Mr. Rumsfeld Speaks for Us All



caux dans ses paroles. D'ailleurs, ce genre de réaction n'est pas spécifique au Pentagone. Après cette interview, je me suis rendu au ministère des Affaires étrangères américain, connu comme le « bastion des modérés », et je me suis entretenu avec leur représentant le plus influent, Marc Grossman [sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires politiques], un ami de la Turquie.

Quelle ironie du sort ! Deux individus « qui aiment la Turquie et qui y sont sensibles » se trouvent aux postes les plus influents des Etats-Unis, mais Ankara, avec sa politique malhabile, n'obtient que des avertissements sévères de leur part, au lieu de s'assurer leur soutien. J'avais en fait couru au ministère des Affaires étrangères dans l'espoir d'y trouver une attitude plus clémentine, qui nous rassure après les explications plutôt crues de Wolfowitz la veille. Hélas, je n'y ai pas trouvé ce que je cherchais. Grossman employait certes des mots moins sévères, mais le message était le même. Il nous offrait des noix dures recouvertes de chocolat, sans contredire l'adjoint du ministre de la Défense. « Nous ne pouvons pas agir comme si de rien n'était », faisait-il savoir.

Ce qui m'a le plus marqué dans ses paroles, c'est qu'il attirait l'attention sur la grave erreur de la Turquie croyant que « les Etats-Unis ne pourraient rien faire en Irak sans elle ». Lors des préparatifs de la motion visant à

obtenir l'autorisation du Parlement en ce qui concerne le déploiement des troupes américaines en Turquie, cette fausse idée, émanant vraisemblablement des idéologues de l'AKP [le parti "musulman-démocrate" au pouvoir], était en effet partagée par beaucoup de personnes influentes à Ankara. J'avais rencontré plusieurs responsables qui disaient : "Il faut bien négocier. Nous pourrions obtenir ce que nous voulons. Sans la Turquie, l'Amérique ne peut pas faire un pas en Irak." Cette vision était dominante non seulement dans les milieux proches de l'AKP, mais aussi au sein d'autres partis politiques. Lorsqu'on comprit à quel point cette hypothèse était erronée et vide de sens, il était déjà trop tard : les Etats-Unis terminèrent la guerre, sans la Turquie, en seulement deux semaines et demie.

Lors de notre conversation après l'enregistrement télévisé, Grossman a attiré l'attention sur deux occasions que la Turquie a manquées : son refus du plan proposé pour Chypre lui a fait rater le coche pour adhérer à l'UE ; d'autre part, avec le veto qu'elle a opposé au déploiement des troupes américaines sur son sol, elle a perdu l'occasion de faire sentir son poids dans le nord de l'Irak, avec une force consistante de 10 000 hommes et la possibilité d'obtenir un prêt de 24 milliards de dollars !

Wolfowitz et Grossman nous délivrent le même message : "Si la Turquie désire renouer avec les Etats-Unis, elle doit cesser de louvoyer et adapter sa politique aux attentes de Washington. Ne cherchez pas autre chose. Faites-nous confiance et marchez avec nous. Vous avez tout à y gagner. Sinon, vous allez perdre."

Notre pays, avec son président, ses politiciens ou ses écrivains, continue à vivre sur un nuage. En face de nous, il y a les Etats-Unis, désormais devenus une hyperpuissance. Mais, inconscients, nous marchons comme des ignares sur les pieds de cette hyperpuissance. C'est à peine croyable ! En plus, nous faisons cela à un moment où cette même hyperpuissance s'apprêtait à venir au secours de la Turquie pour l'aider à décoller. Nos amis américains ont dit ce qu'ils avaient sur le cœur, et c'est tant mieux. La balle est maintenant dans le camp d'Ankara : du président de la République au président du Parlement, du Premier ministre à celui des Affaires étrangères, nous devons tous nous expliquer et faire notre autocritique ! **Mehmet Ali Birand**

Students Turn the Page on a Difficult History

By SABRINA TAVERNISE

KIRKUK, Iraq — Not long after the war, Syamend Walid, a sixth grader with a sense of humor, played a risky prank. With a green pencil, he scratched over Saddam Hussein's face in his English book. Then, in a final touch, he gave it horns.

When his teacher noticed the small act of defiance, "he just told me to rip out the first page," Syamend said, smiling shyly. The first page of most textbooks here carries a picture of a smiling Saddam Hussein.

As change settles over Iraqi society, teachers are discarding portions of history books, abandoning "patriotic education" classes, and in some cases taking down flags.

So far, it has been more a burst of inspiration than an organized, formal shift. Teachers say they are glad to be rid of lessons that extol the virtues of Mr. Hussein. Syamend had to memorize Mr. Hussein's 40 great sayings.

"Put your enemy before your eyes," one of Mr. Hussein's sayings goes. "Stand in front of him, don't let him be behind your back."

Kamal Mustafa, a religion teacher at Syamend's school in the Askari neighborhood on the outskirts of Kirkuk, said "When someone has the flu he needs three days to rest, but we've

had the flu for 35 years. It will take a long time to get over it."

Syamend used to begin his day by standing to salute his teacher and saying, "Long live President Saddam Hussein." The teachers here have reworked this routine. Now the children say, "Long live Iraq." Other schools have done away with the tradition altogether.

Kurdish officials here in the north from the Ministry of Education and of-

ficials from the American administration have begun planning for a change in curriculums. American officials have already chosen contractors to begin reforming Iraq's school system.

Local officials in Erbil said they were working with Americans on four new books about law, government and social studies to be used in elementary schools starting next year.

New-found ethnic expression is finding its way into discussions of educa-

neighborhood, teachers bristled at the suggestion that Kurdish would replace Arabic as the main language for instruction.

Some teachers expressed concern that too much was being erased. As in Russia after the collapse of Communism, the urge has been to fling the past as far away as possible.

So far there has been little discussion on what should replace the discarded chapters in history books.



Sabrina Tavernise for The New York Times

Nebis Rahman, 6, sat in a classroom in Kirkuk. Iraqi teachers, like those behind Nebis, are changing the curriculum required under Saddam Hussein.

Officials in the north are drawing up a standardized curriculum for all the northern cities, even for Mosul and Kirkuk, which had not recently been under Kurdish control.

There are high hopes for the future.

Teachers here say that the approximately \$12 a month they used to receive as a salary can only get bigger.

Oil riches, they said, could save schools and teachers from the degradation that began during Mr. Hussein's rule.

"Iraq is a very rich country," said Yusef Abdula, the assistant principal at Syamend's school. "Those riches, they should be for our children."

tion. Here in Iraq's north, most of the cities have been relatively autonomous from Mr. Hussein's rule since in 1991. Kirkuk, however, remained outside the Kurdish enclave mainly because Baghdad was determined to keep control of its rich oil resources.

Now Kurds here say they want Kurdish language instruction. "It's my language," said Syamend, a Kurd, explaining why he wanted to change.

In Qadesiya, a predominantly Arab

Les Nations unies approuvent l'administration américaine de l'Irak

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

La diplomatie américaine a remporté, jeudi 22 mai, la victoire qu'elle recherchait à l'ONU. Deux mois après être entrés en guerre sans l'aval des Nations unies, les Etats-Unis et leur allié britannique ont réussi à amener en douceur le Conseil de sécurité à leur confier la reconstruction de l'Irak, l'exploitation de ses ressources pétrolières et l'organisation, en coopération avec l'ONU, d'un processus politique devant amener à des élections et à la formation d'un gouvernement à Bagdad.

Isolée sur la scène internationale en mars, lorsqu'elle ne pouvait réunir que quatre voix sur quinze pour son projet de désarmer l'Irak par la force, l'administration Bush a cette fois obtenu, en moins de deux semaines, un soutien quasi unanime pour un texte qui, s'il évite la « *défaite morale du Conseil* », selon l'expression d'un diplomate, n'en crée pas moins un précédent. Cette résolution entérine la prise de contrôle d'un pays par la « *puissance occupante* », dite désormais « *autorité* », au lieu de le placer sous l'administration, voire la tutelle de l'ONU.

Après le ralliement de la France, de l'Allemagne et de la Russie, seul le vote de la Syrie restait incertain jeudi matin. L'ambassadeur ayant quitté New York pour des consulta-

tions à Damas, il n'était pas certain que son adjoint prendrait part au vote.

Après la bataille de huit semaines à l'automne pour la résolution 1441 sur la reprise des inspections, et l'empoignade du début de l'année sur le projet de recours à la force, la négociation a été exemplaire. L'enjeu étant moindre et l'issue – la « *régularisation* » – presque acquise, personne n'a plus cherché à faire du Conseil de sécurité un forum de l'opinion mondiale. L'ONU est redevenue le lieu où les ambassadeurs cherchent des compromis loin des positions figées. « *Les hommes politiques ne s'en sont pas mêlés ; les médias non plus. Cela a été un travail professionnel sur un texte complexe qui traduit des réalités très complexes* », affirme un représentant d'un pays non permanent.

VICTOIRE SANS APPEL

D'entrée, le Conseil a signalé que le retour au consensus était prioritaire et qu'il n'avait plus aucune intention de s'opposer aux Américains, d'autant que la victoire militaire en Irak était sans appel. Par la suite, les opposants à la guerre se sont abstenus de remarques désagréables sur l'absence d'armes de destruction massive, malgré un nombre d'inspecteurs dont n'aurait même pas osé rêver M. Blix. Personne n'a fait d'allusions non plus

au « *bourbier* » dans lequel se trouve la coalition en Irak, selon le résumé de la situation fait par le milliardaire américano-hongrois George Soros mercredi à l'ONU.

Fait sans précédent depuis des mois, la presse américaine, campagne électorale aidant, est tout à coup apparue plus critique de l'administration Bush et de son grand dessein au Moyen-Orient que la France, l'Allemagne et la Russie réunies. « *On a été tellement loin qu'on n'ose plus s'opposer* », confie un observateur du Conseil de sécurité.

Du côté américain, l'humeur a été à la mansuétude. « *Les Américains n'ont pas du tout manifesté l'arrogance qui leur avait tellement nui dans la phase précédente* », dit un diplomate africain. Alors qu'ils n'avaient besoin de revenir à l'ONU que pour obtenir une levée du système de sanctions en vigueur contre l'Irak depuis douze ans, Londres et Washington ont fait le pari qu'ils réussiraient à faire avaliser, par le Conseil, un texte de portée beaucoup plus vaste pour autant qu'ils « *neutralisent* » les petits pays et qu'ils arrivent ensuite à diviser Paris, Berlin et Moscou, ce à quoi Colin Powell s'est employé, sans grand succès, dans sa tournée européenne. « *C'est l'un des acquis de la négociation irakienne, constate soulagé un diplomate européen. L'axe Paris-Berlin-Moscou a tenu*

bon. »

Comme au début de l'automne au moment de la 1441, les « *faucons* » ont parlé les premiers. La première mouture de la résolution déposée le 9 mai a été la version « *exorbitante* ». Le Conseil était prié « *d'endosser* » le projet, autrement dit de s'en sentir responsable, et l'ONU était priée de nommer un simple coordonnateur. Tout en se disant constructifs, ouverts et positifs, en réunion, certains diplomates tenaient des propos de dissidents dans les couloirs : « *A titre personnel, je suis totalement contre ce texte* », disait un Latino-Américain.

Ayant vu que les auteurs ne demandaient pas un vote immédiat sur le texte – ils auraient probablement eu très vite le seuil requis de neuf voix –, une demi-douzaine de

pays ont présenté des objections. « *Ils ont pris soin de ne pas aller trop loin dans leurs critiques, relève un diplomate de la coalition, et de ne pas remettre en cause la philosophie de la résolution.* » Entre-temps, la situation sur le terrain est devenue plus problématique que prévu, et Paul Bremer, un civil, a pris les commandes à Bagdad. Les plans pour une « *autorité intérimaire* » irakienne

ne ont été revus, en faveur d'une solution plus conforme au droit international « *d'administration intérimaire* », et le coordonnateur de l'ONU devenu « *représentant spécial* » a acquis le droit de « *travailler intensément* » pour « *faciliter* » la mise en place d'un processus visant à l'organisation d'élections.

« *Au bout du compte, les Américains finiront par reconnaître le rôle indispensable de l'ONU*, dit un analyste. *Déjà on voit bien avec cette résolution qu'ils mettent en place un plan de rechange au cas où ça irait plus mal que maintenant.* »

Corinè Lesnes

Les principaux points de la résolution

► **MANDAT** : les dispositions de la résolution, rédigée sous le chapitre VII de la Charte de l'ONU (mesures contraignantes), sont valables jusqu'à la mise en place d'un gouvernement représentatif reconnu par la communauté internationale. Les Français, Russes et Allemands avaient demandé une limite de temps plus précise. Ils n'ont obtenu que l'ajout du dernier paragraphe prévoyant que « *l'application* » de la résolution sera « *examinée dans les douze mois* ».

► **Représentant de l'ONU** : le texte demande la nomination d'un représentant spécial du secrétaire général. Il sera « *indépendant* » et « *aura la responsabilité de faire régulièrement rapport au Conseil* » sur ses activités. Il coordonne l'aide humanitaire et l'aide à la reconstruction apportée par les organismes de l'ONU. Il œuvre « *avec l'Autorité, le peuple irakien et les autres entités concernées au rétablissement des institutions nationales et locales ou à la création de telles institutions, permettant la mise en place d'un gouvernement représentatif, notamment en travaillant ensemble à l'instauration d'un processus débouchant sur la mise en place d'un gouvernement irakien représentatif, reconnu par la communauté internationale* ».

► **Ressources pétrolières** : le texte met fin à la gestion par l'ONU de l'argent du pétrole irakien. Le compte séquestre actuel à la BNP est remplacé par un

« *Fonds de développement pour l'Irak* », à la banque centrale irakienne. Les ressources seront dépensées sur décision de l'Autorité, qui est définie comme le commandement unifié des forces de la coalition, après consultation de l'administration irakienne intérimaire. Le Fonds aura un Conseil international consultatif et de contrôle, qui sera chargé de désigner des auditeurs et qui comptera des représentants de l'ONU, du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque arabe de développement.

► **Immunité** : le texte prévoit que toutes les ressources pétrolières sont exemptes de poursuites en justice, jusqu'à ce qu'un gouvernement irakien soit en place. Les Etats membres de l'ONU sont priés de mettre leur législation nationale en accord avec cette disposition.

► « **Pétrole contre nourriture** » : le programme disparaît en six mois.

► **Désarmement** : le texte indique que devra être « *revisité* » le mandat de la commission d'inspection de l'ONU (Unmovic), mais rien n'est précisé quant à la certification finale du désarmement de l'Irak qui devait préliminer à toute levée des sanctions. Celles-ci sont levées, à l'exception de l'embargo sur les armes.

► **Dettes extérieures** : elle doit être rediscutée dans le cadre du Club de Paris.

Le Monde

VENDREDI 23 MAI 2003

Le chemin de Damas et la route de Téhéran

par Gilles Kepel

La victoire militaire américaine en Irak n'est pas une fin en soi - la punition annoncée d'un dictateur dissimulant des armes de destruction massive, toujours introuvables à ce jour. C'est le début d'un long processus, par lequel Washington entend remodeler le Moyen-Orient, la première des régions du monde à être mise aux normes de l'univers unipolaire postérieur à l'effondrement soviétique, pour y instaurer en principe la démocratie libérale.

Mais ce processus est conflictuel : face à une hégémonie américaine, que peu jugent pure et désintéressée, se profilent des résistances qui, pour ne pas prendre la forme de l'affrontement d'hier entre les deux blocs, n'en ont pas moins des effets potentiels dévastateurs - comme l'ont montré le terrorisme et les justifications religieuses qu'il invoque. Pour conjurer les dangers d'une situation volatile, George W. Bush est contraint à pousser son avantage et à aller de l'avant, afin de créer l'irrévocable, par un basculement décisif des rapports de force régionaux.

Il a aujourd'hui deux options : précipiter la reprise de la paix israélo-palestinienne, et menacer Damas pour sécuriser l'Etat hébreu. Ou assurer l'ordre autour du Golfe, et contraindre Téhéran, en sécurisant les approvisionnements pétroliers par la neutralisation du facteur chiite. La poursuite de ce grand jeu auquel s'essaient les stratégies du Pentagone est conditionnée d'abord par l'évolution de la situation en Irak, et la capacité des Etats-Unis à mettre sur pied une structure de pouvoir irakienne efficiente et tirant sa légitimité de la démocratie accouchée par les armes.

Le passage de l'Irak sous contrôle américain signifie que l'état se resserre autour d'Arafat - la dernière figure historique qui habite l'imaginaire politique arabe contemporain ; ni Washington ni Tel-Aviv ne lui pardonnent le déclenchement de la seconde Intifada, en septembre 2000, avec sa séquelle d'attentats-suicides. La tentation est grande, chez des idéologues néoconservateurs américains intellectuellement proches du Likoud, de profiter de la démoralisation d'un monde arabe prenant conscience qu'il

« s'est raconté des mensonges à lui-même », selon l'universitaire tunisien Hichem Djaït, qu'il n'y a plus de rais charismatique incarnant un projet politique mobilisateur, pour forcer un règlement du conflit israélo-palestinien qui fasse la part belle à Ariel Sharon, au détriment des aspirations palestiniennes.

Cette option comporte une nouvelle épreuve de force - réduire Damas à quia. En effet, on considère, à Washington comme à Tel-Aviv, que le Hezbollah chiite liba-

te chiite gigantesque manqua mettre à bas l'édifice patiemment construit par Whitehall, et nécessita force massacres pour rétablir l'ordre colonial.

Tenue en lisière depuis lors, la majorité chiite revendique aujourd'hui le pouvoir, dans un Etat débarrassé de Saddam. Les seules opérations significatives de résistance militaire ont eu lieu dans le Sud chiite - exprimant la capacité offensive de la communauté, jusqu'à ce que ses dirigeants religieux, en lui

Il existe dans l'univers chiite une solide classe moyenne éduquée et ouverte au monde, qui peut servir d'alliée aux Etats-Unis. Mais cela suppose de lever l'hypothèque religieuse

nais, le Hamas et le Djihad islamique palestiniens, principaux obstacles à la reprise du processus de paix, perdraient leur capacité opérationnelle s'ils étaient « lâchés » par la Syrie (et l'Iran). Dès la prise de Bagdad, les principaux responsables des Etats-Unis ont menacé à cette fin le jeune président Bachar El-Assad et pris des sanctions économiques en fermant le pipeline irako-syrien. Et Washington se réserve de signifier à Damas que son « protectorat » sur le Liban peut être remis en cause à tout moment. Mais une épreuve de force contre la Syrie devrait distraire des troupes nécessaires au maintien de l'ordre en Irak : elle n'advient que si ce dernier pays est tenu pour suffisamment sécurisé, et si les équilibres politiques internes y assoient rapidement la prépondérance des Etats-Unis.

Si tel n'est pas le cas, la question israélo-palestinienne devra céder la première place, sur l'agenda de la Maison Blanche, au facteur chiite. Un précédent historique hante en effet la victoire militaire du Pentagone en Irak. En 1917, un corps expéditionnaire britannique conquérait Bagdad ; dans la foulée était formé l'Irak moderne, accouché au forçeps parmi les dernières contractions de l'Empire ottoman moribond. Trois ans plus tard, une révol-

ordonnant de rester à l'écart des combats, fassent la démonstration de leur influence. Celle-ci est portée au paroxysme, avec le rassemblement libre de plusieurs millions de personnes ces 22 et 23 avril. Les célébrations religieuses de deuil, marquées par des autoflagellations qui exprimaient l'affliction chiite lorsque la communauté était en situation de faiblesse, se sont, depuis Khomeiny, inversées en exhortation à reprendre le combat des opprimés - symbolisés par Hussein, « le prince des martyrs » - contre l'oppression, figuré par le mauvais calife. Les fidèles ont identifié ce dernier au chah d'Iran en son temps, et risquent de voir en lui George W. Bush demain - sauf si les Etats-Unis donnent des gages au monde chiite.

Depuis la révolution iranienne de 1979, menée aux cris de « mort à l'Amérique », Washington considèrerait le chiisme politique comme son pire ennemi dans la région. Les encouragements prodigués aux groupes conservateurs sunnites, perçus alors comme un contre-feu, sont aujourd'hui tenus, en rétrospective, comme le point de départ du terrorisme sunnite d'un Ben Laden et du 11 septembre.

Les Etats-Unis peuvent-ils renverser leurs alliances et faire désormais de la carte chiite l'atout de leur jeu

GILLES KEPEL est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris

régional pour contrer des Etats sunnites qui ont perdu leur confiance ? Majoritaires, outre en Irak, en Iran (plus de 60 millions d'habitants) comme à Bahrein, les chiites constituent un quart de la population koweïtienne et quelque 10 % de celle de l'Arabie saoudite, où ils peuplent la région pétrolière. Du côté arabe du Golfe, ils ont le sentiment d'être les laissés-pour-compte de la manne pétrolière.

Dans cette communauté méprisée et souvent persécutée par le pouvoir sunnite, la révérence pour les dignitaires religieux et leur savoir restait immense, car ces hommes du Livre incarnaient la permanence de l'identité face à l'adversité - selon un processus assez comparable au rôle des rabbins dans le judaïsme. Et, comme chez les juifs, la vénération pour les clercs a abouti à une extrême valorisation de la connaissance en général : à l'époque moderne, elle s'est étendue aux savoirs profanes.

Ainsi, il existe aujourd'hui, dans l'univers chiite, une solide classe moyenne éduquée et ouverte au monde qui peut servir d'alliée aux Etats-Unis face à des élites politiques sunnites discréditées. Mais cela suppose de lever l'hypothèque religieuse, de permettre l'émancipation de cette classe moyenne par rapport au clergé. La clé de ce verrou se trouve en Iran, un pays où la société - et notamment les classes moyennes - a d'ores et déjà engagé une évolution « post-islamiste », mais où le pouvoir demeure aux mains de la hiérarchie religieuse.

Celle-ci, entourée de voisins sous contrôle américain (outre l'Irak, le Pakistan, l'Afghanistan, les monarchies arabes du Golfe), a donné des signes d'apaisement aux Etats-Unis pendant la guerre d'Irak. Mais on imagine mal les républicains à Washington prendre langue avec un régime désormais en tête de liste sur « l'axe du Mal », après la chute de Saddam. Leur choix devrait être de précipiter la transition post-islamiste, créant ainsi, avec deux Etats chiites gros exportateurs de pétrole et pro-américains en Iran et en Irak, un contrepois à des pétromonarchies sunnites toujours soup-

connées d'avoir enfanté le monstre Ben Laden.

Qu'elle s'oriente vers des pressions sur la Syrie ou l'Iran, qu'elle commence par remettre sur le métier le processus de paix israélo-palestinien ou qu'elle tente de jouer la carte chiite, la politique

d'intervention américaine au Moyen-Orient est contrainte à une fuite en avant qui l'expose à des dangers croissants et qui risque de retarder en permanence, pour minimiser ceux-là, l'avènement de la démocratie promise.

Or la force seule ne peut suffire à construire l'ordre nouveau, qui ne saurait se bâtir sans consensus : une paix durable dans la région, la répartition équitable des revenus pétroliers supposent que les populations qui vivent entre le Golfe et la Médi-

terrannée aient le sentiment de devenir les acteurs de leur propre destin, et non de rester les spectateurs passifs de leur histoire multi-millénaire, déchue au rang d'un simple épisode dans le feuillet d'une globalisation dont l'intrigue se noue outre-Atlantique.

Bush policy shift leaves Iraqis uncertain about their role in transition

By Patrick E. Tyler

BAGHDAD: The sudden shift in postwar strategy in favor of continuing American and British authority has visibly deflated the Iraqi political scene, which early this month was bustling with grass-roots politicking and high expectations for an Iraqi provisional government.

Last week Kurdish leaders were leaving Baghdad to return to the north to consult about future action. They have asked the new American civilian administrator in Iraq, L. Paul Bremer, to come north to confront the popular disenchantment there.

It was Bremer who broke the news to Iraqi political groups May 16 that the Bush administration was reversing its plan to support the immediate formation of an interim government here that would have put Iraqis in charge of the country with coalition forces and Western technocrats in a supporting role.

In a "leadership council" meeting Saturday evening, the main Iraqi political groups agreed to submit a formal protest to American and British authorities over the delay in putting an Iraqi government in place.

Bremer has spoken about organizing a national conference in July to create an interim Iraqi administration that would be subservient to his authority. Still, no arrangements for the conference have been made, the Iraqi groups said.

They also decided at the meeting to send delegations to Washington and London to lobby for organizing elections in Iraq as soon as possible.

In the space of little more than a week, during which the United Nations passed a resolution granting broad powers to the United States and Britain to run Iraq, the country's political groups have come to realize that they have lost their chance to dominate the postwar transition.

One Iraqi figure who attended the meeting on Saturday, Hamid Bayati of the main Shiite Muslim group under the Ayatollah Mohammed Bakr Hakim, advocated pressuring the United States

and Britain by organizing mass demonstrations against indefinite occupation. But there appeared to be no appetite for a confrontation with the coalition powers that toppled Saddam Hussein and his government, Iraqis said.

Ahmad Chalabi, whose Iraqi National Congress, a coalition of political exiles, had been acting like a government in waiting until Bremer's bombshell, was shutting down the political campus he was running at the once-fashionable Hunting Club in the capital's Mansour district. He has sent his operatives to Washington to find out what happened to the promises made by Bush administration officials.

Chalabi's "Free Iraqi Forces," about 700 paramilitary members who briefly cooperated with the coalition in the late stages of the military campaign, were abruptly dissolved this past weekend by order of Bremer, who also signed a directive intended to disarm another militia, the Badr Brigade of the Iranian-backed Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq led by Hakim.

Only Kurdish forces, whose pesh merga guerrillas saw extensive military action in the north working with U.S. Army Special Forces, have been allowed to keep their heavy weapons, artillery and armored vehicles during the transition to a new national Iraqi army.

The Kurdish chieftans from northern Iraq, like Jalal Talabani and Massoud Barzani, Islamic clerics like the Hakim and his Iranian-backed Shiite Muslim forces, and well-heeled Iraqi exiles like Chalabi and Iyad Alawi have been left searching for a role as an appendage to the occupying powers. Some said they hoped that accepting whatever role they might be offered would not damage their chances to come to power later.

But no one seems to have a clear answer on what that role might be, even if they form the interim administration under Bremer's administration.

"At least now not all the failures will be put at our doorstep, because we are not in charge," said Hoshiyar Zebari, a senior adviser to Barzani.

At Saturday's leadership meeting, Talabani said, "I think we were very slow," according to a record of the meet-

ing.

"This slowness," he said, and the failure of Iraq's main opposition groups to broaden quickly their ranks to become more representative of the nation they hoped to lead, "gave the Americans the excuse," he said, to push them aside and declare an occupation authority with an American administrator, Bremer, in charge of the country.

Barely seven weeks since the war ended, the Bush administration has veered away from the Iraqi opposition it helped to unite against Saddam. Bush and his coalition allies have apparently come to believe that only by placing a firm American hand at the helm of the devastated country can Washington protect its victory while also marshaling international support for the huge reconstruction task ahead.

But Iraqi political figures here said they believed the United States and Britain would not be able to sustain a strategy of suppressing Iraqi demands for a more rapid transition to sovereign rule. "The idea that for a year or more, there will be no Iraqi state, no Iraqi sovereignty, is wrong," said Adnan Pachachi, a former Iraqi foreign minister.

The UN resolution has put the goal of Iraqi sovereignty out of immediate reach for what some Western officials say could be two years.

"Can we participate?" Chalabi asked the group that gathered Saturday evening. "And if we participate, will they engage us separately?" he asked, suggesting that the occupation authority might try to orchestrate the kind of government it wants in Baghdad.

If there was a consensus that emerged from the meeting, it was that the ability of the Iraqi opposition to stay united would be tested in the months ahead and the innate forces of Iraq's strong ethnic and religious camps position themselves to oppose Washington and contest for power whenever an electoral process and the drafting of a constitution get under way.

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

Tuesday, May 27, 2003

Téhéran dans le collimateur des Américains

L'ambassadeur iranien à l'ONU, Javad Zarif, a affirmé, avant-hier, que des membres d'al-Qaïda se trouveraient dans les prisons iraniennes. Cette déclaration intervient à la suite des accusations américaines reprochant à l'Iran d'héberger des terroristes impliqués dans les attentats de Riad, et à l'heure où les déclarations de Washington sont de plus en plus menaçantes.

Téhéran :
de notre correspondante
Delphine Minoui

L'Iran se trouve, plus que jamais, dans le collimateur des Américains. Aujourd'hui, Téhéran occupe un gros dossier sur les étagères de Washington : il est accusé de violer le traité de non-prolifération nucléaire, d'aider le Hezbollah libanais, de s'ingérer dans les affaires politiques de l'Irak et d'héberger des membres d'al-Qaïda.

Pour l'heure, les autorités iraniennes nient toutes ces accusations. Elles semblent pourtant prendre au sérieux la menace américaine. L'aveu de Javad Zarif, l'ambassadeur iranien à l'ONU, sur la présence de représentants du réseau d'Oussama Ben Laden dans les prisons iraniennes est survenu avant-hier, à la veille d'une réunion au Pentagone sur le sort que les Américains entendent réserver à l'Iran.

Dans un article publié dimanche, le *Washington Post* faisait même référence à un projet de soutien à un soulèvement populaire iranien. Le Département d'Etat pourrait accepter ce plan si l'Iran ne prenait pas des mesures contre al-Qaïda, selon le journal.

« L'Iran est inquiet », concède Davoud Hermidas Bavand, professeur de relations internationales à Téhéran. La présence des Américains à l'Est, en Afghanistan, et à l'Ouest, en Irak, fait craindre le pire à certains Iraniens. D'autant que l'encerclement se fait sur fond de crise politique entre réformateurs et conservateurs, qui peinent d'ailleurs à se mettre d'accord sur la position à prendre à l'égard de Washington.

Déjà victimes d'une crise de crédibilité sur le plan intérieur,

les conservateurs font plus que jamais des slogans anti-américains leur fond de commerce. Depuis la guerre en Irak, la presse conservatrice n'a cessé de faire référence au complot de Washington et à sa volonté de

contrôler le pétrole de la région. Ces journaux ont multiplié les articles accusant haut et fort « les sionistes protégés par les Etats-Unis » d'être à l'origine de la guerre en Irak, et ont appelé les Iraniens à résister au nom de l'Islam.

Organe de propagande du régime, la télévision d'Etat s'est gardée de diffuser immédiate-

ment les images de la statue abattue de Saddam Hussein, pour relativiser le succès de l'opération américaine. Ces derniers temps, les journaux conservateurs saisissent également toutes les occasions pour

dénoncer la culture « corrompue » de l'Amérique, « une civilisation d'argent, de violence et de sexe ».

d'après l'écrivain Shariyar Zarsheenas, dans son livre *La Moitié cachée des Etats-Unis*. Il s'agit d'un discours récurrent depuis la prise d'otage à l'ambassade américaine de Téhéran, et la rupture des relations diplomatiques entre l'Iran et les Etats-Unis, en 1979.

« Le problème, c'est que les conservateurs sont aujourd'hui

piégés par leurs propres slogans », remarque Davoud Hermidas Bavand. « Ils se réfugient dans leurs valeurs révolutionnaires et refusent de regarder vers l'avenir, et d'affronter la réalité », ajoute un sociologue, qui préfère garder l'anonymat. Il y a plusieurs mois, les membres d'un institut de sondage iranien se sont ainsi retrouvés derrière les barreaux pour avoir publié une enquête révélant que 75 % des Iraniens étaient favorables à une reprise du dialogue avec les Etats-Unis.

Pour les réformateurs, ce dialogue est pourtant l'unique chance de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le régime. Il y a deux semaines, 154 membres du Parlement ont appelé à la restauration des relations avec Washington, afin, selon eux, d'éviter le pire. Dimanche, un groupe de parlementaires s'est à nouveau mobilisé en adressant une lettre au

guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, dans laquelle ils réclament des changements radicaux. « L'Iran traverse peut-être la période la plus sensible de son histoire récente », dit la lettre, en évoquant la crise politique interne liée au projet américain de changer la carte géographique de la région.

Dans une lettre-brûlot publiée la semaine dernière par la presse réformatrice, une centaine d'intellectuels iraniens ont déjà évoqué le sujet en demandant des réformes radicales, sans lesquelles le régime islamique subira le même sort que Saddam Hussein et les talibans. L'allusion aux menaces américaines qui pèsent sur l'Iran depuis la guerre en Irak y est évidente. « Nous voulons un Iran libre et indépendant. Autant nous craignons le retour de la domination étrangère ou une attaque étrangère, autant nous détestons la dictature religieuse

et la suppression des libertés du peuple », écrivent les signataires. Et un politologue de remarquer : « Le cas de l'Iran est plus complexe que l'Irak et l'Afghanistan. Si les Iraniens sont favorables à un dialogue avec l'Amérique et à une libéralisation du système iranien, ils ne sont pas prêts à voir débarquer les militaires américains. »

Dans les rues de Téhéran, c'est la même impression qui ressort. Croisé au centre commercial Mirdamad, Kouroch, 21 ans, résume ainsi la situation : « C'est vrai qu'on rêve de plus de liberté en Iran, mais je ne pense pas qu'une attaque américaine puisse nous aider à nous en sortir. Personne n'est dupe. Les Américains cherchent avant tout à s'installer dans la région. » Il ajoute : « Il y a un vieux proverbe persan qui dit qu'aucun chat n'attrape une souris uniquement pour l'amour de Dieu. »

LE FIGARO

MERCREDI 28 MAI 2003

Il y a deux semaines,
154 membres du Parlement
ont appelé à la restauration
des relations avec Washington

Kurd elected to lead Iraqi city

Victory shifts ethnic balance in Kirkuk, a key oil center

By Sabrina Tavernise

KIRKUK, Iraq: Kurds celebrated a historic political victory Wednesday, electing one of their own to head the local interim government, a move that tipped the ethnic balance in this oil-rich northern city that for years was dominated by Arabs from the Ba'athist regime.

The vote for Abdurahman Mustafa, elected mayor by 20 votes to 10, comes just two days after Kurds swept city council elections, taking the largest single block of votes in a 30-seat council.

American forces here organized the elections, which officials say are the first step to establishing democracy in Iraq. It is the fifth such election in Iraq, after the northern city of Mosul and three cities in Iraq's south.

Separately, the American heading the civil administration in Iraq, L. Paul Bremer, paid a brief, low-profile visit to the northern cities of Erbil and Sulaimaniya. The operations officer at the Office of Reconstruction and Humanitarian Affairs, Major Steven Johnson, said the two-hour visit to Erbil was "decided at the last minute," to "link up with the regional coordinator."

Earlier, Bremer unexpectedly called off a visit, in a move that officials said was linked to American uncertainty on

the Kurdish issue.

Elections in Kirkuk are significant for two reasons.

First, the city is the center of Iraq's vast northern oil resources. Fields here produce about 40 percent of Iraq's crude. The oil is the property of Baghdad, but the local governor will wield influence over it.

Second, Kirkuk has been the center of ethnic disputes between Arabs and Kurds.

Fights in the city two weeks ago left 12 people dead. The ethnic makeup of the local administration will be key in determining how these disputes are settled.

Kurds in Kirkuk were in a celebratory mood. Outside the government building where the voting took place, Kurdish police officers and guards danced traditional steps to the beat of a large drum and the high, nasal hum of a folk horn. Passing cars honked.

"I cannot describe how I am glad," said Kemal Kerkuki, a council member and leader in Kirkuk of the Kurdistan Democratic Party. "After so many years of dictatorship, we've chosen our own leader."

Arab delegates were subdued. An Arab, Ismail Hadidi, defeated Turkmen Tahsin Kahia in a vote for deputy mayor. The Arab community was not as well equipped for political sparring as were

the Kurds, who have years of experience working with American administrations.

"We don't have a choice, we must be happy," said Akar Nezal Altawil, one of the six Arab council members. "Kirkuk is not controlled by Kurds but by Kirkuk residents."

Since the war, Kurds have made large strides in Kirkuk, a city they call their spiritual center that was the target of a brutal campaign of ethnic cleansing beginning in the 1960s.

The central police department, in the Ahmed Agha quarter, is staffed almost exclusively by Kurds. Other Kurdish cities sent doctors, police officers and even teachers.

"Now the head of the government is a Kurd, that's very good," said Abdulla Rasheed, the main police chief on duty Wednesday. "If an Arab had won, we would have gone back to the mountains," he added, referring to the traditional northern homeland of the Kurds.

The concern with the Kurdish victory was that Arabs, feeling slighted, would strike back, or be subject to harassment by Kurdish locals. But Arab neighborhoods were quiet.

Doctors at the main hospital, Saddam General, said they had not admitted any victims of ethnic violence for several days.

The New York Times



Ahmad Al-Rubaye/Agence France-Presse

A U.S. soldier taking a picture of a Kurdish man celebrating the election of Abdurahman Mustafa, a Kurdish lawyer, as mayor of Kirkuk, Iraq. Mustafa's historic victory gives Kurds new power in Kirkuk, an oil center that has been roiled by ethnic disputes.

Thursday, May 29, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune

SAULX-LES-CHARTREUX *Un artiste aux sources de ses origines*

« Peindre est une thérapie »

Pour Nüvidé Mahieu, la peinture est une porte de sortie. Un exutoire pour exprimer ses sentiments et ses craintes sur la question kurde, sujet tabou au sein de sa famille restée en Turquie. Outre ses nombreuses expositions, dont la dernière a eu lieu à l'Institut kurde de Paris, Nüvidé enseigne, depuis trois ans, le dessin et la peinture à Saulx-les-Chartreux.

A travers ses peintures, Nüvidé Mahieu exprime la souffrance et l'espoir. La souffrance du silence, la souffrance du non-dit sur ses origines kurdes. « Mon père ne voulait pas que j'apprenne le kurde, de peur qu'il m'arrive quelque chose. Il voulait me protéger », confie Nüvidé, qui a trouvé en la peinture le moyen de mettre à mal ce tabou. Et ce, dès son enfance. « Avec ma sœur, on réalisait des bandes dessinées sur lesquelles on racontait la vie de notre maman, qui supportait sur ses épaules tout le poids de cette souffrance ». Née en 1957 à Diyarbakir, à l'est de la Turquie, elle s'installe avec sa famille à Bagdad puis à Ankara, où elle suit les cours de création de fleurs arti-



Nüvidé Mahieu dans son atelier.

ficielles, dispensés par sa mère. « C'est elle qui m'a donné l'envie de peindre ». Etudiante à l'université de Hacettepe, elle décroche une licence en langue et littérature françaises et émigre en France en 1982. A Paris, elle suit des cours de dessin, croquis et peinture. Puis, les techniques de bases acquises, elle prend son envol et ne cesse de peindre. « La peinture, c'est ma thérapie, elle m'a permis d'accepter qui je suis. Pour moi, c'est une façon de dire que je suis Kurde ». En vingt ans, elle aura réalisé près d'une vingtaine de tableaux. Inspirés du modernisme et de l'impressionnisme, ses tableaux dépeignent les montagnes, les terres et les femmes de son pays, qu'elle regrette un peu. « Je suis nostalgique quand j'y pense. Mon pays, ma famille me manquent. Mais je ne retournerai pas là-bas pour y vivre. C'est ici, en France que j'ai pris confiance en moi, que j'ai pu m'exprimer, faire de la peinture et donner des cours. Là-bas, les femmes ne sont pas prises au sérieux. Jamais je n'aurais pu m'épanouir comme je l'ai fait ici ». Pendant neuf ans, elle a donné des cours de dessin et de peinture à Longjumeau et exposé dans de nombreux salons. Depuis trois ans, elle enseigne à Saulx-les-Chartreux, dans la Tour Adam où elle aime partager sa passion et son professionnalisme à ses élèves. Ce mois-ci, elle a exposé ses œuvres durant une quinzaine de jours à l'Institut kurde de Paris. Une consécration pour cette artiste dont les tableaux veulent être le miroir de ses questionnements et de ses espoirs.

Marie Bulteau

Les Etats-Unis veulent déstabiliser le régime des mollahs

LE FIGARO MARDI 27 MAI 2003

Les Etats-Unis ont cessé tout contact avec l'Iran et envisagent des actions, publiques et secrètes, pour déstabiliser le gouvernement de Téhéran, selon le *Washington Post*. La stratégie vis-à-vis de l'Iran sera discutée jeudi lors d'une réunion de hauts responsables du gouvernement américain, ajoute le journal dans son édition d'hier. Le Pentagone propose de fomenter un soulèvement populaire pour faire tomber le gouvernement iranien, et le département d'Etat pourrait accepter cette approche si l'Iran ne prend pas d'ici à mardi des mesures contre le réseau terroriste al-Qaïda, précise le quotidien. L'Iran a mis fin à ses relations avec les Etats-Unis en 1979 après la révolution islamique et a été décrit comme l'un des trois pays de l'« axe du Mal » avec la Corée du Nord et l'Irak par le président George W. Bush. Le programme nucléaire iranien inquiète aussi les analystes du gouvernement américain. Pourtant, Washington et Téhéran ont maintenu des contacts discrets avant et pendant la guerre d'Irak, dernièrement lors d'une réunion secrète à Genève le 3 mai, dont l'existence a été confirmée par des responsables

américains. Selon le « *Washington Post* », une nouvelle stratégie est en préparation. Washington a cependant annulé une nouvelle rencontre de ce type après les attentats du 12 mai en Arabie saoudite, selon le *Washington Post*, à la suite de renseignements montrant que des agents d'al-Qaïda réfugiés en Iran étaient impliqués dans la préparation de ces attentats qui ont fait 34 morts, y compris 9 membres de commandos suicides. L'Iran dément donner asile aux terroristes, mais un responsable gouvernemental américain cité par le journal affirme qu'une dizaine d'agents d'al-Qaïda se cachent dans le nord-est de l'Iran, une région isolée sur laquelle il admet que Téhéran n'a que peu de contrôle. Par ailleurs, après une démarche similaire de 116 opposants, 127 députés iraniens en ont appelé samedi directement au guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, pour qu'il mette fin à la résistance des conservateurs aux réformes, afin de préserver la République islamique. « *S'il faut boire un poison, il faut le faire avant que l'indépendance et l'intégrité territoriale ne soient menacées,*

une attitude aussi sage et courageuse serait récompensée par la nation comme l'a été celle de l'imam Khomeyni », écrivent les 127 parlementaires dans cette lettre ouverte, très véhémement contre les conservateurs et plutôt directe à l'adresse du guide dont les conservateurs se réclament. La lettre fait référence à la décision, « *aussi amère que de boire un verre de poison* », prise en 1988 par l'imam Khomeyni, prédécesseur de l'ayatollah Khamenei, d'accepter la résolution 598 de l'ONU proposant un cessez-le-feu avec l'Irak. Pour les signataires, il s'agit de sortir le pays de « *la période peut-être la plus délicate de l'histoire récente de l'Iran* ». « *Il reste peu de temps, la plupart des gens sont mécontents et déçus, la plupart des intellectuels se taisent ou émigrent, toutes les réserves financières quittent le pays, encerclé de toutes parts par les forces étrangères* », s'alarment-ils. Ils invoquent la menace américaine et les projets de Washington de « *modifier la carte géopolitique de la région* », mais dénoncent surtout avec virulence l'obstruction des conservateurs aux réformes, au moment où la tension politique va s'avivant. (AFP.)

Le génocide arménien sur la place publique turque

Oser affronter la réalité

Cherchant à se démarquer de la thèse officielle turque, une journaliste appelle ses concitoyens à assumer les exactions du passé.

RADIKAL
Istanbul

Plus de 26 000 articles, dit-on, auraient déjà été écrits sur les événements vécus en 1915-1916 par les Arméniens. Pourtant, la plupart d'entre nous ignorent encore ce qui s'est passé il y a maintenant quatre-vingt-huit ans. Ce que nous savons, en revanche, c'est que la majorité des Arméniens ont un problème avec la Turquie. En effet, chaque année, le 24 avril est commémoré par les Arméniens en tant que date anniversaire du "génocide arménien". Cette date correspond à la fermeture, en 1915, des comités arméniens et à l'arrestation de 2 345 de leurs responsables, accusés d'activités subversives contre l'Etat ottoman.

Au début du xx^e siècle, la population de l'Empire ottoman est estimée à 25,5 millions d'habitants. Quant au nombre d'Arméniens, plusieurs chiffres circulent : ils étaient 2,56 millions selon le patriarcat de l'Eglise arménienne, 1,55 million selon le "livre jaune" publié par les Français et 1,06 million selon les Britanniques. Quant au recensement officiel ottoman de l'année 1914, il dénombre 1,22 million d'Arméniens vivant dans l'Empire ottoman.

Or nous savons que ce chiffre est tombé à 300 000 dans les premières années de la République turque [fondée en 1923]. Quelles sont donc les raisons d'une baisse aussi dramatique de la démographie d'un des peuples constitutifs de l'Anatolie ? Selon la thèse arménienne, il s'agit des conséquences d'un "génocide" perpétré par l'Etat ottoman, entre 1915 et 1916, à l'encontre de la population arménienne, dont la plus grande partie des survivants a dû ensuite quitter le pays. Quant à la République turque, elle prend la défense du gouvernement jeune-turc de l'époque et avance que les Arméniens ont, dans le contexte de la Première Guerre mondiale,

"poignardé l'Empire dans le dos", en collaborant avec les Russes. C'est pour cette raison que les autorités ottomanes ont décidé de les "soumettre à la déportation" au cours de laquelle de nombreuses morts "non souhaitées" se sont produites en raison de la faim, du froid, des maladies et des attaques de brigands.

Cette déportation est annoncée par un télégramme envoyé le 2 mai 1915 par Enver Pacha, le ministre de la Guerre, au ministre de l'Intérieur Talat Pacha. Il y est fait allusion à un soulèvement des Arméniens de la région de Van, qui s'est produit le 20 avril, et à leur collaboration avec l'armée russe. Ce télégramme recommande de les disperser dans d'autres régions. L'absence des termes "déportation" et "arménien" dans la loi édictée le 27 mai 1915 à cet effet est l'argument central de la thèse officielle turque réfutant l'accusation de génocide. Néanmoins, à la lecture du premier article de cette loi, qui stipule que, "en cas d'opposition, d'agression armée et de résistance aux forces de l'ordre", celles-ci sont tenues de "répliquer violemment" et de "détruire" ces velléités de résistance, on mesure toute la détermination de l'administration ottomane. Résultat : de juin 1915 à février 1916, les Arméniens des provinces d'Erzurum, Van et Bitlis sont déportés vers le sud de Mossoul [ottomane à l'époque, aujourd'hui irakienne] et la région d'Urfa, tandis que ceux des provinces d'Adana, de Marsh et d'Alep [ottomane à l'époque, aujourd'hui syrienne] sont expédiés dans l'est de ce qui représente la Syrie actuelle.

Combien de personnes ont été obligées de quitter leurs foyers et combien d'entre elles sont mortes au cours de cette migration forcée ? Selon les statistiques ottomanes, 811 085 personnes ont été concernées par cette déportation. Un rapport du ministère de l'Intérieur ottoman daté du 7 décembre 1916 fait état de 702 900 personnes déportées et des frais que cela a occasionnés, sans aucune mention sur le nombre de morts. En 1918, l'historien anglais Arnold Toynbee évoque le chiffre de 600 000 morts. Bogos Nubar, qui participe à la conférence de paix de Paris, en 1920, en tant que président

▲ 1915. Arméniens déportés dans le désert de Mésopotamie.

■ Enseignement Dans une circulaire envoyée à la mi-mai à toutes les écoles du pays, le ministère de l'Education turc leur demande d'organiser, à partir de la rentrée 2003, des conférences sur le "prétendu génocide arménien", à l'issue desquelles les élèves devront composer sur le sujet. "On attend des élèves qu'ils résolvent en une page cette question dont les historiens débattent depuis des dizaines d'années et que l'Etat turc essaie en vain d'expliquer au monde entier", s'insurge le quotidien Radikal. Les élèves des écoles de la minorité arménienne devront se plier comme les autres à cet exercice.

DU 28 MAI AU 4 JUIN 2003

Courrier INTERNATIONAL



Centre de recherches sur la diaspora arménienne (CRDA)

du Comité national arménien, affirme que 700 000 Arméniens ont émigré vers l'étranger, que 280 000 d'entre eux vivent alors toujours en Turquie et que 1 million sont morts au cours de la déportation. Des sources arméniennes évoquent le nombre de 1,5 million de morts, tandis que certaines sources turques avancent en revanche le chiffre de 35 000 victimes.

L'autre sujet controversé porte sur la question de savoir s'il s'agit d'un génocide ou crime contre l'humanité. Pour qu'un acte soit considéré comme un génocide, il faut qu'il ait été "commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux". Il faut donc que les mesures prises contre ce groupe aient pour but de menacer son existence même. C'est dans ce contexte que les historiens arméniens tentent de prouver que les dirigeants ottomans avaient planifié l'élimination des Arméniens en tant que groupe ethnique. Selon ces historiens, le gouvernement des Jeunes-Turcs, n'osant pas organiser directement un massacre des Arméniens, a décidé de déporter ces derniers dans des conditions facilitant de toute façon leur élimination. En n'assurant au cours de cette déportation ni protection, ni aide en nourriture et médicaments, les responsables ottomans auraient donc fait en sorte d'accélérer les pertes en vies humaines. En outre, par le biais de brigands libérés de prison et regroupés dans une organisation spéciale, les responsables ottomans auraient directement organisé les massacres d'Arméniens. En ce qui concerne la déportation, il semble donc bien que les responsables jeunes-turcs aient adopté une attitude impitoyable.

Toutefois, selon la thèse officielle turque, la meilleure preuve que l'on ne peut qualifier ces événements de génocide réside dans le fait que seuls les Arméniens de rite apostolique arménien, soupçonnés de collaboration avec les Russes, étaient concernés par la déportation. En effet, les Arméniens catholiques et protestants, qui vivaient surtout à Istanbul, et dans l'ouest de l'Anatolie ceux qui servaient dans l'armée ottomane, ainsi que les fonctionnaires de la Banque ottomane et les Arméniens employés dans certains consulats étrangers, "dès lors qu'ils sont restés fidèles à l'Etat", n'ont pas été soumis à la déportation. En outre, les échanges de courrier entre le ministre

de l'Intérieur Talat Pacha et certains de ses gouverneurs sont présentés comme autant de preuves contredisant la thèse de l'intention génocidaire.

Néanmoins, est-il vraiment si facile d'affirmer que la déportation n'est pas un crime contre l'humanité ? Ne pouvait-on vraiment pas anticiper les conséquences tragiques de mesures ordonnant le départ de centaines de milliers de personnes et d'enfants obligés de marcher affamés et assoiffés en plein hiver ? La thèse officielle turque répond à ces questions en évoquant le contexte particulier de l'époque. Comme on le sait, l'Etat ottoman a accepté, dans le cadre du traité de Sévres, signé le 10 août 1920 [qui n'est jamais entré en vigueur], et conformément à la convention de La Haye [adoptée en 1907], la mise en place d'une cour pour juger les criminels de guerre. Ainsi, 1 397 individus accusés d'avoir commis des exactions contre les Arméniens au cours d'une période allant jusqu'à l'armistice de Mondros [qui mit fin, en 1918, aux combats de la Première Guerre mondiale] ont été soumis à différentes peines. Plus de la moitié d'entre eux ont même été exécutés. Il apparaît ainsi que l'Etat a essayé de renvoyer la faute sur certains individus, afin de ne pas être accusé d'implication dans cette affaire. Le traité de Lausanne, signé le 24 juillet 1923, stipule que tous les crimes de guerre commis entre le 1^{er} août 1914 et le 20 novembre 1922 feront l'objet d'une amnistie. A partir de 1923, il n'est donc plus question de crimes liés à la déportation.

Quelles qu'en soient les raisons, il apparaît en tout cas clairement que les Arméniens ont vécu alors des événements tragiques. Qu'il y ait eu 1 million ou 200 000 morts ne change rien à cette tragédie. En avançant des raisons politiques telles que la "trahison" des Arméniens, afin de réhabiliter les dirigeants ottomans de l'époque, la République turque ne risque-t-elle pas de se nier elle-même, dès lors qu'elle s'est précisément construite contre l'Empire ottoman ? Ce que nous devrions donc faire aujourd'hui, c'est nous confronter à notre propre histoire dans une approche positive à l'égard de tous les peuples qui estiment avoir été écrasés, déportés et massacrés. Une telle démarche de notre part pourrait ainsi déjà permettre à l'autre partie de commencer à panser les blessures du passé.

Ayşe Hüri

«Kirkouk sera la nouvelle capitale du Kurdistan irakien»

Kirkouk envoyé spécial

Du linge sèche sur les tribunes où picorent quelques poules. Des chèvres broutent l'herbe pelée de la pelouse. Quelque 300 familles kurdes se sont installées dans le grand stade de Kirkouk. «*Nous espérons que les Américains vont maintenant nous donner un logement*», explique Jelal Jomha, chassé avec les siens il y a sept ans par le régime vers Erbil, la capitale de la zone autonome kurde qui échappait depuis 1991 au contrôle de Bagdad. «*Là-bas, on vivait sous la tente comme des réfugiés, ici aussi, mais au moins on est chez nous*», renchérit son frère, assis sur un tapis élimé à l'entrée d'un des vestiaires où s'entassent les quinze membres de la famille.

Affrontements. Depuis un mois, des milliers de Kurdes reviennent à Kirkouk, campant dans les friches des banlieues ou les bâtiments en ruine. Ils occupent les appartements abandonnés par des sbires du Baas et n'hésitent pas à faire évacuer sous la menace des familles arabes installées par le défunt régime. «*Nous sommes venus sans l'avoir choisi il y a vingt-cinq ans. Refuser, c'était aller vers une mort certaine et mes enfants sont nés ici*», se justifie Ismaël Akram, ouvrier soudeur arabe, originaire du sud de l'Irak. De l'autre côté de la grande rue défoncée, le quartier Chorja est en majorité kurde. Cinq ou six fois, des miliciens sont venus perquisitionner leurs voisins à la recherche d'armes, mais surtout à des fins d'intimidation. Mis sous pression, certains ont accepté de vendre à des Kurdes «*pour une bouchée de pain*» et de quitter la ville.

Ces tensions larvées explosent parfois dans des affrontements armés qui firent, à la mi-mai, plus d'une dizaine de morts. Les blindés et les soldats de la 101^e division aéroportée

américaine se sont interposés. Le calme est finalement revenu. «*Nous avons toujours vécu ensemble*», assure un restaurateur chrétien. La phrase revient souvent, comme si chacun cherchait à s'en convaincre sans vraiment y croire.

Pactole pétrolier. Kirkouk représente l'un des dossiers les plus explosifs de l'après-guerre irakien. Grosse cité d'un million d'habitants dans le nord-est de l'Irak, elle produit près du tiers du brut du pays. Elle avait été exclue de la zone autonome instaurée par les Nations unies après la guerre du Golfe, mais les leaders kurdes comptent bien, cette fois, ne pas la laisser échapper. «*Géographiquement et historiquement, c'est une ville kurde et elle sera la nouvelle capitale du Kurdistan irakien*», affirme Kamal Kerkuki, leader local du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Barzani.

Le contrôle de ce pactole pétrolier donnerait aux Kurdes irakiens les moyens d'une très large autonomie, sinon d'une indépendance. Et cela inquiète, autant Bagdad que la Turquie voisine. Chacune des parties avance donc ses pions en jouant sur la mosaïque ethnique locale. Le centre-ville est surtout peuplé de Turkmènes, minorité turcophone, qui sont pour la plupart commerçants, artisans ou membres des professions libérales. «*Nous étions victimes comme les Kurdes de l'arabisation, maintenant nous craignons de faire comme les Arabes les frais de la kurdisation*», s'inquiète un médecin. Les banlieues étaient en majorité kurdes mais les Arabes sont, depuis vingt ans, de plus en plus nombreux.

En attendant un futur recensement puis des élections, les Américains ont installé une assemblée municipale provisoire où siègent, avec six délégués chacun, les Kurdes, les

Arabes, les Turkmènes, les Assyro-Chaldéens chrétiens, ainsi que des indépendants, en majorité kurdes, représentant la société civile. Ce conseil a élu mercredi le maire, Abdel Rahman Mustapha Zangara, 59 ans, un juriste kurde. «*C'est juste un premier pas vers l'instauration d'une démocratie*», reconnaît le général américain

Raymond Odierno, responsable du secteur.

Actes de propriété. La bataille pour les maisons et les terrains est encore plus implacable dans les campagnes avoisinantes où, depuis 1973, plusieurs dizaines de villages kurdes ont été anéantis. Dans sa large ceinture, Abdoullah Mohamed Aziz a glissé un bout de plastique transparent qui reproduit la carte du cadastre, du hameau de Karadara. Un trait rouge marque les terres de sa famille, bordant le grand pipeline qui porte le brut de Kirkouk vers la Syrie. «*On a aussi tous les papiers et même des actes de propriété de 1934*», explique le vieux combattant kurde, chassé de cette zone stratégique il y a trente ans. Les basses maisons de brique du hameau construit par les Arabes, à qui furent attribuées les terres, sont à l'abandon. «*Ils sont partis d'eux-mêmes dès que le régime est tombé*», assure Hasan, un de ses cousins. Tout a été pillé. «*Nous ne voulons pas habiter là et nous allons reconstruire nos maisons telles qu'elles étaient jadis*», explique le vieil homme qui campe avec sa famille au milieu de ses champs. Le blé a déjà levé. «*Les Arabes l'ont planté et nous leur donnerons, cette année, la moitié de la récolte mais ils doivent quitter la région. On ne peut pas vivre à côté de ceux qui ont massacré nos frères*», assène un des fils d'Abdoullah.

L'administration provisoire américaine tente de calmer les esprits. «*Tous ici, les Kurdes comme les Arabes et les Turkmènes, ont été des victimes du régime. Nous savons que beaucoup attendent déjà depuis*

longtemps la restitution de propriétés confisquées, mais les décisions seront rendues par la justice dans le cadre d'une nouvelle législation au niveau national», affirme le général Odierno. Cet appel à la patience n'est guère entendu. «*Les tribunaux seront beaucoup trop lents à trancher et les incidents continueront. Après la Seconde Guerre mondiale, les Allemands de Pologne et de Tchécoslovaquie ont été expulsés et cela a réglé le problème une bonne fois pour toutes*», rétorque le Kurde Kamal Kerkuki, du PDK. Bons élèves, les leaders politiques locaux ont tous les mêmes mots à la bouche: «*démocratie*», «*représentativité*», «*fédéralisme*». Mais en modifiant la carte ethnique, chacun cherche à gagner des positions dans la perspective des futures élections, sinon d'un éventuel référendum qui décidera du destin de la ville.

Méfiances. Qui votera? Tous les habitants actuels? Ceux qui étaient résidents avant la chute du régime? Les Turkmènes ont peur d'être submergés. Les Arabes soupçonnent Washington de favoriser les Kurdes. Ces derniers se méfient d'une possible alliance entre les Arabes et une partie des Turkmènes pour empêcher que Kirkouk soit intégrée à la région kurde. «*Les Arabes ici ne sont pour la plupart que des immigrés et, comme en France, ils ne doivent pas avoir le droit de vote*», martèle un officier kurde qui connaît l'Europe. Les habitants, eux, sont au moins d'accord sur un point: la nécessité de maintenir à tout prix la présence américaine, «*sinon ce sera le chaos*» ●

MARC SEMO

Depuis un mois, des milliers de Kurdes reviennent à Kirkouk. Certains n'hésitent pas à faire évacuer sous la menace des familles arabes installées par le défunt régime.

Libérez Leyla Zana !

Femmes solidaires et Clara-Magazine mènent campagne depuis de nombreuses années pour la libération de Leyla Zana, députée kurde emprisonnée en Turquie. Sauvée de la peine capitale en 1994, elle a été condamnée à 15 ans de prison. Une décision de la Cour européenne des droits de l'homme vient de donner lieu à la révision de son procès et de trois autres ex-députés kurdes.

Plus de 200 policiers, dont des unités anti-émeutes, avaient été mobilisés à Ankara le 28 mars dernier, pour la première audience du nouveau procès de Leyla Zana et de trois autres députés kurdes. La Cour européenne des droits de l'Homme avait jugé leur procès inéquitable et le Conseil de l'Europe a demandé à Ankara de réviser leur procès. C'est une première depuis l'adoption de nouvelles mesures par le Parlement turc, qui autorise de nouveaux procès pour les personnes dont les sentences ont été condamnées par la Cour de Strasbourg. La Commission européenne a indiqué

suivre de «très près» ce procès. Une délégation officielle du Parlement européen devait se rendre à l'audience. Mais dans le contexte très préoccupant de la guerre en Irak elle a été annulée et c'est à titre personnel que deux députés européens se sont néanmoins rendus sur place. A cette occasion, Feleknas Uca, députée allemande au Parlement européen, a pu remettre à Leyla Zana un message de solidarité au nom de Femmes solidaires. Condamnée en 1994 à 15 ans de prison et emprisonnée depuis 9 ans, Leyla Zana, aujourd'hui âgée de 42 ans, s'est défendue d'avoir incité les Kurdes de Turquie à la rébellion ouverte. «*Nous n'avons jamais prôné la violence, mais nous avons été la cible de la violence*», a-t-elle déclaré. «*Nous n'avons qu'un seul objectif au Parlement, c'était d'arrêter l'effusion de sang entre frères*». Les quatre députés, avaient provoqué un tollé en 1991,



en tentant de prêter serment en langue kurde au Parlement, et leur immunité parlementaire avait été levée. La Turquie est candidate depuis 1999 à l'Union Européenne. Celle-ci devra se prononcer fin 2004 sur l'ouverture de négociations d'adhésion avec Ankara, en fonction des progrès réalisés dans les réformes par les autorités turques. Le parlement turc a autorisé l'été dernier la diffusion d'émissions radio-télévisées et l'enseignement en langue kurde dans des écoles privées, mais ces mesures ne sont pas encore appliquées. Lors du procès, Leyla Zana a appelé l'Union européenne à encourager les réformes en ouvrant immédiatement des négociations d'adhésion avec la Turquie. «*Cela accélérerait le processus de démocratisation de la Turquie*».

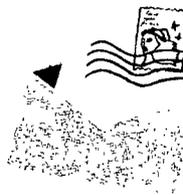
Sophie Mercier (avec AFP)

POUR LA LIBÉRATION DE LEYLA ZANA

Femmes solidaires a sollicité l'intervention du Président du Parlement européen, Monsieur Pat Cox, auprès des autorités turques pour que Leyla Zana et les députés kurdes condamnés injustement à 15 ans de prison pour délit d'opinion soient maintenant libérés. Leur libération serait une mesure concrète exprimant la volonté politique des autorités turques d'assurer un avenir commun et pacifique aux peuples turc et kurde. L'association continue à faire pression auprès de l'ambassade de Turquie en France. Elle est également intervenue auprès du ministre des affaires étrangères, de la Ministre déléguée aux affaires européennes ainsi qu'aux principaux groupes politiques au parlement européen pour l'envoi d'une délégation officielle du Parlement européen à la prochaine audience du procès des députés kurdes emprisonnés.

ECRIRE À LEYLA

Nous avons régulièrement au téléphone Ronay et Rücken, les enfants de Leyla. Rücken, sa fille, qui est rentrée à Ankara, a droit à une heure de visite tous les mardis. Leyla va bien physiquement. C'est de l'isolement dont elle souffre beaucoup comme les autres prisonniers. Il est probable que le filtrage des gardiens de la prison ne permette pas à Leyla de recevoir tous vos courriers. Mais ceux qui lui parviendront seront très importants pour son moral. Toutes les lettres et les cartes qui sont envoyées contribuent à la pression auprès des autorités turques.



Leyla Zana
Ulucanlar - Merkez -Kapali
Cezaevi
Ulucanlar - Ankara
TURQUIE

Le mémorial au Génocide à Paris Komitas en capitale

Après un quart de siècle d'attente, Paris devient la première capitale au monde à abriter un mémorial au génocide. Retour sur cette journée exceptionnelle.

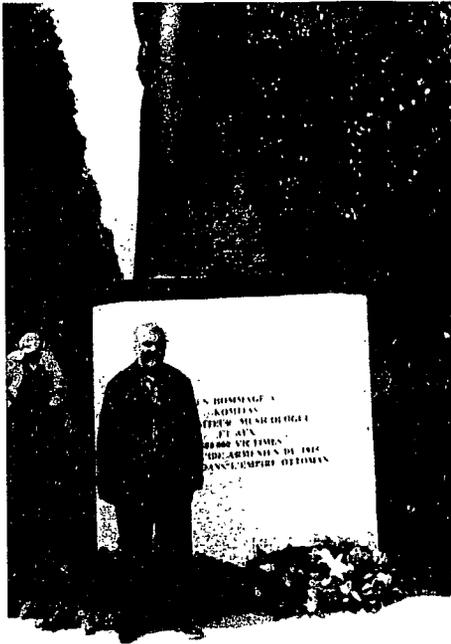


Le sculpteur David Erevandzi "père" du Komitas de bronze haut de 6m. Prémonitoire, Paradjanov lui dit en 1971 : "David ta vie sera en France".

Dès 9 heures du matin, ils étaient là, public et journalistes, pour s'assurer une place digne de l'événement. Il n'y guère que les services de sécurité de la Préfecture pour s'être laissés surprendre par le nombre. Des retardataires se sont perdus dans ce quartier à deux pas de l'église Saint Jean Baptiste de la rue Jean Goujon. Ils comprennent qu'ils ne verront rien, ou si peu de l'inauguration, séparés par un carrefour dont la circulation n'a pas été stoppée. Certains d'entre eux se résignent à écouter. D'autre trépignent, échauffés par le manque de place. L'attention cependant est inhabituelle. Le président du CCAF, Ara Krikorian, figure emblématique de la Cause arménienne, a laissé les ca-

Bertrand Delanoë, maire de Paris : "Aujourd'hui, nous nous inclinons devant la mémoire des victimes de 1915 et celle des Arméniens morts pour la France au cours des nombreuses tragédies du XX^{ème} siècle".

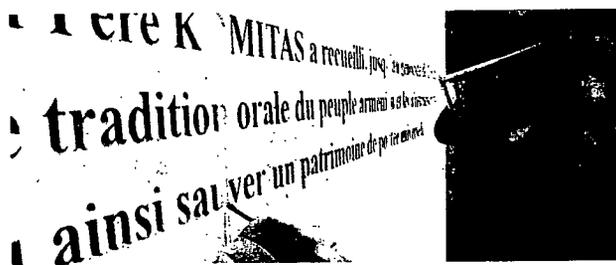
nons de la revendication politique pour aborder la dimension universelle et spirituelle de l'événement. En sauvegardant le patrimoine musical arménien, explique M. Krikorian en substance, Komitas devenait l'un des personnages les plus dangereux pour le gouvernement Jeune-Turc. Bertrand Delanoë, maire de Paris et François Lebel, maire du VIII^{ème}, qui avait ouvert la cérémonie quelques instants plus tôt sur le thème de la tolérance et de la fraternité entre les peuples, reçoit une réponse sans appel de l'ambassadeur d'Arménie. "La voie de la réconciliation n'est pas celle de l'oubli mais celle de la mémoire assumée". Pour Edward Nalbandian, le travail de mémoire ne doit pas être effectué uniquement "par les descendants de ceux qui ont souffert dans leur chair et



Défenseur des Droits de l'Homme et éditeur en Turquie Ragıp Zarakolu est venu spécialement pour l'inauguration



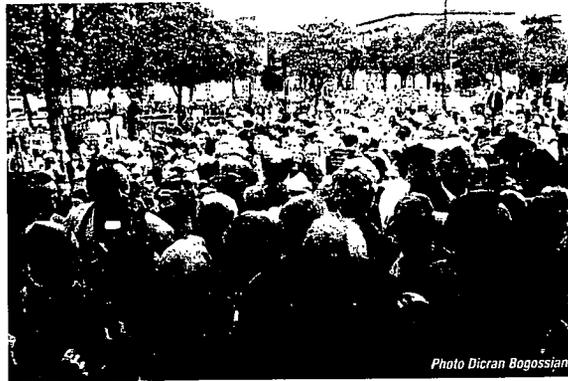
l'archevêque Kude Nacachian ; le ministre Patrick Dévédjian ; le maire de Paris Bertrand Delanoë ; l'ambassadeur d'Arménie Edward Nalbandian ; Charles Aznavour ; le maire du 8^{ème}, François Lebel et le président du CCAF, Ara Krikorian



"En hommage à Komitas, compositeur, musicologue et aux 1 500 000 victimes du génocide arménien de 1915, perpétré dans l'Empire ottoman".



L'actrice Ariane Ascaride et le cinéaste Robert Guédiguian



11h30 à quelques encablures des Champs-Élysées, du pont de l'Alma et de l'église apostolique arménienne Saint Jean-Baptiste, près de 1 500 personnes attendent le dévoilement du mémorial

Reportage photo
Jean Manoug
Yérémiian



Alan Kendal, président de l'Institut kurde de Paris : "Le sentiment d'injustice du peuple arménien ne pourra s'apaiser que le jour où il y aura des monuments et des musées à la mémoire du génocide arménien à Van, Ani, Kharpert, Malatia mais aussi à Istanbul".



Alain Finkelkraut, philosophe : "Nous devons dire à la Turquie : si vous souhaitez entrer dans cette Europe, vous devez respecter ce fait majeur, le génocide arménien. Le moins que nous devons, nous et vous, aux Arméniens, c'est la possibilité de cultiver leur mémoire sans avoir encore à combattre pour elle".

dans leur âme, mais aussi, un jour, par les descendants de ceux qui ont infligé ces souffrances". Un thème repris par les intervenants du soir – par Gérard Chaliand, mais surtout Alain Finkelkraut et Kendal Nezan.

Enfin, le Maire de Paris dévoile le Vartabed de bronze. Le voile blanc tombe. Komitas découvre la foule à ses pieds autant qu'elle le découvre. C'est une figure intime et amie.

Les photographes se précipitent sur les VIP, oubliant dans un coin le sculpteur David Erevandzi, véritable artiste du jour. Solaire comme Picasso le "père" de Komitas n'ose aller saluer les stars du show-biz.

L'autre héros du jour se fait encore plus discret. L'éditeur turc Zarakolu dont les publications sur l'histoire de son pays et de l'Arménie lui ont valu l'exil, pose humblement devant le mémorial au génocide, écrasé par les six mètres imposants du Révérend Père. Une présence hautement symbolique porteuse d'espoir.

V.S.

A Kurdish Conundrum



Kurdish artist Rostam Aghala

The Kurdish painter Rostam Aghala talked to *Chris Kutschera*



At one time Rostam was too poor to buy canvas and painting materials

Most Kurdish and Iraqi painters are haunted by the effect Saddam Hussein's dictatorial regime has had on the minds and personal freedoms of the country's people. However, these influences are not apparent in the work of Rostam Aghala, not immediately at least.

His colourful paintings explore relationships between people and are rife with romanticism. Their exuberant style is unique in Kurdistan but not perhaps for those familiar with the work of the 20th century Austrian artist Gustav Klimt. As with Klimt, closer examination of Aghala's spectacular canvases will often reveal another, darker, side to his work.

Born in 1969 in the small Kurdish town of Koy Sinjak, Aghala became a painter by chance. He recalls how at school he was regarded as a poor student by his art teacher.

On one occasion, in order to secure a good mark, he submitted work that had been painted by one of his brothers.

At 15 came his first big love, Nisrin. In order to impress her he copied a picture of a *caique*, or boat, and gave it to her as a token of his affection. It was the beginning of his career. "This girl is the reason I became a painter," he explains.

Aghala decided to apply to the Art school in neighbouring Suleimania. As part of the portfolio he was required to submit, he copied some portraits of women, originally the work of a famous Iranian woman artist. However, Aghala made some slight modifications — he painted his women without clothes. Despite his inventiveness he was not even offered an interview. The second time around, he dropped the naked women and was finally admitted in 1984.

Aghala laughs as he tells his story, but

clearly these years were difficult years for him. His father was a lowly municipality employee and he had a large family of 11 children to support on his meagre wages. Rostam had no money, and had to borrow cash from his friends — mostly girls — at school in order to continue with his work.

Eventually the time came when the girls refused to loan him money. Because he did not have enough to buy even the canvas, he decided to kill himself. He explains how he attempted to throw himself under a car, but the car stopped in time. It was not the last time Rostam would try to kill himself which, after meeting him, is difficult to believe: always smiling or laughing, Rostam looks like the happiest painter on earth. To graduate from his Art school, Rostam was asked to present a copy of a masterpiece. In an Iraqi magazine he saw a reproduction of a painting he instantly admired — *Love*.

Before 1993 he had not even known the name of the artist who painted it. Rostam painstakingly reproduced the image and presented his work. It was rejected on the pretext that the artist was "not a great master". The painter whose work Aghala had copied was Gustav Klimt, an Austrian (1862-1918) of the famous "Secessionist School", who painted the world in its "feminine appearance".

Between 1989-1990, Aghala discovered another discipline: he was called up for the army. He deserted after the Iraqi army was defeated in Kuwait. For three months he locked himself in a room, and worked on paintings inspired by the Surrealists. The three years that followed were difficult:

Rostam survived by selling books on the streets of Baghdad and working in factories... He was so poor he could not afford the materials to paint and so depressed that again he tried to take his own life.

In 1993 his life took a new — happy — turn. An American journalist he met by chance bought one of his paintings for \$400, a fortune for the impoverished Rostam. The same journalist also gave him a book about the work of Gustav Klimt and Rostam discovered the identity of the painter he had copied, some years before. He also learned that despite his information to the contrary, this painter was not an unknown artist, but a master painter worthy of his admiration and a credible source of inspiration.

Since becoming a teenager Rostam confesses to frequently falling in love with girls — some of whom he did not even speak to — but in 1995 he met Goulala and this, he decided, was the real thing.

However, Goulala's father, a businessman from Suleimania, did not want his daughter involved with "a colourist"; a simple villager from an unknown family. In despair Rostam made plans to leave his homeland for Europe, like so many young people in Iraqi Kurdistan. At this point Hero Talabani, the wife of Jelial Talabani, the powerful PUK leader intervened on Rostam's behalf. Goulala's father eventually gave in and agreed the couple could marry.

A new life began for Rostam, he was in love and happily married to a beautiful

woman, from an affluent family, who would become his favourite model. But Rostam still had a problem. Women are one of the main themes of his work but he cannot paint from memory, he needs a model, which raises many problems in the very traditional Kurdish society. He loves to paint Goulala, who was now fully avail-

able as a model and appears in many of his paintings but he needed other sources of inspiration in order to vary his work. Goulala has a sister whom Rostam also liked to paint. But he admits that Goulala is quite jealous and he has problems if he looks for models outside the family circle.

The Kurdish elite started buying his paintings: Jelial and Hero Talabani bought some of his large paintings to decorate their dining room in Qala Tchwalan. PUK minister Adnan Mufti bought canvases for his office and home. But Rostam's clients are mainly foreigners — the UN and NGO workers, and the press, and it is an irregular clientele. Rostam's problem is that the Kurdish people rich enough to buy his paintings have little esteem for his "folklorist" and "colourist" style: "I could just as well hang a kilim on my wall", says a

wealthy businessman. Such a comment reflects a simplistic view of Rostam's paintings and a failure to look beyond their immediate colourful appearance.

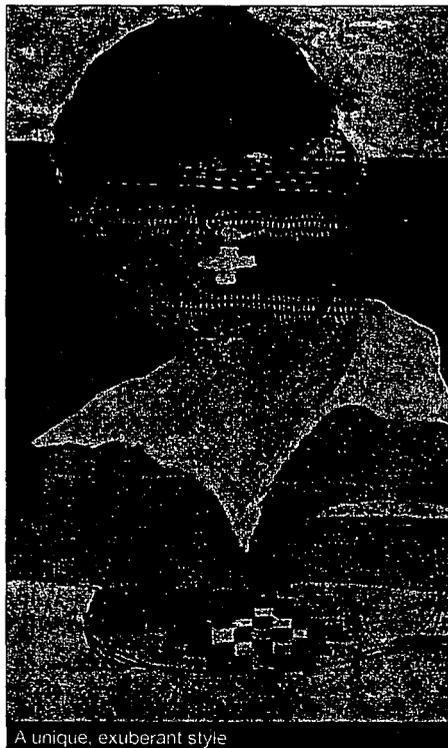
In one of his paintings, *Shvan* (the Shepherd), a young woman wears the traditional dress of the Kurdish shepherd. She is beautiful but obviously unhappy: two big drops on her mantle symbolise her tears and at the same time the womb. On her shoulder two strange birds are mating upside down. A butterfly hovers above her. What does it all mean?

"One day I went to the village of Tak Tak, near Koy Sinjak", says Rostam, "and I met a very pretty woman shepherd: she could not bear children, so her husband made her a shepherd. All the time, while watching her sheep, she was dreaming of sex and babies — the butterfly symbolizes her dreams, and the birds are upside down because they cannot make love". The story of this woman does not end here, explains Rostam: her estranged husband married a second wife, who was also unable to bear children. After undergoing tests at the hospital it was discovered that it was he who was sterile.

In another painting, *Anfal*, a bearded old man sits in a meadow full of red poppies, with a young woman, his granddaughter, behind him, and a steep mountain in the background. The old man has lived through *Anfal* (a terrible campaign against the Kurds in 1988 which claimed 180,000 victims) and is recounting his memories to his grand daughter. "The landscape is beautiful", says Rostam. "But because nature is beautiful does not mean you have a beautiful life. Our country was beautiful when *Anfal* happened and *Anfal* could happen again". Many details of Aghala's paintings reveal intriguing anomalies that are wide open to interpretation: the meadow is empty without any sign of grazing cattle; the old man's rifle is half hidden behind him. The pigeons on the tree don't look at each other. The mountain is bare, without any sign of shrub or tree. The sky is not blue but red. The peacock, which towers above the girl and her grandfather, has no feathers.

So who is the real Rostam? The happy, laughing painter with a palette of luxurious colours or the bitter unhappy Kurd who cannot forget his people's pain and the uncertainty of their destiny? "My life is like my painting", Rostam reponds, "I am making experiences. . . " ■

Many details of Aghala's paintings reveal intriguing anomalies that are wide open to interpretation



A unique, exuberant style

Trailers in Iraq linked to germ war

U.S. says units are 'strong evidence' of biological weapons

By William J. Broad

The Bush administration has made public its assessment of two mysterious trailers found in Iraq, calling them mobile units to produce deadly germs and the strongest evidence yet that Saddam Hussein had been hiding a program to prepare for biological warfare.

"We're highly confident" of that judgment, a U.S. intelligence official said. The official said the administration's strong conviction was based mainly on the similarity between the testimony of Iraqi sources and the evidence found on the ground.

The CIA posted the six-page assessment, "Iraqi Mobile Biological Warfare Agent Production Plants," on its Web site, www.cia.gov. The analysis was done in collaboration with the Defense Intelligence Agency.

The report and briefing, given Wednesday by four intelligence officials, revealed new details beyond what government officials had previously disclosed about the two mobile factories found by coalition forces in April and May.

For instance, the officials said they judged that each trailer could brew enough germs to produce, with further processing, one or two kilograms of mobile agent each month.

While a kilogram, or 2.2 pounds, is a seemingly small amount, such dangerous germs could cause major havoc if cast to the wind or into a subway. By comparison, the anthrax-tainted letters that killed five people and put 30,000 Americans on preventive antibiotics in 2001 each contained about a gram of dried anthrax spores. So the mobile fac-

tories, in theory at least, could make quantities of deadly agents up to thousands of times greater.

"If you're looking at kilograms, you're talking about thousands of people," said an official at the briefing.

The report called the discovery of the trailers "the strongest evidence to date that Iraq was hiding a biological warfare program." It also noted that Secretary of State Colin Powell, in his testimony before the United Nations on Feb. 5 to generate support for a war in Iraq, had detailed such charges.

Both the report and the briefing, a telephone conference call in which reporters asked questions, were careful and candid. Both had notable caveats, including the use of the words "probable" and "unlikely."

Both conceded that there were inconsistencies in the evidence and a lack of hard proof, like the presence of pathogens in trailer gear.

The officials acknowledged that they had discovered neither biological agents nor evidence that the equipment had ever been used to make germ weapons.

Moreover, they said the trailers' hardware presented no direct evidence of weapons use. The best evidence of that, they said, was the trailers' close resemblance to prewar descriptions of mobile germ plants given by Iraqi sources.

A technical assessment alone "would not lead you intuitively and logically to biological warfare," an official said.

Their gear was rusty, officials said, perhaps from sitting in the rain. And the mobile factories were poorly designed. For instance, one official noted, Iraqi biologists running the plants would have

had difficulty getting raw materials into the production gear and removing multiplied colonies of deadly germs.

"Relatively inefficient but ingenious," is how one analyst described the mobile factories. Their inefficiency, he added, was probably rooted in a decision to design the plants with enough technical ambiguity so they could be disclaimed as germ factories if discovered. Iraqi scientists have said the units were used to produce hydrogen for weather balloons. But the intelligence officials dismissed that explanation as a cover story even while conceding that the equipment could, in fact, have been used occasionally to make hydrogen.

While the trailers had many similarities to the prewar descriptions, the officials and the report said, the units also bore notable differences. For instance, the original plants were said to be mounted on flatbed trailers with reinforced floors. But the discovered plants were on heavy transporters intended for tanks, "obviating the need for reinforced floors," the paper said.

In addition, the discovered trailers have a cooling unit not included in the original plant design — probably, the report said, to solve overheating problems that a source had described.

"It's possible," one official added, that the two trailers, made in 2002 and 2003, were part of a new, more advanced generation of mobile gear "never used to manufacture agent."

The report also mentioned a mobile laboratory found by U.S. forces that intelligence officials said could have had both civilian and military uses.

The New York Times

Friday, May 30, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune

'The war has not ended,' U.S. general says in Iraq

The Associated Press

BAGHDAD: The commander of coalition ground forces in Iraq said Thursday that recent attacks on U.S. forces had been orchestrated by Ba'ath Party groups loyal to Saddam Hussein.

"The war has not ended," Lieutenant General David McKiernan said at a news conference. "Decisive combat operations against military formations have ended, but these contacts we're having right now are in a combat zone, and it is war."

He said that the attackers were members of Saddam's regime and that they "must be removed."

Recent days have seen a sharp escalation in attacks against American forces in Iraq.

On Thursday, a U.S. soldier was killed when his convoy came under fire from a rocket-propelled grenade on a supply route through Iraq, bringing to nine the number of American soldiers who have died in Iraq this week.

The Pentagon said the soldier was part of a convoy that was attacked north of Baghdad.

In response to the recent violence, McKiernan said he might soon send more troops into combat operations.

McKiernan said that the army's 3d Infantry Division, which had been planning to return to the United States in June, would remain in Iraq until commanders decided they were no longer

needed. With recent attacks against U.S. soldiers, he said there were no immediate plans to return the unit to its headquarters at Fort Stewart, Georgia.

"Now that the 1st Armored Division has assumed the responsibility for the Baghdad area, I'm working with the 5th Corps commander on different options," McKiernan said.

The 5th Corps is an umbrella operation that coordinates American forces in Iraq.

"If we need to apply some of the combat power of the 3d Infantry Division elsewhere in Iraq, we will certainly not hesitate to do that," McKiernan said.

He said one area where more troops might be sent was Fallujah, 70 kilometers (45 miles) west of Baghdad.

Two U.S. soldiers were killed and nine wounded there Sunday night during a firefight at a U.S. checkpoint in the town of 200,000 people, known for supporting Saddam and his Ba'ath Party.

Making up ■ By William Safire

Herald INTERNATIONAL Tribune

Friday, May 30, 2003

Give Turkey a chance to repair the damage

The Kennedy clan had a motto that fits the relationship now being worked out between Turkey and the United States: "Forgive but don't forget."

The mistake of the Turkish generals was to conclude that the United States would never attack Saddam Hussein without Turkey's willingness to provide the bases to open a northern front.

The mistake of the newly elected Islamic government in Ankara was to believe this notion and think that it could charge a whopping fee for transit of U.S. soldiers.

The mistake of Turkish public opinion was to indulge in deep-seated paranoia toward the Iraqi Kurds, suspecting that they would set up an independent state that would lead to the breakup of Turkey. That led to a warning that America's Iraqi Kurdish allies would be attacked as they returned home to Kirkuk, a threat that was Turkey's most serious blunder.

The United States made a mistake, too, in assuming that the Turks, long a stalwart ally against communism, would again act like an ally in helping it rid the area of a dangerous tyrant. America failed to grasp that the new government was run by political amateurs.

Result: The Turks are left standing there, hands in empty pockets, while the winning coalition is pacifying and rebuild-

ing their large, oil-rich neighbor to the south. Postwar anti-Islamic mutterings are being heard in the army, which averages one coup per decade; that would be another mistake.

The other day a delegation of Turkish business leaders and journalists dropped by The New York Times' Washington bureau en route to a date at the Pentagon.

They practiced their pitch on me: You used to be a great friend of Turkey's, and we run your column in our papers. So what if there were a few regrettable misunderstandings during a political transition — does this have to mean it's all over between us? You know we're too proud to apologize, but it's in the United States interest to work with the only secular Muslim democratic state that can be an example to the new Iraq.

Unspoken was their most persuasive argument: We have this big army, Patton tanks and F-5 fighters modernized by Israeli industry, sitting right next to unpoliced Iraq — with nothing to do. Turkey may be late, but could still be helpful.

I told these articulate Turks — all good guys — that Israeli friends had been nooding me to get off Turkey's back for months, but I believe that actions must have consequences, and we can't immediately go back to business as usual.

I know not what course the Bush administration may take, but here's my new take on Turkey:

First, opinion-leading Turks should assuage their public's unreasonable fears of Kurdish separatism. Stop inflammatory talk of intervention in northern Iraq. End internal suppression of the Kurdish culture

and language.

At the same time, the Americans should assure the Turks that the United States will maintain a military and intelligence presence in Iraqi Kurdistan and will work with the democratic Barzani-Talabani Kurds to jail any terrorists from the PKK, or Kurdistan Workers Party, in that autonomous region of federated Iraq. The United States should quickly set up courts to adjudicate claims of Kurds and the Turkoman minority against lands

stolen by Saddam in his ethnic cleansing.

Turkey should then offer a brigade of its army — about 4,000 soldiers — to be embedded in the Polish command in southern Iraq to help establish

and keep order. Arabs may not welcome this at first, but Turkish troops have proved to be effective peacekeepers in Bosnia and Afghanistan.

The coalition should graciously accept Ankara's offer, and a portion of Iraq's oil repayment that was foolishly promised to Russia for debts incurred by Saddam should be used to subsidize the brigade's cost.

Then America should let economic nature take its course. "A free-enterprise, democratic Iraq would be of enormous economic benefit to Turkey, and vice versa," says an administration stalwart.

Wilsonian hawks want to get across a message that is both diplomatically adept and politically realistic: Forgive but don't forget. Rewards flow first to nations that join U.S. coalitions and march beside Americans, but we Americans are not so vindictive as to punish anyone for having failed to cooperate if it means punishing ourselves.

En Irak, les forces de la coalition engagent le désarmement des milices dans un climat tendu

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Les forces de la coalition devaient engager officiellement, dimanche 1^{er} juin, l'étape cruciale — et risquée — du désarmement des divers groupes politiques rivaux en Irak. Le plan vise aussi à désarmer les individus et groupes criminels qui perturbent le laborieux retour au calme dans le pays.

Conscient de l'immensité de la tâche, l'administrateur civil en chef américain, Paul Bremer, a reconnu que « personne n'a l'illusion de croire que le problème sera réglé » durant les deux semaines laissées aux Irakiens pour qu'ils remettent les armes lourdes, les explosifs et les armes automatiques de calibre supérieur à 7,65 mm en leur possession aux forces de la coalition et

obtiennent un permis pour conserver leurs armes légères. « Nous voulons surtout lancer ainsi un signal à la population, lui dire que nous partageons ses préoccupations face à l'insécurité dans ce pays où trop d'armes sont en circulation », a précisé M. Bremer, commentant l'ordre en ce sens qu'il a signé le 24 mai.

En vertu de celui-ci, « toutes les personnes surprises en possession d'armes interdites après le 14 juin seront arrêtées et encourront des poursuites judiciaires ». Seules seront exemptées de ces règles « les forces de police, de sécurité et d'autres forces placées sous la supervision et l'autorité de la coalition », ces « autres » forces étant les milices des deux factions kurdes qui ont contrôlé une partie du nord du

pays après la guerre du Golfe de 1991 et qui « ont combattu aux côtés de la coalition » en 2003, a précisé le lieutenant général américain David McKiernan, commandant des forces terrestres en Irak.

Les réactions à l'annonce de ce plan ne pouvaient qu'être contrastées. « Bien sûr qu'ils doivent se dépêcher de désarmer tout le monde »,

s'exclame un jeune Irakien chrétien dont un ami, propriétaire d'une boutique de vente d'alcool à Bassora, a été tué d'une balle dans la tête, en plein jour, dans son magasin, par deux « islamistes inconnus qui se sont tranquillement enfuis », dit-il. Ce sentiment est largement partagé dans toutes les communautés. Mais nul n'ignore l'incapacité des forces de la coalition à mettre en pratique

leurs divers plans « post-conflit », et avant tout dans le domaine de la sécurité. « Comment les Américains s'imaginent-ils qu'ils pourront enregistrer en deux semaines toutes les



« Nous voulons dire à la population que nous partageons ses préoccupations face à l'insécurité »

PAUL BREMER

armes du pays, alors qu'il y en a dans toutes les maisons ! Et surtout chez les anciens baasistes, contre lesquels on doit se protéger ! », s'indigne ainsi un commerçant chiite de Bagdad, hostile à ce désarmement, qu'il estime être dirigé contre sa communauté.

Car, dans la pratique, le plan vise avant tout les Brigades Badr, branche militaire d'une des principales forces chiïtes du pays, l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (Asrii). Ces Brigades, venues plus ou moins clandestinement d'Irak, où elles comptaient 5 000 à 15 000 hommes dotés d'armes lourdes, représentent la seule milice constituée en Irak - outre celles des Kurdes et des Forces irakiennes libres d'Ahmed Chalabi, proche du Pentagone. Ces dernières, fortes d'à peine 700 hommes, ont été officiellement dissoutes.

Les milices des Moudjahidines du peuple, opposition armée irakienne utilisée par Saddam Hus-

sein, ont été privées d'armes lourdes et cantonnées à distance de la frontière iranienne. Quant aux milices apparues dans les quartiers sous le contrôle des clerics chiïtes, elles restent informelles et ne sont plus apparentes dans les rues, même si nul ne doute qu'elles cherchent à se renforcer en sous-main.

Ce sont donc les chefs de l'Asrii qui ont sonné le tocsin contre le plan de désarmement, mettant en avant l'avantage donné aux Kurdes et le fait que les Américains, incapables d'assurer la sécurité de la population, devraient laisser ce soin aux Brigades, qui disent avoir déjà « offert 2 500 martyrs » à la lutte contre Saddam Hussein.

FRUSTRATION CROISSANTE

L'Asrii avait pourtant toléré l'expulsion, il y a dix jours, de ses Brigades de la municipalité de Diyala, au nord de Bagdad, qui aurait fait quelques victimes dans ses rangs. Car ce mouvement espérait alors que les Américains accepteraient un plan prévoyant l'officialisation de toutes les milices « anti-Saddam » dans un corps unifié chargé du maintien de l'ordre. L'Asrii fait en effet partie du « conseil des sept » partis de l'ex-opposition qui négociait avec les Américains les modalités de la transition en Irak, avant que Paul Bremer n'estime qu'il fallait élargir ce conseil à d'autres forces, pour le rendre plus représenta-

tif du pays.

C'est donc dans un climat d'incertitude persistante sur la façon dont les partis irakiens seront associés à un futur processus politique, et de frustration croissante de ces partis, que doit débiter le désarmement de leurs milices. Mais, comme l'a confié au *Monde* un responsable de l'autorité provisoire de la coalition, sous couvert d'anonymat, « mieux vaut quand même le faire maintenant, car les milices se renforcent, alors que la présence militaire américaine va diminuer »...

Sophie Shihab

Kurds' Dream Of Homeland Persists With Return to Iraq

By SABRINA TAVERNISE

KIRKUK, Iraq — Khasro Goran, a Kurd who is the new deputy governor of the northern city of Mosul, looked at a book of maps in his office there recently, tracing with his finger what he calls the true border of Kurdistan.

The old border used to cramp Kurds in the northeast of Iraq. But since the war, Kurds have begun streaming back to the valleys and villages farther south from which they were driven in a series of ethnic cleansing campaigns that began in the 1960's.

Now Kurdish territory includes a plump new swath of land. In one southern province alone, Erbil, about 400 villages have been reclaimed, according to Nechirvan Barzani, the regional governor. For Mr. Goran, as for most Kurds, it is sweet victory.

"Now we are back in Mosul," he said, pointing to the dot on the map. "We control Senjar and Mosul Provinces. We want to add the other parts of Kurdistan. We have the same economy, language and future. For the rest of Iraq, it's up to them, but for our part, we will govern ourselves."

After decades of deportations, mass killings and other miseries, Kurds are starting to feel for the first time in recent history that it is safe to return to their homes. Even in Halabja, a town devastated by chemical attacks in 1988, residents are beginning to come back.

Kurdish political leaders have governed their own independent enclave in northern Iraq under American protection since 1991. In public, they say they want to be part of Iraq, but most ordinary Kurds do not want that. As

American authorities propose remaking Iraqi institutions, Kurds say those very institutions — the army in particular — brought them only misery in the past.

"More than 80 percent of the people are for independence," said Farhad Pirbal, a professor of Kurdish history and literature at Erbil University. "It's etiquette, like a game. The politicians say what the Americans want to hear."

But, he continued, the Kurdish leader Massoud Barzani "in his heart" aspires to be president of "the country of Kurdistan."

Kurds are emerging as the most influential force in the political life of Baghdad today. They are the only group with their own army, and Kurdish fighters would be allowed to keep their assault rifles and heavy weapons under an American draft proposal.

They are organized and politically conscious. They have a functioning economy in their independent zone, while the rest of Iraq has foundered. The two main Kurdish leaders, Mr. Barzani and Jalal Talabani, speak flu-

ent English and have had dealings with the United States for decades.

"They're definitely the kingmakers, and the question is whether they might also be the kings," said Peter W. Galbraith, a professor of national security studies at the National War College in Washington.

Kurdish politicians talk of pragmatism. After all, the Kurds do not have their own state, but are spread out in four countries: Iraq, Iran, Syria and Turkey. The Kurdish enclave in Iraq is landlocked and could not survive without doing business with its neighbors and with Baghdad, no matter how good its relations with the United States.

American authorities are still unsure how to handle the problem.

"The Kurds are the wild card in the Iraqi equation," said Professor Galbraith. "If they were given a choice, almost unanimously they would prefer not to be in Iraq. Over the long term, that's a big problem."



Associated Press

Kurdish nationalism is on the rise. A memorial, above, is devoted to Kurdish victims of a chemical attack.

IRAK

Les religieux à l'assaut du pouvoir

Face au chaos et au vide administratif, le clergé chiite se révèle comme la seule force organisée et tisse sa toile afin d'étendre son influence sur le pays ■

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL OLIVIER WEBER

En avril, plusieurs milliers de chiites protestaient, à Bagdad, contre les pourparlers entre les partis politiques irakiens et les autorités américaines.



Rouler dans Bagdad donne parfois l'impression d'être plongé dans un mauvais western. De mystérieuses fusillades se déroulent en plein jour. Des gangs règlent leurs comptes devant des mères de famille qui, cabas jetés à terre, ont à peine le temps de détalé. A l'heure où les armes de destruction massive demeurent introuvables, où la polémique enfle aux Etats-Unis sur ce prétexte à la guerre, où le doute s'insinue au sein même de l'administration américaine, le chaos irakien est au beau fixe. Comme si le flou entretenu à Washington trouvait une résonance dans l'anarchie ambiante à Bagdad.

Dans la capitale du nouvel Irak, une kyrielle de victimes de la dictature préfèrent ainsi s'en remettre à la justice expéditive et trucident dans une ruelle deux membres présumés du parti Baas. Tontons flingueurs, adeptes de la liquidation et partisans de la vendetta se donnent allègrement la main dans ce film « Bagdad : épuration-bandidisme ». Nombre de fidèles de l'an-

ancien régime, mouchards ou notables, tombent sous les balles des nouveaux sicaires. Tel le chanteur Daoud al-Qaissi, crooner à la voix sirupeuse : jugé trop laudateur à l'égard de Saddam, il a été abattu de cinq balles devant sa maison cossue. Il est vrai que les armes se négocient trois fois rien – 30 à 50 dollars le kalachnikov que l'on essaie en visant le ciel, et quelques dollars la grenade défensive. Tandis que les petits trafiquants de carburant vident leur chargeur sur le pompiste ou la citerne quand la queue à la station-service s'avère trop longue, avec parfois de beaux feux d'artifice.

Pour faire bonne figure, les soldats américains ont, certes, investi les principaux postes d'essence, entre immondices et canalisations d'égout éventrées. Mais ils s'aventurent rarement dans les bas-fonds de Bagdad, surtout à Saddam City, la ville chiite, rebaptisée Cité al-Sadr, du nom d'un dignitaire assassiné par les sbires de Saddam Hussein.

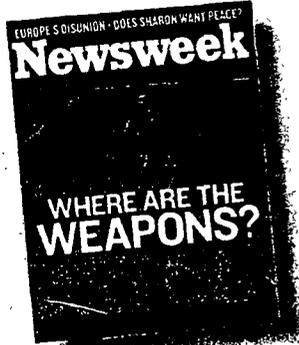
Après trente-cinq ans d'exactions

et de frustrations accumulées, le peuple se venge. Mais le peuple s'organise aussi. Face à ce climat délétère, cette atmosphère revancharde, face à l'audace des brigands, les mosquées chiites réagissent. Aux opposants à l'ordre américain, aux chômeurs, à ceux qui craignent une guerre civile, on distribue un badge de *mutatawa* – volontaire – et un fusil d'assaut. Bannière noire sur le front, Ahmed, tailleur de son état, garde ainsi d'un air grave une mosquée, à la demande de l'imam... en compagnie d'anciens fidèles du Baas.

Plus loin, un mécanicien au chômage surveille la rue, gère à l'occasion la circulation et clame haut et fort que lui et ses compagnons chasseront le candidat des Américains, Ahmed Chalabi, ancien banquier en délicatesse avec la Jordanie, qui l'a condamné à vingt ans de prison par contumace pour détournement de fonds. « On a 2 000 volontaires dans le coin et assez de fusils pour nettoyer tout le quartier de ses gangs ! » assène le chef des mi- ►

OÙ SONT LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE ?

« Au 71^e jour de chasse aux armes de destruction massive irakiennes, toujours rien. Peut-être ferons-nous mieux au 72^e jour, écrit Nicholas Kristof, célèbre éditorialiste américain du *New York Times*. Mais nous pourrions avoir plus de chances en cherchant quelque chose d'aussi alarmant : la preuve de plus en plus évidente que l'administration a grossièrement manipulé les renseignements sur ces armes. » Deux mois après la fin du conflit en Irak, il n'y a toujours pas la moindre trace de ces stocks chimiques ou biologiques dont le prétendu danger avait justifié l'intervention américaine. D'ailleurs, curieusement, la Maison-Blanche n'en parle même plus. Mais la polémique sur l'existence de ces armes, elle, n'a jamais été aussi virulente. De plus en plus de voix accusent le gouvernement d'avoir gonflé et déformé les faits pour



Ainsi s'interrogeait l'hebdomadaire américain, cette semaine ■

entraîner l'Amérique dans la guerre.

Les critiques viennent de toutes parts. Députés, hauts fonctionnaires, agents de la CIA... Le commandant des marines en Irak a qualifié de « *simplement erronées* » les informations selon lesquelles Saddam allait lancer une attaque chimique ou biologique. Un groupe d'anciens de la CIA a même écrit à George

W. Bush pour protester contre ce qu'ils nomment « *un fiasco en termes de politique et de renseignements de proportions monumentales* ».

Certains y voient l'échec retentissant des services de renseignement. Mais c'est oublier que « *ces services ont subi une pression intense pour qu'ils disent aux gouvernements Bush et Blair ce qu'ils voulaient entendre* », affirme Paul Krugman, autre éditorialiste du *New York Times*. Un haut responsable militaire a ainsi confié à la BBC que, sous la pression de Downing Street, un dossier sur l'armement irakien avait été « *transformé* » pour le rendre plus « *sexy* ».

Du coup, mardi, la commission des Affaires étrangères des Communes a décidé d'ouvrir une enquête. Et à Washington, estimant que la crédibilité de

l'administration Bush était en jeu, la commission des Affaires militaires a elle aussi annoncé le lancement d'une enquête sur l'échec des Etats-Unis à découvrir les fameuses armes de destruction massive.

Londres et Washington continuent à affirmer que ce n'est qu'une question de temps. Mais, la semaine dernière, pour la première fois, Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense, a suggéré que l'Irak pouvait avoir détruit ces armes avant l'invasion américaine. Et Paul Wolfowitz, son adjoint, dans une interview au magazine *Vanity Fair*, semble admettre que la Maison-Blanche a exagéré la menace. En attendant, 41 % des Américains, selon un sondage, croient ou pensent que des armes de destruction massive ont déjà été découvertes ■ **Hélène Vissière** (à San Francisco)

liciens Sayed Ali al-Husseïn, tout de noir vêtu, chargé de défendre l'hôpital Al-Thawra et qui encourage ses hommes à fréquenter la mosquée Mohsen. Celle-ci ne désespère pas.

Peu à peu, de ce bastion de la piété retrouvée et de la reprise en main, l'imam Mohamed al-Fartoussi, responsable de la communauté chiite pour la moitié de Bagdad, étend son influence sur le nord de la ville. A la prière du vendredi, il y a foule que canalisent nombre de mutatawa. « *Arrêtez de voler, arrêtez de piller!* » lance le religieux. Avant de pousser plus loin le prêche : « *Ceux qui ont réprimé les religieux doivent être torturés en enfer. Et vous, barrez la route aux actes diaboliques! Evitez de vous occidentaliser!* » Dans l'avenue qui borde la mosquée, des dizaines de milliers de fidèles écoutent les saintes paroles. Représentant d'Al-Hawza, le centre religieux de Nadjaf et la plus haute autorité chiite, l'imam Mohamed al-Fartoussi est un héros de Bagdad : lors d'une manifestation au cortège maigrelet, l'homme au prêche enflammé a été brièvement arrêté par les Américains. De quoi adopter promptement la pose du martyr.

Une course de vitesse s'est ainsi engagée à Bagdad mais aussi à l'échelle du pays. Si les dignitaires religieux du chiisme – 60 % des 23 millions d'Irakiens – exhortent les foules, c'est pour contrer le vide, le désordre ambiant, le méli-mélo de l'après-guerre éclair. Un désordre encore aggravé par les manifestations d'ex-soldats de l'armée de Saddam réduits au chô-

« Les Irakiens doivent se détourner de la civilisation occidentale, qui est immorale ! »

mage. Aux initiatives individuelles de tel ou tel imam s'ajoutent les directives d'Al-Hawza, représentation collégiale dirigée par quelques dignitaires d'orientations différentes et sous la houlette de l'ayatollah Ali Sistani. Le credo : restaurer l'ordre public, quartier par quartier, mais aussi redonner vie à la santé publique, gérer les hô-

pitaux, prendre possession des écoles, réparer les canalisations d'eau. « *Bref, s'emparer du pouvoir...* » souffle amèrement Harrith, un étudiant sunnite.

S'emparer du pouvoir ? Le sayed – descendant du Prophète – Fadel al-Sheraq s'en défend. Pourtant, dans sa petite ville de Roumeytha plantée de palmiers, à une centaine de kilomètres de la cité sainte de Nadjaf, il est un roitelet. Avec d'autres dignitaires chiites, il a réussi à mettre sur pied un conseil, une sorte de comité de salut public qui commande désormais les destinées de la ville et où les Saint-Just ne manquent pas. Civils et religieux se donnent certes la main pour présider le conseil, qui a même réussi à rouvrir les banques, la poste et les commissariats dans cette ville sans âme surnommée « la petite Nadjaf ». Mais honneur au clergé : quand le sayed Fadel al-Sheraq parade à Nadjaf, turban noir des hommes de son rang et longue cape grise, c'est entouré d'une nuée de fidèles et d'admirateurs qui arborent sur leur front les noms des descendants de l'imam Ali.

Dans la capitale, les imams chiites ne sont pas en reste. A l'hôpital Al-

Des soldats américains examinent l'enveloppe d'une possible bombe chimique.



Kindi, c'est désormais un homme enturbanné qui vous accueille dans le bureau du directeur. A 30 ans, directement sorti de l'école de théologie de Nadjaf pour prendre les rênes de l'hôpital, cheikh Abass al-Zoubaidi, entouré d'une escouade de gardes du corps, a l'énergie ostentatoire des parachutés : blouse blanche jetée sur sa tunique noire, il commande des médicaments, veille à ce que les patients démunis ne paient pas un dinar, distribue de la nourriture léguée par la mosquée, offre des jerricans d'essence aux ambulances, engrange 6,5 millions de dinars (2 500 euros) de recettes pour vingt jours d'activité. Nommé par Al-Hawza, le nouveau directeur impose à ses hommes et aux médecins. Ses conseillers, en armes, ont de la ressource : la *zakat* – l'aumône musulmane – et des caches d'essence à foison, fruit de la manie de Bagdad de constituer des réserves de guerre un peu partout dans la capitale. Une seule cache abrite ainsi plus de 1,5 million de litres d'essence, « de quoi alimenter la moitié de la capitale et surtout revendre pour emplir nos caisses », dit le volontaire Abbas Tahî.

Bordant la campagne du nord de

Bagdad, l'hôpital psychiatrique Al-Rachad, lui, est occupé par les partisans de l'imam El-Hodja, qui envoie 1 million de dinars par mois (380 euros) pour rétribuer – modestement – les employés et médecins. « *En attendant l'aide de nouveaux soutiens, l'Iran et l'Arabie saoudite* », lance doctement le directeur, Sayed Acharad el-Hassan, 31 ans, ancien employé d'Al-Hawza devenu étudiant en théologie.

Rivalités de milices et de clans

Pas à pas, à coups de charité publique, de dépenses de quartier, le clergé chiite tisse sa toile. Et envoie des émissaires un peu partout à travers le pays pour sonder ses futurs administrés. A tel point que les représentants de Paul Bremer, le nouvel administrateur américain de l'Irak, redoutent un noyautage par les pro-Iraniens. Sur la route de Kerbala, on croise ainsi les journalistes en tournage de la télévision Al-Warda. Chiites, anciens prisonniers politiques, cadres au chômage qui ont longtemps survécu en filmant les processions de pèlerins ou ex-vendeurs clandestins de disques religieux, ils se sont unis pour lancer cette chaîne hautement religieuse, qui

diffuse de 18 heures à minuit, sous la stricte vigilance d'Al-Hawza.

A Bagdad, les comités de quartier rivalisent pour s'emparer de nouveaux locaux. On colonise des écoles, les entrepôts d'une ancienne imprimerie d'Etat, un musée, les villas des dignitaires du Baas. Rivalités de milices : l'ayatollah Al-Awadi, de Kadamiya, revendique 4 000 volontaires, histoire de ne pas être oublié dans le jeu politique. Mais l'imam Ali Chouki, de la mosquée Rassoul, prétend régner sur une armée de plusieurs dizaines de milliers de miliciens... Rivalités de clan aussi, où les pro-Iraniens fourbissent leurs armes face aux anti-Iraniens, qui semblent majoritaires pour l'heure, soucieux de ne pas souffler sur les braises. Dans les maisons basses d'Al-Hawza, à Nadjaf, tandis que la rue retrouve ses processions, on évoque déjà une sainte alliance avec les sunnites contre l'« envahisseur américain ».

« *Ils ne sont là que pour le pétrole !* lance dans une maison d'hôtes l'un des responsables, Alaadin Sayed el-Hakim, qui a séjourné huit ans en prison. *Les Irakiens doivent désormais se détourner de la civilisation occiden-*

KAMAL KHARAZI

« Les Etats-Unis cherchent des prétextes »

LE POINT : *Les Etats-Unis accusent votre pays de posséder des armes de destruction massive. Qu'en est-il ?*

KAMAL KHARAZI : Les Etats-Unis fonctionnent selon un principe simple. Ou vous êtes avec eux, ou vous êtes contre eux. De toute façon, ils cherchent des prétextes. A partir du moment où ils ne vous considèrent pas comme étant de leur côté, quoi que vous fassiez ils trouveront de bonnes raisons pour vous critiquer. En réalité, l'Iran ne cherche pas à obtenir des armes de destruction massive. Nous considérons qu'elles ne peuvent en aucun cas assurer notre sécurité. Au contraire, nous pensons qu'il faut trouver une solution pour éliminer toutes les armes de destruction massive au Moyen-Orient. Nous utilisons l'énergie nucléaire à des fins civiles, c'est notre droit...

L. P. : *Vous affirmez que vous ne cherchez pas à vous doter d'armes nucléaires. Mais quelles garanties donnez-vous ?*

K. K. : Nous travaillons sous l'inspection de l'Agence internationale de l'énergie atomique [AIEA]. Ses représentants jouissent de toutes les facilités pour visiter nos installations. Vous ne trouverez pas en Iran un seul site



SHAMSUDIN/AFP

nucléaire qui ne soit pas sous l'inspection de l'AIEA...

L. P. : *Les Etats-Unis ont fait de l'absence de démocratie en Irak une raison de leur attaque contre ce pays. Croyez-vous l'Iran porteur de valeurs démocratiques ?*

K. K. : D'abord, précisons. Il n'existe pas dans le monde une seule forme de démocratie. Ainsi, la démocratie européenne est différente de l'américaine...

Comparé aux autres pays de la région, il faut admettre que l'Iran est l'un des plus démocratiques. Vous voyez bien que les accusations américaines n'ont rien à voir avec la démocratie. Ce sont des prétextes pour stigmatiser un pays qui ne soutient pas leur politique. Si vous êtes ami avec les Américains, même si vous êtes un dictateur, il n'y a pas de problème à leurs yeux. **L. P. :** *On reproche à l'Iran de soutenir le terrorisme...*

K. K. : L'Iran est un pays victime du terrorisme. Et dans la lutte contre le terrorisme, nous ne

faisons pas deux poids, deux mesures. Ce sont les Européens qui, dans la lutte contre le terrorisme, pratiquent une forme de double langage. Vous autorisez des gens pratiquant contre nous le terrorisme [NDLR : l'organisation des Moudjahidine du peuple] à résider chez vous. Par contre, vous ne permettez pas à un partisan d'Al-Qaeda d'avoir une activité en France. En clair, si le terrorisme est dirigé contre vous, c'est mauvais, mais, si nous en sommes les victimes, vous le trouvez acceptable...

L. P. : *Les Etats-Unis ont accusé votre pays d'héberger le fils de Ben Laden et des responsables d'Al-Qaeda...*

K. K. : S'ils ont des renseignements sur le lieu où se trouve le fils de Ben Laden, qu'ils nous les donnent et nous l'arrêterons [...]. Sachez-le : chaque fois que nous avons eu des informations, nous sommes intervenus. Nous n'avons jamais hésité à les partager avec des pays amis. Nous avons du reste arrêté des centaines de personnes appartenant à Al-Qaeda ou proches de cette organisation [...]. Nous les avons extradées vers leurs pays d'origine, dont l'Arabie saoudite, mais aussi vers des pays européens, dont la France ■ **Propos recueillis par Alain Chevaleries**

«...telle, qui est immorale ! » A l'inverse, le représentant d'une autre branche, cheikh Qias al-Khazali, redoute le chaos et l'ingérence iranienne. La course de vitesse, pour lui, consiste à chasser les pilleurs, les bandits, et établir un pont entre les enseignants, les médecins, ses volontaires et les anciens fonctionnaires, à condition qu'ils ne soient pas impliqués dans les exactions du régime de Saddam. *« Alors Al-Hawza aura réussi son pari, lance-t-il : remettre sur pied l'Irak pour mieux préparer des élections libres. »* Quant à l'imam de la mosquée Al-Hikma à Bagdad, cheikh Abdoul Zakhha, il préfère parler d'intifada, de révolte armée, si les Américains ne quittent pas le pays au plus tôt. Assis dans un canapé de salon posé sur la pelouse poussiéreuse de la cour intérieure, il résume ainsi son combat : *« La mosquée, maintenant, c'est le vrai gouvernement ! »* Des voleurs penauds lui remettent dévotement leur butin : ordinateurs, tapis, sacs de farine, et même un camion de l'armée, le tout composant un curieux inventaire de l'art de la rapine et du pillage entre guerre et paix.

Pour un gouvernement islamique

Dans l'austère bâtiment, ex-Maison de la mode dépeuplée même de ses prises électriques qu'il occupe avec ses hommes armés, Abou Jihad se félicite de sa montée en puissance. Laïque mais associé au clergé d'Al-Hawza, il est sorti de la clandestinité après des années de lutte souterraine, lui, le militant anti-Saddam de toujours, emprisonné à maintes reprises et dont cent trente proches ont été exécutés. Désormais, il dirige le Haut-Conseil pour la libération de l'Irak qui étend peu à peu son influence, en liaison avec différents ayatollahs à Najaf. Tel un nouveau vizir, l'homme, âgé de 41 ans, mince, le visage sévère, accuse les Américains d'avoir agi comme Saddam, *« pour la destruction du pays »*, et appelle à un gouvernement islamique. Des coups de feu résonnent dans le lointain. C'est l'heure où les pillards se remettent à la tâche. C'est l'heure aussi où les miliciens de l'ordre introuvable se lancent à leur poursuite. Abou Jihad sourit : ce soir, les fantasmes du chiisme conquérant vont sûrement revenir avec un beau tableau de chasse. Et lui n'a jamais autant mérité son surnom, qui signifie « Père de la guerre sainte » ■

MOSSOUL, VILLE MODELE DU NOUVEL IRAK

Mossoul envoyé spécial

Bédominants, souvent chenus, hiératiques dans leurs djellabas blanches et égrainant leurs chapellets de prière, les *agas* – les chefs de quartier et de tribu – se réunissent chaque soir à la fraîche dans un jardinet ombragé près de la vieille porte de l'Eufrate pour discuter, sur de grands canapés, des problèmes et doléances des habitants de la ville. On évoque des questions de travail, des différends commerciaux, des vengeances et, d'abord, la sécurité. Ils sont une vingtaine, parfois plus, parfois moins, devant cette bâtisse moderne qui a remplacé, depuis un quart de siècle, l'élégante architecture ottomane de l'ancienne «maison des agas», rasée pour faire place à un

«Le maire arabe a composé son équipe comme un jardin avec toutes les variétés possibles de fleurs.» Ibrahim Arafat, adjoint du maire de Mossoul

échangeur routier. «*Sans nous, les violences auraient continué pendant des semaines et les Américains n'auraient rien pu y faire*», assure le cheikh Yunes Yahya Daoud Aga, chef de la grande tribu des Hayalin.

Milices armées. Hérissee de minarets et de coupôles d'églises, l'orgueilleuse Mossoul, capitale du Nord et troisième ville d'Irak avec plus de 1,5 million d'habitants, est majoritairement arabe, mais aussi kurde, turkmène, chrétienne. Les réseaux de pouvoir traditionnels y restent tout-puissants. Quand les pillages ont commencé, au moment où l'armée irakienne abandonnait la cité quelques jours après la chute de Bagdad, ce sont eux qui ont repris les choses en main. Dans chaque quartier ont surgi des milices armées, quelques milliers d'hommes en tout, barrant dès la nuit tombée l'entrée des rues à tout «étranger». La ville reste toujours hantée par le souvenir des affrontements interethniques de 1959, qui firent plus d'un millier de morts. Cette fois, les communautés ont fait bloc. «*Tout le monde était ensemble, musulmans et chrétiens, Arabes et Kurdes. L'ordre a réellement été rétabli par les agas, les mollahs et les prêtres*», assure le père Najib, dominicain qui officie à l'église de l'Horloge.

Quelque 150 voleurs, ou présumés tels, ont été abattus. Le calme est revenu. Les Américains de la 101^e division aéroportée, tout d'abord retranchés dans quelques bâtiments gouvernementaux, ont commencé à patrouiller dans les rues. Les armes ont été remises. Puis les chefs de tribu et de quartier, réunis autour du cheikh Yunes Yahya Daoud Aga, avec les autres notables et in-

tellectuels de la cité, quelque 500 personnes en tout, se sont mis d'accord sur le nom d'un maire, Ghanem al-Basso, ancien général dont le frère avait été tué par Saddam Hussein et dont la candidature à la tête d'une administration provisoire a été entérinée par le général David Petraeus. «*Le maire est un homme honnête et respecté qui a juste le défaut d'écouter un peu trop les Américains*», ironise un des agas.

Près de deux mois après cette libération chaotique, Mossoul est devenue la «ville modèle» du nouvel Irak sous administration américaine. Le soir, jusqu'à tard dans la nuit, la foule déambule au milieu des bars et des restaurants des nouveaux quartiers, construits sur la rive gauche du Tigre, près des murailles de l'antique Ninive. Il n'y a pas de couvre-feu comme à Bagdad, où les rues se vident dès la nuit tombée. L'électricité fonctionne normalement et la distribution d'essence aussi.

L'administration municipale, la première créée dans le pays depuis l'arrivée des Américains, fonctionne plutôt honorablement et réussit à déminer les tensions ethniques.

«*Le maire arabe, soutenu par les Américains, a composé son équipe comme un jardin avec toutes les variétés possibles de fleurs*», explique Ibrahim Arafat, Turkmène, l'un des adjoints. Le vice-maire est kurde, l'autre adjoint chrétien. Les tribus ont été largement représentées. Les Américains ont tenté de coller le plus possible à ce qu'ils estiment être la composition ethnique et religieuse de la ville. Pour la première fois, les *yézidis*, Kurdes fidèles d'une religion inspirée du zoroastrisme, appelés «adorateurs du diable» par de nombreux musulmans, sont représentés en tant que tels dans l'assemblée municipale.

Enjeu stratégique. «*Nous avons voulu clairement montrer que nous ne sommes pas une force d'occupation et que nous voulons travailler avec tous*», explique le major Karol Purvis, un officier des affaires civiles. Les soldats parcourent les rues dans leurs habituels Humvees (les tout-terrain américains), mais parfois à l'arrière de simples pick-up civils, comme les milices locales aujourd'hui devenues discrètes. Conscients de l'enjeu stratégique de cette ville limrophe de la Syrie et de la Turquie, les Américains n'ont pas lésiné sur les moyens. «*On s'est vraiment défoncé pour rétablir au plus vite les conditions d'une vie normale*», reconnaît un sergent. L'essence comme l'électricité sont arrivées de Turquie. «*Ces résultats rapides ont per-*

mis à chacun de voir

qu'une vie meilleure est possible», assure Youssouf Lallou, un des adjoints. Toute grogne a ainsi disparu. Les partisans de l'ancien régime se sont faits très discrets, même s'ils sont nombreux. Beaucoup de généraux et de hauts cadres du Baas, dont le vice-président Ramadan ou le vice-Premier ministre Tarek Aziz, sont originaires de Mossoul.

Arabisation forcée. Les agas ont aussi déminé la question des propriétés arrachées aux Kurdes expulsés par la politique d'arabisation forcée de Saddam Hussein. «*Les terres doivent revenir à leurs légitimes propriétaires*», ont tranché les chefs de tribu arabes, qui n'ont jamais aimé les Arabes miséreux venus du Sud, encouragés par le défunt régime. Les Américains sont aussi intervenus en force pour bloquer les quelques frictions dans les villages

de la périphérie où les Kurdes cherchaient à récupérer leurs biens l'arme au poing. «*Toute personne munie d'un titre de propriété en bonne et due forme a le droit de rester où elle est en attendant une décision de justice*», explique un officier américain. Alors qu'à Kirkouk, à 100 km à l'est, les tensions ethniques restent très fortes, cette politique de compromis, voulue par tous, a marché. Mais c'est aussi parce que l'enjeu est différent. Il n'y a pas de mouvement débridé d'ex-réfugiés pour «*kurdiser la ville*». «*Kirkouk est une ville kurde mais nous ne revendiquons pas Mossoul*», reconnaît Shawkat Barmani, le leader local du Parti démocratique de Massoud Barzani. Cela rassure les autres. Quelques «*wahhabites*», regroupés autour de deux ou trois mosquées du centre-ville, tentent un prosélytisme radical, sans grand succès. Nul ne s'en inquiète vraiment, sauf les *yézidis* – quelque

10000 personnes à Mossoul – régulièrement sommés d'abandonner leurs croyances «*diaboliques*» et de se convertir, par des affiches apposées sur leurs maisons.

Indépendant. Leur chef, l'émir Farouk Saïd Ali Beg, a demandé l'aide des Américains et reçu le soutien des agas. «*Les gens reviennent vers nous, car ils ont compris que les partis, le Baas comme les nouveaux qui ont surgi, sont des menteurs qui ne défendent que leurs intérêts. Beaucoup de baasistes se sont même placés sous la protection des tribus*», explique Shaalan Ahmed Aga, autre puissant chef. S'il se lance un jour dans la politique, ce sera comme «*indépendant*», à l'instar de son grand-père qui siégeait au Parlement de la monarchie. Les Américains lui plaisent mais il préférerait quand même les Britanniques, «*qui eux, au moins, connaissent vraiment l'Irak*» ●

MARC SEMO

10 JUIN 2003



Special report Dealing with Iran

The Economist June 14th 2003



Next on the list?

TEHRAN

As America goes on wondering what to do about Iran, more evidence emerges of the theocracy's nuclear dissimulation

ASK Condoleezza Rice, George Bush's national security adviser, and she wants an Iranian regime that gives priority to women's rights and modernity. A Republican senator proposes allocating public money for the promotion of secular democracy in Iran. Neoconservatives assert that students in Tehran long for liberation. For a country that has spent almost a quarter of a century isolated from Iranians, America is remarkably sure of what is good for them. And, after Iraq, Iran is now feeling the fresh glare of its attention.

Bill Clinton's government tended to sympathise with the clearly expressed desire of most Iranians to be led by Muhammad Khatami, the twice-elected and reform-minded president, and his supporters in parliament. Now, as Mr Khatami fades, the Republican administration does little to distinguish him from conservatives such as Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader who supervises the country from a pedestal of unaccountability. The business of both men, the Americans say, is defending a detested theocracy.

Some evidence supports this view. At

February's council elections, once-enthusiastic voters stayed away; in Tehran, a miserable 12% of the electorate cast a ballot. Visiting Iranian expatriates are shocked by the volubility with which their compatriots disparage the whole regime, not just the conservative bit of it. Those who can—the brainy young electrical engineers, for instance, who stroll into the finest American universities—emigrate at the first opportunity.

The reformist parliament that was elected in 2000 has been a failure. Deputies recently ratified two presidential bills designed to hobble unelected conservative institutions, only for the bills to be rejected by the most egregious of those institutions, a de facto upper house called the Council of Guardians. Women's rights, press freedom, trial by jury; in all these areas, Mr Khatami's supporters have enacted enlightened legislation, only for it to be vetoed—in the case of trial by jury, more than a dozen times.

Last month, a majority of reformist deputies addressed a remarkable letter to the supreme leader. They accused institu-

tions under his purview of creating the impression that Iran cannot change. Mostly because of the deputies' elliptical call for Mr Khamenei to step aside, newspapers were forbidden to print the letter, and the signatories are under pressure to withdraw their names. Thugs disrupt their speeches. The office of one was bombed.

The conciliatory Mr Khatami vows to renegotiate the passage of the two blocked bills, one of which would make it hard for conservatives to stop reformists standing in the next parliamentary elections, in 2004. Few expect him to succeed. If the Council of Guardians then prevents parliament from calling a referendum on the bills, at least 25 deputies promise to resign. In that case, says Tehran's chief prosecutor, they could go to jail.

Progress towards the conclusion of Iran's protracted crisis has slowed to a crawl. For the EU, which is negotiating a trade and co-operation agreement with Iran, that crawl, and the chance to influence it, warrant engagement. Iran is more open about the state of its prisons than it was in the past. A moratorium on the stoning of adulteresses seems to have held. The EU trade deal may be years distant, but movement is just sufficient to keep the Europeans interested.

Unengaged Americans are less patient. The American media exaggerated the size and character of last autumn's modest student protests. (Mr Bush joined in, hailing them as evidence of social change.) In fact, Iran's reformist failure has generated far ▶▶

▶ less ferment than apathy and introspection. The small minority of Iranians who dream of American intervention are the most apathetic of the lot.

Since he was elected, Mr Bush has resisted detente in favour of co-operation on specific issues. Iranian special forces helped the Northern Alliance during the war in Afghanistan and gave America useful intelligence. Iran's role in Afghanistan's political reconstitution was mostly constructive. Last year, Iran encouraged an Iraqi group it influences, the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), to team up with other groups that were being organised by America into an opposition to Saddam Hussein. During the war, the Iranians turned a blind eye to American violations of their airspace and coastal waters.

Meddling and masking

But America identifies a deeper pattern of transgression. At the beginning of 2002, Iran was caught shipping arms to the Palestinians. Al-Qaeda agents in Iran may have had a hand in last month's lethal bombings in Riyadh. In Iraq, the Americans have detained SCIRI operatives on suspicion of attacking American forces. Most damaging of all, on June 6th, Iran's improbable claim that it does not seek nuclear weapons was further undermined by leaks from a UN report asserting that it had withheld sensitive information (see next story).

Few of these misdeeds had much to do with Mr Khatami; a few, in fact, may not be misdeeds at all. The president apparently knew nothing about the cache of arms before Israel intercepted it. (Hardliners, who control a panoply of military and intelligence organisations, were almost certainly responsible.) Even now, there is disagreement about what kind of support to give Islamic rejectionist groups.

According to one well-travelled parliamentarian, the fall of Saddam Hussein has restricted Iran's ability to ship arms, destined for rejectionists, across Iraq to Syria. Hizbullah, which Iran helped Lebanon to start in the 1980s, continues to defer to Mr Khamenei, but the supreme leader has, on occasion, permitted Mr Khatami's foreign minister to moderate its behaviour. According to a knowledgeable western official, there is no evidence of Iranian collusion with suspected al-Qaeda members. Iran, for its part, blames Pakistan for shunting undesirables across the common border.

About six weeks ago, says the same western official, a decision was taken to send Iranian agents into Iraq, to influence events if things fell apart. Again, this reflects less badly on the reformists than their rivals. Senior conservatives exert far greater influence over the SCIRI than Mr Khatami. Iran's ability to fish in troubled

Iraqi waters, furthermore, is severely circumscribed by memories of ancient and modern wars between the two countries.

When it comes to Iran's nuclear programme, however, outside worries are more warranted. Nuclear development is one of the few issues on which Iranians on both sides of the political divide agree. They have unwisely come to regard their ambiguous nuclear status as a protective cloak, especially since Mr Bush included Iran in his axis of evil. Many senior Irani-



A very slow stroll to reform

ans are convinced that Mr Bush has decided to try to topple the Islamic Republic; they suspect that the pressure he is applying on the nuclear issue is designed to soften them up.

The longer Iran digs in its heels, the less inclined Europe will be to defend it. "It's going to be interesting," says an EU diplomat, "to see if they're willing to sacrifice [the trade deal]." But Iranian fatalism with regard to Mr Bush's intentions may be premature. The Bush administration, for want of a consensus within it, gives every impression of having deferred a decision on what sort of policy to have towards Iran. On June 4th, Douglas Feith, a senior Pentagon hawk, said that America would support Iranian "aspirations to live in freedom"—without, typically, explaining exactly what that meant.

Since last year, the United States has been beaming pop music and anti-regime chat into Iran. Mr Bush is being urged to apply secondary sanctions to non-American companies that invest in Iranian energy. Royal Dutch Shell, for one, has been warned that its plans to help develop a

massive Iranian oilfield could affect its ability to win contracts in the United States. The administration clearly wants the Iranian regime to change. But for some in Washington's right-wing think-tanks, and for elements on the Pentagon, this is not enough. They believe that the Iranian regime must be changed. Indeed, they say, evidence against Iran on the nuclear question and terrorism is stronger than the evidence that was used against Mr Hussein.

If this argument is to be acted on, it makes sense to identify Iranian opposition figures capable of putting the case for regime change and willing to help achieve it. But Mr Feith acknowledged the difficulty of this when he tried to stifle suggestions that the Pentagon wants to use the People's Mujahideen, an armed Iranian opposition group based in Iraq, as an Afghan-style Northern Alliance.

A front for the Mujahideen, the National Council of Resistance of Iran, has been a useful conduit for embarrassingly accurate revelations, thought to have been collected by western intelligence agencies, about Iran's nuclear programme. The Mujahideen's military forces are trained and used to be well armed, though their heavy weapons are now in the possession of American forces in Iraq. They loathe the Islamic Republic.

For the moment, however, they make unsuitable partners. The State Department considers them terrorists. Their leader, Massoud Rajavi, has strange ideas about the cult of personality (his own). In Iran, their association with Mr Hussein, who provoked the terrible Iran-Iraq war of the 1980s, will not easily be forgiven.

It is possible, Iranian officials concede, that the Mujahideen could reinvent themselves as a political organisation. The State Department is being urged to declassify them, which would give the Pentagon more chance to fraternise. Mr Feith's claim that America is treating them as a terrorist group is nonsense. The Mujahideen have been allowed to keep their light arms, and Mr Rajavi will not see Guantanamo Bay.

No new shah, thank you

Most Iranians have little time for a second candidate to lead the opposition, Reza Pahlavi. The son of the former shah is American in manners—he lives in Virginia—and a professed democrat. Back home, however, he has an image problem. His father ran a state that was decidedly less democratic than Mr Khamenei's. The people who ousted Pahlavi père, even if they regret what arose in his place, are unlikely to welcome Pahlavi fils.

The main reason for the dearth of attractive leaders outside Iran is their abundance inside it. Many, even if they acknowledge the failure of Mr Khatami's movement, describe themselves as reformists and lean towards a version of de-▶

mocracy that Ms Rice would endorse. To the frustration of expatriates living in America, few of them are inclined to use violent methods, or to lay down their lives, to end the stalemate. (In this, they typify the vast majority of Iranians.) They fully expect, one day, to assume power.

The nuclear ticking intrudes awkwardly. If it gets too loud, Iran's political evolution may be interrupted by violent,

externally provoked change. That would be a disaster, because Iran has even less need than Iraq for American placemen. On June 9th, more than 2,000 people gathered outside one of Tehran's big universities, shouted radical slogans, and went home. More gatherings will happen this summer, though neoconservatives should not exaggerate them. They are part of the crawl. ■

Herald INTERNATIONAL **Tribune** June 10, 2003

A Middle Eastern paradox ■ By William Dalrymple

Tolerance thrives amid Syria's repression

LONDON
The United States has probably never been more engaged in the Middle East than now. Yet the Bush administration has virtually ignored Syria, which physically links Iraq and Israel, except to single it out as a target of occasional bellicose threats. There has been no question of constructive engagement with Iraq's most powerful Arab neighbor. Instead Syria is seen merely as an unofficial adjunct to the "axis of evil," ripe for reform if not outright invasion.

That's unfortunate, because Syria, despite its many justifiably condemned policies, stands out in the Middle East in one respect that American policymakers should take into consideration. This aspect is most starkly on display at the Monastery of Our Lady at Saidnaya, north of Damascus.

The ancient Orthodox monastery sits on a great crag of rock overlooking the olive groves of the Damascene plain, more like a Crusader castle than a place of worship. But what is most striking about Saidnaya is that on any given night, Muslim pilgrims far outnumber Christian ones. As you walk into its ancient church, you find that the congregation consists largely of heavily bearded Muslim men and their shrouded wives.

As the priest circles the altar, filling the sanctuary with clouds of incense, the men bob up and down on their prayer mats. A few of the women approach the icons. They kiss them, then light a candle. Ordinary Muslims in Syria, it seems, have not forgotten the line in the Koran about not disputing with the people of the book — that is, Jews and Christians — "save in the most courteous manner ... and say we believe in what has been sent down to us and what has been sent down to you; our God and your God is one."

The religious pluralism that the monastery represents was once not uncommon across the Levant. Throughout the region until very recently, villagers of all faiths would converge on the shrines of Christian saints to ask for children and good harvests. The Eastern Christians and the Muslims lived side by side for nearly one and a half millennia because of a degree of mutual tolerance and shared customs unimagined in the solidly Christian West.

From Bosnia to Egypt, Christians and Muslims as well as many other religious minorities managed to live together. If that coexistence was not always harmonious, it was at least — with a few notable exceptions — until the beginning of the 20th century, a kind of pluralist equilibrium.

Only in the last 100 years has that pluralism been replaced by a new hardening in attitudes. Across the former Ottoman dominions, the 20th century saw the bloody unraveling of that complex tapestry — most recently in Kosovo and Bosnia, but before that in Cyprus, Palestine, Greece and Turkey. In each of these places pluralism has been replaced by a savage polarization.

In dribs and drabs, and sometimes in great tragic exoduses, religious minorities have fled to places where they can be majorities, and those too few for that have fled the region altogether. Only in Syria has this process been firmly arrested: there alone, you still find five or six religious sects coexisting in villages across the country.

Since the coalition's victory in Iraq, Syria has frequently been given notice that it could well be the next target of American wrath. Yet the Middle East is not a place where simplistic notion of good guys and bad guys makes much sense. It is a place of murky moral gray, not black and white. Torture, repression of minorities, the imposition of martial law and the abuse of basic human rights happen every bit as frequently and as unpleasantly in states that are American allies as they do in states that are not.

Certainly most would agree that Syria has much to reform. It is a one-party state where political activists are suppressed and the secret police fill the prisons

Syria's religious minorities have a security and stability far greater than their counterparts anywhere else in the region.

with political prisoners who will never come before a judge. Violent opposition to the regime is met with overwhelming force, most horribly in the case of the armed rising of the Muslim Brotherhood in Hama in 1982. The city was sealed off and at least 10,000 people were killed.

Yet the balance sheet is not entirely one-sided, and with the Pentagon busy drawing up invasion plans even as Iraq still contends with postwar anarchy and the Taliban resurfaces in southern Afghanistan, it is well to consider carefully exactly what would be lost if Syria's president, Bashar Assad, were to be deposed.

For if Syria is a one-party police state, it is a police state that tends to leave its citizens alone as long as they keep out of politics. And if political freedoms have always been severely and often brutally restricted, Assad's regime does allow the Syrian people cultural and religious freedoms. Today, these give Syria's minorities a security and stability far greater than their counterparts anywhere else in the region. This is particularly true of Syria's ancient Christian communities.

Almost everywhere else in the Levant, because of discrimination and in some cases outright persecution, the Christians are leaving. Today in the Middle East they are a small minority of 14 million; in the last

20 years at least 2 million have left to make new lives for themselves in Europe, Australia and America. Only in Syria has this pattern been resisted. As the Syrian Orthodox metropolitan of Aleppo, Mar Gregorios Ibrahim, told me on my last visit: "Christians are better off in Syria than anywhere else in the Middle East. Other than Lebanon, this is the only country in the region where a Christian can really feel the equal of a Muslim."

He added: "If Syria were not here, we would be finished. It is a place of sanctuary, a haven for all the Christians: for the Nestorians driven out of Iraq, the Syrian Orthodox and the Armenians driven out of Turkey, even the Palestinian Christians driven out by the Israelis" in 1948.

The confidence of the Christians in Syria is something you can't help notice the minute you arrive in the country. This is particularly so if you arrive from eastern Turkey. There, until very recently, minority languages like the Aramaic spoken by Syrian Orthodox Christians were banned from the airwaves and from schools. For Christianity in eastern Turkey is a secretive affair, and the government has closed all the country's seminaries. But cross into Syria and you find a very different picture. Qamishli, the first town on the Syrian side of the frontier, is 75 percent Christian, and icons of Christ and the Virgin Mary fill shops and decorate every other car window — an extraordinary display after the furtiveness of Christianity in Turkey.

The reason for this is not hard to find. President Assad is Alawite, a Muslim minority regarded by orthodox Sunni Muslims as heretical and disparagingly referred to as "little Christians." Indeed some scholars believe their liturgy to be partly Christian in origin. Assad's father, Hafez, who was president from 1971 until his death in 2000, kept himself in power by forming what was in effect a coalition of Syria's religious minorities through which he was able to counterbalance the Sunni majority. In the Assads' Syria, Christians have done particularly well: in his final years, five of Hafez's seven closest advisers were Christians. The Christians are openly fearful that if the Assad regime should fall, their last real haven in the Middle East will disappear and be replaced by yet another fundamentalist government, as may be the case in Iraq.

All this does not excuse the repressive policies of the Assad regime. But in a region where repression is the rule rather than the exception, it is important to remember that the political rights and wrongs are rather more complex than the neoconservatives and Pentagon hawks are prepared to acknowledge — or perhaps even know.

William Dalrymple is author of "From the Holy Mountain: Travels Among the Christians of the Middle East" and "White Mughals: Love and Betrayal in Eighteenth-Century India."

Iraq toll of civilians put at 3,240

The Associated Press

BAGHDAD: At least 3,240 civilians died across Iraq during a month of war, including 1,896 in Baghdad, according to a five-week investigation by The Associated Press.

The count is still fragmentary, and the complete toll — if it is ever tallied — is sure to be significantly higher.

Several surveys have looked at civilian casualties within Baghdad, but the AP tally is the first attempt to gauge the scale of such deaths from one end of the country to the other, from Mosul in the north to Basra in the south.

The count was based on records from 60 of Iraq's 124 hospitals — including almost all of the large ones — and covered the period from March 20, when the war began, to April 20, when fighting was dying down and coalition forces announced that they would soon declare major combat over. Journalists traveled to all of these hospitals, studying their logs, examining death certificates where available and interviewing officials about what they witnessed.

Many of the other 64 hospitals are in small towns and were not visited because they are in dangerous or inaccessible areas. Some hospitals that were visited had incomplete or war-damaged casualty records.

Even if hospital records were complete, they would not tell the full story. Many of the dead were never taken to hospitals, either buried quickly by their families in accordance with Islamic custom, or lost under rubble.

The AP excluded all counts done by hospitals whose written records did not distinguish between civilian and military dead, which means hundreds, possibly thousands, of victims in Iraq's largest cities and most intense battles are not reflected in the total.

Early in the war, the Iraqi government made its own attempt to keep track of civilian deaths, but that effort fell apart as U.S. troops neared Baghdad and the government began to topple.

The U.S. military did not count civil-



Samir Mezban/The Associated Press

With unexploded shells littering Iraq, the death toll is almost certain to rise.

ian casualties because "our efforts are focused on military tasks," said Lieutenant Colonel Jim Cassella, a Pentagon spokesman. The British Defense Ministry said it did not count casualties, either.

Cassella said that getting an accurate count would have been nearly impossible because of the amount of weaponry used by both sides over wide swaths of a country of 24 million people.

In the 1991 Gulf War, an estimated 2,278 civilians were killed, according to Iraqi civil defense authorities. No U.S. or independent count is known to have been made. That war consisted of seven weeks of bombing and 100 hours of ground war, and did not take U.S. forces into any Iraqi cities.

This time it was very different. In a war in which the Iraqi soldiery melted away into crowded cities, changed into plainclothes or wore no uniform to begin with, separating civilian and mili-

tary casualties is often impossible.

Witnesses say Saddam Hussein's fighters attacked from ambulances and taxis and donned chadors or Bedouin robes, creating an atmosphere in which U.S. troops could not be sure who their enemy was.

■ A reported Saddam sighting

An Iraqi exile group said Tuesday that Saddam Hussein had been seen north of Baghdad, according to The Associated Press. The leader of the group said Saddam was paying a bounty for every American soldier killed.

The charge was made by Ahmed Chalabi, head of the Iraqi National Congress, who was in New York speaking to the Council on Foreign Relations.

Saddam has been sighted, Chalabi asserted, on several recent occasions moving from northeast of Baghdad toward his hometown of Tikrit and into the areas to the west of the Tigris.

TURQUIE

Ce que cache notre culte d'Atatürk

Soixante-cinq ans après sa mort, le fondateur de la République turque continue d'être honoré par d'innombrables statues. Une manière pour l'armée de préserver son rôle.

GAZETEM
Istanbul

Il y a une question qui me taraude depuis la guerre des Etats-Unis contre l'Irak : le rapport entre les statues et nos sociétés. En méditant l'exemple irakien, je suis arrivé à la conclusion que les pays où c'est toujours le même homme qui est statufié dans le bronze finissent tous par s'effondrer. En plus, ces pays ont tendance à s'engager dans des guerres qu'ils finissent tous par perdre. Personnellement, je n'ai jamais vu de statues de Napoléon à Paris, de George Washington à New York, de Cromwell à Londres, de Garibaldi à Rome ou encore de Bismarck à Berlin. Cela signifie-t-il que ces personnages n'aient jamais compté pour leurs pays respectifs ? Bien sûr que non, ils sont au contraire chacun considérés comme des personnages hautement importants. En revanche, dans les pays sous-développés, les statues font partie d'un grand décor dont la véritable fonction est de cacher quelque chose. En effet, derrière ces personnages magnifiés, dont toute critique est évidemment impossible, se cachent de sordides réalités dont on ne veut pas entendre parler. Derrière les statues de Lénine en Union soviétique, celles de Ceausescu en Roumanie ou celles de Saddam Hussein en Irak se cachait toute la corruption de ces régimes.

Mais notre pays aussi, la Turquie, se distingue par des statues de ce genre. En effet, où que vous alliez, vous tombez sur des portraits, des bustes et des statues de Mustafa Kemal Atatürk [fondateur de la République turque en 1924]. Il est sans conteste l'une des grandes personnalités de notre histoire, mais depuis les débuts de l'Empire ottoman, il y a plus de six cents ans, notre pays a produit beaucoup d'autres grands hommes. Dès lors, pourquoi ne plantons-nous aujourd'hui que des statues d'Atatürk ? Quelle est donc la réalité que nous voulons cacher ? Sommes-nous vraiment attachés à glorifier Atatürk ou bien instrumentalisons-nous sa mémoire ? Voulons-nous l'honorer ou récupérer sa gloire pour justifier des actions tout à fait douteuses ? Selon moi, ces statues n'ont d'autre fonction que de dissimuler la face cachée du régime.



Elles sont destinées à sacraliser l'homme qu'elles représentent. Derrière cette volonté se cache, notamment chez nous, le désir de l'armée de jouer un rôle dans les questions politiques. Pour tenter de justifier cette immixtion, l'armée a introduit une série de mesures d'ordre juridique et économique bizarres censées s'inspirer de l'héritage d'Atatürk et du kémalisme. Ainsi, en Turquie, il n'est pas possible de discuter des rapports entre l'armée et la politique, pas plus d'ailleurs que l'on ne peut discuter des coûts que fait peser sur l'économie turque le budget de la défense. De même, vous ne pouvez pas engager une conversation publique sur les responsabilités des généraux qui contribuent à éloigner la Turquie de l'Europe. Il n'est pas non plus possible de citer les noms de ceux qui ont créé le problème chypriote. Ne tentez pas non plus de vous demander pourquoi nous avons une question kurde ou de vous interroger sur les raisons qui ont mené à

◀ *Dessin de Viola paru dans La Stampa, Turin.*

■ Coup d'Etat ?

La paranoïa qui règne autour du fondamentalisme musulman et qui alimente les rumeurs sur l'éventualité d'un coup d'Etat par l'armée n'est pas près de s'estomper en Turquie, lit-on dans *Zaman* qui s'exclame : "Les musulmans de ce pays ne risquent pas de renouer leur identité sociale islamique ! Plutôt que de voir cela comme une attitude individuelle inoffensive, certains continuent de considérer qu'il s'agit là d'une dangereuse revendication politique marquant le début d'une islamisation rampante de la sphère publique."

une situation où les Turkmènes d'Irak sont devenus nos amis tandis que les Kurdes d'Irak sont devenus nos ennemis. De même, alors que l'attaque américaine contre l'Irak est jugée illégale, l'éventualité d'une offensive turque sur Mossoul et Kirkouk ne fait l'objet chez nous d'aucune discussion. Toutes ces bizarreries existent parce que ces statues étouffent le débat. Tous ces sujets polluent notre existence et nous conduisent chaque jour un peu plus vers le chaos sans qu'il nous soit permis d'en discuter. Si nous ne parvenons pas à surmonter ces tabous, la Turquie mettra son avenir en danger.

Je pense par ailleurs qu'il doit être possible d'honorer la place et l'importance d'Atatürk dans notre histoire tout en essayant de corriger les erreurs qu'il a commises. Pour cela, il faudra briser le carcan de sacralité qui entoure l'ensemble de son action. Même s'il faut évidemment distinguer notre pays des régimes plus barbares, on peut malheureusement tracer des parallèles sur ce plan entre la Turquie et l'Irak de Saddam Hussein. En effet, les sociétés où certains individus sont sacralisés se distinguent souvent par leurs travers. Le développement n'apparaît dès lors possible que si on se libère de cette emprise. Le temps est donc venu de libérer non seulement la Turquie, mais aussi Atatürk. Souhaitons que notre pays voie pousser de nouvelles et belles statues, et incidemment permette que l'on discute franchement des réalités sociales et politiques, comme il convient pour un pays développé. Construire une république deviendra alors un sujet de fierté non seulement pour ses fondateurs, mais aussi pour l'ensemble de ses citoyens.

Ahmet Altan



DU 12 AU 18 JUIN 2003

AHMED LE KURDE

M

AUDIT soit le « feu éternel » de la légende. Maudit soit le pétrole ! Sans lui, c'est presque sûr, ces deux vieux fous auraient pu devenir amis. Siroter le thé

à l'ombre d'un eucalyptus, se conter leurs souvenirs d'errance, peut-être. Partager le mouton grillé, marier leurs filles et garçons, qui sait ?

Ils ont à peu près le même âge. Ils ont la même religion, les mêmes douleurs de la vieillesse qui s'annonce, ces douleurs qui courbent l'échine, voilent le regard et apportent la sagesse.

Ils ont les mêmes mains calleuses, le même cuir tanné des fellahs qui triment du berceau à la tombe derrière la houe, sous le dur soleil de Mésopotamie. A 70 ans passés, Hadji Ahmed et Cheikh Ali auraient au moins pu faire la paix, enterrer la hache de guerre et laisser aux générations futures le soin de régler les différends ancestraux.

Seulement voilà, il y a ce maudit pétrole, les convoitises qu'il provoque, les soubresauts qu'il engendre, les haines qu'il entretient. Hadji Ahmed est un Kurde qui s'en va répétant qu'« on ne peut pas faire confiance aux Arabes ». Et Cheikh Ali, qui est arabe, jure qu'« il est impossible de vivre en paix avec les Kurdes ».

Bienvenue dans le nord-est de l'Irak. Bienvenue à Kirkouk, capitale de l'or noir mésopotamien, ville du prophète Daniel, « Jérusalem » multiethnique, multireligieuse, où jamais les rivalités et les rancœurs ne s'assouviennent. Minorités des Turkmènes, chrétiens chaldéens, chrétiens assyriens, Arabes et Kurdes chiites, majorités des Kurdes et Arabes sunnites. Il y a des siècles que cette mosaïque humaine se fêle, se casse, se ressoude et se brise encore au gré des alliances, des révoltes et des ambitions. Des siècles que le dicton local affirme que « la montagne est aux Kurdes et la plaine aux Arabes ». Si c'était si simple...

Nous sommes tombés sur Cheikh Ali Haddai à 5 kilomètres au sud de Kirkouk, sur la route de Bagdad. Il errait avec son clan de trois cents ou quatre cents personnes - cinquante-deux familles, femmes et enfants compris - parmi les ruines de l'ancienne base militaire de Kewan.

Vision de fin du monde. Hangars désossés par les bombes, casernements troués, moignons de blindés, d'hélicoptères et de pièces d'artillerie incinérés sur pied par les puissantes armes « intelligentes » de l'US Army. C'est un immense périmètre plat de plusieurs dizaines de kilomètres carrés envahis de hautes herbes desséchées, parsemés de quelques arbres feuillus et d'inutiles voies goudronnées bordées de lauriers-roses qui mènent à des ruines.

Jusqu'au 10 avril, quand l'armée de Saddam Hussein s'est enfuie d'ici, l'endroit était strictement gardé, interdit d'approche même pour les autochtones. *Vanity vanitas...*



Pendant la prise de Kirkouk, le 16 avril, le kurde Kader Rahim (à droite) prend possession de la maison où vivaient l'arabe Mohamed Bamed (à gauche) et sa famille.

Une histoire de spoliation, d'exode, de justice et d'injustice, dans le nord pétrolier de l'Irak, gouverné par l'armée américaine

ET ALI L'ARABE

SIX semaines après, la base est déjà le royaume des chèvres, des poules, des moutons et des Arabes errants du clan Haddai, sous-groupe de la grande tribu bédouine des Bani Tamim. Quelques baraquements moins détruits que d'autres ont été rafistolés. Il y a des fils tendus entre les pans de murs, du linge qui sèche, une vieille femme assise à l'ombre qui file du coton brut sur un rouet de fortune, d'autres femmes plus jeunes qui transportent l'eau dans des cruches de fer blanc posées sur leur tête. Il y a des hommes sur des mulets, des bergers et des enfants maigres qui jouent, pieds nus parmi les chardons.

C'est Hamis Slimane Daoud, le lieutenant du vieux cheikh, qui nous raconte l'épopée du clan, vieil Arabe de carte postale, keffieh à damiers sur le chef, nez d'aigle, oblong visage buriné, lourdes paupières et lent phrasé. « A l'origine, notre tribu vient de Dyala. Mais nous, nous sommes de Dêbès. Nous vivions sur les bords du Tigre. En 1974, le gouvernement nous a dit qu'il y avait des terres à prendre au nord de Kirkouk. Nous sommes arrivés dans le village de Hamché cette année-là. Il y avait une cinquantaine de petites maisons désertes et, surtout, des dizaines d'hectares de bonne terre. Nous nous sommes installés, nous avons agrandi et construit d'autres maisons. D'autres Arabes du Sud, même des chiites, nous ont rejoints. A la fin, nous étions quatre-vingts familles. Nous avons vécu là, heureux, pendant vingt-neuf ans. Jusqu'à l'arrivée des Kurdes. »

Ni le cheikh, ni son second, ni aucun des trente ou quarante hommes qui entourent maintenant le questionnaire étranger ne le nient. « Nous savions que Hamché était jadis un village kurde. Mais ils avaient tous été expul-

sés dès 1963, vous savez. Les terres étaient à l'abandon. Il n'y avait plus personne pour s'en occuper. » Parole de fellah, parole de paysan sans terre.

Un jeune homme glabre et tête nue prend la parole : « C'est surtout pour protéger l'oléoduc qu'on nous a mis là. Souviens-toi baba, ils nous ont même distribué des kalachnikovs. » Le vieux se rappelle. Personne n'a oublié. Il y a quatre-vingt-trois ans maintenant que les Kurdes se sont entendu promettre un Etat indépendant. Promesse trahie moins de cinq ans après, en 1925, par la SDN, l'ancêtre de l'ONU, sur l'efficace pression d'un Empire britannique qui lorgnait déjà le pétrole de Kirkouk. La région fut attribuée à l'Irak naissant, alors protectorat anglais. Et les premiers bombardements s'abattirent sur les Kurdes mécontents.

Quatre décennies plus tard, bien avant Saddam Hussein et sa politique « d'arabisation » des terres et des villes « stratégiques » du Nord, les Kurdes irakiens, qui forment encore un quart de la population nationale, étaient pourchassés, expulsés, déportés ou massacrés, quand ils ne se soumettaient pas au pouvoir « arabe » de Bagdad.

Au fil des guerres, des réconciliations éphémères, des promesses trahies et des rébellions armées, ce sont près de deux millions d'entre eux, près de la moitié de la communauté, qui se sont vu « déplacer » à l'intérieur du pays. De cent vingt mille à deux cent mille ces douze dernières années, d'après les organisations de défense des droits de l'homme, qui rappellent aussi que, depuis les années 1970, ce sont au moins trois cent mille Kurdes qui ont péri dans les combats et les massacres perpétrés par les armées du Baas.

Non, le vieil Hamis ne nie rien de tout cela.

Il sait que des centaines de villages kurdes, tout au long du précieux oléoduc qui emportait jusqu'à un million de barils d'or noir par jour vers la Turquie et les pétroliers étrangers avant la guerre américaine de « libération », ont été rasés.

Cheikh Ali n'ignore pas que de nombreux villages survivants, dont Hamché, Meyssaloun, Haïfa, Kala Dera, Nasser, Bajouane, etc., portaient jadis des noms kurdes aujourd'hui oubliés. Simplement, à Hamché, « il y avait de bonnes terres, de l'eau et de l'électricité, vous comprenez. Nos enfants y sont nés, nous y avons prospéré. C'est fini maintenant. Il ne nous reste rien. Une cinquantaine de Kurdes armés, dans huit camionnettes, sont venus nous chasser. C'était le 11 avril. Ils nous ont d'abord donné une heure pour faire nos bagages. Puis une journée. Finalement, nous avons parlementé, ils ont accepté de nous donner six jours. Nos voisins chiïtes sont repartis dans le Sud, vers Kout et Diwanié. Nous, les sunnites, nous avons marché avec nos bêtes et ce que nous avons pu sauver de nos biens. Voilà. »

La triste histoire des Bani Tamim méritait sans doute une petite virée sur les lieux. Nous décidâmes d'aller voir Hamché. Passé Kirkouk, ses rues sales, ses bâtiments publics pillés et incendiés par les Kurdes, ses graffitis à la gloire de « Bush, le libérateur » et de son « immortelle US Army », passé les bureaux dévastés et les usines décaties de la North Oil Company qui extraient le pétrole, il suffit, nous précisa-t-on, de suivre l'oléoduc qui court le long de la route goudronnée, vers le nord.

Vingt-cinq kilomètres de tube plus loin nous y sommes. « Ici, c'est Hamché », indique, à l'entrée d'un chemin de terre et en calligraphie arabe, une petite pancarte en bois. Quelques dizaines de petites maisons basses, certaines en pierre noire, d'autres en boue séchée de couleur ocre, sont blotties les unes contre les autres. Les courettes de chacune d'entre elles sont délimitées par de basses clôtures de terre macérée avec de la paille et de l'eau. L'endroit n'est pas riche, mais il est paisible et propre. Mis à part quelques portes forcées et des encadrements de fenêtres arrachés, les maisons sont en bon état et semblent bien tenues. Les ruelles terreuses,

par endroits défoncées, le sont moins.

Il n'y a pas âme qui vive. Du haut d'une terrasse, le regard embrasse la vaste plaine ensoleillée qui s'étend à perte de vue. L'orge et les blés paraissent mûrs pour la moisson. Loin vers le nord, on aperçoit les contreforts des montagnes « kurdes » de Zargos. Vers le sud, c'est le désert « arabe » de Slaheddine qui commence. Personne à Hamché. Les Bani Tamim nous auraient-ils raconté des histoires ? On s'en va. Tout à coup, deux coups de feu. Les détonations sont proches. L'exploration reprend. Soudain, au détour d'un chemin, une petite fille nous aperçoit, s'enfuit à perdre haleine. On la suit. Deux femmes en fichu apparaissent, puis d'autres enfants et des hommes, enfin. Chemises ouvertes, larges pantalons bouffants serrés aux chevilles, turban roulé haut sur le crâne. Pas de doute, ce sont des Kurdes. Salutations, formule de bienvenue, on nous invite à l'inévitable thé sucré.

Pourquoi le village est-il désert ? Qui habite ici ? C'est Kazem Mohammed Karim, le plus jeune des quatre hommes présents, le seul qui parle bien l'arabe apparemment, qui répond. Il a 35 ans, une moustache noire et une petite bedaine. Il dit qu'ici habitait des « fedayins de Saddam », la tristement célèbre unité combattante de l'ancien régime. « Ils se sont enfuis quand les Américains sont arrivés. Comme ce village était à nous autrefois, nous sommes venus le reprendre. Nos anciens voisins vont tous revenir dans une semaine. » Près de lui, la mine méfiante sous son turban noir à fines rayures blanches, Hadji Ahmed Karim Saleh, massif, écoute sans broncher. Charitable, nous ne laisserons pas son neveu s'enfermer plus longtemps. Allons, nous avons rencontré les Bani Tamim, ils nous ont tout raconté. Vous les avez chassés.

Ils sont consternés. Ils nient. « Ils sont partis d'eux-mêmes. » La discussion s'anime. Hadji Ahmed va chercher un vieux grimoire ottoman. Il prouve sans conteste qu'il est chez lui. Il confirme avoir été expulsé avec tous ses voisins en 1963. « J'avais 30 ans et seulement deux enfants à l'époque. »

Tout le monde est parti vers les montagnes, Erbil et Souleimaniyé. Quarante ans

d'exil. Et les voilà, chez eux. Hadji Ahmed, comme le cheikh Ali, a huit enfants adultes maintenant et « des dizaines de petits-enfants » qu'il n'a jamais pris le temps de compter. Le vieux est heureux comme un collégien. « C'est comme une renaissance pour moi. » Ce bonheur devait-il nécessairement produire du malheur pour Cheikh Ali et les siens ?

N'y avait-il pas moyen de s'entendre avec ces Bani Tamim qui ne contestent pas leur propriété et dont le hadji kurde reconnaît qu'ils « se sont bien occupés des cultures et des maisons de Hamché » ?

Hadji Ahmed hausse l'épaule, écarte les bras. Comment faire ? En vérité, rentré d'exil le 11 avril, le vieux Kurde n'était pas seul. « Nous sommes venus à trente-deux familles pour reprendre nos biens. Les Arabes se sont enfuis. Ils se sont plaints aux Américains et les soldats sont venus. Ils ont menacé de nous mettre tous en prison si nous ne décampions pas dans les trois jours. Mes amis sont repartis camper ailleurs en attendant que l'affaire se règle légalement. Moi seul et les miens avons eu la permission de rester. Pour garder le village des voleurs et des loups, vous comprenez. »

Voilà l'histoire, une simple histoire de retour, de spoliation, de justice et d'injustice, parmi « les centaines d'évictions forcées » que la blonde major Jocelyn Aberlé, de la 4^e division d'infanterie américaine, basée à Kirkouk, nous assure essayer de résoudre. « Seule une autorité irakienne légale pourra, quand elle verra le jour, régler tous ces conflits. »

En attendant, l'US Army impose des accords, disons intermédiaires. Hadji Ahmed a fini par nous montrer un papier dactylographié daté du 15 mai 2003. « Au terme de ce compromis, est-il écrit, il est entendu que la récolte des moissons de Hamché sera partagée entre les deux parties prétendantes de la manière suivante : 45 % pour les uns, 45 % pour les autres, 10 % pour ceux qui auront assumé les frais de semences et de machinerie. Signé : Lt Colonel Randy George, commandant en second de la 173^e brigade Airborne. »

OK boys ! Vous avez le pétrole. Bon courage à vous pour le reste.

Patrice Claude

The Kurds in northern Iraq

What's happened to our cash?

ARBIL

A quarrel between the Kurds and the UN over unspent oil revenue

REINTEGRATING their region into the rest of the country was never going to be easy for Iraq's Kurds. Having enjoyed 12 years of self-rule, freedom from persecution by Saddam Hussein, and relative economic prosperity, they accepted that there would be a price to pay for the removal of the hated Iraqi dictator. At the same time, they very much hoped that their support for his ousting, combined with a sensibly moderate political agenda that respected Iraq's territorial integrity,



would not go unrewarded.

But as the Americans dither over Iraq's post-war political settlement, growing numbers of Kurds in the overwhelmingly pro-western north are worried that their concerns are being overlooked. Historically familiar mutterings of a sell-out are beginning to be heard.

The chief cause for concern is the terms on which UN sanctions against Iraq are being ended. Resolution 1483, adopted by the Security Council on May 22nd, provided for the phasing out of the oil-for-food programme within six months, and handed total control of Iraq's oil resources to American and British administrators. Any outstanding money from the oil-for-food programme is to be transferred into a national Development Fund for Iraq. This would include the separate escrow account into which the 13% of oil revenues specifically earmarked for the Kurdish regions were deposited.

Kurdish leaders, who say they were not consulted by their "allies" in the drafting of the resolution, are alarmed that there is no provision in the resolution for reimbursing the \$3.7 billion in unspent oil revenue that rests in their account. This is money the Kurds can ill afford to lose. Because of the disruption of the oil-for-food programme shortly before the start of the war, economic life in the north is grinding to a halt.

Vital customs revenues from border trade with Turkey and Iran have all but dried up. Tens of thousands of civil servants, as well as the Kurdish *peshmerga* soldiers, went unpaid for months. Unemployment is rising fast. Aware of the gravity of the economic situation in the north, America last week provided \$30m in cash to help pay key government workers, such as teachers and hospital staff.

Hoshyar Zebari, of the Kurdistan Democratic Party, asks why Kurds, who

fought alongside Americans in the war, should now be made to pay for UN inefficiency and the manipulation of the oil-for-food programme by the former Baathist regime. The programme at first acted as a safety-net for the Kurds, who had been reeling under the double whammy of international sanctions on Iraq and internal sanctions imposed on their area from Baghdad. But there were soon complaints that most of the revenues were still languishing in the UN's bank account.

This, the Kurds say, was due partly to the UN's inefficiency and lack of transparency (to put it charitably) in approving projects, partly to Baghdad's blocking tactics. The UN argues that it had to deal with the Iraqi government as the recognised sovereign power. The result, according to the Kurds, was that health and engineering projects intended for the north remained at the drawing-board stage, some of them

for as long as five years.

An official in the UN office that deals with the oil-for-food programme says that,

of the \$3.7 billion in the Kurdish escrow account, \$1.7 billion has been allocated to specific projects but remains unspent, while a further \$2 billion is unallocated and unspent. A senior British official at the UN tried to allay Kurdish fears about the fate of these unspent revenues. He was only partially successful.

He said that the \$1.7 billion was safe. So was the \$2 billion, provided the Kurds could come up with enough projects to absorb the money in the next six months. That is a taxing task for a developed country, let alone an area in political and economic limbo. The senior official declined to say what would happen if the Kurds failed to spend the \$2 billion. ■

Prétendant au trône, Ali Ben Hussein revient en Irak après quarante-cinq ans d'exil

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Lorsque son nom apparut, avant la guerre, dans la liste des candidats possibles à la direction de l'Irak, beaucoup crurent à une plaisanterie. Le scepticisme n'a pas disparu, mardi 10 juin, quand le prétendant au trône, le chérif Ali Ben Hussein, 46 ans, a foulé le sol de son pays après quarante-cinq ans d'exil... Mais en l'absence persistante, deux mois après l'entrée des Américains à Bagdad, d'un candidat évident au rôle de « numéro un » irakien, ce banquier londonien a été accueilli par un millier de partisans d'horizons divers, convaincus des mérites et des chances d'une « monarchie constitutionnelle » dans leur pays. Un peu comme le furent tant de Russes libérés du communisme, même si la brève monarchie en Irak (1922-1958), imposée par les Britanniques; n'y a guère les mêmes racines.

COOPÉRER AVEC LES AMÉRICAINS

Ces partisans n'étaient certes pas comparables aux dizaines de milliers de chiïtes qui ont acclamé, en mai, le retour d'un autre exilé, l'ayatollah Baqer Al-Hakim. Mais alors que l'idée s'impose que tout « chef » irakien doit paraître neutre au regard du grand clivage entre majorité chiïte et minorité sunnite du pays, le chérif Ali se veut l'homme de la situation. Sunnite, il souligne, dans l'arbre généalogique qu'il diffuse, sa descendance d'Ali, le grand référent des chiïtes, gendre du prophète Mahomet.

Autorisé à atterrir à bord d'un avion privé, il s'est rendu au mausolée des trois rois irakiens : Fayçal I^{er}, son fils Ghazi et son petit-fils Fayçal II, tué avec sa famille lors de la révolution de 1958. Ali,

fil d'une cousine de Ghazi, fut évacué avec sa famille, seule, parmi les Hachémites irakiens, à avoir échappé au massacre.

Au cimetière royal d'Al-Azamiya, interdit d'accès sous Saddam Hussein, le chérif Ali, en complet sombre, était attendu par des invités assis dans le jardin, dont des représentants de tribus en habits traditionnels et des femmes à l'élégance occidentale, ou voilées, et entourées d'enfants.

Pourquoi sont-ils venus ? « Parce que la royauté peut nous donner stabili-

« Moi, je suis venu seulement pour voir... De toutes façons, le pays est dans la poche des occupants, mais quand on le voudra, on les fera partir », assène pour sa part Abbas Al-Khufagi, chef de la tribu du même nom, solide vieillard au passé d'ingénieur en communications.

A ses côtés, le chef de la grande tribu des Oubeid proteste : « Nous, nous soutenons la royauté, pour l'unité du pays. » « Toutes les forces politiques le feront au sein de l'assemblée constituante » prévue par les Américains, précise le docteur Hassib Aref

d'hui, le prétendant au trône assure vouloir coopérer avec les Américains pour favoriser leur départ « le plus vite possible ». Il a déclaré, mardi, que la monarchie serait un simple « toit » à l'exercice du pouvoir par des chefs de partis élus démocratiquement. Elle est souhaitée par « la majorité du peuple irakien », a-t-il assuré.

« CONSEIL POLITIQUE » EN JUILLET

Assertion osée dans un pays toujours privé de communications téléphoniques, entre autres services de base, alors qu'abondent les raisons d'estimer que « le peuple irakien » ne souhaite pas de roi. A commencer par l'hostilité déclarée de chefs religieux chiïtes à l'idée de monarchie, liée, qui plus est, au royaume jordanien, accusé d'avoir soutenu Saddam Hussein.

Les sunnites eux-mêmes, du moins ceux qui n'étaient pas liés au régime déchu, préféreraient, dans le rôle du protecteur-rassembleur, un sunnite comme Adnan Pachachi, également apprécié des chiïtes libéraux. Exilé depuis 1970 après avoir été ministre des affaires étrangères, M. Pachachi, 80 ans, est revenu comme chef du parti des « démocrates indépendants », rejoignant le « groupe des sept », partis de l'ex-opposition en exil qui négocie avec les Américains. A en croire le quotidien du Golfe *Al-Khalij*, qui cite des sources à Washington, Paul Bremer proposerait Adnan Pachachi comme président du « conseil politique » irakien de 35 membres qu'il entend former début juillet, aux pouvoirs et à la composition toujours en discussion. Mais le chérif Ali ferait néanmoins partie des 35 membres de ce conseil...

M. Blix : « Il y a des salopards à Washington »

Le chef des inspecteurs de l'ONU en désarmement, Hans Blix, qui quitte ses fonctions fin juin à l'âge de 75 ans, estime, dans un entretien au quotidien britannique *The Guardian* du mercredi 11 juin, qu'« il y a des salopards, à Washington, qui se sont répandus à gauche et à droite contre moi et qui ont distillé des choses ignobles dans les médias ». « Mes relations avec les Américains ont été bonnes dans l'ensemble, estime M. Blix ; mais, dès que la guerre s'est profilée, Washington a fait pression sur les inspecteurs » pour que leur rapport soit plus dommageable à l'Irak. Il se dit convaincu qu'il existe, au sein de l'administration Bush, « des personnes qui ne verraient aucun inconvénient à voir disparaître l'ONU ». « On aimerait penser que les Américains, avec toute leur (...) imagerie satellitaire et les écoutes téléphoniques, auraient pu mieux faire », a-t-il déclaré, d'autre part, à la chaîne télévisée ABC. — (AFP.)

« té et protection, une vie aisée après tout ce que nous avons subi », répond Samira Yassine, directrice de la banque publique Al-Iqtisad, une de celles qui ont entrouvert ses portes sous protection de gardes privés. « Parce que le pacte constitutionnel du chérif Ali nous convient, notamment l'égalité de toutes les confessions », dit Hatem Abdel Rahim, secrétaire général chiïte d'un « mouvement de la jeunesse libre ».

Un poète et ancien communiste, Jamil Chamari, déclare qu'avec « la fin de la monarchie, un flot de sang s'est mis à couler dans le pays : seul son retour peut l'arrêter ».

Al-Oubeid. Les tribus en Irak, courtisées par les Britanniques puis par Saddam Hussein, à ses heures difficiles, le sont désormais par le chef de l'administration provisoire Paul Bremer, qui s'est rendu dimanche à une de leurs assemblées près de Hilla, dans le centre du pays.

Quant au chérif Ali lui-même, il explique que la monarchie avait permis à l'Irak de se débarrasser des Britanniques qui l'occupèrent après la défaite de l'Empire ottoman. Après avoir perdu plus de 10 000 hommes suite à une rébellion, ils installèrent un roi pour se désengager. Aujourd'

Sophie Shihab

Les Etats-Unis exigent de la Turquie qu'elle cesse toute intervention dans la région

Washington contraint Ankara à faire des concessions à propos des Kurdes

Istanbul : Éric Biegala

Rudolphe pour Ugur Ziyal. Le sous-secrétaire turc aux Affaires étrangères, est attendu la semaine prochaine à Washington pour tenter de recoller les pots cassés des relations avec les Etats-Unis. Le refus turc d'autoriser le transit des troupes américaines vers l'Irak en mars a été particulièrement mal reçu par l'administration Bush.

Dès la fin des affrontements en avril, hauts fonctionnaires et éditorialistes turcs s'attendaient à un retour de bâton montrant que le « partenariat stratégique » d'antan de Bill Clinton avait du plomb dans l'aile. Paul Wolfowitz s'en est chargé le 6 mai sur la chaîne d'information CNN-Türk : « On aurait pu croire que la solidarité musulmane aurait poussé [la Turquie] à aider les Américains à libérer [l'Irak]. Ce n'est pas ce qui s'est passé. (...) Maintenant il faut que la Turquie reconnaisse son erreur », a martelé le secrétaire adjoint à la Défense.

L'exigence d'un acte de contrition turc est évidemment inacceptable dans un pays où, comme l'a précisé le chef du gouvernement, on n'a nullement l'impression d'avoir commis une

« erreur ». Le passage des troupes américaines – à l'époque défendu par le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan – n'avait pas été entériné par le Parlement et l'exécutif avait dû s'incliner. Ce détour par la représentation nationale semble avoir déplu à Washington, Paul Wolfowitz stigmatisant les militaires turcs qui « n'ont pas fait preuve du leadership que nous attendions ».

Le numéro deux du Pentagone espérait que les généraux d'Ankara prendraient le pas sur les institutions civiles. « Wolfowitz avait des attentes disproportionnées, il faisait même preuve d'arrogance... Évidemment, aujourd'hui sa déception est énorme », estime un officier général turc ayant participé aux pourparlers turco-américains d'avant-guerre. Certes, le refus de laisser passer les GI a obligé le Pentagone à revoir son plan de guerre. Mais la rebuffade turque n'est pas le seul motif d'agacement.

Les menées d'Ankara sur le territoire irakien alourdissent son passif du point de vue de Washington. Jusqu'au dernier moment les Etats-Unis ont insisté pour que la Turquie renonce à envoyer des troupes dans le Kurdistan irakien, l'administration Bush rajoutant *in extremis* un milliard de dollars au profit des

Turcs dans son budget de guerre. Cela n'a pas empêché les forces d'Ankara de tenter une infiltration dans la ville pétrolière de Kirkuk après les affrontements.

Selon les militaires américains, qui ont arrêté et reconduit *manu militari* la petite escouade turque, l'objectif était de déstabiliser le fragile équilibre entre majorité kurde et minorité turcomane dans la deuxième région pétrolière du pays. Les cercles nationalistes d'Ankara ont annoncé de longue date qu'ils ne toléreraient pas le contrôle des puits de Kirkuk par les Kurdes...

Avant de revenir à des relations plus cordiales, Washington exige donc de la Turquie qu'elle repense entièrement ses relations avec les Kurdes irakiens. Le message semble avoir été reçu puisque, selon le quotidien *Hürriyet*, Ugur Ziyal utiliserait sa visite à Washington pour faire valoir la nouvelle donne suivante : « Une attitude plus flexible vis-à-vis des Kurdes en Irak, la suspension de la menace permanente d'intervention dans la région et l'arrêt de l'instrumentalisation des Turcomans comme cinquième colonne de la Turquie. » Ankara serait même prête à accepter la constitution d'un Irak fédéral laissant une large autonomie aux Kurdes. Restera à régler

le problème de la présence dans le Kurdistan irakien de plusieurs milliers de soldats turcs.

Autre pierre d'achoppement : l'Irak et la Syrie. « Tout ce que la Turquie entreprend vis-à-vis de la Syrie ou de l'Irak doit s'inscrire dans une politique globale en accord avec la nôtre », exigeait Paul Wolfowitz, début mai, quelques jours après une visite éclair du ministre des affaires étrangères turc dans ces deux pays. Là aussi, le message semble avoir été compris. Lors d'un second passage à Téhéran, à l'occasion d'une réunion de l'Organisation de la Conférence Islamique fin mai, le chef de la diplomatie turque, Abdullah Gül, a plaidé pour davantage de démocratie dans les pays musulmans et stigmatisé les inégalités entre hommes et femmes. Du jamais vu dans une telle enceinte.

Washington exigera sans doute davantage de la Turquie, notamment sur le dossier chypriote. Le dirigeant chypriote-turc, Rauf Denktaş, est accusé d'être à l'origine de l'échec des pourparlers de réunification. Un envoyé spécial de la diplomatie américaine, en tournée dans la région, n'a guère fait mystère de sa volonté de faire pression sur la partie turque pour une reprise des négociations.

Les Américains traquent les irréductibles du Baas

Adrien Jaulmes

Les combats ont repris en Irak. Depuis lundi, plusieurs milliers de fantassins de la 3^e division d'infanterie sont engagés dans l'opération « Peninsula Strike » autour de la ville de Dholiuya, à 70 kilomètres au nord de Bagdad. Appuyés par des avions, des drones – des avions sans pilote – et des hélicoptères d'attaque, les soldats ont d'abord procédé en début de semaine au bouclage d'une vaste péninsule dans un méandre du Tigre servant de refuge aux combattants irakiens. Puis, selon un procédé rappelant les opérations menées 35 ans plus tôt au Vietnam, les unités mécanisées et hélicoptérées ont ra-



tissé le secteur, capturant 384 individus suspects, dont 30 membres du parti Baas.

Une douzaine de fuyards ont été interceptés par une patrouille fluviale alors qu'ils s'enfuyaient par bateau sur le Tigre.

Mais le bilan de l'opération est

mitigé : menées au milieu d'une végétation dense, les recherches n'ont abouti qu'à la découverte de quelques armes légères et lance-roquettes, un armement très répandu en Irak, selon les unités engagées dans l'opération.

Les activités aériennes améri-

caines se sont poursuivies hier avec le bombardement d'un « camp d'entraînement terroriste » au nord de la capitale. « Dès que nous avons un renseignement exploitable, nous frappons dur, avec des moyens meurtriers », a simplement commenté le chef des forces terrestres, le général David McKiernan. « Je n'ai pas l'intention de rentrer dans les détails sur les dommages infligés », a répondu l'officier supérieur américain à un journaliste qui lui demandait combien d'Irakiens avaient été tués.

Le Commandement central américain (Centcom) a aussi annoncé qu'un hélicoptère Apache de la 101^e division aéroportée avait été abattu hier, apparemment par des tirs hostiles dans l'ouest de l'Irak. C'est le premier

appareil américain abattu depuis la fin de la guerre. Les forces terrestres de la coalition ont pu récupérer presque immédiatement les deux membres d'équipage, qui n'ont pas été blessés. Un chasseur-bombardier F 16 a aussi été perdu hier près de Bagdad, vraisemblablement victime d'une panne.

Ces opérations, menées au cœur du « triangle sunnite », fief des partisans de Saddam Hussein, visent à mettre fin à la recrudescence des attaques contre les forces américaines.

Au cours des deux dernières semaines, plusieurs soldats américains ont été tués ou blessés lors d'embuscades concentrées dans deux zones principales. La première est située au nord de la capitale irakienne, autour de Balad, Bakouba et Tikrit, la ville natale de Saddam Hussein.

La seconde à l'ouest de Bagdad, autour des villes de Faloulouja et Rami. Au total, 13 soldats américains ont été tués au cours de 80 attaques et embuscades depuis le 1^{er} mai, date à laquelle le président américain George W. Bush a annoncé la fin des opérations militaires en Irak.

L'administrateur civil américain Paul Bremer a qualifié hier ces attaques de « résistance organisée », tout en soulignant qu'elle n'apparaissait pas centralisée. « Nous n'avons pas encore la preuve d'un commandement ou contrôle central » pour ces opérations, a-t-il ajouté.

Selon lui, la résistance aux troupes américaines vient de loyalistes du parti Baas dissous de l'ex-président Saddam Hussein, de membres des Fedayin

de Saddam, un corps paramilitaire du Baas, et d'éléments de la garde républicaine, anciennes troupes d'élite de Saddam Hussein.

Le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld a annoncé mardi, au cours d'une visite au Portugal qu'il faudrait des mois pour venir à bout des poches de résistance du régime déchu de Saddam Hussein en Irak. « Cela prendra du temps pour extirper les vestiges du régime de Saddam Hussein et nous avons l'intention d'y arriver », avait-il annoncé.

Rappelant que les États-Unis disposaient de 156 000 hommes en Irak et que leurs alliés avaient entre 12 000 et 15 000 soldats sur place, M. Rumsfeld a aussi annoncé que la coalition modifierait la composition des forces afin que la présence mi-

litaire soit « ressentie et vue dans le pays ».

Parallèlement à ce regain d'activité militaire, les Américains

multiplient leurs efforts pour impliquer davantage de pays dans la politique de l'après-guerre en Irak.

Une brigade d'intervention rapide danoise composée d'environ 460 soldats a été déployée hier en secteur britannique à Kurna, dans le sud de l'Irak, au confluent du Tigre et de l'Euphrate.

L'Espagne a aussi annoncé hier l'envoi dès septembre d'une brigade à laquelle participeront des pays d'Amérique centrale. Cette unité devrait être déployée autour de Nasiryya, Kerbala et Nadjaf, au sud de Bagdad, et placée sous commandement polonais.

La méfiance tapageuse des chefs de clan irakiens

Bagdad : Georges Malbrunot

Sous une immense tente bédouine dressée près de l'ancien aéroport de Bagdad, six cents cheikhs (chefs de tribu) venus des quatre coins de l'Irak se sont rassemblés à l'appel de l'Association des chefs de clan, créée après la chute de Saddam. « Nous dirigeons ce pays », soutient fièrement Thamer al-Dleimi, sans doute à l'intention de l'invité de marque : le lieutenant-colonel Drenner, assis au premier rang et protégé par ses hommes.

« Je suis là pour observer et écouter, répond le représentant de l'administration américaine. Je suis un peu nerveux. Je comprends les difficultés de la population. La coalition doit travailler avec vous, et vous avec la coalition. On a grandement besoin de votre aide. »

Les applaudissements sont ravis. Après que les principaux cheikhs eurent pris la parole, Sheikh al-Jawari, l'instigateur du meeting, conclut en lisant un projet de déclaration finale en quinze points. « Former un gouvernement irakien le plus vite possible. Libérer les fonds irakiens gelés à l'étranger. Régler le problème de la dette exté-



rieure. Récupérer les antiquités volées. De la nourriture pour tous. Garantir les salaires et les retraites. Accorder une amnistie aux baasistes et aux membres de l'ancien régime... »

Ce dernier point soulève la colère dans l'assistance. Plusieurs chefs se lèvent et pointent un doigt accusateur, non pas vers Sheikh al-Jawari, par respect pour un des leurs, mais envers Thamer, accusé d'être encore à la solde de l'ancien régime. « Mort aux criminels ! » « Tu es un traître ! » La réunion manque de tourner au pugilat.

« Frères irakiens, frères irakiens, harangue Thamer, cal-

mez-vous. » « Tu es un collaborateur de Saddam, tu devrais avoir honte de te montrer », accuse l'un de ses adversaires. « Comment peut-on me traiter de baasiste, se défend Thamer. J'ai eu cinq frères tués par le dictateur. J'ai simplement voulu dire que tous les anciens baasistes n'étaient pas des criminels, et que les criminels, eux, devront être jugés. »

Épuration ou pardon, l'attitude à adopter à l'égard des cadres de l'ancien régime constitue la principale controverse de l'après-Saddam. Aux premières salves, le représentant américain et sa suite se sont éclipsés. Les trouble-fête seraient des chefs de clan chiïtes, originaires du sud de l'Irak, où la répression a été cruelle.

Le calme revenu, le lieutenant-colonel Drenner réapparaît et se fait expliquer les raisons du chaos. Un chef de tribu souhaite la réconciliation avec le Koweït. « Nous sommes des voisins. » Son clan est dispersé de part et d'autre de la frontière. « Es-tu prêt à faire confiance à un roi ? » interroge un autre sheikh. « Non, Sherif Ali (NDLR : Ali Ben Hussein, revenu mardi au pays après quarante-cinq ans d'exil) est un voyou. Personne n'en veut ! », répond son voisin.

Dans la confusion, les revendications partisans se mêlent aux

questions d'intérêt général. Après vingt-cinq ans de dictature, la parole se libère. Cette seconde réunion des tribus donne une idée des difficultés à rassembler les morceaux de la mosaïque irakienne, savamment divisée par Saddam. Le jeu politique est désormais ouvert. Plus de 70 partis ont vu le jour en deux mois. Chacun veut peser sur l'avenir du pays.

L'Irak compte environ mille chefs de tribu. Huit cents cheikhs sont enregistrés auprès de l'association, qui revendique trois millions de sympathisants. En l'absence d'une véritable autorité centrale, les tribus se font volontiers courtiser par les nouveaux maîtres du pays, mais leurs chefs se gardent de mettre tous leurs œufs dans le même panier.

« Nous sommes sceptiques sur les chances de succès des Américains. Nous souhaitons le retour de la France en Irak, dit Tareq, un de leurs représentants, mais on ne sait plus quelle est sa position. » Et d'ajouter sous cape : « Notre but est d'avoir deux représentants dans le gouvernement que les Américains promettent de former. Mais s'ils ne répondent pas à nos revendications, nous deviendrons un mouvement politique de libération nationale. »

Les partis kurdes victimes de problèmes financiers



ERBIL (Irak), 12 juin (AFP) - 10h03 - Les deux principaux partis kurdes d'Irak font face à des problèmes de liquidités pour payer leurs combattants, même s'ils comptent à long terme sur l'intégration de dizaines de milliers d'entre eux dans la nouvelle armée irakienne.

Les formations rivales du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani (UPK), qui contrôlent depuis 1991 le Kurdistan (nord), se sont alliées aux troupes de la coalition pour combattre les forces de Saddam Hussein pendant la guerre.

Avant le conflit, ils puisaient, pour payer leurs peshmergas, dans les revenus qu'ils obtenaient principalement des taxes imposées à l'entrée des marchandises de Turquie et d'Iran dans leur territoire.

Mais depuis plusieurs semaines, les passages frontaliers sont contrôlés par les forces de la coalition et les revenus de ces partis ont fortement diminué, explique à l'AFP un responsable du PDK Bruska Shawyès, basé à Erbil (300 km au nord de Bagdad).

"Les revenus des partis ont baissé", a indiqué de son côté un haut responsable de l'UPK, Sadi Ahmed Pire, interrogé par téléphone à Mossoul.

La baisse du volume du commerce transfrontalier pendant la guerre suivi par l'élimination par la coalition américano-britannique des taxes sur les produits de base ont provoqué un manque de liquidités, "une asphyxie", selon lui.

Mais M. Pire n'a aucune crainte pour l'avenir de ses combattants, au nombre de 25.000 en plus d'autant de réservistes. "Une partie d'entre eux reviendront à leur profession initiale, d'autres, âgés, iront à la retraite et le reste sera intégré dans la nouvelle armée irakienne", a-t-il souligné.

Moins rassuré, le responsable du PDK a indiqué que la plupart de ses peshmergas, dont le salaire moyen mensuel est de 80 dollars, n'avaient connu que le "métier de militaire" et qu'il leur serait difficile de s'intégrer dans la société civile.

"Nous avons des combattants qui se sont joints au PDK il y a 50 ans et d'autres après 1991 et la plupart ont reçu un bon entraînement. Nous espérons qu'ils seront intégrés dans l'armée. Aussi, comment pourrions-nous renvoyer les combattants âgés chez eux sans rétribution", s'est-il interrogé.

M. Shawyès a fait état de contacts avec l'armée américaine "pour tenter d'intégrer les combattants dans de nouvelles unités de garde-frontières par exemple au sein de l'armée". Le PDK compte également quelque 25.000 combattants et autant de réservistes.

L'adjoint de Massoud Barzani a par ailleurs affirmé que son parti et l'UPK poursuivaient la traque des responsables de l'ancien régime.

"Une unité de commando formée de 200 éléments de l'UPK et du PDK a reçu les meilleurs entraînements militaires et sera en charge de pourchasser les membres importants du parti Baas dans les différentes régions du nord de l'Irak", a-t-il indiqué.

Les partis kurdes ont été exclus du désarmement ordonné par la coalition américano-britannique qui avait annoncé le 24 mai que les Irakiens devraient avoir un permis pour porter des armes légères et que toutes les armes lourdes aux mains de groupes politiques seraient interdites à partir du 15 juin.

Mais le 5 juin, ils ont lancé une campagne contre les marchés aux armes dans Erbil et ses environs, où cinq entrepôts ont été fermés ces derniers jours.

Le Kurdistan regorge d'armes du fait que ses habitants devaient défendre ce territoire contre l'armée de Saddam Hussein, mais également du fait des conflits inter-kurdes qui ont ensanglanté la région dans les années 1990.

In Iraq, a fragile unity trumps the forces of disintegration

By Patrick E. Tyler

BAGHDAD: In 1919, when the British adventurer Gertrude Bell pondered the threat of disintegration in Iraq from the ethnic and religious strife that prevailed as its boundaries were drawn, she saw the inchoate state slipping toward the abyss.

"It's like a nightmare in which you foresee all the horrible things which are going to happen and can't stretch out your hand to prevent them," she told a friend.

In 2003, many experts warned that the toppling of Saddam Hussein would unleash the same forces of disintegration. The traditionally influential Sunni Muslims would be pitted against the majority Shiites, the Kurdish chieftains of the north against Turkmen. Without the steely control of Saddam over the diverse plain of Mesopotamia, without a strongman from the warrior class of the Sunni Muslim tribes of central Iraq, the country would fly apart, and self-interested neighbors — Iran, Turkey, Syria — would even go to war over the spoils.

So far, there is no sign of national disintegration under the new occupation by 140,000 mostly American and British troops.

"We are for democratic elections, we are with the democratic spirit," a leading tribal sheik, Majid Hatem Sayhoud, said this week. Despite anti-American and antidemocratic sermons by some Shiite clerics, and attacks on American soldiers apparently carried out by Saddam loyalists, this sentiment is being repeated by the ayatollahs in the holy Shiite cities of Najaf and Karbala, by the Sunni elites of Baghdad and by the Kurdish overlords of the mountainous north.

In a devastated land that has seen three wars over the last two decades, a strong sense of Iraqi national identity — and unity — is emerging in the politics of post-Saddam Iraqi society, interviews here in the last month suggest.

In the weeks since the end of major hostilities here, the Kurdish leader Masoud Barzani has made a pilgrimage to the Shiite bastion of Najaf — his first such since 1967 — to declare a political alliance with leading ayatollahs.

The leader of the Shiite Dawa Party, Ibrahim Jafari, and Adnan Pachachi, a leading Iraqi diplomat of the 1960s, traveled to the Kurdish stronghold of Erbil this week to affirm common principles of democracy and pluralism in the formation of a new Iraq.

The disparate forces of Iraqi opposition exiles who worked to overthrow Saddam over the last decade have func-

tioned as a unified board of directors for more than a year, speaking to the Bush administration with one voice.

For many Iraqis, it is still a fragile foundation, one that merely papers over forces of disintegration similar to those that tore apart the old Yugoslavia as Communism collapsed. "We may need

'We are for democratic elections, we are with the democratic spirit,' a leading sheikh said.

the Americans and British here forever," said Muhammad Lilu, 59. "If they leave us, there will be fighting."

Some experts think it may be naive to assume that Kurdish chiefs can move beyond the warlord traditions of the north, that Shiite clerics can subordinate medieval conventions of Islamic law to Western concepts of civil society or that the Sunni tribes can accept a system in which all Iraqis are equal before the law.

But Iraqi political figures are not just speaking the language of democratic transformation. They are also applying steady pressure on Washington and London to speed up the process of democratization.

They are meeting some resistance from the occupation administrator, L. Paul Bremer, largely because he and his British advisers think that it will take months before the Iraqis can adapt to representative government.

"When historians look back 50 years from now," a senior American official here said recently, this initial period of political transition "will not be the thing that people focus on." It may seem hugely important now, he said, but the real test will be the constitutional process that sets the agenda for the first free elections here and puts in place the first democratic government.

Not everyone agrees, and no one in the occupation authority can say when elections will take place.

"For a lot of people, in the hierarchy of their needs, they are not focused on the democratic process," the official said. "They want stability," he said, meaning security and a functioning economy. "You can't eat the constitution."

The occupation powers are loath to move too quickly — in part, they concede, because the price of failure could be catastrophic for the Iraqis and for the fortunes of the Bush administration

and the government of Prime Minister Tony Blair of Britain.

New newspapers are appearing every week, but the media remain largely undeveloped for national politics.

"There is still no national framework for political parties," a British official said, except the discredited Ba'ath Party of Saddam, whose leaders are still being hunted. "The climate is not suitable at the moment for a free and open democratic process."

On the campus of Baghdad University, a young Shiite student is worried about delay.

"Iraq's new political process needs to work quickly because Iraqi society has been living for a long time behind high walls," said Mazen Yasseri, 20. "If people begin to dwell on their political suffering when they are trying to build a new country," he said, Iraq could lapse into the grievance politics of the past — which in turn could propel another tyrant to power to hold Iraq together.

The democratic instinct is strong now, Yasseri said, but poorly understood. "The people want something, but they cannot appreciate the price they will have to pay for it," he said.

For Iraq to stay united and become democratic, the Shiite religious leaders will have to make concessions to secular

government, the secular Sunnis and Shiites will have to make concessions to Iraq's Muslim character, the Kurds will have to give up their private armies, their smuggling networks and internecine struggles for dominion over resources.

Still, long before anyone casts a ballot here, Iraqis are crossing political lines.

At the Democratic Student Movement office on Baghdad's largest campus, Abdul Amir Kazzim, 35, a Shiite, said he would consider voting for Pachachi, a Sunni, to lead Iraq. "He gives the impression of independence and he is really working to help Iraq," Kazzim said.

Another student said he would support a Kurdish chieftain because the Kurdish parties had the longest record of opposing Saddam.

Some Iraqis wonder whether the United States and Britain, having made the largest investment in regime change and nation building since World War II, will really be able to let go, or whether they will be more like a British official described by Margaret McMillan in her book "Paris 1919," who said, "What we want is some administration with Arab institutions which we can safely leave while pulling the strings ourselves."

The New York Times

Friday, June 13, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Kurds unite for power in new Iraq

By Sabrina Tavernise

SULAIMANIYA, Iraq: Iraq's two main Kurdish political parties agreed this week to try to put their rancorous past behind them and begin merging their local administrations in an attempt to wield greater influence in national politics in Baghdad.

The parties, the Kurdish Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, run two separate governments in Kurdistan, an ethnically distinct region in northern Iraq that has been independent from Baghdad since 1991.

On Thursday in the resort town of Dukan in northern Iraq, the parties' leaders, Jalal Talabani and Massoud

Barzani, set up a six-member committee to map out a plan for unification. The group was charged with completing a proposal by the end of June.

Currently, the governments are based in the cities of Erbil and Sulaimaniya. Relations in the past have never been good. The two groups fought a war in the mid-1990s.

Kurds have emerged as a powerful political force in national Iraqi politics. They are politically organized with a decade of experience running their own enclave. They say they want to join forces to better compete against other political powers in Iraq.

"We are concerned about Baghdad as much as we are concerned about Kurdistan," said Fathel Mirani, a member of the central committee of the Democratic Party of Kurdistan. "This will make things easier. Now there will be only one prime minister."

Though the leaders talk politely of unification, rank-and-file soldiers and party members still harbor hatred against the other party. Even the leaders, critics said, may not be able to trust one another for long enough to forge a true union.

The parties fought a bitter, bloody war from 1994 to 1997 over territory in northern Iraq.

The parties also worked against one another with governments of neighboring countries like Iran and Turkey, even though they were hostile to the Kurdish cause.

But Kurdish politicians, it seems, realize that staying separate would mean political suicide. They are trying to put aside their age-old hatreds to gain a firmer footing in the new Iraq.

"They know they have a common fate and common destiny," said Masrur Barzani, son of Massoud Barzani and the head of Kurdistan Democratic Party's intelligence arm. "The fighting has been over for many years now. One of the most important advantages that Kurds have is unity."

The Kurds, at the meeting Thursday, decided that one leader, Talabani, would travel to Baghdad in the next several days to speak with the American administration on behalf of all Kurds, a move of trust that would have been unusual even a year ago.

The New York Times

June 14-15, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune

The police clamp down on Tehran

Tense calm is reported after 3 nights of street protests

The Associated Press

TEHRAN: A tense calm fell over Tehran on Friday after three nights of protests and clashes between anti-government activists and militants aligned with Iran's hard-line regime.

Hundreds of Iranian police officers locked down the capital again on Friday, lining all streets leading to the dormitory housing Tehran University students, who sparked this week's first protests.

Some 30 police officers entered the dormitory and remained there in an attempt to stop students from re-igniting any protests.

Initial demonstrations against plans to privatize universities spiraled into days of all-out denunciations against the clerical government of supreme leader Ayatollah Ali Khamenei.

During the early hours of Friday morning, witnesses said pro-clergy militants on motorcycles chased protesters and beat them with clubs in a bid to quell demonstrations.

Late Thursday and early Friday, hundreds of young Iranians, many in their teens, took to the streets around Tehran University and the nearby Laleh hotel, formerly the Intercontinental, to denounce Khamenei and his regime.

But by Friday afternoon, no protests were reported in Tehran, which has been virtually taken over by uniformed and plain-clothed police officers, who prevented groups of people from gathering and searched suspect cars.

Criticism of Khamenei is usually punished by imprisonment, and public



The Associated Press

Masked Iranian students protesting outside Tehran University early Friday.

calls for his death had been unheard of until this week.

Khamenei's hard-line supporters — who control key government institutions in Iran — are locked in a power struggle with the popularly elected reformist President Mohammad Khatami.

Public support for Khatami also appears to be falling because of his government's inability to implement a raft of promised reforms.

During a Friday prayer sermon at Tehran University, former president Hashemi Rafsanjani, a key Khamenei supporter, urged Iran's youth not to fall into what he described as a U.S. trap by denouncing the country's political leadership.

"They should be careful not to fall into trap dug out by the Americans," Rafsanjani told worshippers.

Rafsanjani said it was Iran's policy to "act resolutely" to prevent demonstrations from getting out of hand but "not to be harsh on protesters."

While the recent protests seemed to

be disorganized, with no clear leaders, some demonstrators vowed to keep up the pressure until next month's anniversary of the much larger and violent protests in 1999.

"The protests are not expected to continue. Since the ruling establishment is not flexible, any protests create worries for the regime," leading reformist and university professor Fayaz Zahed said.

"But these latest protests cannot create serious threats for the government because they are not organized."

A hallmark of the latest protests has been the limited intervention of Iranian police, who were known during previous protests for siding with militant supporters of Khamenei in putting down any anti-government demonstrations.

Early Friday, witnesses saw riot police preventing attacks on protesters by the militants, some of whom chanted: "Oh, exalted leader, we are ready to follow your instructions!"

Thousands of people looked on,

sometimes clapping with the protesters and taking up their chants. Residents near the university hospital left their doors open so demonstrators could find quick shelter if the authorities moved in.

Traffic has been bumper-to-bumper in downtown Tehran until the early hours as curious residents stayed out to watch developments.

Khamenei this week warned of a major crackdown in a speech broadcast on state television and radio.

He referred to violence in 1999, when security forces and extremist supporters of hard-line clerics attacked pro-democracy demonstrators after a student dormitory was stormed.

The dormitory raid led to the death of at least one student and generated the worst street battles since the 1979 Islamic Revolution.

"If the Iranian nation decides to deal with the (current) rioters, it will do so in the way it dealt with it on July 14, 1999," Khamenei said.

Le retour des 200 000 Irakiens réfugiés en Iran est bloqué

GENÈVE

de notre correspondante

Les Américains empêchent, depuis plusieurs jours déjà, le retour dans leur pays de quelque 200 000 réfugiés irakiens installés en Iran. Prévu pour débiter la semaine dernière, le rapatriement de ces réfugiés chiites vivant en Iran depuis plus de vingt ans ne serait « pour l'instant », selon des sources proches de l'administrateur américain en Irak, Paul Bremer, « ni possible, ni d'ailleurs souhaitable ».

Jeudi 12 juin, un porte-parole du département d'Etat a indiqué que les Etats-Unis ne laisseraient pas revenir ces Irakiens tant que « des mécanismes de réception appropriés » ne seraient pas mis en place pour assurer un retour « dans la dignité et la sécurité ».

La décision américaine aurait déjà provoqué des émeutes dans plusieurs camps de réfugiés à la frontière avec l'Irak. « La situation est tendue dans certains camps », affirme un responsable de l'ONU contacté en Iran, dans le camp d'Echrafî, dans la province de Khuzistan, en particulier ».

BESOIN « DE TEMPS »

Ahmed Hosseini, directeur de l'Agence iranienne pour les réfugiés (Bafia), a voulu, lors de son passage à Genève, jeudi, « dénoncer publiquement » la décision amé-

ricaine et « exiger » l'intervention de l'ONU. « C'est une situation inacceptable qui, en plus, est devenue un vrai problème politique pour l'Irak », a-t-il expliqué au Monde. M. Hosseini est à Genève, explique-t-il, pour faire part à la communauté internationale de l'inquiétude du gouvernement iranien.

Par ailleurs, dit-il, « les réfugiés irakiens pensent que c'est le gouvernement de Téhéran qui les empêchent de rentrer chez eux ». Le refus américain, transmis aux autorités iraniennes par l'intermédiaire de l'ambassadeur britannique en Iran, est « une violation des conventions de Genève », estime le directeur de Bafia. Selon lui, les réfugiés « qui se préparent depuis des semaines à retourner chez eux », devaient être transportés en bus à la frontière, puis être pris en charge par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) pour être conduits à Bassora.

A Bagdad, Denis McNamara, membre du HCR et chargé du dossier des réfugiés en Iran, insiste sur la volonté de l'ONU de rapatrier ces Irakiens qui « ont tout à fait le droit de rentrer chez eux ». M. McNamara, qui a rencontré Paul Bremer, explique que le HCR a besoin « de temps » pour préparer le retour de 200 000 personnes. « Nous savons qu'il y a déjà des agitations dans les camps, dit-il, et nous

sommes en train d'accélérer nos travaux pour que le retour puisse se faire dans de bonnes conditions de sécurité. Le HCR doit être en mesure de s'occuper de ses réfugiés dès leur arrivée en Irak, ce qui, pour l'instant, n'est pas le cas. »

Le chef de la mission du HCR à Téhéran, Philippe Lavanchy, explique, pour sa part, que des négociations entre les Iraniens, les Britanniques et l'Agence onusienne sont en cours et que la situation devrait « se débloquer progressivement ».

« CAUCHEMAR LOGISTIQUE »

Parlant sous couvert d'anonymat, un interlocuteur évoque le « cauchemar logistique » que représenterait, pour les Américains, un retour massif de réfugiés venant d'Irak. Mais il évoque surtout « le cauchemar politique » qui consisterait à surveiller 200 000 réfugiés, presque tous chiites, ayant passé plus de vingt ans en Iran.

« Les Américains soupçonnent Téhéran de vouloir tout saboter en Irak », ajoute cet interlocuteur. Il y a quelques jours, Paul Bremer avait lancé un avertissement à Téhéran, lui demandant de se tenir à l'écart des affaires irakiennes. « Des agents du régime iranien cherchent activement à saboter le processus de démocratisation en Irak », avait-il affirmé sans donner plus de précision. « Les Iraniens savent ce qu'ils

font, nous savons ce qu'ils font, et ceci doit cesser », ajoutait-il.

Le responsable iranien Ahmed Hosseini a également évoqué, à Genève, le sort des quelque 2 millions de réfugiés afghans qui séjournent toujours en Iran. Certains s'y trouvent depuis l'invasion de leur pays par l'armée soviétique, en 1979. Selon M. Hosseini, le HCR a décidé d'arrêter en 2005 son aide financière à Téhéran. Décision qualifiée d'« inacceptable » par M. Hosseini puisqu'elle « poserait des problèmes énormes pour notre gouvernement ».

Selon le HCR, après le départ des troupes soviétiques, puis le renversement du régime des talibans, les Afghans d'Irak ne peuvent plus être considérés comme des réfugiés. « Je comprends que les conditions de vie soient nettement plus agréables en Iran qu'en Afghanistan », explique le responsable du HCR Philippe Lavanchy, mais il n'y a plus aucune raison d'admettre que ces exilés sont des réfugiés ». « D'ailleurs, ajoute-t-il, les pays donateurs refusent de continuer à financer leur séjour ».

Un accord « tripartite » entre les autorités iraniennes, afghanes et le HCR pourrait être signé le 18 juin, afin de clarifier les modalités de rapatriement des Afghans dans leurs pays.

Afsané Bassir Pour

Le Monde

14 JUIN 2003

Turkey's army

Is it a waning influence?

ISTANBUL

Turkey's generals are still a brake on reform. But that may not last

IF THE government that took office in November were to have had its way easily, Turkey's parliament, where it enjoys an absolute majority, would months ago have approved an array of new laws to bring the country closer towards achieving its long-held ambition of joining the European Union. The "mini democratisation package", the sixth in a series of reform bills, would let international monitors scrutinise general elections; let private radio and television channels broadcast in Kurdish; remove the armed forces from the board of Turkey's broadcasting watchdog; and scrap Article 8 of the anti-terror law, which bans "separatist propaganda" and has justified the jailing of thousands of politicians, journalists and campaigners over the years.

But Turkey's meddlesome generals, who recently blocked a UN plan to reunite Cyprus, have been saying no. They have argued, as usual, that "Turkey's special circumstances" mean that governments should always be empowered to take extraordinary measures to guard against "those who wish to undermine the country's territorial unity" (code for Kurds) or against others who might want to reverse "80 years of secular rule" (ie, Islamists).

Things may at last, however, be changing. The country's prime minister, Tayyip Erdogan, his foreign minister, Abdullah Gul, and his justice minister, Cemil Cicek, have recently steered themselves to stand up to the men in uniform. The elected politicians now promise that the reforms, originally due to pass in April, will be enacted in time for a grand EU summit in Greece on June 20th—without even being brought before the National Security Council, where the top generals bang their fists.

Whoever comes out on top—the generals or the politicians—will greatly affect the government's credibility at home and abroad. It is not an exaggeration to say that the future of Turkish democracy is at stake. If the reforms go through and are actually implemented, the Turks hope they will soon be given a date for starting formal negotiations to join the EU.

For many of the generals, the changes would hurt. They would plainly have to take orders from civilians. They would have to allow the military budget to be publicly scrutinised; no one, outside the generals' circle, knows where the money goes. And they would have to keep out of politics for good.

They are unlikely to submit to political authority graciously. "The armed forces' strategy is to undermine and embarrass the [ruling] Justice and Development Party," says Umit Cizre Sakallioğlu, an authority on the army. The top soldiers, who zealously guard Turkey's secular tradition, have never concealed their contempt for Mr Erdogan, who, partly thanks to their pressure, was previously ousted as mayor of Istanbul and put briefly behind bars for publicly reciting a poem that allegedly tried to incite religious rebellion.

True, the prime minister originally went into politics under the banner of an overtly Islamist and anti-western party. But he says he long ago changed his views; among other matters, he switched to support for joining the EU. Religion and politics, he now says, should be kept separate. And in a gesture to the generals, he agreed this week to remove a clause from his reforms that would have allowed small mosques to be built within residential compounds.

Since forming Turkey's first single-party government in 15 years, Mr Erdogan and his party have done little to bolster the generals' thesis that they have a secret Islamist agenda. Mr Erdogan's resounding success at the polls was the clearest signal yet that his compatriots, most of whom share the generals' secular leanings, do not think he is bent on an Islamic takeover. With a 15-year-old separatist rebellion in the Kurdish-dominated south-east having virtually ended since the capture in 1999 of the Kurds' rebel chief, Abdullah Ocalan, most Turks are also less receptive to the generals' warnings against separatism.

They haven't surrendered, though

Still, the generals seem determined to play the nationalist (ie, anti-Kurdish) card by attacking the government over its proposed reforms. But this time the generals, who have thrice seized power directly in the past four decades and who squeezed the country's first Islamist-led government out of power in 1997, may have picked the wrong fight. One reason is that an overwhelming majority of Turks want their country to join the EU—and realise that the proposed reforms would help them achieve that goal.

A growing number of commentators are starting to ask whether the generals also want Turkey to join the EU. One columnist, Cuneyt Ulsever of the mass-cir-

**Guardians of the secular state**

ulation *Hurriyet*, has even said that General Tuncer Kilinc, the secretary-general of the National Security Council, should resign because of his hostile remarks about the EU. Not too long ago, Mr Ulsever might have lost his job or been censored.

On the other side of the debate, however, some ardently secular-minded writers have accused General Hilmi Ozkok, the unusually mild-mannered chief of the general staff, of being too soft on the government. A left-wing daily, *Cumhuriyet*, quoting sources in the army, reports that a group of hot-headed junior officers agree with that view. This has sparked murmurs of the possibility of yet another coup.

The generals, it seems, are rattled, especially since their old friends in the United States have joined the ranks of their critics—largely because of American irritation at the Turkish generals' failure to lobby publicly for a bill quashed by parliament on March 1st that would have let American troops attack Iraq from Turkish soil. Many Turkish officers who fought against Kurdish rebels in the south-east were further dismayed when the Americans dissuaded them from going into Iraq themselves in order to have a say in its future.

Now on the defensive, various generals are trying to calm things down. "Don't even mention the word coup," huffs General Ozkok. "There are no hawks or doves, no young officers or old ones," he says. "We support EU membership but feel we should join the Union as equals, so long as our national unity is not at risk."

The army still tops the polls as Turkey's most trusted institution—partly because it has long reflected public opinion. But this time it may not be doing so. The generals' influence may be starting to wane—to the satisfaction, it seems, of a growing number of Turks. ■

Avant le sommet de Thessalonique, la Turquie accélère les réformes

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

Juste avant d'aborder la dernière ligne droite des grandes réformes nécessaires pour satisfaire aux critères de Copenhague et prétendre adhérer à l'Union européenne, le gouvernement turc vient de donner un coup d'accélérateur. A quelques jours du sommet européen de Thessalonique des 20 et 21 juin, l'équipe du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a déposé, jeudi 12 juin, devant les députés d'Ankara, un ensemble de propositions de lois destinées à rapprocher les lois du pays des normes européennes de démocratie et de droits de l'homme, sans attendre la réunion du Conseil national de sécurité (MGK), l'organe exécutif suprême contrôlé par l'armée.

Le texte, baptisé « 6^e paquet d'harmonisation », devait être initialement soumis au Parlement le 1^{er} juillet, après la réunion mensuelle du MGK, prévue le 26 juin. Le gouvernement en a donc décidé autrement. Il y a au moins trois bonnes raisons à cette initiative du pouvoir politique turc. Fort du soutien d'une opinion très majoritairement favorable à l'adhésion européenne, le gouvernement veut agir « *le plus vite possible pour ne pas rater, cette fois-ci, le train de l'Europe* », a affir-

mé à plusieurs reprises le ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül.

En précipitant ces réformes, les dirigeants d'Ankara espèrent donner une nouvelle preuve de leur désir d'Europe en prenant le risque de se soustraire aux fourches Caudines des militaires. D'après négociations avec l'armée ont eu lieu ces derniers jours, mais la méthode du gouvernement est nouvelle. Celle-ci rappelle – même si la Turquie en est encore loin – un des principes intangibles des critères de Copenhague, qui impose la prédominance du pouvoir civil sur le pouvoir militaire.

Enfin, en agissant ainsi, le gouvernement profite – même s'il s'en défend – des divisions apparues ces dernières semaines au sein de l'armée à propos des projets des dirigeants d'Ankara.

D'après la presse turque et différentes sources proches du gouvernement, le texte soumis au Parlement comprend une vingtaine de résolutions. Celles-ci ont été discutées pendant plus de six heures, mardi 10 juin, en conseil des ministres. Trois d'entre elles ont fait grincer les dents des généraux, mais une seule a été retirée du paquet. Alerté par l'opposition des militaires et conscient de l'impact négatif d'une

telle mesure, le gouvernement issu du mouvement islamiste a renoncé à faire voter une loi qui aurait autorisé la mise en place de lieux de prière dans des immeubles d'habitation privés. Les militaires, qui se présentent comme les garants de la laïcité, craignaient que cette disposition n'entraîne la mise en place d'un réseau de petites mosquées parallèles à celui contrôlé par l'Etat.

DONNER UN NOM KURDE

Le paquet de réformes tel qu'il a été retenu mardi par le gouvernement prévoit d'abolir l'article 8 de la loi antiterroriste, largement utilisé pour condamner de nombreux intellectuels à des peines de prison pour « *propagande séparatiste* », interdire des partis politiques et fermer des associations et des journaux.

Aux critiques des militaires arguant que l'abolition de cet article affaiblirait la lutte antiterroriste, le gouvernement rappelle la prééminence des articles 311 (relatif aux actes terroristes) et 312 (protégeant l'unité nationale) du code pénal. Le texte mentionne les exemples français, allemands et espagnols qui définissent le terrorisme comme un acte de violence et non pas comme une manifestation orale ou écrite.

La troisième mesure controversée autorise les chaînes de radio et de télévision privées à diffuser des émis-

sions « *dans les langues et les dialectes parlés (...) entre les citoyens turcs dans leur vie quotidienne* » ; autrement dit, le kurde. L'assemblée avait autorisé, en août 2002, la diffusion d'émissions de ces « *langues et dialectes* » sur les chaînes publiques (TRT) et ouvert la voie à leur enseignement. Mais ces réformes n'ont pas été appliquées jusqu'à ce jour.

Parmi les autres mesures envisagées figurent le droit de donner des noms d'origine kurde aux enfants et la disparition des représentants du MGK du conseil de contrôle des œuvres artistiques (cinéma, vidéo et musique).

Selon le ministre de la justice et porte-parole du gouvernement, Cemil Cicek, le Parlement pourrait adopter les nouvelles mesures avant juillet pour permettre à la Commission européenne de les prendre en compte, à la fin septembre, dans son rapport sur la démocratisation du pays.

Le gouvernement prépare déjà un 7^e et un 8^e paquet de réformes qu'il devrait soumettre avant fin 2004. Une date à laquelle les dirigeants européens décideront si, oui ou non, la Turquie remplit les conditions nécessaires à l'ouverture de négociations sur son adhésion.

Nicolas Bourcier

Les prémices d'une évolution qui pourrait aboutir à la réduction du rôle de l'armée

ANKARA

de notre envoyé spécial

La Turquie officielle est encore sous le choc : elle a osé dire « non » aux Etats-Unis. Malgré une résolu-

ANALYSE

La démythification des militaires dans la vie politique est en marche

tion préparée par le gouvernement formé par le Parti de la justice et du développement (AKP), dit, faute de mieux, « *islamiste modéré* », et approuvée par la haute hiérarchie militaire, le Parlement a refusé le transit des troupes américaines allant combattre en Irak. La Turquie officielle, qu'elle soit islamiste

ou kémaliste, n'en est pas revenue. Les militaires et le gouvernement ont essayé de se rejeter la responsabilité, mais tous ont éprouvé le sentiment, humiliant, que les Etats-Unis considéraient le soutien d'Ankara comme allant de soi. La déclaration de Paul Wolfowitz critiquant « *le manque de leadership* » des militaires turcs dans cette affaire n'a rien arrangé, qu'on l'interprète comme un encouragement aux militaires à s'immiscer dans la vie politique ou comme un reproche pour le manque de soutien accordé au gouvernement.

La crise irakienne n'a pas bouleversé le rapport de forces entre le pouvoir civil et les militaires, mais elle a exacerbé les tensions dès l'arrivée au pouvoir de l'AKP. L'armée se méfie de ce parti qu'elle soupçonne de vouloir remettre en cause les fondements laïques de l'Etat d'Atatürk. Elle peut compter sur le soutien de l'establishment des anciens

partis, sur la vigilance du président de la République et sur l'appui contrit de certains représentants de l'intelligentsia libérale, qui donnent, selon l'expression employée par plusieurs d'entre eux, « *la priorité à la République sur la démocratie* », autrement dit à la défense de la laïcité sur le caractère civil du pouvoir. Ces milieux n'hésitent pas à agiter discrètement la menace d'un coup d'Etat militaire, fût-ce sous la forme dite ici « *postmoderne* » : en 1997, le premier chef de gouvernement islamiste de la Turquie moderne, Necmettin Erbakan, fut évincé par la hiérarchie de l'armée, sans effusion de sang, et remplacé par les partis laïques.

AU GRAND JOUR

On n'en est pas là. Il y a longtemps qu'un seul parti n'avait pas été en mesure de diriger le pays, même avec seulement 35 % des votes populaires, et les dirigeants

de l'AKP, qui ont rompu avec Erbakan, prennent grand soin de ne pas recommencer les erreurs de leur aîné.

Leurs relations avec les chefs de l'armée sont exécrables, mais la nouveauté – et la crise irakienne y a beaucoup contribué – c'est que la discussion a pour la première fois lieu en public. Pour répondre aux demandes de l'Union européenne, et au nom de leurs propres intérêts bien compris, les amis du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, proposent des réformes visant à réduire le pouvoir des militaires. Le « 6^e paquet d'harmonisation » avec la législation européenne n'est qu'une étape. Il annonce un

« 7^e paquet » qui devrait réformer la composition du Conseil national de sécurité, limiter le rôle de cette instance d'ingérence des militaires dans la vie politique et enfin ramener à une place plus modeste de la hiérarchie de l'Etat le chef d'état-

SAMEDI 14 JUIN 2003

Le Monde

major, aujourd'hui placé au deuxième rang.

Les chefs de l'armée ne contestent plus l'option européenne de la Turquie, surtout depuis la brouille avec les Etats-Unis. Ils y voient même, selon le numéro deux de l'armée, le général Yasar Büyükanit, « la réalisation de l'objectif de modernisation qu'Atatürk a choisi pour la nation turque ». Seulement, ils ne veulent pas faire les frais des réformes et résistent au nom de la sauvegarde de la laïcité et de la lutte contre le séparatisme, c'est-à-dire contre les revendications kurdes. Ils voudraient garder leurs prérogatives au moins pendant la période de transition qui s'ouvrira entre le début des négociations avec Bruxelles et l'entrée

effective dans l'Union européenne. Ils soupçonnent, et l'establishment kémaliste avec eux, l'AKP d'avoir « un agenda caché » d'islamisation de la Turquie. Et les rumeurs vont bon train, d'Ankara à Izmir, d'Istanbul à Antalya. L'AKP voudrait instituer le vendredi comme jour férié au lieu du dimanche, imposer des lieux de prière dans les immeubles (une possibilité, pas une obligation, finalement retirée du « 6^e paquet »), autoriser le foulard islamique à l'université... Ne serait-ce que pour satisfaire la partie la plus radicale de son électorat.

Les militaires veillent jalousement sur les « lignes rouges du kémalisme » (la laïcité et l'unité nationale), qu'ils rappellent périodiquement au gouvernement. Le chef

d'état-major, Hilmi Özkök, s'est publiquement inquiété des nominations d'« islamistes » dans la fonction publique après que le très kémaliste quotidien *Cumhuriyet* eut fait état des protestations « de jeunes officiers ».

LE SUCCÈS D'UN FILM SATIRIQUE

Tout le monde s'interroge sur leur identité. Certains y voient un simple paravent permettant de rendre public le mécontentement de la haute hiérarchie ; d'autres constatent des divergences croissantes au sein de l'armée ; d'autres encore, un moyen choisi par l'état-major pour exprimer un malaise plus général et montrer aux jeunes qu'ils avaient été compris. A la fin août a lieu traditionnellement le

renouvellement des cadres dans l'armée, et le général Özkök se doit d'être ferme vis-à-vis du gouvernement s'il veut conserver sa place, constate un observateur averti du monde militaire.

Toute cette discussion a, en tout cas, eu pour effet de lancer un processus de démystification de l'armée. Il est maintenant possible de discuter ouvertement de sa place dans la société, ce qui était impensable il y a encore quelques mois. Un film vient d'ailleurs de sortir sur les écrans turcs, *O simdi asker* (« Il est soldat »), qui se moque gentiment des militaires. C'est un énorme succès.

Daniel Vernet

La Syrie a choisi de se placer aux côtés du peuple irakien

Entretien avec Mme Siba Nasser, Ambassadeur de Syrie en France

● **France-Pays Arabes : La Syrie a choisi de se placer aux côtés du peuple irakien frère, dans la guerre menée par les anglo-américains contre l'Irak. Pourtant vous avez eu des différends profonds avec le régime irakien dans un passé récent, en particulier pendant la guerre Irak-Iran. Alors pourquoi ce choix ?**

- Mme Siba Nasser : Ce choix est dicté par le devoir de solidarité vis-à-vis d'un peuple et pays arabe frère en danger de mort et de destruction. Il est aussi dicté par des raisons morale, politique et stratégique, sur lesquelles je ne m'étendrai pas.

De plus, la Syrie qui accorde une importance primordiale à la légalité internationale, considère, à juste titre d'ailleurs, qu'il était possible de régler la crise par la voie pacifique, surtout que la coopération irakienne avec les inspecteurs des Nations unies était totale.

Il est vrai, que des profonds différends avec le régime irakien avaient, dans le passé, existé au point de provoquer la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Mais la situation actuelle n'est pas superposable à celle de 1991 ou à la guerre Irak-Iran. Aujourd'hui, c'est l'Irak qui est menacé dans la chair de ses enfants, dans sa souveraineté et dans son unité et intégrité territoriales. Il est normal que nous soyons à ses côtés.

● **Etes vous inquiète des menaces américaines proférées contre votre pays. Que répondez-vous aux accusations du 28 mars de Donald Rumsfeld ?**

- L'objet de ces accusations est de nous intimider, de déstabiliser notre position politique. Mais soutenir un pays arabe dans l'adversité, est, pour nous une question de principe.

C'est l'intervention militaire injustifiée et son lot de destructions et de morts qui menace l'ensemble de la région, qui nous inquiète. Les retombées de cette intervention qu'elle soit pour l'Irak, la région, ou pour l'ensemble de l'architecture juridique et politique du monde d'après la seconde guerre mondiale, ne laissent personne indifférent.

Madame Siba Nasser, ambassadeur de Syrie.



● **Croyez-vous que les Nations unies, ou l'Europe, ont un rôle à jouer pour amener la paix en sommant les Américains d'arrêter les combats en Irak et de se retirer de ce pays ?**

- Il est clair que les Nations unies doivent jouer un rôle déterminant. C'est pourquoi nous nous employons, pour redonner au Conseil de Sécurité un rôle central, conformément à la charte de l'organisation qui stipule qu'il incombe au dit Conseil de sauvegarder la paix et la sécurité à travers le monde, si menace il y a. Dans le cas irakien, tous les arguments avancés et les prétextes présentés, qui changeaient d'ailleurs au gré des jours, se sont révélés sans fondement.

Quant au rôle européen, nous ne cessons de l'appeler de nos vœux. L'Europe doit et peut s'affirmer sur la scène proche-orientale dans ces moments pénibles.

● **Est-ce que la France et la Syrie sont toujours sur la même voie dans ce conflit? Quel rôle la France peut tenir pour y mettre un terme ?**

- Il y a une concertation politique intense entre les deux pays, en particulier au sein des Nations unies. Nous partageons le même souci légitime de résoudre la crise pacifiquement dans le cadre des Nations unies. Quant au rôle que la France peut tenir pour y mettre un terme, il est sûr que la France est un grand pays qui possède des atouts considérables, mais il va de soi qu'il ne nous appartient pas de décider de son rôle ou de parler en son nom.

Bush praises Iranian protests

He calls them a step toward freedom; Hamas denounced

By Brian Knowlton

WASHINGTON: President George W. Bush said Sunday that the anti-government protests by students in Iran were a positive development that could mark a move toward greater freedom. He also said that the world must "deal harshly" with the Palestinian militant group Hamas.

"This is the beginning of people expressing themselves toward a free Iran, which I think is positive," Bush said.

Bush's comment on Iran was among his clearest in support of the demonstrations that have broken out on campuses there. It came amid uncertainty over how far his administration is prepared to go to undercut a government it calls part of an "axis of evil."

"I think that freedom is a powerful incentive," Bush said. "I believe that someday freedom will prevail everywhere because freedom is a powerful drive."

His remarks on Hamas also went further than the condemnations he issued last week after a particularly bloody round of Israeli-Palestinian violence jolted his recent efforts to restart the peace process.

Bush, speaking to reporters in Ken-

Hammas claimed responsibility for a bombing Wednesday in Jerusalem that killed 17 people, in the most lethal recent incident. The Bush administration, which had denounced Israel for an attempt Tuesday to assassinate a Hamas leader, later toughened its criticism of Hamas.

Regarding Iran, Bush's position was not surprising, given earlier administration calls for change. But it was certain to anger the Islamic government in



Bush, in Maine for the weekend, talked about problems in Iran and the Mideast.

Tehran. Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader, has blamed Washington for fomenting the demonstrations.

Some thorny issues divide the two countries. The United States accuses Iran of secretly pursuing a nuclear program, supporting terrorism and sowing unrest in Iraq. The White House has denounced attacks on the Iranian protesters.

The Bush administration has been cautious about its intentions toward Iran. Spokesmen have suggested, however, that with a broad, anti-government movement there possibly capable of bringing serious change, it is quite different from the more tightly controlled situation in prewar Iraq that

nefunkport, Maine, said that the Palestinian Authority had to help end terrorist violence. But an influential

Republican senator said the Palestinian Authority was too weak to do so. Instead, American troops might have to help "root out the terrorism that is at the heart of the problem," said Senator Richard Lugar of Indiana.

brought U.S. calls for "regime change." Lugar, chairman of the Foreign Relations Committee, said that change in Iran should come "through the democratic processes of Iran, through the students and the young people taking charge," he said on Fox-TV. "But I think it has to be an Iranian process, which we can assist."

Lugar suggested, reluctantly, that U.S. forces might have to be deployed to the Middle East, possibly as part of a NATO or UN peacekeeping unit. "Clearly, if force is required, ultimately to root out terrorism, it is possible that there will be an American participation."

Representative Jane Harman, ranking Democrat on the House Intelligence Committee, said that the Palestinian leader, Yasser Arafat, was a bad influence. "I think we have to sideline Arafat right now" by removing him from political power or forcing him into exile, she told Fox News.

Senator Diane Feinstein, Democrat of California, told CNN that the Palestinian prime minister, Mahmoud Abbas, would never secure the strength he needed unless Arafat was "really marginalized."

Senator Pat Roberts, Republican of Kansas, took a more cautious approach than Lugar on deploying U.S. troops as peacekeepers; this should be done only "if, in fact, there were a peace to be kept." Roberts, who spoke on CBS-TV, is chairman of the select intelligence committee.

International Herald Tribune

International Herald Tribune
Monday, June 16, 2003

Iran objects formally to U.S. support for protests

From news reports

TEHRAN: Iran said Monday that it had sent an official protest to the United States over what it called blatant interference in its internal affairs after Washington welcomed six nights of anti-government demonstrations.

The move followed a comment Sunday by President George W. Bush, who said he saw the protests in Iran as a positive development.

"This is the beginning of people expressing themselves toward a free Iran, which I think is positive," Bush said.

Since the swift American victory in neighboring Iraq, Washington has stepped up pressure on Iran. On Monday, Tehran made its anger clear.

"We sent an official note to the Americans through the Swiss Embassy and objected to their actions," a Foreign Ministry spokesman, Hamid Reza Asefi, said at a news conference in Tehran. "Their remarks are a blatant interference in Iran's internal affairs."

Switzerland has looked after U.S. interests in Iran since Washington cut ties with Tehran after Iranian students took U.S. diplomats hostage during the 1979 Islamic revolution.

In Washington, the State Department spokesman, Richard Boucher, asked about Iranian government allegations that the administration was providing material support to the protesters, said "the demonstrations are not about the United States, they are about Iran, by

Iranians, about Iranian policy. They don't have anything to do with the United States."

Meanwhile, unrest in Tehran and elsewhere continued. Students involved in the first daytime protest in Tehran on Monday said protesters were being beaten by vigilantes, members of the shadowy paramilitary group believed attached to the office of the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

The vigilantes, known as the Baseej, or Ansar Hezbollahi, have often been used to oppress dissent, although the government has uncharacteristically blamed them for some of the violence and said 100 were being sought.

About 30 people were arrested at the demonstrations Sunday night, the sixth night of such protests, the official IRNA news agency said. Witnesses said fewer students took part than on previous nights, but hundreds of people were still protesting in the streets near the dormitories by honking their car horns.

(Reuters, NYT, AFP)

International Herald Tribune
Tuesday, June 17, 2003

De la libération à la reconstruction

Bagdad :
de notre envoyée spéciale
Isabelle Lasserre

C'est un fait que personne ne conteste en Irak, hormis les anciens dignitaires du parti Baas : la chute de Saddam Hussein, le 9 avril, a entraîné de nombreux changements positifs dans le pays. Pour la première fois depuis 35 ans, les Irakiens peuvent s'exprimer librement et en public. Ils exercent sans restrictions leurs libertés nouvellement acquises, notamment en manifestant dans la rue, et s'essayaient à la démocratie en élisant ou en désignant, à Bagdad et en province, leurs conseillers ministériels ou municipaux.

Après des années de léthargie intellectuelle et de répression politique, les Irakiens reprennent peu à peu leur pays en main. Aux carrefours embouteillés de Bagdad, des volontaires pallient l'absence de policiers en orientant la circulation. Dans certains quartiers, des patrouilles se sont formées pour empêcher les pillages. Les imams appellent les chiïtes à la modération et demandent aux pillards de rapporter leur butin volé. Deux mois après l'arrivée des Américains, les administrations et les ministères, comme les écoles et les universités, fonctionnent à nouveau. Les salaires ont commencé à être payés. Les hôpitaux de la capitale sont ouverts.

De nombreux analystes pensaient que la chute de Saddam entraînerait la désintégration du pays. Les affrontements redoutés entre la majorité chiïte et la minorité sunnite, ou, au nord, entre les Kurdes et les Turkmènes soutenus par les Turcs, n'ont pas eu lieu. Au contraire. Un fort sentiment d'identité nationale et d'unité se développe. Les contacts se multiplient entre responsables kurdes, chiïtes et sunnites. Ensemble, ils affirment le besoin d'imposer en Irak les principes de la démocratie et du pluralisme.

Malgré les difficultés, la sortie de crise irakienne n'a rien à en-

vier à la période de transition qui a suivi, en 1999, la guerre au Kosovo. Contrairement à la petite province de Serbie, où les Albanais s'étaient livrés à des vengeances contre les Serbes après l'entrée des forces internationales, les règlements de compte contre les anciens baasistes restent l'exception en Irak.

Au nord, la ville stratégique de Mossoul est citée comme un modèle de l'Irak post-Saddam. Les chefs de quartier et de tribus ont pris les choses en main. Les milices qui patrouillent les rues ont empêché les pillages et les heurts interethniques. Mais Mossoul reste une exception. Car après avoir vaincu par les armes, les Américains peinent à normaliser le reste du pays. Deux mois après l'entrée des troupes américaines à Bagdad, l'électricité ne fonctionne encore

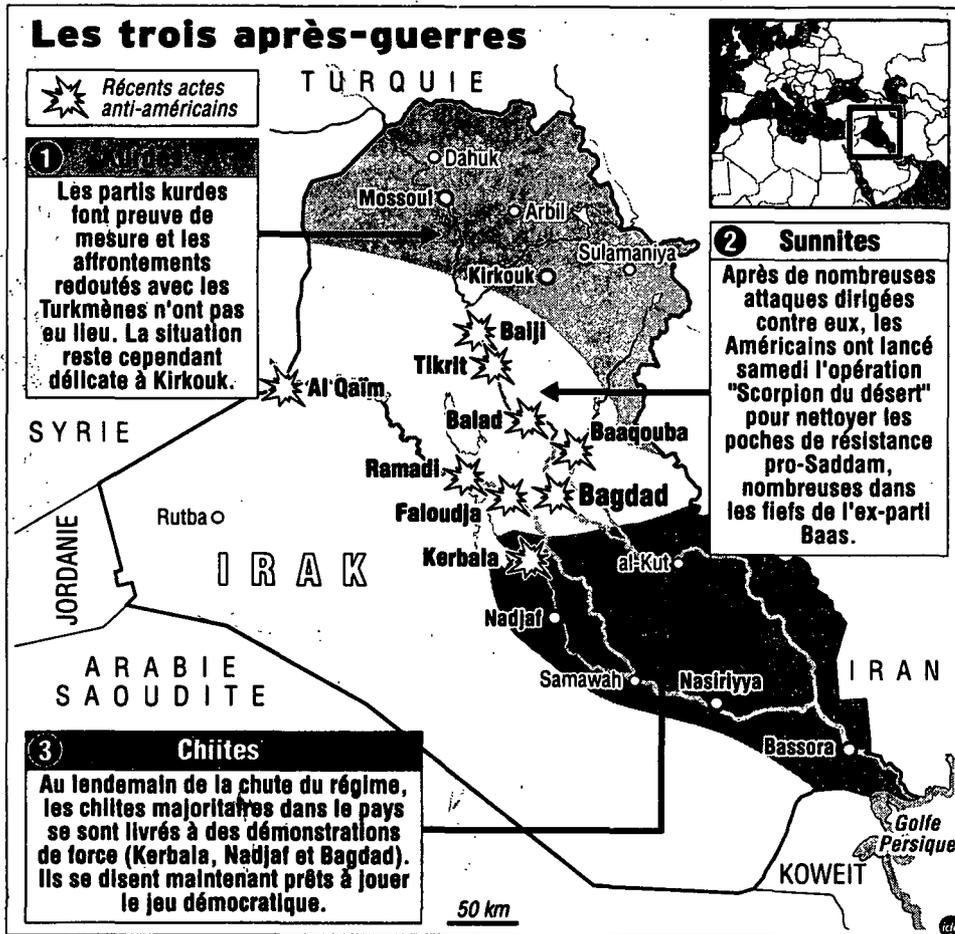
que de manière sporadique. Les queues devant les stations-service sont plus courtes mais n'ont pas disparu. Les banques, les commerces et l'industrie peinent à redémarrer. Le chômage touche plus de 50 % de la population qui est surtout préoccupée par l'insécurité chronique. Elle n'y était pas habituée sous la dictature de Saddam.

« En balayant le régime, on a aussi balayé l'administration, l'armée, les services publics et la police. Il faut du temps pour tout remettre en place », explique un diplomate occidental. Les Américains le reconnaissent : ils manquent de troupes pour sécuriser tout le pays. Nasser Hassan, poète et joueur d'échecs professionnel, relativise ces « désordres » de l'après-guerre. « Les Irakiens sont obnubilés par les problèmes de la

vie quotidienne. Beaucoup s'attendaient à vivre bien du jour au lendemain. Ils surréagissent. Mais ces problèmes sont temporaires. L'important, c'est ce qu'on a déjà gagné : la fin de Saddam Hussein et la liberté. Cela n'a pas de prix. »

Tous les Irakiens ne partagent pas son optimisme. Deux mois après l'entrée des troupes américaines dans Bagdad, les critiques se font de plus en plus nombreuses. Un jour ce sont les soldats qui manifestent contre le démantèlement des forces armées irakiennes. Le lendemain ce sont les religieux chiïtes qui réclament une accélération des réformes.

La grogne est aussi politique. Elle accompagne le retard pris dans la formation d'un gouvernement irakien. L'effondrement du régime baasiste a privé le



pays des Institutions pouvant servir de fondement à un nouveau pouvoir. Les Américains comptaient attendre que la scène politique se reforme et se consolide avant de former un gouvernement transitoire. Craignant que celui-ci ne soit dominé par les exilés de retour au pays, souvent impopulaires en Irak, l'administrateur civil Paul Bremer a annoncé son intention de former un « conseil politique » de 35 membres qui seront choisis par ses soins.

Cette décision a été mal accueillie par les forces qui émergent des ruines de l'ancien régime comme par les exilés. Les alliés de Washington se sentent aujourd'hui trahis et accusent les Américains de monopoliser le pouvoir. Même le Congrès national irakien (CNI) d'Ahmed Chalabi, considéré comme l'homme de Washington, reproche aux États-Unis de ne pas avoir tenu leurs promesses de

laisser aux Irakiens exercer leur souveraineté sur le pays pendant la transition.

Résultat : dans les états-majors politiques, les forces de « libération » commencent à être considérées comme des forces « d'occupation ». Une insatisfaction alimentée par les problèmes de communication de l'administration intérimaire, qui a établi son quartier général dans l'ancien palais présidentiel de Saddam Hussein à Bagdad. Une forteresse presque aussi inaccessible que du temps du dictateur.

Ce n'est pas le Vietnam mais les attaques contre les Américains se multiplient et ont fait 180 morts depuis la chute du régime baasiste. Il est des coins où les soldats de la coalition ne sont pas les bienvenus. A Fallujah, par exemple, l'un des bastions du conservatisme sunnite, qui a fourni au régime baasiste un grand nombre de hauts digni-

taires et dont les tribus, toujours pro-Saddam, s'opposent aux Américains. Mais aussi au nord et à l'ouest de Bagdad, dans ce qu'on appelle « le triangle sunnite », une zone où se sont retranchés des fidèles de Saddam.

Abu Hiba al-Saïdi, un imam chiite de Saddam City, est l'un des organisateurs des manifestations chiïtes régulièrement organisées à Bagdad. Il se défend d'être antiaméricain. « Nous voulons des élections démocratiques. Nous ne voulons pas remplacer un régime despotique par un régime colonial. Mais nous sommes conscients que si les Américains s'en vont demain, ce sera le chaos. »

Si la patience des Irakiens s'amenuise, la plupart d'entre eux se disent encore prêts à accorder une chance aux États-Unis. Selon un récent sondage, un tiers des Irakiens souhaitent le départ immédiat des Américains, les deux tiers estimant

que les forces de la coalition doivent rester jusqu'à ce qu'un gouvernement légitime soit formé et que la situation soit stabilisée.

Il est trop tôt pour prédire l'avenir de la transition irakienne. Dans son dernier rapport, le très sérieux « think tank » International Crisis Group estime que l'administration américaine est engagée dans une course contre la montre. Il préconise de réparer au plus vite les infrastructures et de rétablir les services essentiels, d'utiliser les médias pour communiquer davantage avec la population, de reconsidérer la débaasification du pays qui prive les ministères de nombreux spécialistes. Enfin, d'accorder davantage de pouvoir politique aux Irakiens.

Mais comme le dit un diplomate occidental : « Il faut laisser du temps au temps. Étant donné la manière dont la guerre a été enclenchée, les Américains sont condamnés à réussir en Irak. »

Le Monde

17 JUIN 2003

Chirac-Villepin, un premier bilan de leur politique étrangère

IL Y A un peu plus d'un an, le Centre d'étude des relations internationales (CERI) organisait à Paris un colloque sur un thème alors à la mode : « La France a-t-elle encore une politique étrangère ? » Nul ne songerait plus aujourd'hui à un tel intitulé. A la faveur de la crise irakienne, la politique extérieure française a gagné en visibilité et en lisibilité. A la question du CERI, chacun pourrait aujourd'hui grosso modo répondre : le projet français est celui du « multilatéralisme », de la défense des Nations unies notamment contre le recours unilatéral à la force, de la volonté d'édifier de nouvelles règles pour parer aux dérives et aux injustices de la mondialisation. Le projet est aussi celui d'un « monde multipolaire », dans lequel l'Europe aurait son mot à dire face à la puissance américaine.

Mais l'après-crise irakienne a un léger goût de lendemain de fête, après des mois d'exaltation gaulienne. Bien que largement consensuelle, la politique française a suscité des débats, qui perdurent aujourd'hui. Les uns portent sur la pertinence des choix qui ont été faits et sur l'isolement qui pourrait en résulter. L'opposition de la France aux États-Unis a inquiété dans les secteurs les plus atlantistes de l'UMP, ainsi que parmi les experts en relations internationales. N'est-

on pas allé trop loin en menaçant Washington d'un veto à l'ONU ?

« La France a poussé les Américains à ignorer encore plus l'ONU » ; « Chirac a fait imploser l'Europe », affirmait ainsi le député Pierre Lellouche (UMP) au début de l'année. Certains polémistes continuent d'annoncer des représailles américaines et une « marginalisation » durable de la France en Europe et dans le monde. Ils passent sous silence tout ce qui, depuis quelques semaines, peut démentir leurs prophéties et démontrer que le pire n'est pas sûr.

PRINCIPE DE RÉALITÉ

Un autre débat porte davantage sur la « morale » que le président français oppose à celle des Américains et sur la crédibilité de sa politique vertueuse. Il a été lancé par les intellectuels qui ont approuvé la guerre en Irak. Il y a parmi eux une partie de ceux qui avaient applaudi Jacques Chirac, en 1999, lorsqu'il s'était élevé contre une réédition au Kosovo de ce qui s'était passé quelques années plus tôt en Bosnie. Il y a une partie de ceux qui, tel Bernard Kouchner, prônent le « devoir d'ingérence » contre les dictateurs et les massacreurs. Il y a ceux qui contestent la moralité de la légalité onusienne, tel André Glucksmann. « Réduit au principe

de souveraineté absolue, écrit-il, le droit international revient à donner la permission à Saddam de gazer les siens, à Poutine de pousser jusqu'au génocide ses « opérations antiterroristes » dans la Caucase. » Dans un registre voisin, on a reproché à la France de ne pas dénoncer comme

tisme rétrograde, des diplomates français, comme Gilles Andréani, opposent le principe de réalité. M. Andréani fait remarquer cependant que la France a beaucoup évolué vers la promotion de nouvelles normes et que, sur la Cour pénale internationale (CPI), par exemple,

Echanges renforcés avec les services américains

Sur Radio J, dimanche 15 juin, Dominique de Villepin a cité « le renseignement et la sécurité » comme exemples de « la qualité tout à fait exceptionnelle des coopérations qui existent entre les États-Unis et la France ». « Si l'on prend des exemples simples, a expliqué le ministre des affaires étrangères, en particulier les domaines du renseignement et de la sécurité, s'il y a deux pays qui travaillent avec efficacité et compte tenu de leurs compétences respectives, ce sont bien les États-Unis et la France. »

De fait, depuis l'arrivée de George Bush à la Maison Blanche, la coopération s'est accentuée, de part et d'autre de l'Atlantique, entre les services de renseignement et d'analyse stratégique des deux pays, spécialement le Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), la Direction du renseignement militaire (DRM) et la Cellule nationale antiterroriste (CNAT) en France. La lutte antiterroriste est l'objet de nombreux échanges d'informations, notamment en Afrique, en Asie et au Proche-Orient.

une galéjade la Commission des droits de l'homme de l'ONU présidée, cette année, par une représentante de la Libye, ou à Jacques Chirac de continuer à recevoir à Paris les Mugabe, Eyadéma, Sassou N'Guesso et quelques autres.

A ceux qui voient dans la défense du droit de l'ONU un conserva-

elle a rejoint le parti du mouvement alors que les États-Unis restent arc-boutés sur la défense du *statu quo ante*. Quant aux conflits qui requièrent des interventions humanitaires d'urgence, elle n'est pas la dernière, à répondre aux appels du secrétaire général de l'ONU, comme elle vient encore de

le démontrer en prenant la tête de la force qui se déploie en Ituri (République démocratique du Congo), où elle n'a pourtant pas les mêmes responsabilités historiques qu'en Côte d'Ivoire. Prêts à dépêcher 300 000 hommes en Irak, les Etats-Unis n'envisagent pas d'en envoyer 200 fois moins dans des régions où rien d'autre n'est en jeu que l'arrêt de massacres.

PARTENAIRE PRÉCIEUX

George Bush a remercié Paris pour cette initiative, comme pour le fait que l'armée française se soit chargée il y a quelques jours de l'évacuation des Américains de Monrovia, au Liberia. La France, de

son côté, s'est efforcée de donner à cette force en Ituri une allure européenne, qui n'est guère plus que symbolique, car le gros des troupes est français, mais qui témoigne d'une certaine opiniâtreté dans le projet de voir l'Europe dotée d'une dimension militaire.

Ce projet est compliqué actuellement par les difficultés budgétaires des pays de l'Union. Mais les dirigeants français font valoir qu'il n'a pas pâti de la crise irakienne, au contraire, que les Allemands notamment y sont devenus plus sensibles. La réunion organisée en mai sur la défense européenne par quatre pays (France, Belgique, Allemagne,

Luxembourg) avait provoqué des hurlements sur le thème de l'aggravation de la division de l'Europe. Tout ce qui y a été décidé est « *britannico-compatible* » rétorque un proche de Jacques Chirac, et Tony Blair, de fait, a réaffirmé depuis son engagement dans le projet de défense européenne.

Les Etats-Unis ne sont pas actuellement en Irak dans une position qui leur permette d'abuser de leur victoire contre ceux qui ne les ont pas suivis. Leurs dirigeants conviennent d'autre part que, sur bien des sujets, à commencer par la lutte contre le terrorisme, la France est pour eux un partenaire précieux.

George Bush a clairement enterré la hache de guerre lors de sa venue au sommet du G8 à Evian, ce qui lui a été facilité par le soutien « *sans réserve* » que lui a prodigué Jacques Chirac pour sa décision de s'engager sur le dossier du Proche-Orient.

Rien de tout cela n'empêche que les deux pays aient sur bien des dossiers des approches différentes. Mais, en dépit de la mauvaise humeur persistante de certains milieux américains, en particulier au Pentagone, la relation franco-américaine ne sort pas laminée de la crise irakienne, ni la diplomatie française en miettes.

Claire Tréan

L'Irak observe avec appréhension l'émergence de ce nouveau chiisme

TÉHÉRAN et QOM

de notre envoyé spécial

Le renouveau chiite en Irak, qui se développe à grande vitesse depuis la chute de Saddam Hussein, est attentivement observé par Téhéran. Pour l'Irak, devenu en quelque sorte la « maison mère » de la foi chiite après la fondation de la République islamique, en 1979, ce phénomène peut avoir une double conséquence. D'abord un possible déplacement du « centre de gravité » du chiisme vers son berceau originel, l'Irak, pour-

rait réduire l'influence de la ville sainte de Qom, d'où l'ayatollah Khomeiny lança ses premiers appels à la révolution contre le chah.

Ensuite, le chiisme irakien porte en lui un danger potentiel. Il pourrait, tout en fleurissant religieusement, ne pas forcément choisir de suivre la voie politique iranienne, c'est-à-dire celle consistant à fusionner le spirituel et le temporel. Les conséquences pourraient alors être terribles dans un Irak où la légitimité du régime théocratique est de plus en plus contestée, y compris par des religieux et d'anciens islamo-révolutionnaires...

Officiellement, à l'heure où des rumeurs d'incursion en Irak d'unités de « *pasdarans* » - les « *gardiens de la révolution* » iraniens - sont fermement niées par les autorités de Téhéran, celles-ci multiplient les déclarations vertueuses, affirmant haut et fort qu'il n'est pas question d'« *interférer* » sur les terres du voisin.

« LE RÔLE DES LAÏCS »

C'est ce qu'explique en une singulière métaphore l'intellectuel Amir Mohebian. Partisan des conservateurs de la « *mollarchie* », il est également journaliste à *Resalat*, quotidien reflétant les intérêts de l'aile « *droite* » du Bazar et épousant les thèses des affidés du « *Guide* » de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei.

« *Dans le ventre de l'Irak, un fœtus est en train de grossir, dit Amir Mohebian. Nous espérons qu'il parviendra à maturité, qu'il n'y aura pas d'avortement et que le bébé ne sera pas mort-né. Mais nous n'avons pas l'intention de signer le certificat de naissance.* »

Autrement dit, comme M. Mohebian l'ajoute de manière plus explicite, « *L'Irak serait heureux que s'instaure en Irak une république islamique mais n'a aucunement la volonté de l'imposer. Si les Irakiens se prononcent pour un système politique non religieux, cela ne nous pose aucun problème.* »

Entre les ultraconservateurs iraniens entourant la personnalité du « *Guide* », et leurs adversaires partisans du président de la République, le réformateur Mohammed Khatami, il n'y a peut-être pas unité de vue quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Irak. « *Bien sûr que les tenants de la ligne dure en Irak souhaiteraient que s'instaure en Irak une république islamique* », soutient Hamid Reza Jalaeipour, professeur de sciences politiques à l'université de Téhéran.

Mais, pour ce partisan de la cause réformiste, « *tous les chiites irakiens ne veulent pas d'un tel système. Le rôle des chiites laïcs ainsi que celui de religieux irakiens [opposés à un rôle politique du clergé] devra être suivi de très près, car il est bien possible que l'on voit bientôt émerger à Bagdad un régime séculier.* »

A Qom, une importante figure religieuse qui fait partie également du clan des réformateurs, le grand ayatollah Yusef Sanei, roule des yeux inspirés en assurant qu'« *il n'est pas question de transférer notre système en Irak* ». « *Les Etats-Unis ne devraient pas interférer politiquement en Irak, et cela s'applique aussi à nous-mêmes* », assure-t-il.

Assis en tailleur dans la bibliothèque de son séminaire, ce religieux peut à la fois soutenir le principe de la fatwa contre Salman

Rushdie et se prononcer fermement pour l'égalité des hommes et des femmes en termes de jurisprudence islamique. Et il confirme bien volontiers la centralité irakienne du chiisme.

RECENTRAGE

« *Toutes les grandes sources d'imitation (les marja'a, le grade le plus élevé du clergé chiite) qui ont résidé à Qom sont toutes venues de Nadjaf, dit Yusef Sanei. Avant l'ouverture du premier séminaire de Qom, il y a quatre-vingt-deux ans, c'était bien Nadjaf le centre du chiisme. Même si les deux villes n'ont jamais été concurrentes mais toujours complémentaires.* »

La question reste de savoir quel pourrait être l'impact d'un tel « recentrage », provoqué notamment par le retour de quelque trois mille religieux irakiens en exil depuis des lustres en Iran. « *Nous espérons que le séminaire de Nadjaf retrouvera son indépendance* », avance prudemment l'ayatollah Sanei.

L'un de ses pairs, l'ayatollah Mohaghegh, professeur à l'université de Téhéran, enseignant à Qom et diplômé en droit de l'université belge de Louvain, est, lui, plus explicite : « *Le fait que soient réactivés à Nadjaf des séminaires indépendants du pouvoir politique va résonner de manière particulière en Iran. Cela peut créer chez nous des espaces de respiration pour ceux qui veulent se conformer simplement à la tradition, en renouant des liens directs avec les fidèles qui ont été, depuis des siècles, leurs partisans.* » Des propos clairement en faveur d'une séparation entre le religieux et le politique.

Bruno Philip

« Scorpion du désert » : 371 arrestations

L'armée américaine a procédé à l'arrestation de 371 personnes à Bagdad et dans le nord de l'Irak dans le cadre de son opération « *Scorpion du désert* », lancée pour neutraliser les loyalistes au régime de Saddam Hussein. « *A Kirkouk et à Tikrit, les forces de la coalition ont mené 36 raids et arrêté 215 personnes (...) et dans la région de Bagdad, elles ont lancé 11 raids et arrêté 156 personnes* », a déclaré un porte-parole. L'armée a également saisi des armes désormais officiellement interdites. Au moins 7 soldats américains ont été blessés dans 2 attaques, dimanche 15 juin, contre des convois américains au nord de Bagdad.

La semaine dernière, lors d'une précédente opération baptisée « *Péninsule* », 113 Irakiens et étrangers non américains ont été tués. Par ailleurs, le Commandement central américain (CentCom) a annoncé mardi la mort d'un soldat américain, apparemment d'origine accidentelle, au nord de Bagdad. Ce décès porte à 49 le nombre de soldats américains tués en Irak depuis le 1^{er} mai : 13 dans des attaques et 36 accidentellement. - (AFP.)

Téhéran dénonce « l'ingérence » américaine

Téhéran : Delphine Minoui

De la chute des talibans à la fin du régime de Bagdad, l'Iran a vu la présence américaine se renforcer dans sa région au cours de ces dix-huit derniers mois. Classé dans l'axe du Mal, l'Iran ne cache pas son inquiétude. Jusqu'ici, la bataille entre Téhéran et Washington s'est cantonnée aux accusations verbales. Mais aujourd'hui, les menaces américaines se perçoivent de manière plus concrète. Elles commencent à faire frémir sérieusement les autorités de Téhéran, qui voient dans les ré-

centes manifestations populaires la main des Etats-Unis.

Les dernières déclarations du président américain n'ont d'ailleurs pas manqué d'irriter Téhéran. Le président George Bush a en effet jugé « positives » les manifestations qui constituent selon lui les « prémices » d'une poussée vers plus de liberté. Le porte-parole des Affaires étrangères avait dénoncé plus tôt l'« ingérence » de Washington et l'« exploitation opportuniste » des manifestations, en critiquant la « guerre psychologique » lancée par l'Amérique.

Ces derniers jours, la radiotélévision d'Etat iranienne a ainsi multiplié les appels au peuple à ne pas céder à la tentation des Etats-Unis. La semaine dernière, le guide religieux, l'ayatollah Ali Khameneï, a comparé les manifestants à des « mercenaires à la solde de l'ennemi ».

Dans son allocution à la prière du vendredi, l'ancien président Hashemi Rafsandjani a également conseillé aux manifestants de ne pas « tomber dans le piège des Américains ». Certains hauts dignitaires iraniens ont commencé à laisser courir le bruit selon lequel des politiciens iraniens collaboreraient avec le « Grand Satan » (surnom donné à l'Amérique depuis la prise d'otages à l'ambassade américaine en novembre 1979).

Il y a une semaine, un cleric haut placé a déclaré de sa tribune, à la prière du vendredi,



Les manifestations d'étudiants ont donné lieu à des arrestations musclées, comme ici à Téhéran, vendredi soir. L'ayatollah Ali Khameneï a comparé les manifestants à des « mercenaires à la solde de l'ennemi ». (Photo AP.)

avoir les preuves que certains officiels iraniens auraient reçu 500 millions de dollars de Washington. Pour Mehdi Karroubi, le président du Parlement iranien, majoritairement réformateur, il s'agit d'une accusation à éclaircir au plus vite. « Il pourrait bien s'agir d'une stratégie des conservateurs pour déstabiliser une fois de plus la branche réformatrice », constate un analyste.

Les réformateurs, qui ont récemment manifesté leur intérêt en faveur d'un dialogue avec Washington, restent sur leur garde quant à la politique de George Bush. Dans une récente lettre ouverte, une centaine de députés avaient d'ailleurs tenu à mettre en garde les conservateurs contre le risque d'une intervention américaine si le régime n'arrivait pas à répondre aux attentes de la population iranienne. « Nous voulons un Iran libre et indépendant. Autant nous craignons le retour de

la domination étrangère ou une attaque étrangère, autant nous détestons la dictature religieuse et la suppression des libertés du peuple », faisait remarquer la lettre.

Quant au dossier du nucléaire, ouvert à nouveau hier à l'occasion de la présentation par une agence de l'ONU du rapport sur le programme atomique iranien, Téhéran y voit encore une manipulation de l'Amérique. Le ministère iranien des Affaires étrangères a accusé dimanche Washington de faire pression sur l'Agence internationale de l'énergie atomique pour influencer son rapport.

A l'heure où s'ouvrirait la réunion des inspecteurs, l'Iran a réitéré hier son refus d'accepter des inspections inopinées de ses installations nucléaires, en renonçant pour l'instant à signer le protocole additionnel du traité de non-prolifération. Selon Hamid Reza Assefi, le porte-

parole du ministère des Affaires étrangères, l'Iran n'acceptera pas cette condition tant que les pays industrialisés ne lui permettront pas d'avoir accès à leur savoir technologique nécessaire à son programme atomique civil.

Hachemi Rafsandjani a également réaffirmé avant-hier le droit de son pays à l'énergie atomique. « La politique nationale iranienne est défensive et il n'existe pas de politique d'agression de la part de la République islamique », a-t-il tenu à préciser. Pour l'heure, Téhéran ne cesse de protester de la vocation « pacifique » de son programme nucléaire. Mais d'après un expert iranien, « les autorités iraniennes devraient éclaircir au plus vite les doutes soulevés par un prérapport affirmant que l'Iran aurait manqué à certaines de ses obligations au regard des textes internationaux si elles ne veulent pas fournir un prétexte aux Américains d'intervenir pour de bon en Iran ».

Paris fait un cadeau diplomatique à Téhéran

Et veut faire plaisir à Washington.

Les dénégations des diplomates protestant de «l'indépendance de la justice» n'y changeront rien. La présence des Moudjahidin iraniens sur la liste des «mouvements terroristes» établie par l'UE et le département d'Etat américain non plus. D'autant que l'opération contre l'organisation de Massoud Radjavi semble bien avoir été décidée au plus haut niveau politique. **Quelles raisons?** Comment alors expliquer que Paris s'en prenne à un mouvement qui, comme le remarque l'ancien président Bani Sadr, «n'est plus ce qu'il était, une organisation militaire en Irak», la chute de Saddam Hussein ayant scellé son destin? (lire page 14). «Cette opération tombe très bien politiquement», notait une source du renseignement, sans toutefois nier que les Moudjahidin aient pu poser problème à la France, notamment en revendiquant depuis Auvers des attentats en Iran, ou «parce

qu'on ne savait plus très bien ce qu'il s'y passait».

Bon allié. Mais ces raisons peussent peu face à l'impression que Paris a fait à la fois un formidable cadeau à Téhéran – qui réclamait depuis longtemps que l'on sévisse contre ses principaux opposants – mais aussi et à moindre titre aux Etats-Unis. Même si l'administration américaine est partagée sur le sort à réserver à Radjavi et à ses amis, s'en prendre à ceux qui sont considérés comme des «agents de Saddam Hussein» a l'avantage de montrer à Washington que Paris demeure envers et contre tout un «bon allié». Une constante de la diplomatie française depuis la fin de la guerre contre l'Irak.

Médiation. Au-delà, on peut se demander si la volonté de reprendre un rôle au Proche-Orient n'a pas aussi été prise en compte dans la rafle d'Auvers.

«En donnant satisfaction à Téhéran, Paris peut espérer jouer les médiateurs entre Washington et une République islamique qui semble entrer dans la zone des tempêtes», estime ainsi un diplomate. Une médiation qui pourrait s'exercer à trois niveaux. Dans le domaine du nucléaire, où Paris ambitionnerait de convaincre les Iraniens de signer l'annexe au traité de non-prolifération nucléaire ou d'accepter les visites inopinées de leurs installations nucléaires. A moins qu'il ne s'agisse de suggérer à Téhéran de ne pas laisser ses alliés du Hamas palestinien attiser l'incendie. Ou de demander aux mollahs de sévir contre les membres d'Al-Qaeda présents en Iran: «Comme on l'a fait avec vos terroristes.» Un geste qui redorerait le blason français auprès des Américains ●

«Les Moudjahidin iraniens ne sont plus ce qu'ils étaient, une organisation militaire en Irak.»
Bani Sadr, ex-président iranien

JOSÉ GARÇON



18 JUIN 2003

Un mouvement fragilisé par la chute de Saddam Hussein

Les Occidentaux n'ont plus besoin d'eux.

A une époque, les services secrets français les chouchoutaient. Les Moudjahidin du peuple leur étaient précieux pour savoir ce que Téhéran tramait contre les intérêts français. L'ex-patron de la DST Yves Bonnet leur rendit même un hommage appuyé dans son livre *La Trahison des ayatollahs* (1). Mais ce mouvement d'opposition ne jouait pas les auxiliaires de police que pour les Français. Comme le confirme leur avocat, M^e Yves Baudelot, les partisans de Massoud Radjavi ont travaillé aussi pour les services allemands, néerlandais, anglais... Un mercenariat idéologique. Leur haine viscérale du régime islamique les a poussés dans les bras de tous ceux qui furent en conflit avec les ayatollahs de Téhéran. Une logique totalement suicidaire: leur alliance avec Saddam Hussein les a durablement coupés du peuple iranien qui, dans sa très grande majorité, les hait. Avec la chute du dictateur de Bagdad, elle a amené ce parti d'opposition armée à perdre

tous ses sanctuaires en Irak. Et à sombrer avec lui.

Répression du chah. L'organisation naît en 1965 d'une scission au sein du Mouvement de libération de l'Iran de Mehdi Bazargan, un parti qui souhaite que Téhéran rejoigne le camp de la démocratie. Les Moudjahidin sont alors particulièrement actifs dans la lutte clandestine contre le chah. Ils sont favorables à la lutte armée. La répression qui les frappe est terrible. Elle élimine les fondateurs du mouvement qui, tous, périront dans les cachots de la dictature. Tous, sauf un: Massoud Radjavi. Il a été aussi condamné à mort en 1971, mais la sentence a été commuée en peine de prison à vie. La victoire de la Révolution islamique le libère en 1979. Il prend la direction du parti. Difficile de dire si sans lui l'organisation, qui prônait un islam marxisant et démocratique, aurait pu éviter une telle dérive vers le sectarisme et le stalinisme. Brève période d'existence légale

pour les Moudjahidin après la révolution. Mais Radjavi refuse le dogme du velayat-e faqhi, qui instaure la suprématie des religieux. Conséquence: sa candidature à l'élection présidentielle de 1980 est rejetée par Khomeiny. L'année suivante, les ultras iraniens confisquent la révolution et renversent le président élu Abolhassan Bani Sadr. Radjavi est déclaré hors la loi. Lui et Bani Sadr, qui ont noué une alliance, s'enfuient en France. Le premier s'installe à Auvers-sur-Oise, chez son frère Saleh. Sa femme Achraf reste à Téhéran en 1982 où elle sera tuée par les Gardiens de la révolution et leur enfant kidnappé. Radjavi épouse aussitôt la fille de Bani Sadr, âgée de 18 ans. Deux ans plus tard, les deux hommes ne s'entendent plus. Le divorce est inévitable.

Amour, islam et marxisme. Radjavi est à nouveau amoureux. Il s'est épris de Maryam Azdanlou, la femme de l'un de ses lieutenants. Ce genre de turpitude n'est guère toléré dans un parti qui mélange islam et marxisme, prône martyre et pudibonderie – il n'est pas admis qu'un homme serre la main d'une femme. Alors, on fait croire aux militants que le mariage des deux amants est un acte révolutionnaire. Et même, comme l'indique le faire-part, «une des plus importantes décisions révolutionnaires et idéologiques prises par les Moudjahidin». Même le conjoint trahi en convient et félicite les nouveaux mariés. La dérive sectaire continue. Le

culte de la personnalité explose. Maryam devient «codirigeante» des Moudjahidin en 1985, unique dirigeante en 1989 avec le titre de secrétaire générale. Elle est également investie en 1987 au poste de «commandant en chef de l'armée de libération nationale». Elle abandonne ces titres pour devenir la «future présidente de l'Iran», désignée en août 1993 par le Conseil national de la résistance iranienne, façade politique de l'organisation, présidé par son nouveau mari.

Exécutions. Avec les autorités françaises, les relations connaissent des hauts et des bas. Quand les relations se tendent entre Paris et Téhéran, les Moudjahidin sont bien vus. Quand elles se réchauffent, ils en font les frais. A la suite d'une

normalisation entre leur pays et la France, Radjavi s'installe en juin 1986 à Bagdad où il organise militairement le mouvement. L'Armée de libération nationale de l'Iran (Alni) est constituée en janvier 1987. Le couple bâtit avec l'aide financière de Saddam et les contributions «volontaires» des milliers de militants éparpillés à travers le monde des camps modèles abritant une armée estimée à 10 000 combattants, équipés d'armes lourdes, disciplinés et prêts à se sacrifier. Les femmes forment la moitié des troupes et occupent l'essentiel des postes de commandement. Lorsque s'achève la guerre Irak-Iran, l'Alni passe à l'attaque. L'offensive «Lumière éternelle» sera un désastre, mais le régime islamique prend peur. Il fait exécuter des dizaines de milliers de membres du parti dans

les prisons. Un massacre d'une ampleur telle qu'il va provoquer la rupture en 1989 entre Khomeiny et son dauphin désigné, l'ayatollah Hossein Ali Montazeri, qui s'en est indigné.

Exil. En Iran, les Moudjahidin n'ont plus que la capacité de commettre de temps à autre des attentats. En Irak, ils participent à la répression de Saddam, notamment contre les Kurdes. Maryam a dû quitter en 1993 son exil d'Auvers pour retrouver Massoud. La chute du dictateur irakien l'a fait regagner la France, avec une vingtaine de cadres. Paris a donné son accord. Massoud, lui, a disparu. A Bagdad, on assurait que le couple ne s'entendait plus. Et on prêtait à Maryam une idylle avec... Saddam ●

JEAN-PIERRE PERRIN

En Iran, les manifestations d'étudiants sont violemment réprimées

Pour la quatrième nuit consécutive, des milliers de personnes se sont affrontées aux forces de sécurité et aux miliciens islamistes

TÉHÉRAN

du correspondant de l'AFP

Les miliciens islamistes ont quadrillé le centre de Téhéran, dans la nuit de vendredi 13 à samedi 14 juin, pour ramener l'ordre à coups de barre de fer autour du campus universitaire. Pour la quatrième nuit consécutive, des milliers de manifestants ont réclamé le départ de leurs dirigeants et du Guide suprême lui-même, l'ayatollah Ali Khamenei. Les rues autour du campus ont été le théâtre de scènes de chasse aux manifestants, menée par des centaines de miliciens islamistes, les «bassidji», farouches défenseurs du régime.

« Pas de pitié contre ces gens-là, ils sont armés de couteaux », a ainsi crié un chef d'escouade en lançant ses hommes armés à la poursuite de jeunes manifestants. Des témoins ont rapporté avoir vu des bassidji extraire des occupants d'un véhicule pour les rouer de coups. D'autres témoins ont fait état d'arrestations. Des coups de feu ont été entendus sans qu'on puisse en dire l'origine.

Les rues étaient parcourues de miliciens à moto traquant les «ennemis» de la République islamique, image réveillant le souvenir de la répression du mouvement étudiant de juillet 1999. Jeudi, l'ayatollah Khamenei avait prévenu que le régime se montrerait «impitoyable» contre les «mercenaires» à la solde des Etats-Unis et avait menacé de recourir à la «force du peuple».

Malgré cette mise en garde, des centaines de voitures ont à nouveau convergé vers le campus, emprun-



Des habitants du quartier de la résidence universitaire de Téhéran sont venus manifester leur solidarité, à travers la grille d'entrée, avec les étudiants contestataires, dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 juin.

tant des ruelles pour contourner les barrages dressés à des kilomètres à la ronde sur les grandes avenues par des bassidji armés de kalachnikovs. Elles se sont agglutinées à quelques centaines de mètres du campus, leurs occupants actionnant leur klaxon et scandant, comme les nuits précédentes, des slogans extrêmement virulents contre le régime. Le campus Amir Abad lui-même était ceinturé par des centaines de policiers pour empêcher tout contact entre l'université et la rue.

À L'APPROCHE DU 9 JUILLET

Les étudiants et les manifestants ont fraternisé à distance par gestes. Selon les autorités, le déploie-

ment policier visait à empêcher les mouvements des étudiants mais aussi ceux des membres du Ansar Hezbollah (Partisans de Dieu), organisation islamiste radicale farouchement opposée aux réformateurs. Des incidents avaient opposé, jeudi soir, les étudiants et les policiers, mais aussi les étudiants et les Partisans de Dieu sur le campus. A l'université Chahid Behechti, la deuxième de la capitale, à plusieurs kilomètres du campus universitaire, environ 40 étudiants ont été blessés et une dizaine d'autres arrêtés lors de l'intervention des forces spéciales de police et des miliciens.

Des milliers de personnes mani-

festent ainsi depuis mardi soir dans le centre de Téhéran. Le pays n'avait plus connu de protestation politique de cette ampleur depuis décembre 2002. Les manifestants répondent, de l'aveu des autorités, à l'appel des télévisions iraniennes installées aux États-Unis et dirigées par les mouvements monarchistes hostiles au régime islamique. Ces organisations multiplient les appels à manifester à l'approche du 9 juillet, date anniversaire des mouvements étudiants de 1999. Ceux-ci avaient fait un mort et donné lieu à des centaines d'arrestations.

Laurent Lozano

Le Monde

DIMANCHE 15 - LUNDI 16 JUIN 2003

Iran : Washington et Téhéran se félicitent du coup de filet français

UNE FOIS n'est pas coutume : l'Iran et les Etats-Unis, que de très sérieuses divergences opposent sur un nombre important de questions, se sont tous deux félicités du coup de filet opéré mardi 17 juin par la police française contre le mouvement des Moudjahidines du peuple, en région parisienne.

« C'est un pas positif de la part de la France, et nous attendons qu'elle traite ces gens comme de dangereux terroristes », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien, Hamid Reza Assefi. « Nous attendions depuis longtemps que les autorités françaises agissent contre eux, conformément aux décisions de l'Union européenne, qui a déclaré terroriste ce groupuscule, et conformément aux règles internationales », a-t-il ajouté, soulignant que l'Iran avait transmis à la France et à Interpol les informations en sa possession sur les « crimes commis par les membres de ce groupe terroriste » - que Téhéran qualifie de « mounafighines », c'est-à-dire d'hypocrites.

Comme en écho, le porte-parole adjoint du département d'Etat, Philip Reeker, déclarait quelques heures plus tard que Washington « se félicite des efforts qui sont faits à travers le monde pour mettre en œuvre ce type d'action contre les groupes terroristes ». A Bagdad, Paul Bremer, l'administrateur en chef américain, se déclarait « content d'apprendre » que la police française a agi de la sorte. Après avoir occupé l'Irak, l'armée américaine, qui dans un premier temps avait bombardé un camp des Moudjahidines, avait fini par conclure avec eux un cessez-le-feu, en vertu duquel leurs armes seraient consignées dans un camp à l'écart des personnels.

Le général Ray Odierno, commandant de la 4^e division d'infanterie, qui avait signé l'accord, avait expliqué que cette organisation pouvait constituer une importante source d'informations contre la Brigade Badr, bras armé du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, une importante formation chiite irakienne, proche du régime iranien.

« MONNAIE D'ÉCHANGE »

Tandis qu'une trentaine d'opposants iraniens se rassemblaient mardi soir devant l'ambassade de France à Berne, pour protester contre l'intervention de la police française, promettant de revenir « plus nombreux » à la charge mercredi, un Iranien a tenté de s'immoler par le feu devant l'ambassade de France à Londres, en solidarité avec les Moudjahidines en France. Gravement



Une Iranienne parmi les 165 personnes interpellées, mardi 17 juin, lors de l'« opération Théo », lancée par les forces de l'ordre françaises à Auvers-sur-Oise et dans diverses antennes des Moudjahidines du peuple.

brûlé, le jeune homme a été hospitalisé, tandis qu'un groupe de sympathisants des Moudjahidines - une soixantaine selon la police, 200 selon les organisateurs - exprimaient leur mécontentement devant la chancellerie.

L'ancien président iranien Abolhassan Bani-Sadr, qui vit en exil en France depuis 1981, ne trouve pas « d'explication claire » à l'intervention policière et s'interroge sur son bien-fondé, même s'il est vrai, selon lui, que les Moudjahidines ont transféré en France leur « état-major de propagande politique ». Pour lui, les Moudjahidines ne sont plus une « organisation militaire » depuis l'occupation de l'Irak par les forces américaines. M. Bani-Sadr est convaincu que « l'on essaie d'utiliser les Moudjahidines comme monnaie d'échange à l'égard des mollahs », c'est-à-dire du régime iranien.

Interrogé mardi sur une éventuelle synchronisation entre l'intervention policière française et la mise en garde adressée par l'Union européenne à Téhéran concernant les exigences de vérification du programme nucléaire iranien, une porte-parole adjointe du ministère français des affaires étrangères s'est bornée à faire remarquer, lors du point de presse quotidien mardi, qu'il s'agissait d'une « opération policière et judiciaire », les forces de l'ordre étant intervenues sur « commis-

sion rogatoire délivrée par le juge Jean-Louis Bruguière », tandis que la démarche européenne est d'ordre « diplomatique ». Ce sont donc deux « cheminements parallèles », a-t-elle dit.

On admet, de source française, qu'un concours de circonstances peut prêter à interprétation, l'intervention de la police s'étant faite peu après la chute du régime irakien et alors que de fortes pressions s'exercent sur l'Iran pour ce qui concerne le nucléaire. On assure néanmoins de même source qu'il n'y a aucune corrélation entre tous ces faits, le juge Bruguière ayant lancé dès septembre 2001 des investigations sur le financement des Moudjahidines du peuple. Quant à savoir pourquoi un délai de vingt mois a séparé les investigations du juge de l'intervention de la police, on se contente de dire que « c'est généralement la durée moyenne d'enquête » de M. Bruguière.

Et s'il est vrai qu'aussi bien Washington que Téhéran se sont félicités du coup de filet français, cela ne veut pas dire, ajoute-t-on toujours de même source, que l'opération a été menée en coordination avec les Etats-Unis, ni qu'elle cherche à plaire à l'Iran, ou à servir de monnaie d'échange quelconque avec ce pays.

Mouna Naim

Le Monde

19 JUIN 2003

Iranian group protests with fire

By Elaine Sciolino

PARIS: At least five Iranians set themselves on fire Wednesday to protest a sweeping crackdown by France against a long-established armed organization whose goal is the overthrow of Iran's Islamic republic.

One of the protesters, Marzieh Babakhani, a woman described as a political refugee in her 40s, initially had been reported by the police to have died in a hospital after setting her clothes on fire during a protest near the French counter-intelligence services headquarters close to the Eiffel Tower. But hospital sources later said she was still alive.

The others — a second woman and a man in Paris and a 38-year-old man who set himself ablaze Tuesday in London — were hospitalized. A fifth person, a man in Switzerland, doused himself with a flammable liquid and tried unsuccessfully to set himself on fire Wednesday outside the French Embassy in Bern.

On Tuesday, 1,300 French police arrested more than 150 people during anti-terrorist raids against the Mujahidin Khalq, as the group is known, setting off protests.

The police initially said they had seized \$1.3 million in \$100 bills, but reported Wednesday they had found several suitcases containing \$6 million to \$8 million in \$100 bills. They also seized about 200 satellite dishes and about 100 computers in the raid of 13 sites.

Among those arrested was Maryam Rajavi, considered by the group as "the first lady of Iran." She is the wife of the Mujahidin Khalq leader, Massoud Rajavi, who was expelled from France in 1986 and set up a political and military headquarters in Iraq.

Officials of the National Council of Resistance of Iran, the political front for the Mujahidin Khalq, said Wednesday that its members and supporters

Arrests by France trigger immolations

would continue to set themselves on fire until Maryam Rajavi was released.

"One country, one president, Maryam Rajavi!" chanted the crowd of about 100 protesters in Paris. At another point, they accused the French government of "A dirty deal with the mullahs!" charging that the crackdown was prompted by an effort to curry favor with the ruling clerics in Tehran.

Under France's powerful anti-terrorist laws, those detained can be held without specific charges for a maximum of four days, after which they must be released or notified of the charges on which they are being held and placed under formal investigation.

By Wednesday morning, the police released all but about a score of those detained in the raids on homes and offices of the organization.

Iran has long demanded that Western governments withdraw their support for the organization and arrest its members.

The Iranian president, Mohammed Khatami, demanded Wednesday that France extradite to Iran members of the group detained by the police Tuesday and told the United States to follow France's lead and arrest Mujahidin fighters and supporters based in Iraq.

The Mujahidin Khalq has long been the best-organized political and military operation fighting to overthrow the Islamic republic. In 1997, the Clinton administration designated the group as a foreign terrorist organization; the European Union declared it a terrorist organization in May of last year.

But during the American-led war against Iraq this year, the United States at first flirted with using the Mujahidin Khalq to prevent Iran from meddling in Iraq's internal affairs. Then the United

States shifted gears and decided to disarm its army, which is being monitored by the U.S. Army inside Iraq. The United States allows the National Council of Resistance to operate on American soil, despite the group's designation by the State Department's office of counterterrorism as part of the larger part of the larger Mujahidin Khalq terrorist organization.

As part of the crackdown, France also announced Wednesday that the police have set up a special unit to research the source of the money that was discovered during the police raid of one of the group's offices in Auvers-sur-Oise.

The most dramatic protest against the crackdown was in front of France's counterintelligence agency, known as the DST, in Paris. About 100 protesters gathered there late Tuesday and continued their activities throughout the day.

There, Babakhani doused herself with a flammable liquid and lit a match, according to the police and officials with the National Council of Resistance. Other

protesters quickly put out the flames and she was rushed to the hospital. Several hours later, another Mujahidin supporter, identified as Sedigheh Mojaveri, set herself on fire and was hospitalized with serious burns. Then a man identified by fellow protesters as Mohammed Vakilifar, a 46-year-old political refugee who lives in Germany, set himself on fire. He was hospitalized.

A French government spokesman, Jean-Francois Cope, said Wednesday the raids were carried out based on intelligence information about the group's "dangerous and illegal" activities.

The New York Times

International Herald Tribune
Thursday, June 19, 2003

Iraq force to get help from allies, U.S. asserts

By Eric Schmitt

WASHINGTON: Between 20,000 and 30,000 allied troops from more than a dozen nations will begin arriving in

Iraq in mid-August to help replace U.S. forces leading the military occupation there, Pentagon officials report.

The international forces — from countries including Italy, Spain, Ukraine and Honduras — would join divisions led by Britain, Poland and perhaps another country, possibly India, and assume responsibilities for parts of central and southern Iraq.

How many U.S. troops will remain in Iraq depends largely on the security situation there and how many other nations ultimately send forces, officials said. There are now about 146,000 U.S. troops in Iraq, just 5,000 fewer than at the peak of the war. About 12,000 troops from Britain and seven other countries are also on the ground.

Testifying before the House Armed Services Committee on Wednesday, Deputy Defense Secretary Paul

Wolfowitz and General Peter Pace, vice chairman of the Joint Chiefs of Staff, said the Pentagon was aggressively recruiting dozens of countries to contribute forces for peacekeeping and reconstruction duties.

"We have about 20,000 additional coalition troops that have been volunteered by countries to go to theater within the next 60 to 90 days," Pace said. He said discussions were under way with another unidentified country to provide 10,000 troops.

But both officials acknowledged that prodding other nations to sign up has been difficult, even after a United Nations resolution last month cleared the way for other countries to begin contributing.

Just six weeks ago, in fact, administration officials had thought the United States could reduce the number of U.S.

forces to about 30,000 troops by this autumn. But guerrilla-style attacks from remnants of deposed Saddam Hussein's military, security forces and Ba'ath Party loyalists appear to have dashed those goals.

Throughout the hearing Wednesday, Democrats and Republicans chided the defense officials for not doing enough to enlist more allies to help shoulder the burden in Iraq, where the postwar environment is still so dangerous that roughly one American a day has died since President George W. Bush declared on May 1 that major combat operations were over.

"Occupation takes a lot of folks, probably takes a lot more folks than winning the war," said Representative Duncan Hunter, Republican of California, who heads the panel.

Representative Ike Skelton of Missouri, the committee's senior Democrat, added: "Given the challenges we are facing, we need our allies and their troops more than ever."

The Bush administration wants more allied forces for several reasons. The Pentagon wants to put a more international face on a U.S.-dominated occupation. More international troops would cut the expense of an operation that lawmakers said was costing \$3 billion a

month.

Wolfowitz said the Pentagon would probably have to ask Congress to approve another supplemental spending request to pay for the costs of military operations in Iraq.

But perhaps most important, at least for domestic political reasons, bringing in more allied forces would allow most of the 1st Marine Division and the army's 3d Infantry Division, some of whose troops have been deployed overseas for more than a year, to go home.

Wolfowitz said Defense Secretary Donald Rumsfeld had asked General Tommy Franks, commander of U.S. forces in Iraq, to recommend a rotation policy for the two units by the end of this month.

Under the Pentagon's current plans, there would be two or three divisions of allied forces, each made up of 10,000 to 14,000 troops.

Britain would lead one division, which would also include troops from countries like Denmark and the Netherlands. The allied forces would be a mix of combat troops and reconstruction specialists. The 380 Danish troops, for example, would include a light reconnaissance squadron, a civil affairs unit, mine-clearing experts and special operations forces.

Poland has committed 2,300 troops to its division, which Wolfowitz said Wednesday would also include forces from Ukraine, Spain, Honduras and El Salvador.

Pentagon officials are negotiating with several other countries, including some that did not support the war. Defense officials have set aside their anger at Turkey for refusing to allow U.S. forces to enter northern Iraq through Turkish territory during the war, to discuss Ankara's offers of support in the reconstruction.

Administration officials met recently with the Turkish Foreign Ministry's second-ranking official, who offered relief aid and other assistance, as well as 1,200 to 1,800 troops. "Turkey is eager now to assist us in the reconstruction of Iraq," Wolfowitz said. "That's just one example of a country that has begun to move in our direction."

Assistant Secretary of Defense Peter Rodman recently visited New Delhi to discuss troop commitments with Indian officials. An Indian cabinet committee has yet to decide how to proceed, and the government has said it will consult other political parties before deciding.

The New York Times

Le Monde
ÉDITORIAL

JEUDI 19 JUIN 2003

Iran sous pression

ASSIS EN TAILLEUR, vendredi dernier, lors de la traditionnelle prière de fin de semaine, les dirigeants iraniens paraissent sereins. C'était notamment le cas de ceux d'entre eux qui détiennent la réalité du pouvoir, le Guide de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, et l'ancien président Akbar Hachémi Rafsandjani - le camp dit des conservateurs. Il y a tout lieu de penser que c'est une attitude de façade. Le régime est sous pression, de toutes parts. Près d'un quart de siècle après son accession au pouvoir, en 1979, au terme d'une révolution islamique qui fut un mélange de dépression nerveuse et de crise identitaire collectives, la mollarchie semble à bout de souffle.

Elle est, une fois de plus, contestée de l'intérieur, comme à intervalles réguliers. Voilà plusieurs jours que les étudiants des principales universités du pays sont mobilisés. Ils dénoncent l'absence de liberté d'expression, critiquent les plus hauts dirigeants du régime, stigmatisent une police des mœurs qui croit encore pouvoir

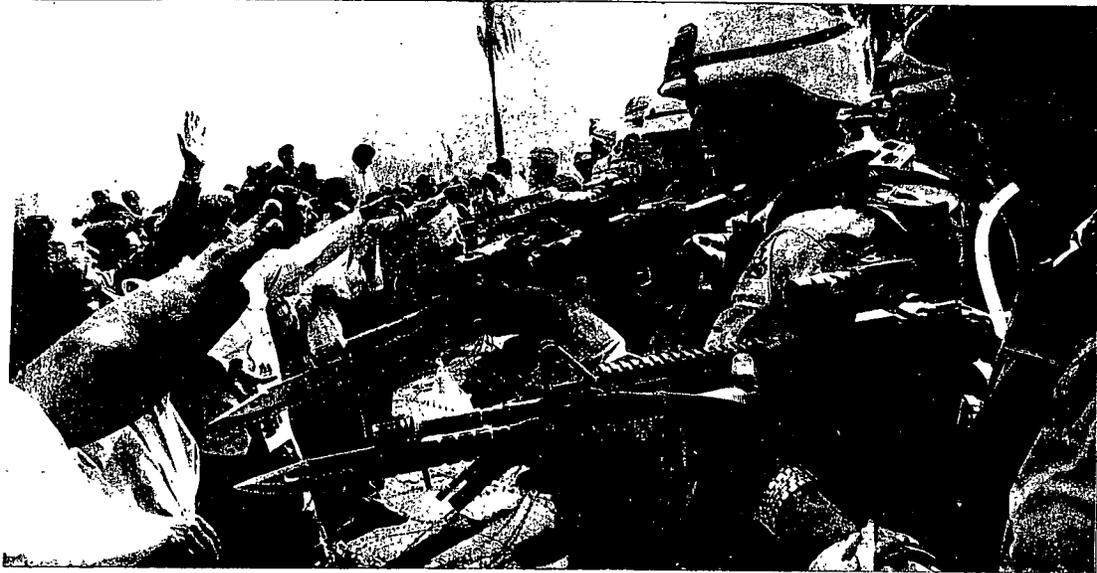
imposer aux Iraniens leur façon de s'habiller, de se raser ou de se distraire... Le mouvement dure ; il aurait, à Téhéran au moins, la sympathie des quartiers nord de la ville, la bourgeoisie. Les étudiants sont courageux : ils affrontent des bandes de nervis armés de matraques et de barres de fer que le régime lance contre eux. Mais les étudiants sont sans organisation, sans dirigeants, et apparemment sans perspectives politiques immédiates : ils ne croient plus dans la capacité du président réformateur, Mohammad Khatami, à prendre le dessus sur le groupe des conservateurs qui tiennent les rênes du pouvoir.

Le régime est sous pression de l'extérieur. Les Etats-Unis « encouragent » les manifestations des étudiants. Washington accuse l'Iran de fomenter des troubles en Irak, notamment dans les rangs des chiïtes ; de continuer à soutenir des mouvements opposés au processus de paix israélo-palestinien ; d'abriter ou d'aider des groupes terroristes ; enfin,

d'avoir mis en chantier un programme nucléaire militaire. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a publié cette semaine un rapport corroborant, entre les lignes, les craintes américaines. L'Union européenne entretient les mêmes gros soupçons sur le programme nucléaire iranien, et vient de le faire savoir à demi-mot.

L'ancien président Rafsandjani aurait tenté une ouverture vers Washington, proposant un marché : l'arrêt des pressions américaines sur le régime contre l'abandon par Téhéran des politiques qui déplaisent aux Etats-Unis. La réponse aurait été « non ». L'administration Bush est divisée entre radicaux, qui verraient bien tomber une dictature de plus dans la région, et réalistes, que n'enthousiasme guère la perspective de la déstabilisation de l'Iran.

La mollarchie est de plus en plus étrangère à un pays dont 70 % des 60 millions d'habitants sont nés après la révolution. A moyen terme, sa survie est en jeu : pour durer, il lui faudra changer. En est-elle capable ?



Just another day in Baghdad

Rory McCarthy in Baghdad

Hussein Saber shook with fury as he lay on a dirty hospital bed last night and told the story of another day in Baghdad, a city torn apart by killings, misunderstanding and the startling failures of America's military occupation.

Yesterday Hussein, 33, should have collected a \$50 (£30) emergency payment which all Iraq's now unemployed soldiers are due to receive. The money did not arrive and so he and hundreds of other frustrated young men poured towards the gates of the US-led authority to protest.

Within minutes he was shot in his right side by a young, nervous American soldier. Hussein survived but two other Iraqis standing next to him in the crowd were killed.

Just a few miles away in the centre of the city, gunmen in a passing car shot dead one American soldier and wounded another as they guarded a propane gas station. It was another strike against the US

military by an increasingly bold guerrilla resistance force intent on destabilising the reconstruction.

Neither the Iraqis nor the Americans ever dreamed that Baghdad would be like this, ten weeks to the day after Saddam Hussein's regime was finally toppled.

The people of this city are still gripped with the deepening problems of poor security, interminable power shortages and unpaid salaries. Their frustration is spilling over into a spate of attacks on the US military, which are met with heavy-handed raids and mass arrests which, in turn, spark yet greater frustration.

Searing midsummer temperatures do little to cool tempers on either side.

"I hoped and I wished that when the American forces came they would bring us democracy and freedom but unfortunately we have seen the opposite," said Hussein, a non-commissioned officer in the air force for the past 18 years.

"The Americans are going to get hurt if the situation remains as it is."

All the junior ranks within Iraq's 400,000-strong military, which was formally dissolved last month, have been promised a one-off payment and the chance to apply for a job in the new Iraqi national army.

In reality none have been paid since their last wages from the regime in February or March. Recruitment for the new military has not started and, like the thousands of regular government employees still without work, their frustration should be evident for the US authority to see.

Hundreds of former soldiers gathered at the national recruitment office in Baghdad

yesterday morning where they expected to receive their payouts. Similar payments have been made by the British army in Basra.

But yesterday when officials in the building told them they had no money to offer they poured towards the gates of the Republican Palace, once Saddam's home and now the base of the US-led authority.

In the eyes of the US military, the crowd of frustrated former soldiers was a threat and they eventually opened fire. The Iraqi soldiers see themselves very differently — as husbands and fathers, struggling to make a living, gripped with defeated pride and disappointment.

Khadum Hussain Hani, 32, joined the Iraqi military aged 15 for the same reasons that brought many of the young Americans on patrol in Baghdad into the US army — he wanted to serve his country

and he wanted a decent wage.

His brother, also a soldier, died during the war with Iran in the 1980s. Following tradition, Khadum married his brother's wife and took responsibility for the couple's three young children. Last year they had another son.

Until the war he was paid 75,000 dinars a month (then worth \$37). Since March he has received nothing and has had to borrow thousands of

dollars to pay the 30,000 dinars monthly rent on his small apartment. "I have borrowed and borrowed and all I have left in my pocket today is my identity card," he said yesterday. Before the war he and his wife talked about whether he would fight. "I told her I wouldn't fight. I was glad the Americans were coming to take us away from this oppression," he said.

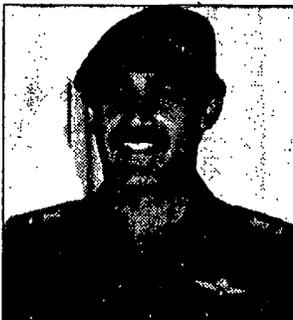
Now he has to explain to his children why he has no work and no money. "Sometimes they ask: 'Did you bring home any apples today father?'" he said. "I tell them I will bring apples one day when I have some money."

It is all too clear that the natural goodwill that many Iraqis felt when the US and British forces brought to an end three decades of brutality and repression is rapidly fading. "There is a big gap between the Iraqis and the Americans right now," said Khadum.

American troops speak freely of their own frustrations. They patrol in heavy bulletproof jackets and Kevlar helmets in the suffocating midday heat.

Many were first deployed to camps in Kuwait nine months ago and have had little time to

Saddam's key aide arrested



US troops yesterday captured their highest ranking Iraqi leader yet, Abid Hamid Mahmud al-Tikriti (left), Saddam Hussein's secretary and number four on the most-wanted list. The arrest of Saddam's distant cousin could prove key in the hunt for the so-far elusive weapons of mass destruction.

rest or recover from the intense three weeks of combat that brought them to Baghdad. The shift from fighting to peacekeeping has been fractured and slow. Still they are being targeted in guerrilla attacks and they don't understand why.

The al-Shawaf crossroads outside the Republican Palace, the bloodied site of yesterday's killings, has become the touch-

stone of the failings of the military occupation. Here there are queues of the articulate and the plain angry. The US officials who should be listening to their very simple and very real complaints are locked in a cycle of meetings from dawn until after midnight in the palace complex, behind the heavily guarded, barbed-wire entrance at the palace gates.

Alia Abbas Issa, 42, used to work in the palace as a seam-

stress, sewing curtains for Saddam's offices and private rooms. She took the job to help pay for English lessons at the local British Council office. It paid her well, up to 200,000 dinars (£2000) a month. Then came the war. Her apartment was looted of all her possessions, even her bed, and her job disappeared. She is left caring for the two daughters of her younger brother, who died in Kuwait during the first Gulf

war. "There is nothing I can tell them. We used to have money now there is nothing. We cry from night until morning," she said.

"I thought the Americans would bring us a new start. We want to like George Bush but the Iraqis are suffering and suffering," she said.

"God will reward those people who come here if they come here to help us."

LA FRANCE FRAPPE LES MOUDJAHIDIN IRANIENS

Interrogations sur les motivations de la rafle d'hier à Auvers.

Des interrogations et un certain scepticism ont accueilli hier, l'initiative ultra-spectaculaire du juge d'instruction Jean-Louis Bruguière, lancée à Auvers-sur-Oise contre l'organisation des Moudjahidin du peuple iranien (OMPI), qui y est basée depuis plus de vingt ans. Quant à la pureté de ses motivations judiciaires et ses réels motifs géopolitiques.

En tout cas, quand Bruguière exige, on ne lésine pas sur les moyens. 1200 policiers, 80 gendarmes du GIGN se sont déployés dès 6h05 à Auvers-sur-Oise et aussi sur treize autres sites des Yvelines et du Val-d'Oise pour cueillir les Moudjahidin, ennemis de Téhéran, dévoués à leur idéologie marxiste et au culte du couple Massoud et Maryam Radjavi (placée hier en garde à vue), leurs leaders politiques, isolés et affaiblis.

Dollars et paraboles. De belles sommes en espèces - 1,3 million de dollars saisis dans un coffre, puis 1,5 million comptés dans une valise et trois autres valises de billets saisis -, du matériel informatique et une centaine de paraboles: tel est le butin d'hier. Une seule arme aurait été saisie, celle de Maryam Radjavi, qu'elle détenait

à titre personnel, avec une autorisation de port d'armes. Selon une source judiciaire, un certain nombre de Moudjahidin seraient rentrés récemment du front irakien. Cent soixante-sept personnes ont été interpellées, mais le contre-espionnage avait listé une quarantaine de «cibles privilégiées», qu'il convenait d'interpeller. Hier, dix-neuf de ces «cibles» étaient arrêtées, parmi les 159 personnes encore en garde à vue.

Terroristes. A l'origine de la procédure, une note de la DST (Direction de la surveillance du territoire) sur des mouvements financiers suspects, datée du 5 avril 2001: transmise au procureur de la République, elle a donné lieu à l'ouverture d'une information judiciaire confiée au juge Bruguière. Depuis cette date, la DST aurait mené d'exceptionnelles investigations sur ce mouvement. Autre clé de l'offensive,

les Moudjahidin iraniens font partie des organisations répertoriées comme terroristes par l'UE depuis mai 2002. Une certitude, le juge Bruguière a obtenu un réquisitoire supplétif le 12 juin pour des financements en relation avec une entreprise terroriste et falsification de documents administratifs. Hier,

le ministère de l'Intérieur a salué le démantèlement du «PC mondial» de l'organisation. Téhéran a applaudi ce «pas positif» de la France, dont Washington s'est également félicité.

A Auvers, hier, les proches de l'OMPI ont afflué, tenus à distance par un bataillon de CRS, devant le siège du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI). Comme Shahlla Massoudi, qui dirige une association de femmes iraniennes à Bruxelles: «Dès que nous avons appris la nouvelle à la radio, nous sommes venus. D'autres

vont suivre.» A Londres, un manifestant s'est immolé par le feu devant l'ambassade de France. Des policiers sont immédiatement intervenus et l'homme, brûlé à 40%, a été hospitalisé dans un état grave mais ses jours ne seraient pas en danger.

«Bruguière à Hollywood.» Pour ces sympathisants, l'opération est un non-sens. «C'est un prétexte, s'indigne Najib Kambiz, taxi à Bruxelles. Si vous cherchez vraiment des intégristes, allez plutôt à l'ambassade d'Iran!» Commentaire des avocats de l'organisation des Moudjahidin: «Bruguière va finir à Hollywood», lâche Jean-Paul Baduel. «C'est une arrestation à grand spectacle», selon M^e William Bourdon.

Une rumeur circulait hier dans les milieux judiciaires: Massoud Radjavi aurait également été arrêté hier, mais en Arabie saoudite. Si cela se vérifiait, cela attesterait d'un grand deal politique, au-delà de l'opération policière ●

A. T. et G. R.

Massoud Radjavi aurait également été arrêté, hier en Arabie saoudite.

Si cela se vérifiait, cela attesterait d'un grand deal politique, au-delà de l'opération en France.



Auvers-sur-Oise, hier matin. 167 personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'opération, dont l'épouse du chef des Moudjahidin du peuple iranien, Maryam Radjavi.

Liberation

18 JUIN 2003

Protester dies after setting herself alight

Paul Webster in Paris

An Iranian woman died last night after setting herself alight in protest against a mass round-up of members of the Iranian Marxist Mojahedin People's Movement in France.

Marzieh Babbkhani, who was 42, was among 50 protesters outside the headquarters of the DST, France's internal intelligence organisation, which coordinated the raid. The suicide took place around noon, three hours after another Iranian woman, aged about 40, was severely burnt after pouring petrol over herself and lighting a match.

Late yesterday a third Iranian set himself ablaze at the protest. A spokeswoman for the opposition National Council of Resistance of Iran told Reuters the man, Mohammed Sani, 45, was a political refugee living in Germany.

More than 160 men and women were taken into custody during raids by 1,300 police officers on 13 sites around Paris.

They included the movement's headquarters at Auvers-sur-Oise, where the militant Iranian opposition group took refuge after the overthrow of the shah more than 20 years ago.

Among those arrested were

Maryam Radjavi, the wife of the movement's leader, Masoud Radjavi. Last night only 26 were still being held for questioning.

Police said computer software had also been seized.

In a surprise reaction, the US and Iran congratulated France for the raid, which was carried out on the orders of Paris's chief anti-terrorist judge, Jean-Louis Bruguière. Tehran said it had been demanding action for some time, while Washington linked the raid to worldwide attempts to control terrorism.

Pierre de Bousquet de Florian, the head of the DST, said the movement had

planned attacks on Iranian diplomatic missions around Europe, but not in France.

But the former Iranian president, Abolhassan Bani-Sadr, who has lived in France since 1981, said there was "no clear explanation" of why France had acted but he believed it was a gesture intended to improve relations with Iranian religious leaders whom the movement accuses of torture and executions.

A source close to Judge Bruguière said inquiries had been going for nearly two years into the source of the mojahedin funds. The movement was closely linked to the former Iraqi regime.

In Vienna, US representatives accused Iran of repeated "violations and evasions" of an agreement with UN inspectors. "If Iran's intentions are peaceful, why did it engage in a long-term pattern of safeguards violations and evasions regarding a number of its nuclear ... activities," Kenneth Brill, the US ambassador to the UN in Vienna, told the International Atomic Energy Agency.

The US is pushing the IAEA to pass a binding resolution permitting more intrusive and short-term inspections.

In Washington, President George Bush said the international community must make clear to Iran that "we will not tolerate" construction of a nuclear weapon by Tehran.

Iran rejected the American allegations yesterday. Ali Akbar Salehi, its ambassador to the UN nuclear agency, insisted that Iran had attempted to act in good faith to honour its obligations under the nuclear non-proliferation treaty.

"Iran considers the acquiring, development and use of nuclear weapons inhuman, immoral, illegal," he said.

However, Mr Salehi acknowledged that the IAEA and the Islamic country had different interpretations of regulations regarding the import and use of nuclear material.



The Guardian

Thursday June 19 2003

Arménie-Turquie : dernière cicatrice de la guerre froide

« **LES FRONTIÈRES** sont les cicatrices de l'histoire », avait coutume de dire le géographe allemand Friedrich Ratzel (1844-1904). Alors que les frontières soviétiques se sont effacées avec la fin de l'URSS, celle qui sépare l'Arménie de la Turquie est restée hermétique. Les murs s'ouvrent à Chypre ou à Kalinin-grad : celui qui sépare les Turcs des Arméniens résiste aux coups de boutoir de la fin de la guerre froide et de la mondialisation. Toutefois, depuis quelque temps, un processus de détente est en cours.

Un « dialogue arméno-turc », financé par le département d'Etat américain, a vu le jour en 2001. Son principal point d'achoppement, la reconnaissance du génocide, n'a pas beaucoup progressé. Ce dialogue implique un devoir de mémoire de façon à réconcilier les peuples avec leur histoire et à suivre le chemin de la raison plutôt que ressasser les traumatismes du passé auprès des générations futures. Car même si changer n'est pas se renier, l'avenir se prépare en affranchissant les Turcs d'un fardeau dont ils ne sont pas responsables, et en procurant aux Arméniens la possibilité de concevoir les relations internationales en dehors du seul prisme de la justice.

On n'en est pas là. A cette heure, les échanges officiels sont plutôt frileux. Le président turc, Ahmet Sezer, a certes félicité son homologue arménien, Robert Kotcharian, lors de sa réélection, mais les relations diplomatiques sont toujours au point mort. Pourtant, la « normalisation des relations avec l'Arménie figure parmi les critères de Copenhague qu'il convient de respecter », selon le dernier rapport

du Parlement européen sur l'intégration de la Turquie dans l'Union.

Côté turc, si la presse s'est montrée moins rigide dans son traitement de la question arménienne, le ministère de l'éducation a, en revanche, tenté d'imposer aux Arméniens de Turquie le déni du génocide. Côté arménien, pour la deuxième année consécutive, les jeunesses du parti Dachnaksoutioun - au gouvernement - ont brûlé, le 24 avril, jour de commémoration du génocide, le drapeau turc sur lequel une étoile de David avait été peinte, sans susciter la condamnation des autorités arméniennes, pourtant ouvertes au dialogue.

DÉSENCLAVEMENT

Le désenclavement économique servira-t-il de clé ? De part et d'autre du mur, la demande est forte en faveur de l'ouverture. Pour des raisons matérielles, les populations des villes frontalières, Turcs de Kars ou d'Erzurum et Arméniens de Gumri ou d'Erevan (la capitale n'est qu'à une vingtaine de kilomètres du territoire turc), réclament davantage d'échanges. Les rares hommes d'affaires turcs et arméniens verraient d'un bon œil des contacts simplifiés leur permettant d'éviter le transit - coûteux en taxes, visas et pots-de-vin - par la Géorgie, point de passage obligé à l'heure actuelle.

Ainsi l'économie arménienne pourrait-elle sortir de son isolement en obtenant la levée du blocus turco-azéri, imposé depuis la guerre du Karabakh (1990-1994) - une enclave majoritairement arménienne en Azerbaïdjan. Et pourquoi pas espérer, dans la foulée,

intégrer les projets d'acheminement des ressources énergétiques de la Caspienne ? L'apport de ces nouvelles sources d'énergie rendrait possible la fermeture de la centrale nucléaire arménienne de Medzamor, située sur la ligne de partage, comme le réclame l'Union européenne.

Un autre moteur de changement devrait être la sécurité régionale. Signataire du pacte de sécurité de la CEI (Communauté des Etats indépendants) et membre du Partenariat pour la paix de l'OTAN, l'Arménie accueille, du 16 au 27 juin, les prochaines manœuvres de l'Alliance avec, pour la première fois, la présence d'un contingent turc sur son sol.

En mai, Lord Robertson, le secrétaire général de l'OTAN, a bien tenu à préciser, lors d'une tournée au Caucase, que « les trois pays [Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan] relevaient du même intérêt » aux yeux de son organisation. Mais ces initiatives ne sont guère du goût de Moscou, qui compte Erevan comme seul allié dans la région.

Or comment la Russie réagirait-elle si l'Arménie, république ex-soviétique la plus proche géographiquement de pays (Iran, Syrie, Irak) étroitement surveillés par Washington, basculait dans le giron américain ? La Géorgie, qui entretient des relations tumultueuses avec son grand voisin du nord, n'a-t-elle pas, à l'automne 2002, ouvert son territoire à tous les ressortissants américains sans visa ni passeport aux termes d'un partenariat de défense signé avec les Etats-Unis ?

Le président géorgien, Edouard Chevardnadze, a bien obtenu le

démantèlement d'une partie des bases russes de son territoire, mais le transfert du matériel militaire s'est effectué vers la base russe de Gumri, sur la frontière arméno-turque, compliquant un peu plus le jeu des alliances. A Gumri justement, aujourd'hui comme à l'époque de la guerre froide, les missiles russes S-300 restent braqués sur la Turquie. Semblable situation serait-elle encore tenable en 2007, lorsque la Roumanie et la Bulgarie intégreront l'Union, désormais aux portes du Caucase ?

RESPONSABILITÉ

Le principal problème est de rétablir la confiance entre Turcs et Arméniens. Le chef de la diplomatie turc, Abdullah Gül, a su saisir l'importance du volet psychologique dans la problématique arméno-turque, lui qui a déclaré, le 22 mai, que son pays était prêt à normaliser ses relations avec l'Arménie, à condition que cette dernière reconnaisse l'intégrité territoriale de la Turquie.

S'acheminait-on vers un équilibre entre la reconnaissance du génocide contre celle de l'intégrité territoriale turque ? Il est trop tôt pour l'affirmer, mais cette perspective pourrait être le point de départ pour l'élaboration d'une « feuille de route ». Turcs et Arméniens seraient bien avisés de sortir de l'éthique de conviction pour entrer dans celle de responsabilité face à l'histoire ; tout comme la communauté internationale gagnerait à panser cette plaie et à favoriser la paix dans cette région tourmentée.

Marie Jégo
et Gaidz Minassian

Elle veut satisfaire aux normes européennes de démocratie

La Turquie fait un pas vers Bruxelles

A quelques heures de son départ pour le sommet européen de Salonique, hier, le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gul, jubilait : l'engagement européen de son pays était « irréversible ». Le Parlement turc avait adopté la veille le « 6^e paquet d'harmonisation » présenté par le gouvernement : une vingtaine de résolutions rapprochant la législation turque des normes européennes de démocratie et de droits de l'homme. Une nouvelle série de réformes nécessaires pour satisfaire aux critères de Copenhague, et prétendre adhérer à l'Union européenne. La Commission de Bruxelles s'est félicitée hier de « la détermination de la Turquie à aller de l'avant ». « La mise en œuvre de ces mesures revêt la plus grande importance », a prévenu le porte-parole de la Commission.

Le train de réformes adoptées élargit la liberté

d'expression et les droits culturels de la minorité kurde (environ 10 millions de personnes) par le biais d'amendements à des lois. Il comporte, entre autres mesures, l'abolition de l'article 8 de la loi antiterroriste qui permet de mettre en prison des intellectuels, et d'interdire des associations ou partis pour « propagande séparatiste ».

Un second amendement autorise désormais les chaînes de radio et de télévision privées à diffuser des émissions « dans les langues et les dialectes parlés (...) entre les citoyens turcs ». Y compris le kurde.

Ce « 6^e paquet d'harmonisation » a été déposé par le gouvernement « islamiste modéré » de Recep Tayyip Erdogan le 12 juin dernier, sans attendre la réunion du Conseil national de sécurité (MGK), l'organe exécutif suprême contrôlé par l'armée. Une manière de se soustraire au joug

militaire et de prouver à Bruxelles que l'on entend faire respecter ce critère européen fondamental : la prédominance du politique sur le militaire. Le gouvernement prépare déjà d'autres « paquets de réformes » d'ici à décembre 2004, date à laquelle les dirigeants européens décideront de la recevabilité de la candidature turque à l'Union. Ces prochaines mesures auront pour ambition de limiter le pouvoir d'ingérence de l'armée dans la sphère politique. Une armée qui ne refuse pas le tropisme européen de la Turquie, mais entend bien garantir la laïcité du régime en attendant que l'Union européenne s'en charge.

Y. L. (Avec AFP, Reuter.)

LE FIGARO

SAMEDI 21 - DIMANCHE 22 JUIN 2003

IRAK La Maison-Blanche exclut d'envoyer des renforts

Washington minimise la résistance antiaméricaine

L'hypothèse selon laquelle Saddam Hussein serait vivant a les faveurs des experts du renseignement américain qui se fondent sur des communications entre partisans du président irakien déchu, interceptées par leurs services, révèle hier le *New York Times*. Les recherches lancées pour retrouver Saddam se sont intensifiées et une unité militaire secrète, baptisée « Task Force 20 », a été chargée des investigations, poursuit le quotidien en citant des sources officielles mais anonymes. Les conversations interceptées entre Fedayins, milice fidèle à Saddam Hussein, et membres des services de renseignement irakiens suggèrent que l'ancien chef de l'Etat a besoin de protection, poursuit le *Times*. Mercredi, l'armée américaine a annoncé l'arrestation de son secrétaire particulier, Abib Hamid Mahmoud al-Tikriti. Numéro quatre sur la liste des personnalités irakiennes les plus recherchées, il se trouvait le plus souvent aux côtés du président déchu durant son règne.

Isabelle Lasserre

Depuis plusieurs semaines, les forces américaines en Irak sont harcelées par des groupes de combattants qui mènent contre eux des attaques ciblées et meurtrières. La plupart de ces actions de guérilla se produisent à Bagdad et dans les bastions sunnites du nord et de l'ouest de la capitale, comme Fallouja.

A Washington, les responsables américains minimisent cette recrudescence d'attaques. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a rappelé que le nombre de meurtres en Irak restait très inférieur à celui de Washington. Et sur les 51 soldats américains morts en Irak depuis le 1^{er} mai, date à laquelle George W. Bush a annoncé la fin des opérations militaires, 36 ont été victimes d'accidents.

Le Pentagone estime que la situation en Irak reste « sous contrôle » et que le retour à la normale suit son cours. Quant au porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer, il attribue les récentes attaques à un groupe de partisans de Saddam Hussein « aux liens distendus », d'anciens membres du Baas ou des services de sécurité qui opéreraient de manière individuelle et désorganisée.

Cette résistance irakienne constitue-t-elle une véritable menace pour les forces américaines en Irak ? Non, affirment certains, si les actions de guérilla sont effectivement le fait de groupuscules désorganisés, des

fidèles de Saddam dont l'action se limite à la région centrale sunnite. Oui, prétendent les autres, s'il s'avère que la résistance est organisée en haut lieu par les forces de sécurité irakiennes agissant sous le commandement d'anciens dignitaires du régime baasiste.

A l'instar de ce qui s'est passé en Afghanistan avec les talibans, ces fidèles de l'ancien régime se sont-ils regroupés depuis la chute de Saddam Hussein afin de lancer une guerre de guérilla contre les forces américaines ? Ont-ils les moyens de propager leur résistance aux zones chiïtes et kurdes de l'Irak ? Il est encore trop tôt pour y répondre.

Les Américains qui, de toute évidence, ne s'attendaient pas à ce type d'attaques contre leurs soldats, avouent volontiers ne pas avoir assez de troupes pour pouvoir sécuriser l'ensemble du pays. Mais la Maison-Blanche n'envisage pas d'envoyer des hommes supplémentaires. Il y a un mois et demi, elle pensait au contraire pouvoir réduire le nombre de ses soldats de 150 000 à 30 000 d'ici l'automne. Les attaques contre les soldats américains semblent avoir remis en ques-



Des GI font face à la colère d'une Irakienne à Bagdad. Inquiétée par une recrudescence de faux billets, elle n'a pas réussi à changer son argent. Des mouvements de panique aux actions de guérilla, la situation est lente à se normaliser dans le pays. (Photo AP.)

tion cet objectif.

Parce qu'elle ralentit la reconstruction du pays et fragilise une situation déjà volatile, l'insécurité est devenue la priorité du nouvel administrateur civil en Irak. Afin de réduire les poches de résistance baasistes, les forces américaines ont lancé ces dix derniers jours deux opérations militaires d'envergure au nord et à l'ouest de Bagdad - « Péninsule » et « Scorpion du désert » - au cours desquelles 400 Irakiens ont été arrêtés. Ils ont aussi renforcé leur présence à Fallouja.

Le Pentagone tente de recruter des pays contributeurs pour participer au maintien de la paix et à la reconstruction. 20 000 à 30 000 troupes de combat et spécialistes de la reconstruction italiens, espagnols, ukrainiens, mais aussi peut-être turcs et danois, pourraient ainsi arriver en Irak dès la mi-août et relever certaines unités américaines. L'arrivée de renforts pourrait notamment permettre à l'Administration américaine de rappeler la 1^{re} division de marine et la 3^e division d'infanterie, déployées depuis un an dans la région. Elle permettra surtout au Pen-

tagone de donner un visage plus international à l'opération irakienne. Et d'en diminuer le coût pour les États-Unis.

Mais il est essentiel, affirment les spécialistes, que les efforts pour consolider la sécurité et réduire les poches de résistance soient doublés par une action rapide destinée à améliorer les conditions économiques et sociales des Irakiens ainsi qu'à combler le vide politique laissé par l'effondrement de la dictature. Car c'est aussi la lenteur de la normalisation qui crée un environnement propice aux actions de guérilla. Et pour cela, nul besoin de troupes supplémentaires.

LE FIGARO

SAMEDI 21 - DIMANCHE 22 JUIN 2003



STREET TALK:
A student-led
demonstration in
Tehran last week

BERBOUZ MEHR—AP

"We want to change the nature of the state," says Abdollah Momeni, a student leader. "We want more democracy, human rights."

The flash point for last week's demonstrations was a government proposal to privatize higher education and introduce tuition fees. But the target of the students' anger went far beyond that: they attacked the essentials of Iran's theocratic state. "Down with the Islamic dictatorship!" they yelled. "Death to Khamenei!"

Washington has openly called for regime change in Iran. The Bush Administration denies it plans to invade; it is hoping Iranians will get sick of their regime and topple it from within. The U.S. has more sway in Iran than one might think. Much of the population is openly enthusiastic about the American way of life. That is especially true of the young, who get a far different message about America from surreptitious viewing of videos and satellite television than from official anti-U.S. diatribes. Every night Iranian youths tune in to four different radio broadcasts beamed out of Los Angeles by U.S.-based opposition groups. Last week these channels spread the word, in real time, about the protests.

Until now Iran's young people have avoided a head-on clash with the clergy. Instead they slip around restrictions. A visitor to a women-only section of a Tehran mosque found it had been turned into a sort of feminist refuge. All the women had removed their veils, the younger women were smoking cigarettes, and one mother was helping her teenage daughter wriggle into a new pair of jeans that were too tight. Last week Tehran's youth announced it was tired of enjoying freedoms only in secluded rooms. —With reporting by Mehrdad Mirdamadi/Tehran

LETTER FROM TEHRAN

Tim McGirk

Sending a Message To the Ayatullahs

Iran's youth have been reared with piety and punishments. They've had enough

STUDENTS AT THE university of Tehran usually devote their time to engineering, theology or foreign languages and escape their books by picnicking in the nearby Alborz Mountains. Last Tuesday evening, they poured out of their four-story dorms in a hilly section of central Tehran for another purpose altogether: to vent their anger at the theocrats running their country. They fought with police and progovernment thugs and chanted slogans against just about all of Iran's leaders. Soon they were joined by like-minded nonstudents. The protest wound down at about 1 in the morning—but the next evening, even more

demonstrators gathered, some 3,000. By the end of the week, the protests had become a nightly affair, and pro-clergy vigilantes had retaliated by storming a dormitory and injuring 50 students. "Our society now is like a room full of gas," proclaimed Hadi Kahhal Zadeh, a member of the Office to Foster Unity, Iran's largest student organization, "ready to ignite with a small spark."

The schizoid regime in Iran—technically led by President Mohammed Khatami, whose attempts at reform have been stymied by supreme religious leader Ayatullah Ali Khamenei—may be able to quell this rebellion, as it did a similar movement in

1999, aided by progovernment civilian militias. "Our leader has ordered us to protect the revolution," said Assad, a corpulent militia member, as he attempted to stop cars heading to the protests Friday. Assad characterizes the students as "prostitutes and gays."

But the tumult in Tehran's streets suggests that the country's youth will not be quieted for long. More than 60% of Iran's 70 million people are under the age of 30. The oldest were just starting school when the Shah was toppled by Ayatullah Ruhollah Khomeini in 1979. Their fathers and uncles were sacrificed to Iraqi missiles and mines in the eight-year Iran-Iraq war, which claimed more than 300,000 Iranian lives. They have inherited bitter memories and unrelenting strictures, and now the boys want girlfriends with whom they can hold hands and socialize freely, and the girls want to wear colorful head scarves rather than the black, tentlike veil known as the chador. They see only one way they can get those freedoms.

“We want to change the nature of the state. We want more democracy.”

Pipeline blast 'was sabotage'

Michael Howard in Kirkuk and **Brian Whitaker**

An explosion that ruptured a fuel pipeline 90 miles north-west of Baghdad was caused by sabotage, Iraqi officials said yesterday.

The blast, the second major explosion to hit an Iraqi pipeline this month, raised fears that opponents of the US-led occupation have widened their campaign to strike at targets that are vital to Iraq's economic recovery.

"The incident is an act of sabotage. The pipeline was blown up deliberately," an Iraqi oil ministry official said.

Naim al-Goud, mayor of Hit, where the explosion occurred, said people from outside his region attacked the pipeline late on Saturday.

"They want to make trouble between the Americans and the people of Hit," he told Associated Press. "We are trying to arrest them."

There was no confirmation from the US military, whose spokesman said the cause was being investigated.

The damaged pipeline runs through predominantly Sunni Muslim areas west of Baghdad where American troops have been the target of a series of gun and rocket attacks.

A senior oil ministry official

said the explosion could disrupt oil supplies to al-Doura refinery in Baghdad, raising the spectre of renewed fuel shortages in the capital.

But a police official in Hit said the pipeline carried gas from the northern city of Kirkuk to fuel power stations in various parts of Iraq.

An oil pipeline linking the Kirkuk oilfields to Turkey was badly damaged by a double explosion on June 12. This was initially blamed on a gas leak, but local officials, together with the Turkish foreign minister, insisted it was a deliberate act of sabotage.

Protecting the country's infrastructure from similar attacks could, if they continue, force large numbers of US troops to remain indefinitely, heightening anti-American sentiment and further delaying preparations to hand over the country to a new Iraqi government.

The US is relying heavily on the recovery of Iraqi oil exports — forecast to reach \$5.5bn (£3.3bn) over the next six months — to meet the cost of running and rebuilding the country.

Paul Bremer, the American administrator of Iraq, came under fire at the weekend from Senator Joseph Biden, a prominent Democrat on the

Senate foreign relations committee, who accused him of making unrealistic projections for Iraq's budget.

In remarks quoted by the New York Times, Mr Biden said the Bush administration had been trying to underestimate the cost of the Iraqi reconstruction so as not to alarm Congress and worsen the US federal budget deficit.

Mr Bremer, meanwhile, played down reports that the country is in chaos but offered only cautious promises about the future.

Since the fall of Saddam Hussein, Iraq has "come a long way" in establishing law and order and would soon begin establishing an economy based on private enterprise, he told journalists gathered in Jordan for the World Economic Forum.

An official with the Northern Oil Company, which runs the country's second largest oilfields in Kirkuk, suggested yesterday that a widely held belief among Iraqis that "foreigners are after our oil", could be a reason for sabotaging the pipelines. "Saddam used oil to oppress us," he said. "People need to see it will now work for Iraqis and not for foreign multinationals."

He also criticised the US occupying forces for leaving

much of Iraq's oil infrastructure unguarded. "This is our lifeblood," he said.

The official said that although Iraq had the world's second largest oil reserves, war damage, looting and 12 years of UN sanctions had hit the industry hard.

In the immediate aftermath of the war the country was forced to import petrol for local consumption.

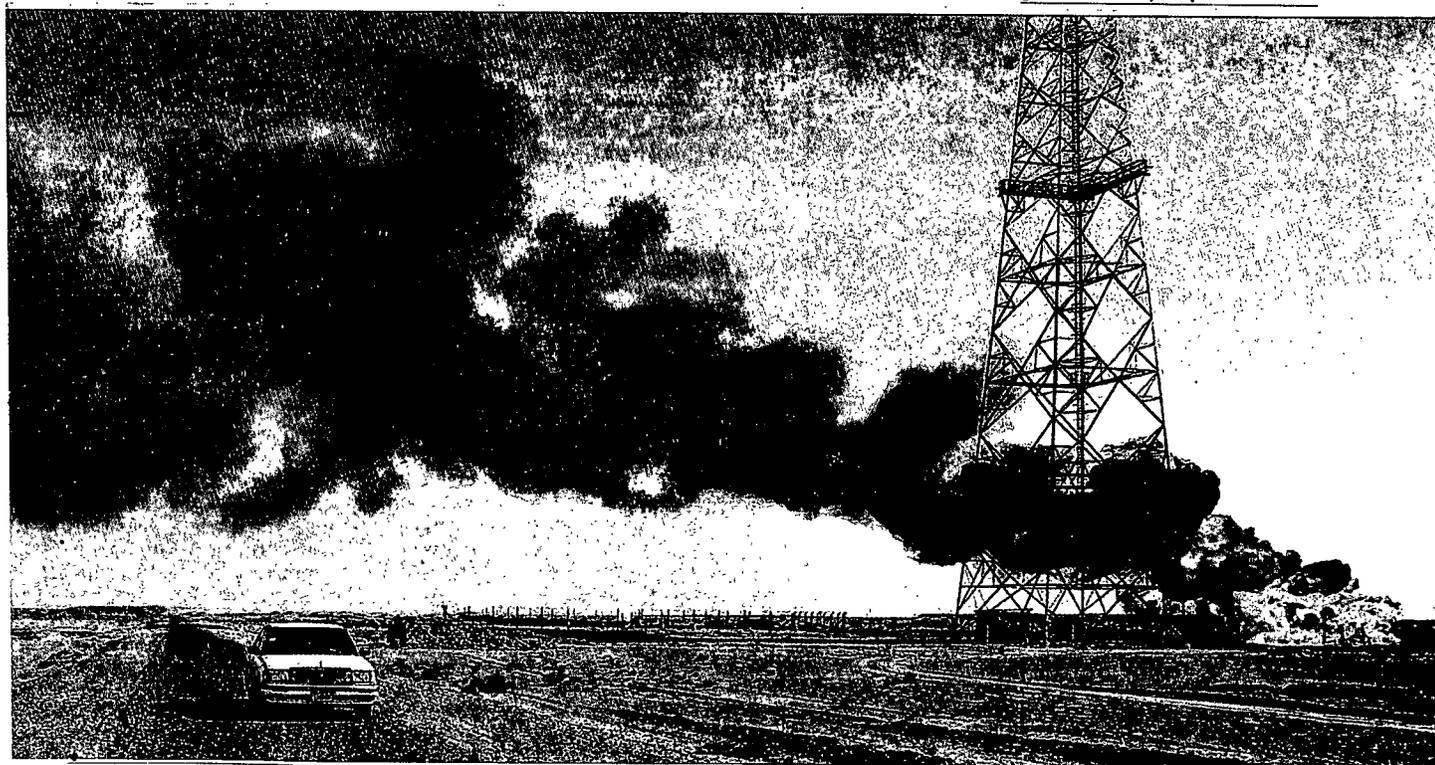
Iraq's interim oil minister, Thamir Ghadhban, said on Saturday it would take 18 months to restore pre-war production capacity of 3 million barrels a day. But with Iraq still only producing 750,000 barrels a day, some analysts are even more pessimistic about targets.

The long-awaited resumption of Iraqi oil exports, halted because of the war, began yesterday at the Turkish port of Ceyhan, which lies at the end of the pipeline from Kirkuk.

A Turkish tanker was on standby to take a million barrels of Iraqi crude to a refinery on the Turkish Aegean coast. Some 8 million barrels of unsold Iraqi crude have been stored at the Mediterranean port since the US-led invasion.

Funds from the sale will give a welcome boost to Iraq's troubled reconstruction efforts and will be channelled into a new Iraqi development fund, administered by the US and British authority in Iraq.

guardian.co.uk/iraq



A fire rages at the fuel pipeline near Hit, north of Baghdad. It was the second attack on a pipeline this month and officials say they were both deliberate. Photograph: Valdrin Xhemaj/EPA

U.S. Faces a Long Fight With Hussein Partisans

By MICHAEL R. GORDON

BAGHDAD, Iraq — After American M-1 tanks rolled into Baghdad to depose Saddam Hussein, a question was raised as to where the United States might fight next. Would American

News
Analysis

forces continue their march to Syria? Or would the Bush administration step up the military and political

pressure on Iran?

If recent events are any guide, the answer is: in Iraq.

The American thrust to Baghdad has toppled Mr. Hussein, although it is not clear whether he was killed in the process, or where he might be if he is alive. But the war has also set the stage for a long, hot summer during which American commanders hope to consolidate their victory by hunting the hard-liners from the old government run by Mr. Hussein and his Baath Party, and their friends.

This struggle pits American forces against an array of Baathists, paramilitary fighters, former Iraqi soldiers and a steady trickle of foreign militants who are said to have come to Iraq for the express purpose of killing American troops.

Unlike the rush to Baghdad, this fight will not be measured in days, but in months, if not years. Nor will it be decided in the power center of the capital. The new battlegrounds include Baghdad, but also extend far into the north, and well to the west — areas that American forces did not cover in

substantial numbers during the war.

For the Americans, this is a campaign of raids, bombing strikes and dragnets, as American commanders try to isolate and destroy remnants of the old order. It is more like a counterinsurgency than an invasion. The American goal is to keep the pressure on and whittle down these fighters until a new Iraqi authority is able to maintain order.

For those battling the Americans, this is a war of ambushes, sniping attacks and bombings. Their goal is to bleed the Americans in the hope that they will decide that Iraq is more of a snare than a prize and leave.

There are several reasons why the fighting in Iraq has continued. One is that many of the fighters have no future in a new, post-Hussein Iraq. They were tied to the old order and still harbor dreams of driving out the Americans and returning to power.

Mr. Hussein is not believed to be directing their efforts and is not even known to be alive. But he still provides a rallying point for former Baathists. According to American military officials, many of them have been plotting their return as part of a movement called the Return Party.

Iraq has also become something of a magnet for Syrian and other foreign militants who want to attack Americans.

There is no need to plan attacks against American troops in Saudi Arabia or American sailors in remote Persian Gulf ports. Some 140,000 American troops are now in Iraq, living in and around the major cities and con-

ducting patrols along the roads.

Geography is another factor. Iraq is a country larger than California, and there are many hiding places. American forces are only now venturing west and north of Baghdad in substantial numbers. As the Americans fan out, they will increasingly encounter armed resistance. This is not new resistance, military officials say, but rather old resistance that the American troops here are only now taking on as they extend their reach in Iraq.

This is not a fight that allied commanders expect to settle with a single hammer blow. The American assessment is that much of the resistance is organized. That is clear, military officials say, from the signaling systems enemy fighters use in towns like Falluja to notify their fighters of the approach of American troops, the leaflets that have been found promising rewards for Iraqis who attack American troops, the ambushes that Iraqi fighters try to lay for American troops and the enemy camp in the west. But American officers do not believe that the assaults are controlled by a single enemy commander or organization.

American military commanders, in fact, seem to be trying to prepare the public for a prolonged campaign in which progress is not as linear as the march toward Baghdad.

"As we have actionable intelligence, we will strike hard, and that will cause the enemy to react," Lt. Gen. David D. McKiernan, the chief allied commander, said on Thursday. "The cycle has been and will be for some time: action, reaction, counteraction."



Associated Press

Baath Party loyalists, paramilitaries and former soldiers continue to threaten occupying forces in Iraq with surprise attacks. But American troops, like these at a checkpoint near Falluhah, are trying to isolate remnants of the old order.

En Irak, la résistance saddamiste inquiète les dirigeants américains

WASHINGTON

de notre correspondant

Les difficultés de l'occupation de l'Irak commencent à préoccuper les dirigeants américains. Pour la première fois, George Bush a parlé, samedi 21 juin, dans son allocution hebdomadaire à la radio, des pertes subies du fait de groupes restés fidèles à Saddam Hussein. Selon le Pentagone, 18 militaires sont morts sous le feu de l'ennemi depuis que M. Bush a proclamé, le 1^{er} mai, la fin des « opérations de combat majeures ». Le nombre de morts accidentelles, pour la même période, est de 37. Un soldat est mort et un autre a été blessé, dimanche, lors d'une attaque à la grenade contre un convoi à 20 kilomètres au sud de Bagdad. Au total, depuis le début de l'intervention, le 20 mars, 193 soldats américains sont morts en Irak.

LES SOLDATS DU « RETOUR »

M. Bush a parlé de « poches dangereuses de l'ancien régime » qui subsistent et dont les membres, « avec leurs alliés terroristes », visent les forces de la coalition et

des civils irakiens. La presse américaine a fait état de volontaires étrangers venus prêter main forte aux loyalistes partisans de Saddam Hussein. Selon le *New York Times*, les forces d'occupation ont eu affaire à des Syriens, des Saoudiens, des Yéménites, des Algériens, des Libanais et des Tchétchènes. De nouvelles preuves de la présence de combattants étrangers ont été trouvées après l'opération menée contre un camp situé

près de Rawa, au nord-ouest de Bagdad, et où étaient rassemblés quelque 600 « saddamistes », dont 113 ont été tués. Plusieurs réseaux réunissant des membres de l'ancien parti Baas seraient actifs pour organiser et armer des groupes menant des actions de guérilla. Le *Washington Post* a indiqué que l'un de ces réseaux s'appelle Aoudah, « retour » en arabe.

Selon le général Ray Odierno, commandant de la 4^e division d'infanterie, d'autres mouvements, baptisés Nouveau Retour et Parti du serpent, sont également actifs. Le quotidien de Washington cite les propos d'un ancien général irakien, anonyme, selon lequel certain-

es de ces organisations, qui paient 1 000 dollars pour une nouvelle recrue et 3 000 dollars pour un combattant qui enrôle un autre, ne souhaitent pas toujours la restauration de Saddam Hussein. Leur idée, dit-il, « est de virer les Américains et de reprendre le pouvoir ».

L'ancien dictateur est-il toujours vivant ? C'est ce qu'aurait affirmé à ses interrogateurs Abid Hamid Mahmoud Al-Tikriti, le secrétaire de Saddam Hussein capturé le 18 juin. Le roi de Jordanie, Abdallah, a déclaré à la chaîne de télévision ABC, dimanche, que Saddam Hussein doit être tenu pour vivant « jusqu'à preuve du contraire » et qu'il ne faut pas « sous-estimer la peur que l'ombre de [l'ancien dictateur] répand sur son peuple ». La presse américaine a publié des reportages dans lesquels des Irakiens confient leurs craintes. D'intensives opérations de recherches sont menées par les forces américaines. Pat Roberts, président de la commission du renseignement du Sénat, a déclaré, sur Fox News, qu'il ne serait « pas surpris si les opérations militaires aboutissaient

à établir que [Saddam] a finalement été tué ». Selon l'hebdomadaire britannique *The Observer*, des tests d'ADN sont en cours sur les restes de personnes tuées dans l'attaque d'un convoi par les forces américaines, il y a quelques jours, près de la Syrie.

Les pertes causées aux troupes d'occupation ne sont pas le seul problème créé par la résistance saddamiste. L'action de celle-ci ou de groupes de pillards entrave la reprise des activités économiques. D'autre part, la question des motifs avancés par M. Bush pour justifier la guerre continue à provoquer des débats. Le *Washington Post* a fait état, dimanche, d'un document confirmant que les services de renseignement avaient émis des doutes, en octobre 2002, sur l'existence de liens entre le régime irakien et le réseau terroriste Al-Qaïda.

Patrick Jarreau

24 JUIN 2003

Le Monde

La reprise pétrolière est entravée par des actes de sabotage

L'oléoduc reliant les champs du nord et du sud de l'Irak est en flamme depuis samedi soir

LONDRES

de notre correspondant

Les problèmes de sécurité, les pillages et l'état de délabrement des installations pétrolières ont contraint les Irakiens à différer, de nouveau, la reprise du pompage de brut jusqu'au début juillet. L'explosion, vraisemblablement due à un sabotage, qui a endommagé, le samedi 21 juin, l'oléoduc « stratégique » reliant les gisements du nord à ceux du sud et au port de Mina Al-Bakr sur le golfe Persique a, en effet, endommagé la veine jugulaire du secteur irakien des hydrocarbures.

La bretelle visée, un oléoduc, en flamme au nord de Hit, localité située à 150 kilomètres au nord-ouest de Bagdad, mène à la raffinerie de Dora, qui dessert la capitale irakienne en électricité. Cette explosion devrait également fortement perturber le fonctionnement du pipeline, un outil stratégique d'acheminement de la production pétrolière. Par ailleurs, l'attentat commis le 12 juin contre l'oléoduc reliant Kirkouk au port turc de Ceyhan devrait retarder la reprise du pompage des quatre champs d'hydrocarbures septentrionaux, en raison de la destruction du système de contrôle par satellite.

Malgré ces problèmes, l'Irak a officiellement repris, le 22 juin, ses

exportations de brut interrompues depuis le 17 mars, soit trois jours avant le début de la guerre. Deux pétroliers, l'un turc, l'autre espagnol, ont chargé les premières cargaisons de brut irakien provenant des réservoirs de Ceyhan. Le 28 juin, les exportations de pétrole provenant des gisements du sud doivent reprendre via le port de Mina Al-Bakr où sont stockés 2 millions de barils bloqués par l'intervention américano-britannique. A l'inverse des tankers levant les 8 millions de barils entreposés à Ceyhan, les pétroliers qui empruntent le golfe Persique, toujours considéré « zone de guerre », sont soumis à une surprime d'assurance imposée par le Lloyd's de Londres lors du déclenchement des hostilités.

LES DIVIDENDES DE L'OR NOIR

L'Irak produit aujourd'hui 750 000 barils/jour contre 2,1 millions avant la guerre. Les responsables du ministère du pétrole visent 1 million de barils/jour (bpj) d'ici à la fin juin, ce qui permettrait alors d'exporter 500 000 bpj. Selon le plan, cette extraction devrait doubler d'ici à la fin de l'année. Un mois après les livraisons, les acheteurs paieront le pétrole à la banque centrale irakienne qui mettra ces recettes à la disposition de l'ad-

EXPLOSION AU NORD DE HIT

■ Gisements d'hydrocarbures

— Oléoducs



ministration intérimaire. A propos de l'usage de ces revenus, l'administrateur américain en chef en Irak, Paul Bremer, a évoqué deux scénarios au Forum économique mondial en Jordanie : la création d'un « fonds d'intérêt national » ou la distribution à chaque Irakien d'un dividende pétrolier, à l'instar du système en vigueur en Alaska.

Le plan des autorités suscite toutefois le scepticisme des experts londoniens. L'Irak dispose de l'infrastructure et de techniciens mais sans les capitaux, les spécialistes et les

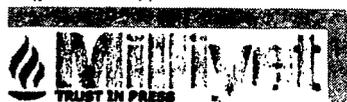
équipements des « majors » de l'or noir, elle restera longtemps au seuil de son eldorado pétrolier. Or, pour investir, les compagnies internationales ont besoin d'un degré de sécurité et d'un gouvernement légal. L'instabilité actuelle les incite d'autant plus à la prudence que le Pentagone refuse d'assurer la protection du personnel et des matériels des sociétés parapétrolières américaines déjà sur place. Les objectifs en matière de production ne pourront pas être atteints si le manque de sécurité empêche, par exemple, de procéder aux réparations urgentes, en particulier aux puits de Roumala, dans le sud, les plus touchés par les pillages. Jadis prolifiques, ces champs pétrolifères ne produisent plus que 200 000 bpj contre 550 000 bpj extraits à Kirkouk.

Enfin, à la veille de sa visite d'Etat en Grande-Bretagne, le président russe, Vladimir Poutine, a réaffirmé que les compagnies russes ne renonceraient en aucune circonstance aux contrats passés avec le régime de Saddam Hussein. Dans le cas des Russes, des contrats en bonne et due forme ont été signés. Total, en revanche, n'a signé qu'un protocole d'accord, juridiquement moins contraignant, avec l'ex-dictateur.

Marc Roche

Islamisation rampante en Turquie

Selon le quotidien « Milliyet », le gouvernement islamique tente, par petites touches, de favoriser la construction de mosquées illégales. L'armée s'inquiète



trentaine de kilomètres du centre, qui compte 112 mosquées - 104 en état de fonctionnement, 8 en construction - et 27 écoles pour 177 000 habitants. « Les mosquées sont à touche-touche », séparées l'une de l'autre par « 200 mètres à peine », détaille Milliyet. Selon la direction des affaires religieuses de la ville, qui a effectué une enquête sur le sujet, les établissements religieux occupent « une superficie allant de 300 à 3 000 mètres carrés », mais sont peu fréquentés, soit « 10 à 100 personnes en moyenne pendant les périodes de prière », cinq fois par jour.

« C'est du gaspillage !, déplore Huseyin Eren, le préfet de Sultan-du matin et guère plus de 100 au plus fort de la journée. (...) Des ressources considérables sont dépensées. Or, avec ces fonds, nous aurions pu construire des écoles, des hôpitaux, des dispensaires », explique-t-il.

MINARET SUR UN BALCON

Quelques jours plus tôt, Milliyet

s'était attaché à dénoncer les « maisons de prière illégales » apparues ces derniers temps dans de nombreux immeubles d'Istanbul. Le quotidien les appelle les « camikondu », littéralement « mosquée élevée à la hâte », un jeu de mots en forme de clin d'œil par rapport aux « gecekondu », un terme qui désigne les bidonvilles et qui signifie « bâtis en une nuit ». Une photographie publiée à la « une » résume la problématique : on y voit un minaret érigé sur le balcon d'un immeuble d'habitation.

« Aux quatre coins d'Istanbul, appartements, usines, sites industriels ont déjà leur propre mosquée illégale. Dans le quartier de Günesli, l'immeuble Kurban, haut de quatre étages, possède sur son toit un minaret de cinq mètres », écrit Milliyet. La description se poursuit : « A Bahçelievler [autre quartier d'Istanbul], un autre "immeuble mosquée" possède un toit en forme de coupole et un minaret de trois mètres. (...) A l'ouest d'Istanbul, la "cité des imprimeries" arbore, au dernier étage, un minaret que le regard ne peut manquer. » Interrogé, le préfet responsable de ces quartiers s'en remet à la municipa-

lité : « S'il y a quoi que ce soit d'anormal par rapport au permis de construire de ces lieux de prière, il faut faire cesser cela », explique-t-il. Un responsable de la mairie du quartier de Bahçelievler répond : « D'après la loi 3194 [récemment adoptée], il n'est pas possible d'empêcher ce genre de construction. »

La création de ces mescit (salles de prière) au sein d'habitations privées est encouragée par les islamistes, officiellement au nom de la « liberté de culte », une des figures imposées pour pouvoir briguer l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Cette disposition, censée favoriser les « activités des non-musulmans », selon les islamistes, figurait même dans le train de réformes proposé au Parlement dans le cadre de la procédure d'accession à l'UE. Les militaires ne l'ont pas entendu de cette oreille et, à leur demande, le projet de loi sur les lieux de prière a été retiré.

Marie Jégo

MERCREDI 25 JUIN 2003

Le Monde

Or, c'est ce thème justement qui inquiète particulièrement les « pachas », prompts à traquer toute manifestation d'« extrémisme religieux ». Une telle situation est inadmissible à leurs yeux. Car, dans la république de Kemal Atatürk, musulmane à 98 %, l'Etat a la mainmise sur la vie religieuse, nommant les imams, leur imposant jusqu'aux thèmes de leurs prêches.

Le journal cite, dans son édition du 9 juin, le cas de Sultanbeyli, un quartier d'Istanbul situé à une beyli. Les mosquées ont été construites par différentes associations, elles ont une grosse capacité d'accueil, mais on compte rarement plus de 20 fidèles à la prière.

UN meeting considers challenges facing Iraq

By Timothy L. O'Brien

UNITED NATIONS, New York: UN and U.S. officials said Tuesday that the humanitarian problems expected to swamp Iraq after the war have been much more manageable than anticipated, but that rampant crime and lax security were hampering efforts to rebuild the country's decimated infrastructure.

International officials and delegates convened here Tuesday to discuss the reconstruction challenges facing Iraq, to launch appeals for humanitarian and reconstruction aid, and to lay the groundwork for what role the global community, through the United Nations, will play in rebuilding Iraq.

The meeting came as the United Nations continues to try to regain its footing and its international standing after the fractious Security Council debates that preceded the American-led invasion of Iraq in March. Meanwhile, looting, carjackings and other street crimes

continue to plague Iraq, with scattered attacks against American and British troops occurring almost daily. All of this is playing out in a country that still has trouble delivering basic public services and is home to an infant mortality rate worse than that of India.

Andrew Natsios, director of the United States Agency for International Development and head of the American government's reconstruction effort in Iraq, said he was pleased with how quickly administrators had been able to move into the reconstruction phase of the Iraqi occupation. "There is a midterm goal of getting the public services — electricity, water, sanitation — stood up so that they're functional in the country because so many things are dependent on them," he said.

But, Natsios said, "we can't do our work unless there's security."

Natsios said that security in northern Iraq was relatively good but that Baghdad, a crucial locus of power and administrative control in the country, "is the most problematic at this point."

He said Baghdad's problems were caused by a cadre of former members of Saddam Hussein's regime, disgruntled police officers, and former Ba'ath Party members intent on sabotaging security efforts.

Natsios' views were largely shared by Mark Malloch-Brown, head of the United Nations Development Program, which sponsored the meeting, although he was more cautious in outlining the parameters of Iraq's humanitarian situation.

"In any country where 60 percent of the population is dependent on food rations and where urban services are disrupted, you can never really relax on the humanitarian side," he said. "But it's right that one's real focus should be on the reconstruction."

While Malloch-Brown said a humanitarian crisis was not afoot in Iraq, he said "there are, however, law and order and security crises" that are undermining reconstruction plans.

The United Nations has raised nearly \$2 billion in humanitarian funds for Iraq and is appealing for another \$259 million in donations for such things as food and medical supplies, a sum that it believes will meet the country's needs through the end of the year.

Congress has allocated \$2.4 billion for Iraqi reconstruction.

The New York Times

International Herald Tribune
Wednesday, June 25, 2003

Première victoire des soldats irakiens démobilisés : ils vont être payés

Les Etats-Unis prévoient de doter Bagdad d'une nouvelle force de 40 000 hommes

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Les soldats irakiens, deux mois et demi après avoir perdu la guerre sans véritablement combattre, viennent de remporter leur première victoire sur les Etats-Unis : ils seront dorénavant, comme d'autres fonctionnaires, payés. Cette bataille-là a duré plusieurs semaines, après que le « gouverneur » américain en Irak, Paul Bremer, eut pris la décision de fermer le ministère de la défense. Et elle a fait deux morts, deux manifestants qui avaient troqué leurs pancartes pour des pavés, tués par un soldat américain.

200 000 à 250 000 militaires vont percevoir des soldes de 50 à 250 dollars, selon leur grade, et les 300 000 conscrits de l'armée irakienne vont recevoir un seul et unique paiement pour solde de tout compte. Le versement des salaires doit commencer dans trois semaines, le 14 juillet. Les bénéficiaires vont devoir s'engager à « renoncer à l'idéologie baassiste et à la violence ».

Cette annonce illustre une nouvelle fois le fait que l'Autorité provisoire de la coalition (APC), dirigée par Paul Bremer, gouverne l'Irak de l'après-Saddam au jour le jour, sans véritable plan préétabli. L'institution militaire, forte de 500 000 hommes, faisait vivre 10 % des Irakiens. Pour ces hommes et leurs familles, le licenciement pur et simple, sans indemnité ni proposition de transfert dans un ministère civil, était intolérable. Au fil des manifestations, ces dernières semaines, ils avaient menacé de commencer à attaquer l'armée américaine. Celle-ci, déjà régulière-

ment visée par des attaques de baassistes, d'islamistes et de bandits, ne pouvait guère se permettre de voir se dresser contre elle une fraction de l'ancienne armée de Saddam Hussein, d'autant plus que ces soldats ont le plus souvent conservé leurs armes, surtout celles qui sont facilement dissimulables : fusils d'assaut, mortiers et grenades.

Cinq gardes-frontières syriens blessés

Suite à des informations de la presse américaine et britannique, le Pentagone a admis, lundi 23 juin, que les forces spéciales et des parachutistes américains en Irak, appuyés par un avion d'attaque au sol AC-130 et des hélicoptères, ont attaqué, dans la nuit du mercredi 18 au jeudi 19 juin, un convoi transportant d'anciens dirigeants irakiens et ont eu un accrochage avec des gardes-frontières syriens, dont cinq ont été blessés. Des responsables du Pentagone ayant requis l'anonymat ont affirmé ne pas savoir combien de personnes avaient été tuées dans l'attaque du convoi, ni s'il se trouvait parmi elles de hauts dirigeants irakiens, alors que la presse avait évoqué la présence de Saddam Hussein et de ses fils. — (AFP.)

Des commandants de l'armée américaine avaient d'ailleurs compris cela avant Paul Bremer. A Falloujah, point chaud au nord-ouest de Bagdad, un bastion sunnite conservateur, la 3^e division d'infanterie a commencé, de son propre chef, à verser les salaires des militaires démobilisés. Elle a payé les officiers, cette dernière semaine, du général au lieutenant, et doit rémunérer les simples soldats ces dix prochains jours. Elle achète la paix sociale, et espère que ces ex-militaires n'iront pas rejoindre les rangs des groupes armés qui harcèlent les GI.

Le conseiller de Paul Bremer pour la défense et la sécurité, Walter Slocombe, a parallèlement confirmé, lundi 23 juin, le démantèlement total de l'armée de Saddam

Hussein et son remplacement par « une organisation militaire qui convienne à une nation démocratique ». « Ce pays était surmilitarisé de manière grotesque », a-t-il estimé. Les Etats-Unis et leurs alliés ont prévu de bâtir une armée irakienne d'environ 40 000 hommes en deux ans, dont une première division de 12 000 soldats « entraî-

problèmes de l'Irak de l'après-Saddam est le sort de ces millions de fonctionnaires que le prochain gouvernement ne souhaitera pas et ne pourra pas payer.

Beaucoup affirment n'avoir été membres du parti Baas que parce que cela était obligatoire pour travailler dans la fonction publique, sans forcément partager l'idéologie du régime déchu. Peu imaginent leur vie dans le secteur privé. Ceux du ministère de l'information, dissous au même titre que le ministère de la défense, ont récemment fait part de leur mécontentement. Ils ont évidemment des difficultés, après avoir fidèlement servi la propagande de Saddam Hussein, à trouver un emploi dans l'un des 80 journaux qui ont vu le jour depuis la chute de Bagdad, le 9 avril. Eux n'ont cependant pas été reçus par l'équipe de Paul Bremer. Il faut dire que, contrairement aux soldats démobilisés, ils ne menacent pas de tirer au mortier sur l'armée américaine.

Rémy Ourdan

■ Nicole Fontaine, ministre déléguée de l'industrie, qui a transmis, lundi 23 juin, une lettre du président Chirac au roi Abdallah II de Jordanie, a annoncé que Total est « en bonne voie » de voir confirmer l'implantation que la firme envisageait en Irak avant la guerre. « Les craintes de voir les entreprises françaises écartées de la reconstruction en Irak sont largement infondées, comme je l'avais toujours dit », a précisé M^{me} Fontaine à la presse, lors du troisième et dernier jour du Forum économique mondial en Jordanie. — (Corresp.)

née et opérationnelle en un an ». Le recrutement doit commencer dans quelques jours et devrait mêler certains militaires actuels avec d'autres qui avaient été exclus de l'armée irakienne pour leur origine communautaire ou leurs opinions politiques. M. Slocombe, conscient que les Irakiens tiennent à avoir une véritable armée et non pas une force de protection civile, a précisé que la nouvelle organisation sera en mesure d'« accomplir des tâches militaires, telles que la protection des frontières et la défense des installations vitales du pays ».

Les manifestations de certains fonctionnaires, mécontents de la campagne de « débaasisation » menée au pas de charge par Paul Bremer, continuent toutefois ponctuellement. L'un des principaux

leurs armes, a indiqué le Pentagone.

L'ancien ministre irakien de l'information, Mohammed Saïd Al-Sahhaf, a refait surface jeudi pour la première fois depuis la chute du régime. Il a déclaré s'être livré aux forces américaines qui l'ont interrogé puis remis en liberté, et affirmé ignorer où se trouverait Saddam Hussein. Durant la guerre, M. Al-Sahhaf s'était lancé quasi quotidiennement dans des diatribes d'une extrême violence contre les responsables américains et britanniques, niant les avancées de la guerre, jusqu'à la chute de Bagdad, alors que les troupes américaines étaient déjà au cœur de la cité. — (AFP.)

Irak : 57 Américains tués depuis la fin de la guerre

BAGDAD. Un soldat américain a été tué et 8 autres blessés par « des tirs ennemis », jeudi 26 juin au sud-ouest de Bagdad, a annoncé le commandement central américain. Et d'après un officier américain cité par l'AFP, un autre militaire américain a été tué et neuf autres ont été blessés près de Nadjaf, à 130 km au sud de Bagdad. Ces victimes portent à 57 le nombre de militaires américains tués depuis le 1^{er} mai, date à laquelle le président américain, George Bush, avait annoncé la fin des opérations majeures en Irak. Des recherches intensives ont par ailleurs été lancées au nord-est de la capitale irakienne, pour retrouver deux membres de la police militaire américaine qui semblent avoir été enlevés avec leur véhicule et

Attaques planifiées, sabotages, émeutes... la situation sur place est jugée «grave» par la coalition

En Irak, les revers de l'après-guerre

56 militaires américains et dix britanniques sont morts depuis la fin «officielle» du conflit, le 1^{er} mai.

Drôle d'après-guerre. Depuis la fin des «opérations militaires majeures» en Irak, proclamée le 1^{er} mai par le président Bush, le service de presse du Pentagone diffuse presque quotidiennement des communiqués sur les pertes. Le ton est glacial. On lisait ainsi, dans le dernier en date, le 23 juin: «Le département de la Défense annonce aujourd'hui que le spécialiste (grade de soldat, ndlr) Orenthial J. Smith, 21 ans, d'Allendale, Caroline du Sud, a été tué le 22 juin, à Bagdad, Irak. Son convoi a été pris sous les tirs d'armes légères. Smith était affecté à la Compagnie A, du 123^e bataillon de soutien, Dexheim (Allemagne).»

Zones sunnites. En moins de deux mois, 56 militaires américains ont été tués en Irak, dont 38 lors d'accidents et dix-huit du fait d'actions hostiles. S'y ajoutent les six Mili-

tary Police britanniques tués mardi lors d'un violent affrontement, et quatre Britanniques morts de maladies ou d'accidents.

On est encore loin des pertes de la guerre (163 morts dont 102 du fait des Irakiens) et plus encore d'une situation comparable au Vietnam, où plus de 13 soldats américains sont morts tous les jours pendant douze ans. Si le rythme actuel des pertes anglo-américaines ne faiblit pas, l'après-guerre pourrait causer, dès la mi-septembre, autant de morts que la guerre!

Attaques planifiées, émeutes qui tournent mal, sabotages d'installations électriques ou d'oléoducs, la situation sur le terrain reste «grave», a reconnu, hier, le Premier ministre britannique Tony Blair. Mais «on ne peut pas dire qu'il y a une énorme rébellion qui balaie l'ensemble de l'Irak», corrige

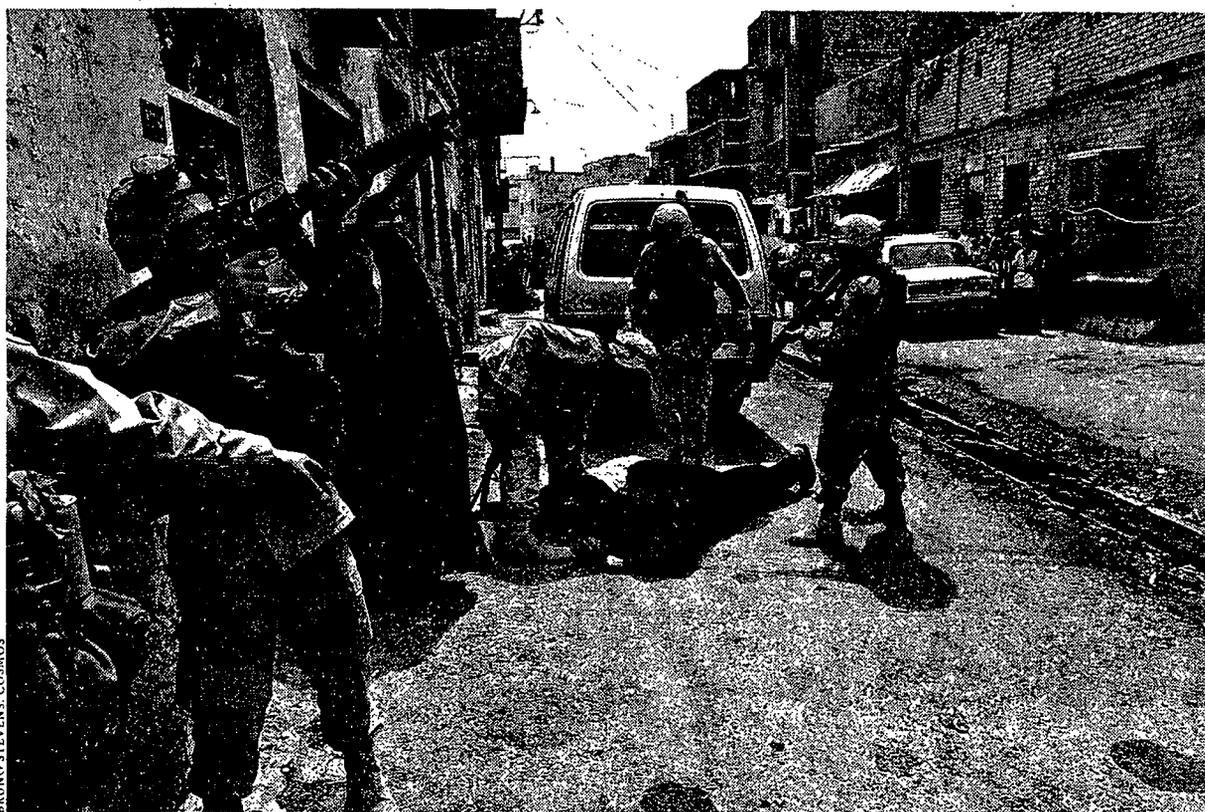
Francis Tusa, de la revue britannique *Defense Analysis*. Les violences sont surtout concentrées dans les zones sunnites, au nord de Bagdad, longtemps favorisées par le régime de Saddam Hussein. Des petits groupes harcèlent, jour et nuit, les forces américaines, créant un climat d'insécurité qui inquiète les militaires. Une stratégie qui était déjà celle des fidèles du régime du raïs lors de l'entrée des troupes de la coalition dans le pays.

Pipelines. Pour les militaires occidentaux présents en Irak, la priorité devient chaque jour un peu plus la *force protection*, c'est-à-dire l'autoprotection. Difficile dans ces conditions de participer activement à la sécurisation et à la reconstruction du pays. L'administrateur américain, Paul Bremer, a affirmé, hier, que la panne d'électricité qui frappe Bagdad

depuis deux jours était «due à un acte de sabotage (contre le réseau électrique, ndlr) perpétré par des éléments du Baas», l'ex-parti unique du raïs. Une autre explosion a également endommagé un oléoduc qui alimente une centrale électrique fournissant du courant à la capitale. Et la responsable irakienne d'une centrale thermique de Bagdad a été assassinée à son domicile par des inconnus.

La protection des 7000 kilomètres de pipelines irakiens mobilise déjà 3000 gardes irakiens, et l'administration provisoire américaine envisage aujourd'hui d'en doubler le nombre. Soit près d'un homme par kilomètre.

Chiens impurs. Plus de 120000 soldats anglo-américains sont aujourd'hui présents en Irak, la plupart affectés à des tâches de soutien. C'est peu pour un pays vaste comme les deux



Une patrouille américaine dans les rues de Bagdad, début juin. Chaque jour, la priorité est un peu plus encore l'autoprotection.

tiers de la France. Au Kosovo, l'Otan avait engagé 40000 militaires sur l'équivalent de deux départements français, alors que la population était globalement favorable aux alliés. Deux incidents récents illustrent la volatilité de la situation. Mardi, des affrontements ont opposé les militaires britanniques et la population du village d'Al-Majar al-Kabir, dans le Sud chiite, une région jusqu'ici épargnée par les violences. Six Britanniques ont été

tués, alors que quatre Irakiens sont morts et dix-sept ont été blessés. Une bataille rangée a éclaté dans le village alors que la police militaire fouillait des maisons à la recherche d'armes, avec l'aide de chiens. Mais en Irak, les musulmans considèrent ces animaux comme impurs. Colère spontanée de croyants froissés ou mise en scène de la part de groupes hostiles à la présence de la coalition? Difficile de répondre. Mais, dans la matinée, une patrouille de deux véhicules du Parachute Regiment avait été

attaquée à l'arme lourde à proximité du village. Un affrontement long et violent, avec utilisation de blindés et d'hélicoptères, au cours duquel huit Britanniques ont été blessés.

Peur des fouilles. Un autre incident, relaté par l'Agence France-Presse, met en cause une jeune fille de 13 ans, Sahar Jamil. Elle est soupçonnée d'avoir ouvert le feu sur des GI à Ramadi, en plein «triangle» sunnite, le secteur le plus difficile du pays. Lundi, une patrouille l'a arrêtée chez elle en

possession d'une kalachnikov «encore toute chaude, enroulée dans une robe rouge». La jeune fille a expliqué qu'elle souhaitait cacher l'arme par peur des fouilles. Selon sa famille, l'arme appartient à un oncle policier et les détonations entendues par les GI ne seraient que des explosions de pétard. Cet incident a aussitôt donné naissance à une rumeur prétendant que la jeune fille avait été tuée ●

JEAN-DOMINIQUE MERCHET

Le moral en berne des GI

Embuscades et chaleur: ils veulent «rentre au pays»

Le mal du pays, la fatigue, la chaleur, l'ennui et, maintenant, les embuscades. Les jours passent et le moral des GI baisse. Après l'euphorie d'une victoire facile, ils découvrent les désagréments d'une mission ingrate dans un pays ni ouvertement hostile, ni réellement accueillant (lire page suivante).

Naïveté et brutalité. Pendant toute la durée de la guerre, les soldats américains, mis en garde par leurs supérieurs qui leur ont donné des consignes de tir extrêmement permissives, se sont montrés très agressifs, tirant sur tout ce qui bougeait dans leur di-

rection, civils comme militaires. Selon les témoignages des journalistes qui ont suivi les troupes américaines, les bavures et crimes de guerre ont été nombreux. Une fois arrivés dans la capitale, les soldats sont restés très nerveux, tirant à la moindre alerte. Ce n'est qu'au bout d'une dizaine de jours, une fois le gros des pillages passé, que les GI ont commencé à se détendre. Pendant quelques semaines, l'armée américaine a même bénéficié d'un état de grâce, allant jusqu'à patrouiller à pied, sans protection. Malgré le mélange de naïveté et de brutalité qui les caractérise, les GI, qui

ont progressivement remplacé les marines, plus «formatés» pour la guerre, ont été plutôt bien accueillis.

C'est à partir du moment où l'armée américaine a décidé de récupérer les armes interdites que le climat a changé. Les Irakiens accusent les GI de fouiller

Les Irakiens accusent les GI de fouiller sans ménagement les femmes et de braquer leurs armes sur des familles terrorisées.

sans ménagement les femmes et de braquer leurs armes sur des familles terrorisées. Bacha, un Bagdadien, raconte: «Ils sont venus chez moi à 6h30 du matin. Ils étaient très polis. Mais quand leur



Hier à Al-Majar al-Kabir, où six soldats britanniques sont morts après une véritable bataille rangée mardi.

chef a voulu vérifier l'état de ma kalachnikov, je lui ai dit: "Pas devant ma femme et mes enfants." Nous sommes sortis dans le jardin. » A Fallouja, théâtre de fréquentes attaques, la tension est encore plus forte: les patrouilles circulent armes pointées vers l'extérieur de leurs Jeep; à l'entrée de la mairie, un mitrailleur exige la fouille complète des visiteurs devant un mur de vieux pneus.

Morts d'ennui. Peu formés à leurs nou-

velles tâches de maintien de l'ordre et d'administration civile, logés à la dure alors qu'il fait plus de 40° à l'ombre, les boys commencent à en avoir marre. D'autant que la plupart des permissions ont été reportées sine die, à cause des opérations de ratissage en cours. «Rentrer au pays»: c'est le souhait le plus souvent exprimé par les soldats américains déployés en Irak. Morts d'ennui lors de leurs interminables factions, ils passent leur temps à quémander aux journalistes quelques mi-

minutes de communication sur leurs téléphones satellitaires. «La chaleur sera le pire ennemi de l'armée américaine», prédit un ex-officier irakien. Au plus chaud de l'après-midi, Ahmed contemple des GI en sueur dans leur harnachement, patrouillant à pied dans Bagdad: «Même quand ils transpirent, les Américains ne sont pas comme nous.»

CHRISTOPHE AYAD
et JACKY DURAND (à Bagdad)

«Nous refusons un régime colonial»

Les Irakiens restent toutefois favorables à la présence américaine.

Bagdad envoyé spécial

Des tirs ou des attaques visent quotidiennement les forces américaines, mais l'écrasante majorité des Irakiens, à 80 % selon des sondages, reste favorable à la présence de la coalition, perçue comme «un moindre mal». Les incidents restent très localisés - quelques-uns à Bagdad, mais surtout dans les zones sunnites, notamment au nord-ouest, où le régime recrutait l'essentiel de ses cadres et nombre d'exécuteurs de ses basses œuvres. L'engrenage de la répression, les perquisitions et les arrestations risquent d'entraîner un rejet croissant de l'occupation dans la population. Encouragés par l'incertitude sur le sort de Saddam Hussein et de ses deux fils, c'est là-dessus que misent les partisans du défunt régime: la grogne monte à cause de l'insécurité, des coupures d'électricité et des problèmes d'approvisionnement en essence.

Virulence. Chaque jour, des manifestations parcourent les avenues de la capitale, saisie par l'ivresse d'une liberté toute neuve. Et dans chacun des cortèges, les protestataires, outre leurs revendications spécifiques, clament leur exigence d'un gouvernement «national» afin que «les Irakiens puissent se gouverner eux-mêmes». Les politiques martèlent le même message. «Le peuple irakien est capable de bâtir lui-même le

Les Irakiens s'impatientent devant une transition pas assez rapide. Le principal reproche fait aux Américains: ne pas en faire assez pour rétablir au plus vite les services essentiels et la sécurité.

nouvel Irak», affirmait dès son retour d'exil l'ayatollah Mohammed Baqer Hakim, le guide de l'Asrii (Assemblée suprême de la révolution islamique irakienne), l'une des principales forces politiques des chiites. Même les représentants du Congrès national irakien d'Ahmed Chalabi, proche des Américains, dénoncent avec virulence le perpétuel ajournement de la mise sur pied d'un gouvernement provisoire. Les Irakiens ont la fibre patriotique, et tous assurent «refuser que la dictature de Saddam ne soit remplacée par un régime colonial». Mais même quand ils défilent pour dénoncer «l'occupation» à l'initiative des chiites radicaux du Bureau du deuxième martyr, dont le chef de file est Moqtada al-Sadr, neveu et fils de deux ayatollahs assassinés par l'ancien régime, le mot d'ordre n'est pas «US go home».

République islamique. «Ce n'était pas une manifestation anti-américaine, nous voulions juste leur rappeler la volonté de la population pour un avenir indépendant», explique le cheik Halim al-Fatwali, imam d'une mosquée de Sadr City, l'ex-Saddam City, misérable et peuplée banlieue chiite de Bagdad. Le cheikh reproche à l'administration américaine de ne pas en faire assez pour rétablir au plus vite les services essentiels et la sécurité. «La question n'est pas le départ des

Américains, car nous sommes réalistes. Les priorités sont la reconstruction économique et l'établissement d'institutions démocratiques stables. C'est en fonction de ce qu'ils feront concrètement que nous déterminerons notre attitude par rapport à eux», explique Abou Hamze al-Saïdi, un haut cadre d'al-Dawa, le grand parti islamiste chiite, féroce ment réprimé par le défunt régime. Les forces chiites, soupçonnées par Washington de vouloir instaurer une république islamique, sinon d'être manipulées par l'Irak, misent à fond sur la carte américaine, espérant obtenir dans les futures institutions provisoires une représentation équivalant à leur poids dans la population (55 à 60 %). Il ne s'agit

pourtant pas seulement d'une stratégie de noyautage: aux yeux d'une écrasante majorité de chiites, les Américains restent «les libérateurs». Quand ils apostrophent les GI, c'est d'abord pour reprocher à Washington d'être intervenu «trop tard», laissant Saddam Hussein écraser en 1991 dans le sang «la grande intifada» chiite qui avait suivi la guerre du Golfe. L'ayatollah Ali Sistani, marja (source d'imitation) le plus respecté des dignitaires chiites, a appelé à travailler avec les Américains. Dans leurs prêches, nombre d'imams chiites soulignent que si «la chute du tyran a été la volonté de Dieu», ce sont les Américains qui l'ont réalisée. Seuls quelques radicaux tonnent contre «la liberté à l'occidenta-

le». En revanche, à l'unisson, tous maudissent le gouvernement français, «acheté par l'argent de Saddam».

Illusions perdues. La situation s'améliore, mais trop lentement. «Beaucoup d'Irakiens espéraient des changements immédiats dans leur quotidien, et ils ont été déçus», souligne Nasser Hassan, sculpteur qui, comme nombre de jeunes artistes et intellectuels, a vécu replié sur un petit cercle d'amis fidèles, loin de tout ce qui avait le moindre rapport avec la politique. Trente ans de dictature et de culte de la personnalité ont guéri une bonne partie de l'intelligentsia de toute tentation idéologique pour le socialisme ou le panarabisme. Ceux qui étaient réfugiés en Iran, ou qui y avaient des proches, ont perdu toute illusion sur le régime des ayatollahs. Même les communistes, jadis très puissants en Irak, souhaitent une société ouverte à l'occidentale. «La chute du Mur nous a obligés à revoir nos dogmes, et j'espère que les Américains mettront en œuvre ce qu'ils ont promis afin de faire de ce pays un modèle pour tout le Moyen-Orient», assure Adnan Minchid, critique de théâtre et pilier de la Voix du peuple, le quotidien fraîchement réapparu du parti. Sa grande peur est un départ prématuré des Américains, «qui entraînerait le chaos». Une classe moyenne puissante, longtemps frustrée, rêve désormais d'un american way of life. «Nous nous découvrons mutuellement avec les Américains, avec le pragmatisme».

me et la grande capacité d'adaptation que nous avons en commun. D'autant qu'après les Palestiniens, les Irakiens sont le peuple le plus éduqué du mon-

de arabe», se félicite le père Youssouf Toma, du couvent des dominicains de Bagdad. Il craignait l'intervention américaine. Aujourd'hui, comme

une écrasante majorité de ses concitoyens, il reconnaît qu'elle a été un bien: «Nous sortons d'un immense tunnel et nous

tâtonnons, éblouis par la lumière.» ●

MARC SEMO

Arms expert says he was pressed to distort Iraq evidence

By James Risen and Douglas Jehl

WASHINGTON: A top State Department expert on chemical and biological weapons told congressional committees in closed-door hearings last week that he had been pressed to tailor his analysis on Iraq and other matters to conform with the Bush administration's views, several congressional officials have said.

The officials described what they said was a dramatic moment at a House Intelligence Committee hearing last week when the weapons expert came forward to tell Congress he had felt such pressure.

By speaking out, they said, the senior intelligence expert, identified by several officials as Christian Westermann, became the first member of the intelligence community on active service to make this sort of admission to Congress.

The House committee was examining questions concerning the administration's handling of prewar reports on evidence that Iraq had illegal weapons and ties to terrorist groups.

Westermann, officials said, is an analyst in the State Department's Bureau of Intelligence and Research, a small but important office that is intended to provide the secretary of state with intelligence analysis independent of the CIA and other agencies.

Westermann told lawmakers last week that while he felt pressure, he nev-

er actually changed the wording of any of his intelligence reports.

He did not immediately provide lawmakers with details about his complaints, and it remains uncertain the degree to which his concerns related to Iraq or other regional issues.

Administration officials said Tuesday that his most specific complaints concerned issues related to Cuba, and that he had not yet provided similar specific complaints about the handling of intelligence on Iraq.

The decision by Westermann to speak out caused a stir inside the House and Senate intelligence committees, even though he did not go into detail and indicated he was not comfortable doing so in front of the large group of officials around him in the House hearing. But he said he was prepared to discuss the matter further.

In a separate hearing last week with the Senate Intelligence Committee, he made it clear that he had felt pressure from John Bolton, the undersecretary of state for arms control and international security, that originally dated to a clash the two had over Bolton's public assertions last year that Cuba had a biological weapons program.

Westermann argued those assertions were not supported by sufficient intelligence.

Bolton declined to comment, as did Westermann.

The State Department spokesman,

Richard Boucher, said Tuesday: "We don't comment on closed hearings, but I can tell you that the secretary and deputy secretary have full confidence in John Bolton."

A number of analysts at the CIA and other agencies have privately complained that they felt pressure from administration officials to write reports that they believe overstated evidence that Iraq had illegal weapons programs and terrorist links.

Westermann was one of a large group of officials from several intelligence agencies who were summoned to appear at the opening session of the House intelligence panel's review on Iraq last week.

Addressing the group, Representative Silvestro Reyes, Democrat of Texas, was said to have asked whether any of them had felt political pressure in the development of their intelligence reports, which are supposed to be objective. All of the intelligence officials remained silent, with the exception of Westermann.

Staff members from the House and Senate committees have begun to pursue the matter in greater detail with him, congressional officials said.

A spokesman for Reyes, Kira Maas, said: "The congressman does not comment on closed hearing information."

The failure of the United States to find evidence of Iraq's weapons programs or its links to Al Qaeda has raised questions about whether the Bush administration overstated the threat posed by Baghdad. The CIA has also begun an internal review of its prewar intelligence reports.

Pressure to politicize intelligence is often subtle and extremely difficult to corroborate or quantify.

A number of analysts have said that the pressure they felt came in the form of intensive questioning from senior administration officials, particularly about reports that concluded that there was little evidence of links between Iraq and Al Qaeda.

Several analysts have suggested that they felt less direct pressure on reports concerning Iraq's unconventional weapons, but were angered that senior administration officials selectively disclosed classified intelligence reports that supported the worst-case scenario.

The New York Times

Thursday, June 26, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune



An Iraqi man showing off an anti-tank missile inside a destroyed Iraqi tank at a scrap yard Wednesday on the outskirts of Baghdad.

Le problème chypriote s'enlise dans l'ambivalence de la relation entre la Turquie et l'Europe

Statu quo à Ankara sur une cause « sacrée »

ANKARA

de notre envoyé spécial

Les échéances passent. Et Chypre est toujours divisée. Les tentatives de mettre fin à la division de l'île qui dure depuis 1974 ont échoué. La perspective de l'entrée dans l'Union européenne de la République de Chypre (grecque), la seule reconnue par la communauté internationale, laissait penser qu'une solution était proche. Il n'en a rien été.

Au Conseil européen de Copenhague (décembre 2002), la République de Chypre était mise sur la liste des pays candidats aptes à rejoindre l'UE en 2004. Les Chypriotes turcs, dont la République de Chypre du Nord (RTCN) est seulement reconnue par Ankara, restaient à l'écart.

Le 16 avril de cette année, la signature du traité d'adhésion offrait une autre chance aux Chypriotes d'entrer unis dans l'Europe. Elle a été manquée, malgré les efforts du secrétaire général des

Nations unies, Kofi Annan, qui a présenté un nouveau plan de réunification de l'île. Rauf Denktas, le vieux chef des Chypriotes turcs, l'a refusé et continué de le rejeter.

Rien n'est perdu. Pour Günter Verheugen, commissaire à l'élargissement, il est encore temps pour les Chypriotes turcs de se raviser d'ici au 1^{er} mai 2004. La Commission européenne a décidé une aide de 12 millions d'euros aux Chypriotes turcs destinée à améliorer les infrastructures et à préparer l'adaptation aux règles communautaires. Au cas où... Elle va alléger les sanctions empêchant les Chypriotes turcs d'exporter leurs produits.

Ces gestes seront-ils reçus comme ces « encouragements pouvant accélérer le processus », dont on parle à Ankara ? Le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste), élu à l'automne 2002, ne menace plus d'annexer la partie nord de l'île si la République de Chypre (grecque) était acceptée dans l'UE. Il admet qu'une solution doit

être trouvée alors que son prédécesseur soutenait que l'intervention militaire de 1974 avait réglé le problème chypriote.

Autant pour montrer sa bonne volonté aux Européens que pour faire baisser la tension dans la partie nord de l'île où les Chypriotes turcs manifestent contre l'immobilisme de leurs autorités, il a fait pression sur M. Denktas pour qu'il ouvre la « ligne verte » entre les deux entités chypriotes. Depuis avril, 400 000 personnes sont passées dans les deux sens. Il a également levé l'interdiction, datant de 1964, pour les Chypriotes grecs de se rendre en Turquie.

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, était même disposé à discuter du plan Annan avant d'être rappelé à l'ordre par l'armée, qui considère Chypre comme une « cause sacrée ». Il n'est pas prêt à l'affronter sur ce terrain. Après s'être avancé un peu trop loin en faveur d'une solution négociée, il est devenu prudent. Certains de ses partisans partagent sur Chypre l'intransigeance de l'establishment kémaliste et Rauf Denktas est plus populaire en Turquie qu'à Chypre du Nord.

DEMANDES DE PASSEPORT

Le gouvernement Erdogan n'échappe pas à l'ambivalence générale caractéristique des relations de

la Turquie avec l'UE. Il sait que sans la fin de l'occupation de Chypre du Nord la candidature d'Ankara n'a aucune chance d'être acceptée. Mais il n'est pas sûr que les Européens veuillent vraiment de la Turquie. Pourquoi alors faire des concessions ? La tentation est grande d'attendre l'entrée de la Turquie dans l'UE pour régler le problème chypriote. Entre-temps, des améliorations « humanitaires » réduisent la pression internationale, créent des faits accomplis (pouvant aller jusqu'à une reconnaissance de facto de la RTCN) et rendent moins urgente une solution politique. C'est la grande crainte des Grecs.

Cependant les Chypriotes turcs ne veulent pas être coupés de l'Europe. Ils sont de plus en plus nombreux à demander le passeport de la République de Chypre (grecque) pour voyager librement à partir du 1^{er} mai 2004. Une telle démarche était considérée, il y a peu, comme un véritable acte de trahison.

L'opposition, favorable à un accord avec les Chypriotes grecs, serait certainement majoritaire aux prochaines élections prévues en décembre, sans les immigrés venus d'Anatolie, plus sensibles à la rhétorique nationaliste de M. Denktas qu'à l'appel de l'Europe.

Daniel Vernet

Iran : les limites de la protestation

L'APPRECIATION n'est pas pour plaire au président George W. Bush ni à ceux qui, au sein de son gouvernement et du Congrès des Etats-Unis, croient voir poindre le début de la fin du régime iranien.

Les manifestations d'étudiants qui agitent Téhéran et plusieurs grandes villes iraniennes depuis une semaine ne paraissent pas être – pour l'heure – de nature à entraîner la chute du régime ni même à le forcer à opérer quelques changements fondamentaux.

Malgré la « crise de légitimité » de ce régime, notent les spécialistes, le risque est grand, au contraire, que se crispe un peu plus encore la poigne des plus durs aux dépens de ceux qui, tel le président Mohammad Khatami, auraient voulu rendre la République islamique plus vivable pour ses citoyens.

A son dixième jour, le mouvement étudiant commençait à s'essouffler et semblait avoir touché ses limites. Les étudiants ont obtenu satisfaction sur la revendication qui a fait office de catalyseur de la protestation : le refus de la privatisation de l'université, une décision qui, si elle avait été maintenue, aurait privé de très nombreux jeunes de la possibilité de faire des études supérieures, faute de pouvoir les payer.

Dans un pays où la lutte contre l'analphabétisme a été très efficace – c'est l'un des mérites du régime –, le nombre de jeunes dotés de l'équivalent d'un bac qui frappent aux portes

des universités est chaque année considérable. « Mais, de la même manière que l'agitation, estudiantine ou autre, n'est pas une nouveauté en Iran, où des mouvements de protestation plus ou moins importants ont eu lieu au cours de la dernière décennie [avec un pic estudiantin en 1999], le pouvoir, en faisant machine arrière sur la privatisation de l'université, ne concède pas grand-chose sur le fond », fait remarquer le philosophe et politologue iranien Ramine Jahanbegloo.

Les autorités s'étaient déjà rétractées à d'autres occasions. Elles l'ont fait récemment encore dans l'affaire de l'intellectuel Hashem Aghajari. Condamné à mort pour avoir appelé à « un protestantisme de l'islam », Aghajari a vu sa peine commuée. Il ne faut pas en attendre plus, ajoute Ramine Jahanbegloo, « certainement pas, en tout cas, un renoncement à la république islamique telle qu'ils [les dirigeants iraniens] la conçoivent et dont ils tirent leur pouvoir, au profit d'une république laïque » ; ni même s'attendre à des évolutions plus banales du seul fait d'une conjoncture peu favorable qui voit la « crise de légitimité » du régime se doubler de graves difficultés économiques et d'importantes pressions, américaines notamment.

A l'unisson de Ramine Jahanbegloo, Farhad Khosrokhavar, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), note que le mouvement étudiant n'a suscité

de solidarité active ni à l'échelle locale ni à l'échelle nationale, en dépit de la sympathie qu'il peut inspirer au sein d'une population désenchantée. Elle l'est d'abord et avant tout par l'inanité de l'aile réformatrice du pouvoir, désormais considérée comme le vernis des purs et durs du régime, note M. Khosrokhavar, selon lequel « personne ne croit plus en Mohammad Khatami, considéré au mieux comme un roi faignant, au pis comme un traître ».

La dégradation des conditions de vie est une autre cause de dépit : « Le prix des loyers, par exemple, a plus que doublé en l'espace d'un an, et la cherté de la vie est devenue intolérable pour les gens de la classe moyenne », rapporte ce spécialiste, de retour d'un récent voyage en République islamique d'Iran.

QUE RÉSERVE L'AVENIR

M. Khosrokhavar ajoute : « Les Iraniens n'ont pas envie d'une nouvelle révolution, eux qui continuent de payer le prix de celle de 1979 ; les mouvements de protestation ont fini par lasser ; la population craint un raidissement encore plus grand du régime et préfère sauvegarder les acquis, si minces soient-ils ; elle constate que la « libération » de l'Irak par les Américains est loin de correspondre à un quelconque idéal démocratique ou de prospérité économique. Elle entretient de sérieux doutes sur la volonté des Etats-Unis d'aider réellement à obtenir des changements. »

L'agitation estudiantine elle-même, si spectaculaire soit-elle, mobilise une infime minorité des quelque 1,6 million d'étudiants et souffre d'un manque d'organisation et de prolongement politique au sein du reste de la population.

Ces lacunes se doublent de l'absence à la fois « d'idéologie et de chef charismatique », comme le fut en son temps le fondateur de la République islamique, l'ayatollah Ruhollah Khomeiny, renchérit Ramine Jahanbegloo, qui, comme Farhad Khoşrokhavar, estime que le mouvement ne devrait pas toucher d'autres couches de la population, au moins à court terme.

Que réserve donc l'avenir ? Une situation chaotique, jalonnée de mouvements de protestation, pas forcément uniquement estudiantins, prévoit Ramine Jahanbegloo : « *Le pouvoir est dans une impasse, mais une impasse qui peut encore durer longtemps.* »

Non seulement le régime n'est pas menacé à l'heure actuelle, mais l'agitation peut « *renforcer l'aile dure* », pronostique M. Khosrokhavar. Ce camp voit dans le mouvement protestataire une occasion d'accroître la répression et de mettre au pas leurs frères adversaires réformateurs.

Certains, en Iran, se demandent même si les

durs n'ont pas infiltré le mouvement. Les autorisés ont beau jeu de montrer du doigt les chaînes de télévision en langue persane émettant à partir des Etats-Unis, accusées d'appeler à la révolte.

Mais, à moyen terme, la « crise de légitimité » du pouvoir risque de lui poser un problème autrement plus sérieux : dans moins de deux ans, le mandat de Mohammad Khatami vient à expiration, et l'aile conservatrice, comme la faction réformatrice du régime, sont en panne de candidats.

Mouna Naïm

Les accrochages entre Irakiens et forces d'occupation se multiplient

Six militaires britanniques ont été tués. Bagdad est privée d'électricité

SIX SOLDATS britanniques ont été tués, mardi 24 juin, et huit autres ont été blessés lors de deux accrochages séparés à Al-Majar-Al-Kabir, près d'Al-Amarah, dans le sud de l'Irak. Il s'agit du plus grave incident impliquant les troupes britanniques depuis la fin de la guerre en Irak, le 1^{er} mai. Les six soldats faisaient partie de la police militaire et contribuaient à entraîner la police locale de la localité d'Al-Majar-Al-Kabir.

Devant la Chambre des communes, le ministre de la défense, Geoff Hoon, a indiqué que, selon les informations dont il disposait, « *tout laisse à penser qu'ils ont pu être impliqués dans un incident au poste de*

police où leurs corps ont été retrouvés en milieu de journée ». Lors d'un second accrochage survenu dans la même ville, une patrouille du 1^{er} bataillon du régiment parachutiste britannique a été attaquée au lance-roquettes, à la mitrailleuse et au fusil par des Irakiens. Huit soldats ont été blessés. Un hélicoptère Chinook, venu en renfort, a essuyé des tirs au moment où il se posait.

Mardi également, deux barrages américains ont été attaqués à Ramadi, à 100 km à l'ouest de Bagdad. Une voiture qui refusait de s'arrêter a été prise sous le feu des

Américains. Un occupant du véhicule a été tué et un autre blessé. A un autre barrage, « *un véhicule a foncé sur les soldats et ses passagers ont commencé à tirer, s'attirant une riposte des militaires qui ont tué le chauffeur. Un deuxième véhicule s'est alors dirigé à vive allure vers les soldats et il y a eu simultanément des tirs en provenance d'immeubles avoi-*

sinants », a indiqué un porte-parole de l'armée. Au total, deux Irakiens ont été tués et deux soldats américains ont été blessés. Dans la nuit de lundi à mardi, des inconnus avaient tiré au lance-roquettes contre les forces américaines stationnées devant la centrale électrique de Falloujah, à 70 km à l'ouest

de Bagdad. L'installation n'a pas été touchée. Lors des recherches lancées par les Américains, un Irakien de 28 ans, qui se trouvait sur le pas de sa porte, a été tué.

Depuis lundi, Bagdad est privée d'électricité en raison d'une panne dans la principale station de distribution, à Dora, et d'un attentat, samedi, contre un gazoduc près de Hit, à 150 km au nord-ouest de la capitale. La population s'efforce de faire face en se ruant dans les magasins à la recherche de générateurs. Une première attaque contre les oléoducs a eu lieu le 12 juin et a été

suivie par trois autres attentats, samedi, lundi et mardi. Il a donc été décidé de faire passer de 3000 à 6000 le nombre de gardes armés chargés de surveiller les installations. Une mission pratiquement impossible en raison de la longueur des pipelines (7000 km).

A Washington, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, a déclaré, mardi, n'avoir « *aucune raison* » de croire que des dirigeants irakiens « *aient été éliminés* » lors d'un raid des forces spéciales américaines contre un convoi à la frontière irako-syrienne, dans la nuit du mercredi 18 au jeudi 19 juin. Au cours de cette attaque, un accrochage s'est produit avec des gardes frontières syriens. Cinq d'entre eux ont

été blessés. Trois autres seraient aux mains des Américains.

AVOIRS GELÉS

M. Rumsfeld, comme le chef d'état-major interarmées, le général Richard Myers, se sont refusés à donner plus de détails sur ce raid. On ignore notamment le nombre de victimes. Deux convois ont été visés par la « *task force 20* », l'un sur une route, l'autre dans une base sur la foi de renseignements fournis par des dirigeants irakiens capturés.

Le département du Trésor américain a par ailleurs annoncé que les Etats-Unis avaient gelé les avoirs financiers des 55 principaux responsables du régime irakien. Selon le quotidien britannique *Daily Mirror*, les forces américaines auraient arrêté l'ancien ministre de l'information de Saddam Hussein, Mohammed Saïd Al-Sahhaf, devenu célèbre pour ses interventions tonitruantes, en totale contradiction avec les faits, lors de la bataille de Bagdad.

A New York, la conférence préparatoire sur la reconstruction du pays, organisée au siège de l'ONU, a décidé que la conférence des donateurs aura lieu en octobre. — (AFP. Reuters.)

Le Monde

JEUDI 26 JUIN 2003

GOVERNANCE

Kurds grow impatient with Iraq disorder

By Gareth Smyth in Dukan, northern Iraq

Two months after the overthrow of the Ba'athist regime, the first signs are appearing in Kurdish-held northern Iraq of frustration at continuing instability in the rest of the country.

But the Kurdish leadership remains convinced that solutions can be found through co-operation between US officials and Iraqi representatives and political groups.

Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), said he envisaged an interim government in Baghdad "within three months" that would include all the main former Iraqi opposition groups, including Sciri, the Supreme Council

for Islamic Revolution in Iraq, which the US regards as too close to Iran.

Mr Talabani described Sciri as a "big, moderate Shia movement" whose leader Mohammed Bakr Hakim "has his own [independent] vision and attitudes".

The PUK leader also predicted that Iraq's former president would be caught within a few months. "Saddam Hussein had a lot of underground hiding places,"

he said. "Even when he was president no one knew where he was."

As allies of the US-led coalition in the war, the Kurds have a positive approach to the American presence, even if they look forward to government in Iraqi hands.

Kurdish officials point out that order and services have been restored quickly in Mosul and Kirkuk, two northern cities that fell to joint US-Kurdish operations in the war.

After unrest that cost dozens of lives, both have elected city councils. Shops are open and there are police on the streets.

"We had to start again with the police force as many were Ba'athist thugs," said Michael Albertson, a US

major from Wisconsin. "But we're recruiting many for-

mer soldiers who have a sense of duty and a love of their country."

"The Ba'athists were experts in destruction and sabotage," said Yousif Hanna Lallo, the Syrian Christian assistant mayor in Mosul.

The Kurds have mixed feelings about the US push to integrate their region, outside Baghdad's control for 12 years, with the rest of the

country. One gripe is that Kurdish civil servants have suffered huge pay cuts after Paul Bremer, the US administrator, equalised government pay across Iraq.

"There is a sense that integration is happening too fast," said Rushti Aziz, the minister of justice in PUK-run Suleimaniya. "I'd like to see our achievements and order spread to the rest of Iraq. My fear is rather that

the chaos there could spread here."

Mr Talabani stressed that solutions had to be nationwide. "Our main tasks and responsibilities are in Baghdad. If we do not reshape Iraq on the basis of democracy, human rights and equal citizenship then it will remain a country of violation, revolution and chaos."

www.ft.com/iraq

FINANCIAL TIMES FRIDAY JUNE 27 2003



US soldiers take away a suspected Iraqi insurgent yesterday. Two more Americans were killed in separate incidents in Baghdad yesterday

A campaign of self-destruction

Saddam supporters planned to undermine U.S. with sabotage

By Michael R. Gordon

CAMP DOHA, Kuwait: Saddam Hussein's supporters have come up with a devilishly simple plan to challenge the allied occupation of Iraq: They are sabotaging their own country.

NEWS ANALYSIS

The targets have included oil pipelines, the Baghdad electrical system, a liquid natural gas plant and other key infrastructure. With each attack, life for Iraqis becomes more onerous and the mission of allied forces more complex. It is difficult to say how much of the economic sabotage is coordinated. But there are new indications that some of it may have been planned

before allied forces crossed into Iraq.

Allied officials recently obtained a document prepared by the Iraqi Intelligence Service that calls for a sabotage campaign in the event of Saddam's ouster. Marked "secret" and dated Jan. 23, the document was found in Basra but is marked for distribution to intelligence officers throughout the country.

The "emergency plan" outlines 11 steps, including looting and burning government offices, sabotaging power plants, cutting communication lines and attacking water purification plants, a depressingly familiar list to anybody who followed events in Iraq over the past two months.

The measures are described in the plan as "steps necessary after the fall of the Iraqi leadership by the American-British-Zionist allies, God forbid." The document has been cited by several American and British publications, including *The Washington Times*. This reporter recently reviewed a copy, which is circulating, along with an English translation, among allied commanders, who believe it is authentic.

The allied goal is not just to kill and capture remnants of Saddam's regime and the Iraqi and foreign fighters who support it but also to win the backing of the Iraqi people by persuading them that the new Iraq offers a better future. The two goals, in fact, are intertwined since the allied militaries need the cooperation of Iraqis to ferret out the attackers and because the allies want to prevent the guerrilla war in Iraq from developing into a popularly supported insurgency.

This seems to be a strategy the United States' foes understand well. While it is difficult to determine how much of the damage to Iraq's infrastructure might be the result of the intelligence service Plan 1, it is clear that a substantial amount of the damage to Iraq's essential services is not the result of improv-

ished looters. It is willful destruction of infrastructure with the apparent aim of persuading Iraqi citizens that the Americans and their allies are not capable of administering the country.

L. Paul Bremer, the U.S. administrator in Iraq, reached a similar conclusion after visiting a liquefied petroleum gas plant in Basra earlier this month. The plant was attacked on April 28, about three weeks after American tanks rolled into central Baghdad, and initially was seen as the work of looters.

"As I looked around the plant, it was very clear that what had happened. Professional saboteurs had gone into the control room and had taken the racks of computers out, cut the cables, thrown the computer material and electronics on the floor," Bremer said. "There was no looting going on. There was nothing they were trying to steal. It was a pure act of political sabotage, almost certainly by elements of Ba'athists who want to show that the coalition is unable to run this country. We still face this kind of activity and we need to defeat it."

It is not easy to distinguish between looting and sabotage. The weather station at the Baghdad international airport was stripped of its scientific instruments. Its records of the weather history of recent Iraq were burned. Was that the result of looters looking for scrap metal who were trying to cover their traces or intelligence operatives trying to frustrate civilian airport operations? During a recent trip to Iraq's Rumaila oil field with Task Force Rio, the experts tried to identify the difference. Task Force Rio includes civilians and contractors as well as military officials, and was established before the war to restore Iraqi oil production after the war. It is commanded by Brigadier General Robert Crear from the Army Corps of Engineers.

In a drive through the oil field, Crear described a recent episode in which a key piece was removed from a pipeline that carried crude oil near Az Zubair. Nobody observed the attack but like some other attacks in the area the destruction seemed too targeted to be a random act of looting.

"It was assessed as sabotage," Crear said. "It could be Ba'athists. It could be any organization that wants chaos and does not want the coalition to be successful. Our No. 1 priority is to secure these areas."

During the push to Baghdad, American forces sought to limit the damage to Iraq's infrastructure. Conscious that they would have to rebuild Iraq and administer the country until a new Iraqi government was established, the Americans refrained from targeting electric-

al generators and limited their strikes on other key infrastructure, like bridges. The American forces were also quick to seize and secure Iraq's Rumaila oil fields. The calculation was that Iraq's oil exports could pay for rebuilding the country.

But stopping sabotage is harder than intercepting an Iraqi missile. Oil pipelines, for example, are long and vulnerable. They can be blown up with a pack of explosives or a few well-placed bullets.

Allied militaries can mount patrols to catch the saboteurs and train Iraqi guards to help protect key sites. In the final analysis, however, the allies say they must persuade Iraqi citizens that the attacks undermine their interests in the region as much as America's. They say that is the best way to develop good intelligence on who is behind the attacks.

Sabotage is not the only strategy advocated by the Iraqi Intelligence Service plan. The intelligence document also calls for recruiting exiled Iraqis who are returning from abroad; infiltrating new political parties and Islamic groups, particularly in Najaf, a Shiite religious center; buying stolen arms; and assassinating anti-Ba'athist Shiite leaders.

But economic sabotage presents a threat to the allied program to rebuild Iraq — whether it is a last act of revenge of an ousted regime or the work of new groups opposed to an American presence in the Middle East. Having tried to limit the damage to infrastructure during the war and moved, however belatedly, to stop looting after it, the allies must confront the fact that opponents of the new order are trying to tear it down just as fast as the allies can build it.

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

June 28-29, 2003

IRAQI ADMINISTRATION

Bremer urges Kurd leaders to join council

By Gareth Smyth in Baghdad

Paul Bremer, the chief US administrator in Iraq, visited Jalal Talabani and Masoud Barzani, the two main Kurdish leaders, over the weekend, to try to persuade them to sit on the political council planned as the next transitional step towards a new Iraqi government.

Hoshiyar Zebari, a senior official in the Kurdistan Democratic party (KDP), which is led by Mr Barzani, said yesterday that no one should assume that the Kurdish leaders would sit on the council.

"The Kurds will participate, but the level of that participation is now the issue," he said. "The next two weeks are critical. For its own credibility, the political council needs Mr Talabani and Mr Barzani... It is a difficult decision."

Sciri (the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq), a large Arab Shia Muslim group, has already suggested it might not sit on the council.

Both Sciri and the Kurds fear that the US intends the council to be advisory. Both preferred an earlier US proposal for a "big tent" confer-

ence of Iraqi representatives that would appoint an interim government.

Reaching consensus over the composition and powers of the council is taking longer than Mr Bremer expected when he set a mid-July target in announcing the plan at the beginning of June. Mr Bremer told BBC television yesterday that he expected the council to be formed within three to four weeks.

The Kurds' special concern is with a constitutional convention, due to run in tandem with the political council. They want the convention to propose an autonomous Kurdish region

within a federal state. "The two issues are linked," said Mr Zebari. "We have told Mr Bremer there must be a strong political element [in the constitutional convention], it's not a matter of lawyers working behind closed doors."

Although the US and many Iraqi groups accept the need for federalism, the Kurds fear that, without deft political management, a proposal could be defeated in a referendum across Iraq.

Mr Zebari also said that the Kurds expected to keep "an internal self-defence force - maybe with some

heavy weapons" within a federal Iraq. He claimed this was consistent with the Kurds' agreement with the Americans to disarm as a new Iraqi army is created.

As the political process appeared in danger of stalling, attacks on US troops continued over the weekend. An explosion yesterday in Baghdad killed an Iraqi civilian and injured two US military police. On Saturday US forces found the bodies of two soldiers who disappeared last week north of Baghdad.

In Washington, influential members of Congress are urging the Bush administration to seek military help from allies to restore order in Iraq.

Bill Frist, the Senate Republican leader and a close White House ally, said yesterday it was time to end pre-war differences with France and bring in Nato troops and other foreign forces. "Over time I would like to see a lot of other nations contributing to the security of that region," he said on ABC's *This Week* programme.

FINANCIAL TIMES MONDAY JUNE 30 2003

Lawrence's 1920 report eerily topical

The Mesopotamia described by hero of Arab revolt had parallels with today, writes Charles Clover

"The people of England have been led in Mesopotamia into a trap from which it will be hard to escape with dignity and honour. They have been tricked into it by a steady withholding of information." Thus began an article in the Sunday Times of August 22, 1920, by one T. E. Lawrence - the famed Lawrence of Arabia.

The hero of the Arab revolt of 1917 had been sent to Iraq (then known as Mesopotamia) as a special correspondent to cover the budding revolt against British colonial forces there, which lasted from June to October 1920. Ten thousand Iraqis died in the revolt, while the graves of many of the 500 British soldiers killed are in a Baghdad cemetery.

"Our unfortunate troops, Indian and British, under hard conditions of climate and supply, are policing an immense area, paying dearly

every day in lives for the wilfully wrong policy of the civil administration in Baghdad," wrote Mr Lawrence.

Much of his account seems eerily relevant today, as US troops face daily attacks and six British soldiers were killed last week in a firefight in the town of Majar.

Meanwhile, opinion in the US and UK increasingly questions the justification for the war, and the political process in Baghdad is already stale amid accusations of broken promises.

Dr Wameedh Jamal Omar Nathmi, a professor of political science at the University of Baghdad and a specialist in the "1920 Revolution", is also interested in the parallels between the present and the past.

Like coalition forces today, he says, when the British forces entered Iraq, they were seen as liberators (from the Ottoman Turks). But

that euphoria quickly turned to resentment, after Britain reneged on promises of self-determination and opted for direct rule of the country rather than a provisional Iraqi government.

The British also never had any intention of occupying the whole of Iraq for any length of time, says Mr Nathmi, but were sucked into it by "a combination of creeping commitments and pride".

"Iraq proved it was capable of joining ranks and starting an uprising within two years of the full British occupation and three years of the British entry into Baghdad," he adds. "What is happening now is not a mature popular uprising. It is incidents. But they are not showing signs of retreat, rather they are showing signs of progress."

Unlike in 1920, the fighting against foreign occupiers today is concentrated in the Sunni region of central Iraq, while in 1920 it was the Shia

heartland of Najaf and Karbala in the south that rose up against the British, driven by a series of fatwas, or religious edicts, from Shia clerics in Najaf.

So far, the religious authorities have maintained a working relationship with coalition commanders, despite mutual suspicions. But they report they are under increasing pressure to take a harder line towards US and British troops.

"We don't want escalation of this situation," says Mohammed Ya'aqubi, a Shia cleric from Najaf. "The coalition forces have to treat the people with more respect. Our people are afraid that the soldiers will steal their Islamic identity, that they will return us to 100 years ago when we had no rights, we were colonised... Every day they ask us what to do. So far, we are counselling them to remain calm."

Part of popular disappointment is due to a lacklustre reconstruction process, part

is due to perceived US backtracking on promises of an interim government, and part is due to conduct of the military towards civilians, seen as unnecessarily brutal and unobservant of Iraq's conservative culture.

The 1920 revolution forced British administrator Arnold Wilson, who had been against Iraqi self-determination, to resign. In November of that year, Britain granted Iraq a provisional government, under prime minister Abdel Rahman al-Kailani.

Iraqi schoolbooks record the revolt as the birth of the Iraqi nation, and a decisive victory against imperialism.

But Dr Mohammed Miah, a professor of history at Baghdad University, has a slightly less triumphalist account of the revolution: "Did we throw the British out? Of course not. They got our oil until 1972 [the year it was nationalised]. They got everything that they came for, and even more."



CURRENT AFFAIRS

The coming days remain uncertain for the Kurds who fear being left behind in the new Iraq

KURDS

Federalism first

Debate about what the Iraq of tomorrow will look like is ongoing and likely to continue for some time. The Kurds put forward a draft constitution last year. *Chris Kutschera* talked to several PUK and KDP politicians about their aspirations and the chances of achieving them.

The main issue, for the Kurds, is their status in the future Iraq. For once unanimous, the Kurdish political parties conceive only one solution: federalism. "Now we are independent, and we are asking for reunification. Federation is the only solution," claims the PUK's Berham Saleh. Anxious not "to be left behind by the train," as Massoud Barzani puts it, the KDP put forward a draft constitution for Iraq and for

the Kurdish region last autumn. Written by Kurdish constitutional law experts, this 15-page document lays down very clearly the relations foreseen between the Kurdish region and the central government.

Item one of the text, General Principles of Federalism for Iraq, declares: "Iraq is a federal state with a republican, democratic, parliamentary and multi-party system called the Federal Republic of Iraq."

The envisioned republic will consist of

two regions. The Arab region embracing central and southern Iraq, along with the provinces of Mosul and Nineveh in the north, but excluding some districts.

The proposed Iraqi Kurdistan region includes the provinces of Kirkuk, Suleimania and Erbil, within the administrative boundaries in place prior to 1968, and the province of Dohuk, the sub-district of Zimar in the province of Nineveh, the districts of Khanakin and Mandili in the

province of Diyala, and the district of Badra in the province of Al Wasit. "The geographic boundaries of the region shall be delineated in the Federal Constitution," concludes this section of the draft.

The anticipated federal republic will have a president, a judicial authority and a legislative body composed of two chambers. The National Federal Assembly, elected on a proportional basis and an Assembly of the Regions, made up of members drawn in equal numbers from the two regional assemblies. On the council of ministers, a prime minister and a number of additional ministers will represent the two regions in proportion to the total population of the Federal Republic of Iraq. Each of the two regions will have its own legislative assembly, regional president, council of ministers and court system.

Four aspects of the Kurdish draft constitution are eye-catching. Item 14 states that: "On the occasion of the election of the president of the Federal Republic of Iraq from one of the regions, then the prime minister of the Federal Republic of Iraq shall be from the other region." In other words, if the president of the federal republic is an Arab, the prime minister will automatically be a Kurd.

After declining for decades to play a political role in Baghdad, the Kurds have finally understood that they must first exert power in Baghdad if they are ever to do it in their home regions.

Item seven of the text specifies that members of government will be selected proportionally to the respective importance of the Arab and Kurdish populations in the federal republic. "Clearly," comments a KDP leader, "it means the Kurds shall have at least one of the three most powerful ministries - defence, interior or finance.

Meanwhile, item five of the draft constitution states explicitly: "Kirkuk shall be the capital of the Kurdistan region," an article which provoked outrage from Turkey.

Finally, item 75 notes: "The structure of the entity and the political system of the Federal Republic of Iraq cannot be changed without the consent of the Kurdistan Regional Assembly. Action contrary to this

shall afford the people of the Kurdistan Region the right to self-determination."

Loosely translated, this article means that in case of conflict between the central power and the regional administration, the Kurds will proclaim their independence.

Submitted to the Kurdish parliament in Erbil and to the other political parties of the Iraqi opposition, this draft was approved with slight modifications.

But the real problems will begin when the draft constitution is submitted to the Iraqi people, either to the parliament, or directly to the population in a referendum. Until recently, most Kurdish leaders had not

lined that the Shi'a will compose about 75% of the population of the envisioned Arab region. "If federalism is implemented, the Shi'a will have the power in their region. So we must play the Shi'a card."

But most Kurdish leaders are convinced the majority of the Arab population of Iraq, yielding to nationalistic feelings, would reject a federal constitution. "The Iraqi Arabs are far too chauvinist," says one. "We cannot take our proposal to an Iraqi assembly. It would be killed off," asserts Hoshiyar Zibari.

From among the ranks of the PUK, Nour Shirwan states emphatically: "I will never put the federal issue to a referendum. I will not discuss it with the Arabs.

The Shi'a have supported us so far. But if they seize power, I do not know. How could the Arabs reject a draft of a constitution which was approved by Ahmad Chalabi's Iraqi National Congress (INC) in 1992, by the opposition conference in the United States this year, and which is supported by the US?" speculates Kosrat Rasul. "If the new system is democratic, they will give these rights to the Kurdish people. We are two nations, we each have our land. We don't ask for Arab land, but we were here before the Arab people. We have provinces that are bigger than some Gulf states. If federalism is bad, then let the Gulf states become a republic."

Kosrat Rasul acknowledges that if a democratically elected Iraqi parliament rejects the Kurdish project of a federal constitution, options for the Kurds are limited. "If we have a regime which has the support of the US,

we cannot say that we shall fight against it. If America supports us, we will ask for more than a federal system." Aware of all these hazards, Roj Shawess, speaker of the KDP parliament, concludes that the Kurds cannot leave the responsibility for moving to a democratic government and to federalism in the hands of the Iraqi people. "It is a condition on our side. It should be approved before there is a transition regime, with international guarantees."

For the Kurds, federalism comes first. But the coming days are very uncertain. ■



After the despised Saddam Hussein what can the Kurds expect?

considered this eventuality. They were planning to have the draft constitution approved by a congress of the Iraqi opposition, meeting somewhere in Europe, or by Washington.

Many become disconcerted when presented with the argument that a draft constitution must be validated by popular vote within Iraq.

Some Kurdish officials think a federal constitution would be ratified by the Iraqi people, 60% of whom are Shi'a and have suffered for decades under Sunni-dominated central governments. One official under-



PARLEMENT EUROPEEN

AFFAIRES ETRANGERES

EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ
EUROPEAN PARLIAMENT
PARLAMENTO EUROPEO
PARLEMENT EUROPEEN
PARLAMENTO EUROPEO
EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENTO EUROPEU
EUROOPAN PARLAMENTTI
EUROPAPARLAMENTET

**Demande d'adhésion de la
Turquie à l'Union
européenne**

2-5 juin 2003 Strasbourg

Arie OOSTLANDER (PPE-DE, NL)

Doc.: A5-0160/2003

Procédure : consultation

Débat : 04.06.2003

Vote : 05.06.2003

Le vote

Le Parlement s'est félicité des progrès notables réalisés par la Turquie pour satisfaire aux critères politiques liés à l'adhésion à l'UE, tout en précisant que, bien que les conditions ne sont pas encore remplies pour ouvrir les négociations d'adhésion, il se déclare convaincu qu'elles le seront si le gouvernement turc poursuit les indispensables réformes en cours. Les députés, qui ont adopté le rapport de M. Arie OOSTLANDER (PPE-DE, NL), par 216 voix pour, 75 voix contre et 38 abstentions, ont souligné la nécessité d'une réforme complète de l'Etat et ont invité le gouvernement turc à mettre en place un nouveau système politique et constitutionnel garant des principes d'un régime laïc et d'un contrôle du pouvoir militaire par le pouvoir civil.

une attitude sereine vis-à-vis de l'Islam et de la religion en général.

Pour le Parlement, la nouvelle Constitution turque devra être assise sur les fondations démocratiques qui stipulent le plein respect des droits de l'homme et des droits des individus et des minorités. C'est donc avec satisfaction qu'il a pris acte de l'intention du Premier ministre turc, M. Erdogan, d'élaborer une nouvelle Constitution. Les députés ont également estimé que le système électoral devrait garantir une représentativité totale du Parlement. La Turquie doit respecter les langues et les religions minoritaires et, en particulier, créer une relation sereine et constructive avec ses citoyens de souche kurde.

Allant plus dans le détail, le Parlement a plaidé pour que soient rejugés et immédiatement relaxés les anciens parlementaires du DEP, y compris Mme Leyla Zana, lauréate du prix Sakharov, pour que soit révisée la décision prise par le Tribunal constitutionnel turc d'interdire le HADEP, pour que soit étendu à tous les détenus l'accès à une assistance juridique et pour que soient prises des mesures énergiques pour abolir la torture et faire appliquer les normes carcérales internationales. Pour tous les citoyens, quelle que soit leur origine, un véritable accès à la radiodiffusion et à la télédiffusion et à l'éducation en langue kurde et dans les autres langues non turcophones doit être garanti. De même, les autorités turques doivent faciliter le travail des organisations non gouvernementales telles que Caritas en leur octroyant un statut légal. Les députés expriment leurs vives inquiétudes au sujet des rapports faisant état de viols fréquents par les agents de la Sécurité de l'Etat de détenues, et plus particulièrement de femmes d'origine kurde et de dissidentes politiques. Les députés s'inquiètent également de la campagne négationniste menée dans les écoles primaires et secondaires à propos de

l'oppression des minorités au cours de l'histoire de la Turquie, en particulier à l'égard de la communauté arménienne.

Sur le plan des relations extérieures, les députés ont invité la Turquie à retirer ses troupes de la partie Nord de Chypre pour ouvrir la voie à la réunification de l'île mais aussi à favoriser un bon voisinage avec l'Arménie. La Turquie devra coopérer avec les Etats voisins, l'Iran, la Syrie et l'Irak, pour assurer la sécurité de ses frontières tout en permettant aux citoyens d'origine kurde de ces différents pays de développer leurs échanges humains, culturels et économiques.

Pour plus d'informations :

Marjory van den Broeke

(Strasbourg) Tél. : (33) 3 881 74337

(Bruxelles) Tél. : (32-2) 28 44304

e-mail : foreign-press@europarl.eu.int

Le débat

Rapporteur

M. Arie OOSTLANDER (PPE-DE, NL) rappelle que la Turquie, comme tous les autres candidats, doit remplir un certain nombre de critères pour pouvoir adhérer à l'Union européenne, et, contrairement aux candidats précédents, les efforts de la Turquie doivent porter sur les critères de Copenhague. C'est une modification fondamentale de l'Etat turc qui permettra aux pays d'adhérer à l'Union. Cet Etat a été fondé suivant une philosophie politique des années vingt, période pendant laquelle, il faut bien le reconnaître, l'Europe ne donnait pas de bons exemples, explique M. OOSTLANDER.

Le rapport émet certaines critiques sur la structure de l'Etat et essentiellement sur le rôle de l'armée. Le rapporteur se félicite de l'annonce faite par le Premier Ministre Tayyip ERDOGAN de la prochaine élaboration d'une nouvelle Constitution. Dans le cadre de la réforme de l'Etat, le rapporteur demande

Les députés ont exprimé leurs préoccupations face au "rôle excessif" détenu en Turquie par l'armée, rôle qu'ils considèrent comme un frein à son "évolution vers un régime démocratique et pluraliste". Les députés sont d'avis qu'à terme, il faudra abolir le Conseil national de sécurité dans son rôle et sa position actuels tandis que les représentants de l'armée devront quitter des organes civils tels que le Haut Conseil de l'éducation et celui de l'audiovisuel. Le Parlement turc doit avoir la haute main sur le budget de l'armée.

Le Parlement ne fait pas de la culture judéo-chrétienne et humaniste un pré-requis à l'adhésion à l'UE, mais insiste sur le respect des valeurs universelles de la démocratie, de l'Etat de droit, des droits fondamentaux et de l'homme ainsi que des libertés de religion et d'opinion. Le rapport recommande également

également la suppression, à terme, du Conseil national de sécurité. La Turquie doit également régler ses problèmes hors-frontières, avec Chypre mais aussi avec l'Arménie et peut-être avec l'Irak.

Un autre sujet de préoccupation est l'absence de société civile en Turquie. Or, celle-ci est nécessaire pour renforcer le caractère démocratique de l'Etat. Même les communautés religieuses sont contrôlées par l'Etat. M. OOSTLANDER insiste sur la nécessité pour l'Etat turc de se développer pour devenir à terme un Etat membre comme les autres. Sans cela, le concept de citoyenneté européenne serait vidé de son sens.

La position du Parlement a le mérite d'être claire. M. OOSTLANDER invite le Conseil à avoir la même attitude dans sa politique à l'égard de la Turquie. Il ne faut pas se contenter d'actes symboliques, il faut être transparent et ne pas taire ses objections pour les ressortir plus tard. La Turquie doit savoir sur quel pied danser. M. OOSTLANDER insiste sur la nécessité de vérifier concrètement que les transformations annoncées se traduisent dans la réalité. Quand elle traite de l'adhésion à la Turquie, l'Union doit se fonder sur le respect des critères politiques. La liberté religieuse ne doit pas rester lettre morte et les droits culturels doivent être reconnus de façon effective.

En conclusion, M. OOSTLANDER regrette que la question chypriote n'ait pas encore été résolue, cela prouverait la perte d'influence de l'armée dans l'Etat turc.

Conseil

M. Tassos GIANNITSIS, au nom du Conseil, rappelle l'évolution du processus d'adhésion. Le tournant a été Helsinki où l'on a décidé que la Turquie devrait obéir aux mêmes critères que tous les autres pays candidats. Les relations de partenariat ont été fortement améliorées en 2001 et les critères de Copenhague ont été décidés. Il y a en Turquie un nouveau gouvernement qui bénéficie d'un soutien populaire important. Les idées de ce gouvernement sont partagées par une large majorité de la population. Il doit faire face aux déficiences législatives et faire des réformes en profondeur. En 2004, on devra décider de l'opportunité de traiter la demande d'adhésion turque afin de commencer d'éventuelles négociations. On a tenté de mettre en œuvre toute la procédure définie à Copenhague en tenant compte des efforts accomplis par la Turquie. Qu'atteint-on d'elle ? On attend tout d'abord qu'elle respecte les critères et le statut du partenariat sans pour autant préjuger de l'évaluation que fera la Commission. Les bons résultats obtenus au

cours des dernières années seront pris en considération. Mais il faudra que la démocratie fonctionne sans entrave et que les efforts du gouvernement turc se traduisent par des mesures législatives. Les relations entre le gouvernement et l'armée doivent être également considérées. Il ne faut pas qu'il y ait des dérives par rapport aux critères de Copenhague et malheureusement il y en a, bien que des progrès importants aient été réalisés, tels que la suppression de la peine de mort et la reconnaissance des langues minoritaires, mais il y a toujours des problèmes en matière de droits de l'homme, notamment des cas d'emprisonnement et de torture et le statut des établissements religieux n'est pas satisfaisant. La Turquie doit respecter ses engagements et les droits de ses citoyens. Les réformes décidées doivent absolument être appliquées et le rapport d'Amnesty International donne un exemple des problèmes qui se posent à l'heure actuelle. Les priorités données aux relations avec la Turquie se reflète dans le texte sur le partenariat révisé en particulier en ce qui concerne l'amélioration de l'économie. Le problème de Chypre est toujours dans l'impasse. Il faut absolument faire preuve d'une volonté ferme et d'un calendrier précis. On souhaite y parvenir avant le 1er mai 2004. On constate également une amélioration des relations greco-turques au niveau des ministres des affaires étrangères de ces deux pays mais des litiges existent toujours. Il est absolument souhaitable de voir la paix et la prospérité régner dans cette région et les valeurs européennes doivent y être respectées.

Commission

Pour M. Günter VERHEUGEN, ce rapport arrive à un moment important pour les relations entre l'Union et la Turquie. Tout le monde réalise le rôle stratégique de ce pays pour la paix et la stabilité de la région. D'autre part, il serait avantageux pour l'Union européenne d'avoir un pays musulman à ses côtés. Le Sommet de Copenhague a donné une feuille de route très claire à la Turquie. Elle a dix-huit mois pour remplir les critères de Copenhague. A cette fin, la Commission a préparé une coopération renforcée dans plusieurs domaines dont le dialogue politique et économique, la sécurité et les affaires intérieures, l'Union douanière et les relations commerciales.

Ensuite, la Commission a proposé une augmentation sensible de l'aide à la Turquie. Cette aide devra soutenir les initiatives pour développer les pratiques démocratiques, l'égalité entre hommes et femmes et la protection des minorités, entre autres. Enfin, un partenariat renforcé avec la Turquie a été décidé le 14 avril dernier pour l'aider à remplir les critères politiques.

La Commission attend maintenant une réaction de la Turquie à ses propositions, réaction qui prendrait la forme d'un programme législatif et d'un calendrier précis. M. VERHEUGEN rappelle que la Turquie a effectué des réformes impressionnantes ces derniers dix-huit mois. Selon lui, la décision du Conseil européen d'Helsinki d'accorder le statut de pays candidat à la Turquie a été stimulant pour les réformes dans le pays. Certaines mesures ont été prises, d'autres ont été annoncées, l'an prochain devra être consacré à la mise en œuvre des nouvelles dispositions. M. VERHEUGEN prend acte de l'annonce faite par le Gouvernement turc de rédiger une nouvelle Constitution. Il se félicite également que des responsables importants des forces armées turques approuvent l'approche européenne du pays.

Cependant, certaines lacunes restent à combler. Il s'agit de la suppression de la torture, de la garantie de la liberté d'expression ou de religion, du rôle politique des forces armées, du respect des droits culturels ou du respect des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme. La Turquie doit mettre en œuvre les réformes annoncées maintenant. L'analyse de la Commission ne sera pas seulement textuelle mais elle prendra en compte la pratique pour vérifier que la Turquie respecte bien les critères de Copenhague.

En effet, en ce qui concerne le respect des droits fondamentaux, l'image est peu claire. Malgré les réformes, certains juges, militaires ou fonctionnaires continuent d'agir comme par le passé. Donc, malgré les réformes entamées, la Commission ne peut pas encore porter de jugement définitif. Un souci demeure en ce qui concerne l'esprit des réformes. Certains actes vont à l'encontre des réformes. M. VERHEUGEN cite, à titre d'exemple, le procès contre Leyla ZANA : ce nouveau jugement doit correspondre aux réformes. Cela permettra de renforcer la crédibilité du processus de réformes et de combler le fossé entre les annonces et la mise en œuvre effective.

En ce qui concerne la question chypriote, M. VERHEUGEN espère qu'une solution globale pourra être trouvée sur la base du plan des Nations Unies pour que l'Union accueille une Chypre réunifiée le 1er mai 2004. La question doit être réglée sans quoi elle serait une embûche pour les négociations avec la Turquie. M. VERHEUGEN rappelle que la Commission a adopté des mesures pour aider les populations turques chypriotes. Il demande à toutes les parties de faire preuve de la souplesse nécessaire pour régler le problème.

La Turquie a peu de temps pour remplir les

critères de Copenhague, ainsi la Commission l'encourage en lui apportant l'aide nécessaire. M. VERHEUGEN insiste sur ce point : les réformes ont besoin d'être encouragées par l'Union européenne. Il rappelle que le Conseil européen s'est engagé clairement sur l'appartenance possible de la Turquie à l'Union. Elle a donc le droit de voir sa demande d'adhésion traitée de façon correcte et loyale. La Commission appliquera strictement les critères politiques dans

Groupes politiques

M. Geoffrey VAN ORDEN (PPE-DE, UK) constate la nécessité de nombreuses réformes pour parvenir à un traitement équitable de la Turquie et à l'éventualité d'une adhésion. Il faut envoyer un message positif à ce pays. Il faut que la Turquie soit fortement ancrée dans le monde occidental et il faut l'aider à surmonter les difficultés qu'elle rencontre. Or, le rapport OOSTLANDER est très négatif. Il insiste sur les allégations de torture et sur le fait que ce pays ne serait pas très bien vu dans l'Union européenne. Le rapport, au nom des droits de l'homme, voudrait plutôt dénouer des liens avec la Turquie que les encourager. Il n'y a pas de chaleur ni d'amitié dans le texte. Pourtant, il faudrait qu'en décembre 2004, on puisse donner des indications précises afin d'aborder les négociations en vue d'une adhésion.

M. Hannes SWOBODA (PSE, A) félicite M. OOSTLANDER. Le rapport ouvre la porte mais le chemin est semé d'embûches. On est conscient de ces deux réalités. Au nom du kéralisme, le monde civil et la laïcité avaient pris le pas sur les forces religieuses, mais les forces militaires à leur tour ont pris le pas sur le monde civil. Il faut que la voie vers l'Europe soit marquée par un retour au monde civil. A cet égard, le retrait des militaires de certains domaines, tels que les médias, est absolument nécessaire. Par ailleurs, le problème des minorités kurdes, syriennes, grecques, est extrêmement important. Il y a peu de temps encore, ces minorités n'étaient même pas reconnues. C'est largement grâce à l'action du Parlement européen que les Turcs sont parvenus à une telle reconnaissance ; En ce qui concerne Chypre, on a pu constater avec quel enthousiasme les populations concernées accueillent l'idée de pouvoir retourner dans leur village d'où elles avaient été chassées. L'ouverture de la ligne verte apparaît comme une grande réforme et d'ici peu, Chypre sera certainement réunifiée.

M. Bob van den BOS (ELDR, NL) reconnaît les progrès effectués par la Turquie. Quand le pays respectera les critères de Copenhague, l'Union européenne devra à son tour respecter ses promesses. Il se déclare également ravi que M. OOSTLANDER reconnaisse que les

valeurs de la démocratie et des droits de l'homme puissent être partagées par des Musulmans.

Une des réformes essentielles qui attend l'Etat turc concerne sa structure. Les militaires doivent être soumis aux élus politiques et le Conseil de sécurité doit être dissout. Certains évoquent le rôle des militaires pour veiller sur l'Etat laïque, l'armée serait un bastion contre l'intégrisme. Mais la lutte contre l'intégrisme ne concerne pas que l'armée, mais tous les responsables politiques. A son tour, M. van den BOS est satisfait de l'annonce d'une nouvelle Constitution turque et estime qu'elle devra prouver sa compatibilité avec l'appartenance du pays à l'Union. De façon générale, le processus législatif en tant que tel ne suffit pas, il faut une application pratique des mesures adoptées. M. van den BOS insiste pour qu'il n'y ait pas de négociation tant que la torture continue à être pratiquée ou que la liberté d'expression n'est pas garantie.

Il demande à la Turquie de changer d'attitude sur la question chypriote. L'échec de la réunification est largement dû à l'attitude rigide des Turcs, qui devraient prendre exemple sur l'ouverture d'esprit de leurs compatriotes vivant dans l'île. De même de bons rapports avec l'Arménie sont nécessaires et la Turquie devrait faire le geste politique que les Arméniens attendent depuis longtemps. En conclusion, M. van den BOS estime que l'adhésion à court terme de la Turquie semble exclue.

Mme Felekna UCA (GUE/NGL, D) salue les efforts du rapport OOSTLANDER pour tenir compte des progrès effectués par la Turquie. Ce résultat est dû à de nombreux amendements déposés en commission. Ainsi, les critiques sont plus précises. Elle regrette cependant que de nombreux problèmes soient abordés de façon trop liminaire. C'est le cas des minorités religieuses ou de la question kurde. Elle estime que le problème des droits de l'homme devrait être davantage évoqué. La situation de Leyla ZANA et d'autres membres de son parti aurait dû être mise en évidence. Ces personnes restent emprisonnés. De même, le cas d'OCALAN n'est absolument pas mentionné et c'est regrettable. Les multiples interdits qui touchent des représentants de partis politiques ne sont pas évoqués alors que des problèmes moins importants le sont.

Mme UCA regrette la mise en évidence dans le rapport de la culture judéo-chrétienne. Un pays musulman doit aussi pouvoir respecter les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme. Mais l'avantage de ce rapport est qu'il reconnaît la possibilité d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

M. Jan Joost LAGENDIJK (Verts/ALE, NL) estime que les amendements qui ont été apportés au rapport en commission ont rétabli l'équilibre par rapport à un texte initial qui ne l'était pas. Il rappelle également que le rapporteur fait une distinction entre les valeurs chrétiennes et universelles qui en découlent et le fait que le respect de ces valeurs ne soit pas opposable à la Turquie. Il insiste également sur le fait qu'il ne faudrait pas constamment se faire manipuler par les Arméniens dans la recherche d'arguments antiturs. Quelle est la toile de fond du débat ? C'est une lutte entre les réformateurs qui sont à l'heure actuelle au gouvernement et les conservateurs, c'est-à-dire essentiellement l'armée et le pouvoir judiciaire. Il faut absolument défendre les réformateurs contre les conservateurs. Il faut aussi garder le sens de l'équilibre et éviter de donner l'impression que rien ne vaut en Turquie et ne vaudra jamais rien. Il faudrait partir au contraire du principe que ce qui est bon pour la Turquie peut être bon pour l'Europe.

M. Bastiaan BELDER (EDD, NL) estime que ce rapport est critique et loyal. Le rapport étaye est pour affirmer que la Turquie ne remplit pas encore les conditions pour une adhésion à l'Union européenne. M. BELDER souligne cependant trois contradictions fondamentales par rapport aux critères de Copenhague : la place prédominante de l'armée, les poursuites, notamment, contre l'obéissance chrétienne et la question kurde. Pour M. BELDER, la question urgente adressée à la Commission est particulièrement opportune. Il faut tendre la main à la Turquie en suivant les propositions de M. OOSTLANDER.

M. Jean-Thomas NORDMANN (ELDR, F) souligne que le rapport de M. OOSTLANDER est assez substantiellement modifié et a été amélioré vers plus d'équilibre. En ce qui concerne les questions relatives aux droits de l'homme et aux libertés publiques, M. NORDMANN estime qu'on peut suivre le rapporteur. Il affirme qu'il suivrait moins le rapporteur sur son "allergie" à l'égard de la laïcité et des idées laïques. Pour M. NORDMANN, le kéralisme était sans doute une forme de despotisme éclairé et s'est proposé comme une modernisation accélérée de la Turquie, s'inspirant des modèles démocratiques occidentales et en particulier de séparation de l'église et de l'Etat, et de la laïcité républicaine. Il souligne que la candidature de la Turquie suscite aujourd'hui un débat contradictoire. Pour lui, la Turquie peut se prévaloir d'un héritage historique positif. Il estime qu'il faut penser notre laïcité européenne dans le cadre d'une société musulmane. C'est là l'un des défis du XXIème siècle. Il pense que le rapporteur doit faire un

meilleur accueil à l'idée laïque. Pour lui, la Turquie avait et aura vocation à être candidate à l'adhésion à l'Union européenne.

M. Gianfranco **DELL'ALBA** (NI, I) insiste sur le fait qu'il faut accueillir avec une certaine prudence l'image du kéralisme qui n'est pas nécessairement ce que l'on croit en Europe. De toute façon, il est absolument nécessaire d'accueillir la Turquie en Europe sans quoi on la rejetterait immanquablement vers d'autres rivages beaucoup plus périlleux et M. **DELL'ALBA** rappelle qu'avec ses collègues radicaux, il a déposé un amendement dans lequel il insiste sur le fait

qu'il est sûr que les réformes entreprises par le Gouvernement turc seront menées à terme et qu'à ce moment-là, la Turquie remplira les conditions nécessaires à son adhésion. C'est un message positif de ce genre qu'il faut lancer aux Turcs.

Pour Mme Véronique **DE KEYSER** (PSE, B), les 283 amendements déposés en commission ont fait subir un sérieux lifting au rapport. Certaines formulations outrancières ont disparu. Bien qu'il décrive à juste titre le chemin que le pays doit accomplir dans le respect des droits de l'homme, il reste un rapport idéologique tentant d'imprimer à la Turquie sa propre vision de l'Europe. Si le

paragraphe 3 n'est pas amendé, il sera une gifle pour un pays au gouvernement musulman mais de tradition laïque. Il consacrera aussi pour les Européens le retour des vieux démons, l'intervention du religieux dans le politique. Si l'on veut parler des valeurs judéo-chrétiennes, Mme De **KEYSER** invite à la relecture de "L'Evangile selon Jésus-Christ" de José Saramago pour évoquer les crimes commis au nom des Dieux. *"Mettons les Dieux hors jeu, admettons une fois pour toute la laïcité de l'Europe comme la pluralité de ses cultes et traitons sans faiblesse mais sans préjugés le cas de l'adhésion de la Turquie à l'Europe"* déclare Mme De Keyser.